



Société anonyme à Conseil d'administration

au capital de 2.417.442,90 euros

Siège social : 510, rue René Descartes – Les Jardins de la Duranne Bât E et Bât F

13857 Aix-en-Provence Cedex 3

481 581 890 RCS Aix-en-Provence

Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Note

Dans le présent document, les termes « **SuperSonic Imagine** » ou la « **Société** » désignent la société SuperSonic Imagine, société anonyme à conseil d'administration et dont le siège social est situé 510, rue René Descartes, Les Jardins de la Duranne Bât E et Bât F, 13857 Aix-en-Provence Cedex 3, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 481 581 890. L'expression le « **Groupe** » désigne le groupe de sociétés constitué par la Société et l'ensemble de ses filiales.

- **Table des matières**

PARTIE 1 - RAPPORT DE GESTION SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020.....	8
1. Activités du groupe.....	9
1.1. Présentation du groupe.....	9
1.1.1 Organigramme.....	10
1.1.2 Marché / Concurrence.....	11
1.2. Activités du groupe.....	12
1.2.1 Activité de Recherche et Développement (« R&D »):.....	12
1.2.2 Activité de distribution directe et indirecte :.....	13
1.2.3 Activité marketing :.....	14
1.2.4 Activité de production :.....	15
2. Présentation des résultats du groupe et des indicateurs clés de performance.....	17
2.1. Compte de Résultat.....	17
2.1.1 Chiffre d'affaires et autres revenus de l'activité	18
2.1.2 Coût des ventes et marge brute.....	20
2.1.3 Charges opérationnelles courantes.....	21
2.1.4 Autres charges et produits opérationnels.....	24
2.1.5 Résultat opérationnel.....	24
2.1.6 L'Ebitda	24
2.1.7 Le Résultat financier.....	25
2.1.8 Impôts sur les sociétés.....	25
2.1.9 Le Résultat net et le résultat net par action.....	25
2.2. Bilan.....	25
2.2.1 Les actifs non courants.....	26
2.2.2 Les actifs courants hors trésorerie et équivalents de trésorerie.....	26
2.2.3 La trésorerie et équivalents de trésorerie.....	26
2.2.4 Les capitaux propres.....	27
2.2.5 Les passifs non courants.....	27
2.2.6 Les passifs courants.....	28
2.3. Flux de trésorerie.....	29
2.3.1 Les flux opérationnels.....	29
2.3.2 Les flux d'investissements	30
2.3.3 Les flux de financement.....	30
2.4. Faits marquants de l'exercice	30
2.4.1 Transfert sur Euronext Growth.....	30
2.4.2 Gouvernance/ conseil d'administration	31
2.4.3 Financement.....	33
2.4.4 Litiges.....	33
2.4.5 Impact de la pandémie de la Covid-19 sur 2020.....	33
2.4.6 Assurance qualité et obligations règlementaires.....	34
2.4.7 Commercial.....	34
2.4.8 Technologie et publications cliniques.....	35
2.5. Faits marquants survenus depuis la clôture de l'exercice.....	35

2.6. Perspectives.....	36
2.7. Facteurs de risques.....	36
2.7.1 Risques relatifs aux marchés sur lesquels intervient le Groupe	36
2.7.2 Risques liés à l'activité du groupe	37
2.8. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques.....	52
2.8.1 Diligences ayant sous-tendu la préparation de la description des procédures de contrôle interne et de gestion des risques.....	52
2.8.2 Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable	57
2.9. Autres activités liées à la société mère.....	59
2.9.1 Activités.....	59
2.9.2 Résultats	59
2.9.3 Tableau des cinq derniers exercices de SuperSonic Imagine S.A.....	61
2.9.4 Gestion des risques	62
2.9.5 Politique de distribution des dividendes	62
2.9.6 Dépenses non déductibles	62
2.9.7 Information sur les délais de règlement fournisseurs et clients.....	62
2.9.8 Informations des actionnaires	63
2.9.9 Programme de rachat d'actions	63
PARTIE 2 - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	65
3. Le gouvernement de l'entreprise	66
3.1. Composition et conditions de préparation.....	66
3.1.1 Direction de la Société.....	66
3.1.2 Composition du Conseil d'Administration	67
3.1.3 Autres mandats	72
3.1.4 Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ..	76
3.1.5 Comités spécialisés	78
3.1.6 Conflits d'intérêts	81
3.2. Modalités particulières de participation des actionnaires à l'Assemblée générale	82
4. Conventions règlementées et conventions courantes.....	83
4.1. Conventions règlementées	83
4.2. Conventions courantes.....	84
5. Indemnités versées et accords conclus avec un ancien mandataire social.....	87
5.1. Accord transactionnel conclu à la suite de la révocation de Madame Michèle Lesieur.....	87
5.2. Contrat de consultant conclu avec l'ancien Directeur général	88
6. Rémunérations des dirigeants mandataires sociaux	88
6.1. Rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux de la Société au titre de l'exercice 2020	90
6.1.1 Rémunération et avantages versés ou attribués aux membres du Conseil d'administration de la Société au titre de l'exercice 2020	90
6.1.2 Rémunération et avantages versés ou attribués au Directeur général de la Société au titre de l'exercice 2020	92
7. Charte déontologique boursière	95
8. Renseignements de caractère général concernant le capital	96
8.1. Répartition du capital et des droits de vote	96
8.2. Capital détenu par les salariés.....	96
8.3. Franchissements de seuils de participation au cours de l'exercice	97
8.4. Franchissements de seuils statutaires – Droit de vote	97

8.5. Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société	98
8.6. Contrôle de la Société	99
8.7. État des nantissements d’actions de la Société.....	100
8.8. Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d’administration ou les salariés	100
8.9. Informations sur le titre	100
8.10. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d’administration et à la modification des statuts	101
8.10.1 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d’administration	101
8.10.2 Règles applicables à la modification des statuts	101
8.10.3 Pouvoirs du Conseil d’administration	102
8.11. Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité	102
9. Contrats d’intéressement	106

PARTIE 3 - COMPTES CONSOLIDÉS ÉTABLIS SELON LE RÉFÉRENTIEL IFRS POUR L’EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Informations générales	113
1.1. Présentation du Groupe SuperSonic Imagine	113
1.2. Faits marquants de l’exercice	114
2. Base d’établissement des comptes consolidés IFRS de la Société	117
2.1. Base de préparation des états financiers.....	117
2.2. Continuité d’exploitation	118
3. Résumé des principales méthodes comptables.....	118
3.1. Consolidation	119
3.2. Information sectorielle	120
3.3. Conversion des opérations en devises	120
3.4. Immobilisations incorporelles	121
3.5. Immobilisations corporelles	122
3.6. Dépréciation des actifs non financiers et définition des unités génératrices de trésorerie retenues	122
3.7. Actifs financiers	122
3.8. Stocks.....	123
3.9. Clients et comptes rattachés	123
3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	123
3.11. Capital social.....	123
3.12. Instruments composés	124
3.13. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers.....	124
3.14. Avantages du personnel	124
3.15. Provisions.....	125
3.16. Fournisseurs et comptes rattachés	125
3.17. Reconnaissance des revenus.....	125
3.18. Coût des ventes	127
3.19. Coût des frais commerciaux et de marketing	127
3.20. Coût des frais généraux et administratif.....	127
3.21. Coût des opérations.....	127
3.22. Crédits d’impôts et autres subventions publiques	128
3.23. Contrats de location	128

3.24.Paiements fondés sur des actions	129
3.25.Impôt courant et impôt différé.....	129
3.26.Résultat par action.....	130
3.27.Résultat opérationnel non courant.....	130
4.Gestion des risques financiers	131
4.1.Facteurs de risques financiers	131
5.Estimations et jugements comptables déterminants	132
6.Informations par zone géographique	133
7.Autres revenus.....	134
8.Immobilisations incorporelles	134
9.Immobilisations corporelles	135
10.Droits d'utilisation et passifs locatifs liés aux contrats de location	137
11.Autres actifs non courants	138
12. Stocks.....	139
13.Clients et comptes rattachés	139
14.Autres actifs courants.....	140
15.Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	141
16.Capitaux propres	141
16.1.Capital social.....	143
16.2.Dividendes	144
16.3.Contrat de liquidité.....	144
16.4.Réserves consolidées.....	145
17.Paiements fondés sur des actions	145
17.1.Instruments dilutifs fondés sur des actions	146
17.1.1. Conditions des plans attribués.....	146
17.1.2. Variations des en-cours des instruments dilutifs.....	148
17.1.3. Valorisation des plans.....	148
17.2.Instruments non dilutifs fondés sur des actions	149
17.2.1. Conditions des plans attribués.....	150
17.2.2. Variations d'en-cours des instruments non dilutifs.....	150
17.3.Charges des plans par exercice.....	150
18.Dettes financières.....	151
18.1.Contrat de prêt de type « revolving » avec l'actionnaire majoritaire.....	152
19.Engagements de retraite et avantages assimilés	152
20.Autres passifs non courants	153
21.Fournisseurs et comptes rattachés	154
22.Autres passifs courants.....	154
23.Instruments financiers par catégorie	155
24.Analyse de la variation du BFR.....	157
25.Coût des ventes	157
26.Frais de recherche et développement.....	158
27.Frais commerciaux et de marketing	159
28.Frais généraux et administratifs.....	160
29.Frais des opérations	160
30.Autres produits / (charges) opérationnels.....	161
31.Autres produits / (charges) opérationnels non courants.....	161
32.Charges d'exploitation par nature	162

33.Charges liées aux avantages du personnel.....	162
34. L'Ebitda.....	162
35.Produits et charges financiers	163
36.Charge d'impôt sur le résultat.....	163
37.Résultat par action.....	164
37.1.De base	164
37.2.Dilué	164
38.Accords de licences.....	164
38.1.Licences acquises ou prises.....	164
38.2.Licences octroyées.....	165
39.Engagements.....	165
39.1.Investissements.....	165
39.2.Nantissements donnés.....	165
39.3.Autres engagements donnés	165
39.4.Engagements reçus.....	166
40.Transactions avec les parties liées	167
41.Evènements postérieurs à la date de clôture	168
42.Périmètre de consolidation.....	169
43.Honoraires des commissaires aux comptes.....	170
PARTIE 4 - COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020	171
PARTIE 5 - RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS	212
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	212
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	215

**PARTIE 1 - RAPPORT DE GESTION
SUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2020**

1. ACTIVITES DU GROUPE

1.1. PRESENTATION DU GROUPE

SuperSonic Imagine est une société de technologie médicale (Medtech) spécialisée dans l'imagerie échographique. La Société conçoit, fabrique et commercialise une plateforme échographique dont la technologie exclusive ultrarapide (UltraFast™) a donné naissance à de nouveaux modes d'imagerie, aujourd'hui devenus des standards dans le parcours de soins non-invasifs pour la caractérisation des maladies du sein, du foie ou de la prostate.

Le premier mode innovant UltraFast™ est l'élastographie ShearWave® (SWE™), qui permet aux médecins de visualiser et d'analyser instantanément la dureté des tissus, information capitale pour le diagnostic de nombreuses pathologies.

À ce jour, plus de 800 publications cliniques ont été réalisées au niveau mondial dans des revues à comité de lecture et valident ainsi les bénéfices de ses technologies.

En 2018, SuperSonic Imagine a mis sur le marché une nouvelle génération de l'Aixplorer® : le MACH® 30, suivie par le MACH® 20 en 2019, version conçue pour cibler le segment milieu de gamme du marché de la radiologie et tout dernièrement en juillet 2020 le MACH® 40 qui représente une offre premium conçue pour améliorer l'efficacité et la précision diagnostique et dédiée au marché américain pour l'imagerie du sein.

L'Aixplorer MACH® introduit une nouvelle génération d'imagerie UltraFast™ permettant l'optimisation de l'ensemble des modes d'imagerie innovants : ShearWave PLUS, Doppler UltraFast™, Angio PL.U.S, TriVu.

Avec près de 2 800 échographes installés dans le monde, SuperSonic Imagine est présente dans plus de 54 pays et ses principaux marchés sont la Chine, les États-Unis et la France.

Le Groupe est titulaire ou cotitulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou exploités dans le cadre de contrats de licence.

Le Groupe commercialise les produits de la gamme Aixplorer® depuis 2009 et sous-traite la production des échographes qu'il commercialise.

SuperSonic Imagine S.A, société mère du Groupe, est une société anonyme à Conseil d'administration ayant son siège social Jardins de la Duranne, 510 rue René Descartes, 13290 Aix-en-Provence, France. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 481 581 890 et cotée sur Euronext Growth Paris (ISIN FR0010526814 - ALSSI)

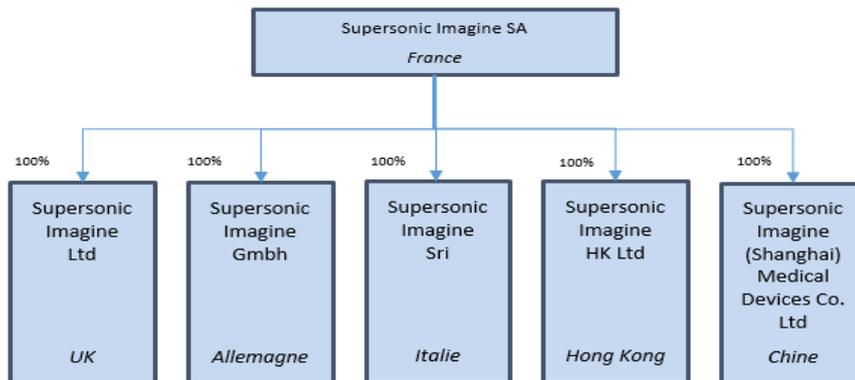
A la suite de l'acquisition hors marché, le 1er août 2019, d'un nombre total de 10.841.409 actions SuperSonic Imagine au prix de 1,50 euro par action (représentant à cette date environ 45,93% du capital et des droits de vote théoriques de la Société sur une base non diluée), Hologic Hub Ltd. a déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un projet d'offre publique d'achat sur les titres de la Société au même prix par action. Le 8 octobre 2019, l'Autorité des marchés financiers a déclaré conforme le projet d'offre publique d'achat visant les actions de la Société.

Suite à la clôture définitive de l'offre publique d'achat le 13 décembre 2019, Hologic Hub Ltd. détenait 19.186.609 actions de la Société représentant environ 79,85% du capital et des droits de vote de la Société.

A la connaissance de la société, Hologic Hub Ltd. détenait au 31 décembre 2020, 19.501.413 actions de la société représentant environ 81% du capital et des droits de vote de la Société sur la base du capital social de la société au 31 décembre 2020.

1.1.1 Organigramme

À la date du présent document, le Groupe se compose de la Société et de cinq filiales comme suit :



SuperSonic Imagine SA : société créée en mars 2005 dont le siège social se situe à Aix-en-Provence. La Société est spécialisée dans la recherche et le développement, ainsi que dans la commercialisation de systèmes d'imagerie médicale ultrasonore. Au 31 décembre 2020, la Société comptait 113 salariés. La Société dispose d'un bureau de représentation à Pékin (Chine).

SuperSonic Imagine GmbH : filiale allemande créée en mars 2008 dont le siège social se situe à Munich. Cette entité assure, d'une part, la commercialisation de l'offre produits du Groupe en Allemagne, et, d'autre part, développe et anime un réseau de distributeurs couvrant la zone Europe du Nord. Représentée par Michelangelo Stefani, cette filiale ne comptait pas de salariés au 31 décembre 2020.

SuperSonic Imagine (HK) Ltd. : créée en juin 2011 à Hong-Kong, cette filiale a pour objet le développement des activités commerciales du Groupe dans la région couvrant la zone Asie-Pacifique à l'exception de la Chine. Représentée par Michelangelo Stefani¹, elle comptait un collaborateur au 31 décembre 2020.

SuperSonic Imagine Ltd. : créée en mars 2008 au Royaume-Uni, elle est représentée par Michelangelo Stefani, et ne comptait aucun salarié au 31 décembre 2020.

SuperSonic Imagine Srl : filiale italienne créée en octobre 2009, elle est représentée par Michelangelo Stefani², cette entité est aujourd'hui en sommeil. Le projet envisagé un moment d'y développer une force de vente directe ayant été abandonné. Elle ne compte aucun salarié au 31 décembre 2020.

Supersonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd. : filiale chinoise créée en décembre 2015 afin de développer l'activité commerciale directe dans le pays. Cette entité est représentée par Michelangelo Stefani, et comptait 51 salariés au 31 décembre 2020.

Les chiffres-clés des filiales au 31 décembre 2020 se présentent comme suit :

¹ A la date du présent rapport, les formalités de nomination du nouveau dirigeant sont en cours.

² A la date du présent rapport, les formalités de nomination du nouveau dirigeant sont en cours.

<i>En milliers d'euros</i>	SuperSonic Imagine Ltd.	SuperSonic Imagine GmbH	SuperSonic Imagine Srl	Supersonic Imagine HK Ltd.	Supersonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd.
Capital	1	25	10	1	2 002
Capitaux propres autres que le capital	(2 158)	(3 196)	(34)	227	(4)
Quote-part du capital détenu	100%	100%	100%	100%	100%
Valeur Brute	2	25	10	1	2 000
Valeur Nette des titres détenus	-	-	-	1	2 000
Prêts et avances consentis et non remboursés nets	-	-	-	(238)	(2 989)
Cautions et avals donnés par la société	-	700	12	-	-
CA 2020	20	371	-	233	4 181
Résultat net 2020	(34)	(87)	(2)	17	410
Dividendes encaissés par la société	-	-	-	-	-

Le 27 décembre 2019, la Société avait procédé à la cession de la totalité des actions de sa filiale située aux Etats-Unis SuperSonic Imagine Inc. à la société Hologic Inc. (société de droit américain détenant indirectement l'intégralité du capital de Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire de la Société). Cette cession est plus amplement décrite en **Note 42** de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le **31 décembre 2020**.

1.1.2 Marché / Concurrence

Selon une étude du marché de l'échographie publiée en 2020 par Omdia, les cinq principaux acteurs (GE Healthcare, Philips Healthcare, Canon Medical Systems, Mindray et Siemens Healthcare) se partagent 84% du marché de la radiologie, incluant l'obstétrique et le service partagé (radio/cardio).

Historiquement le marché de l'échographie est divisé en trois segments (Premium/Haut de gamme, Moyen de gamme et Bas de gamme) cette segmentation étant liée à deux paramètres : la performance et le prix.

Les échographes les plus performants aux fonctionnalités les plus innovantes ont un prix de marché élevé.

Depuis quelques années, il existe une autre catégorie d'échographes. Cette catégorie est celle des échographes portables fonctionnant sur batteries. Ce marché est celui du « point of care » (POC). Ces systèmes sont utilisés le plus souvent en ambulatoire et au lit du malade.

1.2. ACTIVITES DU GROUPE

1.2.1 Activité de Recherche et Développement (« R&D »):

Le pôle R&D se compose schématiquement de cinq pôles travaillant en très étroite interaction.

Le pôle « Ultrasons »

La mission de ce premier pôle est le développement des modes d'imagerie innovants en fonction des besoins cliniques.

Le pôle « Hardware »

Aixplorer® est une plateforme qui comporte de la mécanique et de l'électronique auxquelles s'ajoute du logiciel qui nécessite des développements logiciels pour faire fonctionner l'ensemble et procurer des fonctions intégrées de mesure, de calcul et de traitement du signal.

Le pôle « Logiciels »

Un des atouts majeurs de la Société est d'avoir fait le choix pour son échographe d'une architecture logicielle qui permet de réduire le recours à des cartes électroniques dont la puissance de calcul constitue une limite au développement d'applications nouvelles. SuperSonic Imagine, avec sa technologie UltraFast™, utilise la technologie des jeux vidéo pour ses caractéristiques de capacité de traitement d'un grand nombre de données avec un affichage rapide et de qualité. Dans leurs domaines respectifs, ils interviennent à deux niveaux :

- L'amélioration permanente de la gamme (développement de nouvelles sondes et de logiciels applicatifs) ; et
- À horizon plus lointain, la nouvelle génération d'échographe, ainsi que des projets collaboratifs ciblés.

Le pôle « Systèmes »

Le pôle système a la responsabilité des spécifications techniques, de l'intégration des différents sous-systèmes dans le système complet et de la vérification de ce système face aux besoins clients et fonctionnels exprimés par le marketing.

Il mène aussi une activité de support aux opérations, autant en production qu'en service après-vente.

Le pôle « IP »

Le pôle IP gère toutes les activités de propriété intellectuelle du Groupe.

En 2018, la Société a mis sur le marché une nouvelle génération d'échographe, l'Aixplorer MACH® 30, doté d'une conception et d'une architecture modulaire entièrement nouvelle intégrant plusieurs innovations technologiques.

La stratégie R&D du Groupe couvre non seulement ces innovations technologiques (architecture logicielle pour les modes conventionnels et innovants d'imagerie), mais également des investigations cliniques qui démontrent le bénéfice de ces innovations permettant de répondre à des problématiques particulières de diagnostic, de dépistage et de suivi thérapeutique, élargissant ainsi le rôle de l'imagerie en médecine. Cette stratégie d'innovation clinique est un différentiateur fort et très efficace sur un marché que se partagent historiquement les quatre grands acteurs de l'imagerie (GE, Philips, Siemens et Canon). Elle permet par ailleurs d'adresser les marchés spécifiques des spécialités médicales qui s'approprient progressivement le domaine de l'imagerie (tels que la cardiologie, l'hépatologie, l'urologie ou l'endocrinologie).

De 2005 à 2016, une part importante des ressources de la Société a été dédiée au développement de l'Aixplorer®. L'année 2017 a été marquée par un investissement majeur sur le renouvellement de plateforme technologique. L'année 2018 a marqué la concrétisation de cet investissement avec l'introduction du nouveau produit phare, Aixplorer MACH® 30, visant à remplacer Aixplorer® suivi

par le MACH 20 en 2019, version conçue pour cibler le segment milieu de gamme du marché de la radiologie, et tout dernièrement en juillet 2020 le MACH® 40 élargissant sa gamme de technologies ultrasonores avec son premier système premium. Ce nouvel échographe destiné au marché américain offre une excellente qualité d'image, des modes d'imagerie innovants et a été conçu pour améliorer l'efficacité et la précision. Au titre du seul exercice 2020, le montant brut global des dépenses de recherche et développement éligibles au Crédit Impôt Recherche, s'est élevé à 6,6 millions d'euros, et les encaissements de crédit impôt recherche alloué aux frais de développement à 2,1 millions d'euros. Une partie de ces travaux de recherche et développement a été réalisée dans le cadre de projets collaboratifs avec des laboratoires publics de recherche (en particulier l'Institut Langevin, CNRS, Inserm), des laboratoires indépendants, des centres hospitalo-universitaires, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et des sociétés privées. Ces projets collaboratifs s'intègrent parfaitement dans la stratégie de développement technologique de la Société, car ils permettent de réaliser des études de faisabilité dont l'issue positive peut conduire à intégrer l'innovation à la famille de produits Aixplorer MACH®. Le Groupe prévoit de continuer d'investir en R&D sur les futures versions de la nouvelle plateforme. Les actions sont mises en place pour harmoniser le système d'information avec celui du groupe Hologic.

1.2.2 Activité de distribution directe et indirecte :

Dès le démarrage de la commercialisation d'Aixplorer®, le Groupe a mené une stratégie de déploiement fondée sur la combinaison de plusieurs approches, en fonction des spécificités et du potentiel de chaque pays ciblé et selon un modèle largement éprouvé dans le secteur des dispositifs médicaux.

Trois modèles coexistent à ce jour :

- Une approche « directe » (via les entités du Groupe) principalement en France;
- Une approche « indirecte » composée d'un réseau de distributeurs Hologic, lorsque le Groupe Hologic est présent dans le pays cible dont les États-Unis³ ; et
- Une approche spécifique en Chine à travers un bureau de représentation à Pékin, et une filiale (WFOE) basée à Shanghai.

Le réseau commercial actuel :

L'ensemble de la force de vente bénéficie d'une formation régulière sur les aspects techniques et purement cliniques – toujours évolutifs – et notamment vers de nouveaux domaines d'applications médicales d'Aixplorer®, de nombreux outils de support de vente développés par le département marketing (brochure, vidéo, synthèse de la validation clinique, ...) et d'un support important de la Société afin de leur permettre une forte implication à la promotion de la technologie :

- Participation à l'échelle locale aux congrès professionnels et aux expositions « industrielles » et commerciales ;
- Organisation de « workshops » destinés à former prospects et clients ; et
- Mise en place de démonstrations in situ au sein des centres médicaux « cibles ».
- Le renforcement du réseau commercial constitue l'une des priorités de la Société à court et moyen terme afin de mettre en œuvre une stratégie de déploiement massif de ses équipements et de profiter au mieux des opportunités offertes par un marché Premium /

³ La 27 décembre 2019, la Société a cédé sa filiale aux Etats-Unis (SuperSonic Imagine Inc.) afin notamment de monétiser une créance dont le remboursement était incertain et d'améliorer la performance commerciale globale du Groupe. D'un point de vue commercial et organisationnel, cette cession (qui a été suivie d'une absorption de ladite filiale par le groupe Hologic) permet aux forces commerciales du Groupe d'être associées aux forces de vente de la division *Breast & Skeletal Health* du groupe Hologic (division à laquelle les produits SuperSonic Imagine sont désormais rattachés). En effet, SuperSonic Imagine Inc. a éprouvé des difficultés à pénétrer pleinement le marché américain des produits d'échographie, alors que le groupe Hologic est leader sur le marché américain de l'imagerie mammaire et dispose de ressources significatives pour agir en tant que distributeur américain de la Société.

Haut de gamme, estimé à près de 4,3 milliards de dollars américains en 2019 (source IHS Markit 2018).

Le Service après-vente :

Un support service après-vente, basé au siège de la Société, est assuré à différents niveaux :

- Les distributeurs assurent le service après-vente et peuvent recourir au support du siège en cas de problèmes techniques, de changement de logiciel ou de changement de process ;
- La formation technique des futurs distributeurs appelés à être certifiés est assurée par le Groupe ; et
- Dans les régions « directes », un système installé est visité en moyenne une à deux fois par an par un ingénieur service après-vente, soit en maintenance préventive en cas d'installation d'upgrade, soit pour une difficulté logicielle ou matérielle.

Le Groupe dispose d'ingénieurs après-vente basés en Chine, aux USA, en France, à Taiwan et en Allemagne. Les équipes de support technique après-vente de la société (basées à Aix) interviennent également en appui aux équipes de service Hologic aux Etats-Unis.

1.2.3 Activité marketing :

Avec dix collaborateurs dédiés au marketing, le département gère toutes les activités liées au développement de produits et au suivi de la demande mondiale de solutions d'échographie. Cela inclut les services de presses, les communications, les publications, l'analyse numérique, sociale, et des marchés, la formation clinique et commerciale, la formation médicale et le développement de preuves cliniques. En outre, l'équipe se concentre sur la croissance future avec le développement de nouveaux produits mondiaux en propre via des relations solides entre les utilisateurs finaux, les scientifiques, la R&D, les principaux partenaires externes et les équipes internes.

Des sites de formation partenaires

En France, Etats-Unis et Chine, le Groupe a mis en place des espaces dédiés à la formation des clients référents, en vue d'offrir des sessions de formation à tous les médecins qui ont accès à les plateformes MACH et Aixplorer® dans leur établissement.

Une présence forte en congrès d'envergure internationale

La Société est présente sur les salons internationaux qui correspondent à ses cibles prioritaires. Depuis 2011, SuperSonic Imagine participe à une quarantaine de congrès internationaux par an. Les salons annuels les plus représentatifs sont :

- European Congress of Radiology (ECR) ;
- Les Journées Francophones de Radiologie (JFR) où la Société a présenté Aixplorer MACH® 30 pour la première fois en 2018 aux médecins radiologues et MACH 20 pour la première fois en 2019 ;
- Congrès annuel de Radiology Society of North America (RSNA) ;
- European Federation of Societies for Ultrasound in Medicine and Biology Ultrasound (Euroson) ;
- World Federation for Ultrasound in Medicine and Biology (WFUMB), tous les 2 ans ;
- EASL (European Association for the Study of the Liver) ;
- AASLD (American Association for the Study of the Liver) ; et
- AIUM (American Institute of Ultrasound in Medicine).

En amont de ces conférences, la Société incite des professionnels à soumettre à un comité de sélection des projets de communication scientifiques sur des résultats d'études à exposer devant

leurs pairs. Par ailleurs, de plus en plus d'extraits de travaux de spécialistes relatifs à l'utilisation d'applications d'Aixplorer® et Aixplorer MACH® sont présentés dans ces salons.

Pour les principaux congrès, la Société organise un symposium où elle invite des médecins à venir exposer les résultats de leurs expériences avec Aixplorer® et Aixplorer MACH®.

Les relations presse constituent un véhicule de communication important pour la Société qui vise d'abord la presse professionnelle mais développe également ces relations vers le grand public.

La Société attache une importance particulière à la communication envers le grand public qui, une fois éduqué, peut devenir prescripteur. C'est pourquoi la Société veut cibler plus largement les magazines féminins, les magazines masculins, les magazines de santé et les magazines lus par les personnes retraitées.

1.2.4 Activité de production :

Sous-traitance de l'assemblage à un sous-traitant « de référence » pour une flexibilité de production accrue

Depuis 2013, la production de la plateforme Aixplorer®, est intégralement sous-traitée à la société Plexus, un des leaders mondiaux dans l'assemblage de dispositifs médicaux (certifié GMP par la FDA – Food and Drug Administration), qui assure directement une partie des approvisionnements comme les circuits imprimés ou les pièces plastiques. Il est reconnu comme le plus grand fabricant de dispositifs électroniques médicaux à travers le monde pour les sociétés du secteur de l'ultrason et est également le fournisseur d'autres grands donneurs d'ordre (par exemple, CISCO). La production est assurée par l'usine du groupe Plexus en Malaisie depuis 2014.

Plexus produit les Aixplorer® et Aixplorer Mach® dans leur configuration standard, ce qui représente environ 95% de l'assemblage, conformément au cahier des charges défini par SuperSonic Imagine en assurant un niveau de qualité haut de gamme.

Les équipes du Groupe assurent le contrôle qualité final et la configuration du produit selon les spécifications requises par chaque client ainsi que les tests finaux du produit avant expédition.

SuperSonic Imagine souhaite continuer à transférer à ses partenaire les étapes encore réalisées par le Groupe afin d'augmenter la réactivité vis-à-vis de ses clients en réalisant de nouvelles économies sur les frais de transport.

À terme, le Groupe se concentrera sur le design des produits, la maîtrise des processus de fabrication, les tests qualité et la chaîne logistique comprenant la sélection et la relation avec les fournisseurs « critiques ».

Des sous-traitants partenaires sélectionnés

Pour garantir une satisfaction élevée des clients, la production des sous-assemblages les plus complexes et techniques est confiée à des partenaires stratégiques, dont la Société assure le suivi et la relation (c'est le cas notamment pour l'alimentation électrique des appareils, les panneaux de contrôle ainsi que les sondes).

SuperSonic Imagine veille à identifier et sélectionner des fournisseurs ayant les capacités industrielles nécessaires pour accompagner ses ambitions commerciales. Le choix de ses partenaires répond à des contraintes techniques, réglementaires et environnementales, à des capacités de production en adéquation avec les ambitions du Groupe et à des considérations économiques et de rentabilité. La sélection des partenaires est effectuée conjointement par chacun des sous-groupes du pôle R&D en étroite relation avec la fonction achats. En effet, la R&D travaille en amont avec les sous-traitants afin de fabriquer les premiers prototypes. Le travail de développement se fait ainsi en partenariat avec eux afin de s'assurer que le design du produit soit compatible avec leurs propres contraintes de processus de fabrication. Une fois la phase de pré-industrialisation validée (processus de fabrication chez les sous-traitants) par les équipes de R&D, la fonction « Supply Chain » prend le relais.

En matière de logistique, SuperSonic Imagine fait appel à différents prestataires en fonction des contraintes locales (pays). Les délais de fabrication sont pris en compte afin de minimiser les stocks, tout en assurant un niveau de délai de livraison aux clients répondant aux standards du marché.

Assurance Qualité

SuperSonic Imagine est certifiée ISO 13485 depuis 2008. L'organisme tiers qui a délivré le certificat ISO 13485 est le LNE/G-MED, basé à Paris en France, le dernier certificat selon la version 2016 de la norme datant du 8 novembre 2019. La certification couvre les activités liées à la conception, au développement, à la production, la distribution, l'installation et le service après-vente des produits.

Dans ce cadre, tous les changements majeurs de la chaîne de production (sous-traitance, délocalisation...) doivent être signalés à l'organisme tiers et peuvent faire l'objet d'un audit pour s'assurer du maintien de la certification.

Le Groupe a mis en place un processus de suivi et d'évaluation de ses fournisseurs. Les sous-traitants critiques (fournissant des produits « à façon » ou ayant un fort impact sur la qualité et la sécurité des produits) sont engagés dans une relation étroite avec la Société. Il leur est demandé de respecter les cahiers des charges établis par le Groupe et de lui signaler ou soumettre pour approbation toute modification de leur propre chaîne de fabrication (matières premières, méthodes et procédés de fabrication, délocalisation ou sous-traitance...).

En parallèle, les sous-traitants du Groupe font l'objet d'évaluations régulières multicritères (organisation, exposition financière...) au travers de questionnaires d'évaluation, et parfois au travers d'audits, réalisés par SuperSonic Imagine sur leur site, en fonction de leur criticité et de leur propre certification.

Depuis le dernier trimestre 2019, SuperSonic Imagine est également certifiée ISO 14001, validant et officialisant la démarche environnementale de la société. Cette certification couvre les mêmes activités que l'ISO 13485 : 2016.

En plus de ces certifications entreprises, les produits SuperSonic Imagine sont certifiés selon le programme CB Scheme conformément aux référentiels IEC 60601-1-2, IEC 60601-1-6, IEC 60601-1 et IEC 60601-2-37.

Les produits SuperSonic Imagine sont également conformes aux normes américaines applicables selon la marque NRTL (Nationally Recognized Test Laboratory) et répondent aussi aux exigences de conformité des produits importés au Brésil selon l'Institut National de Métrologie, qualité et technologie (INMETRO). Ces marquages prouvent aux organismes réglementaires et à nos clients notre engagement pour la sécurité des produits.

Le laboratoire SuperSonic Imagine est inclus dans la liste des laboratoires reconnus par le TÜV SUD (Technischer Überwachungs Verein ou TÜV, association pour le contrôle technique) et est qualifié conformément au programme TPS ACT qui certifie que le laboratoire respecte les exigences du programme ACT, fondées sur des normes de certification et de test.

2. PRESENTATION DES RESULTATS DU GROUPE ET DES INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Les informations qui suivent, relatives à l'examen de la situation financière et des résultats du Groupe, sont rédigées sur la seule base des comptes consolidés établis en normes IFRS figurant à la Partie 3 (Comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2020) du présent rapport annuel.

2.1. COMPTE DE RESULTAT

Le compte de résultat de la période se résume comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Chiffre d'affaires	17 175	26 411
Autres revenus	2 058	343
Revenus	19 233	26 754
Coût des ventes	(10 501)	(14 303)
Marge brute	8 732	12 451
<i>Marge brute sur chiffre d'affaires⁽¹⁾</i>	<i>6 674</i>	<i>12 108</i>
<i>Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires⁽²⁾</i>	<i>38,86%</i>	<i>45,8%</i>
Frais de recherche et développement	(3 235)	(2 894)
Frais commerciaux et de marketing	(14 654)	(12 319)
Frais généraux et administratifs	(5 229)	(4 039)
Frais des opérations	(1 778)	(1 634)
Autres produits / (charges) opérationnels	3	8
Résultat opérationnel courant	(16 161)	(8 426)
EBITDA⁽³⁾	(12 716)	(4 887)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	(640)	(9 326)
Résultat opérationnel	(16 801)	(17 752)
Produits financiers	24	537
Charges financières	(3 134)	(5 276)
Résultat financier	(3 110)	(4 740)
Résultat avant impôts	(19 911)	(22 492)
Charge d'impôts sur le résultat	(11)	(16)
Résultat net	(19 922)	(22 508)

⁽¹⁾ Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes

⁽²⁾ Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = marge brute sur chiffre d'affaires / chiffre d'affaires

⁽³⁾ EBITDA = Résultat opérationnel courant retraité des impôts et taxes et des amortissements et provisions.

2.1.1 Chiffre d'affaires et autres revenus de l'activité

En milliers d'euros	31 déc. 2020	31 déc. 2019	Var. Montant	Var. %
Chiffre d'affaires	17 175	26 411	-9 236	-35%
Autres revenus	2 058	343	+1 715	N/A

Le chiffre d'affaires du Groupe, égal à 17.175 milliers d'euros en 2020, est en baisse de 35% par rapport à celui de l'exercice 2019.

La Chine, les Etats-Unis et la France affichent des revenus annuels en décroissance, respectivement (45)%, (61)% et (20)%.

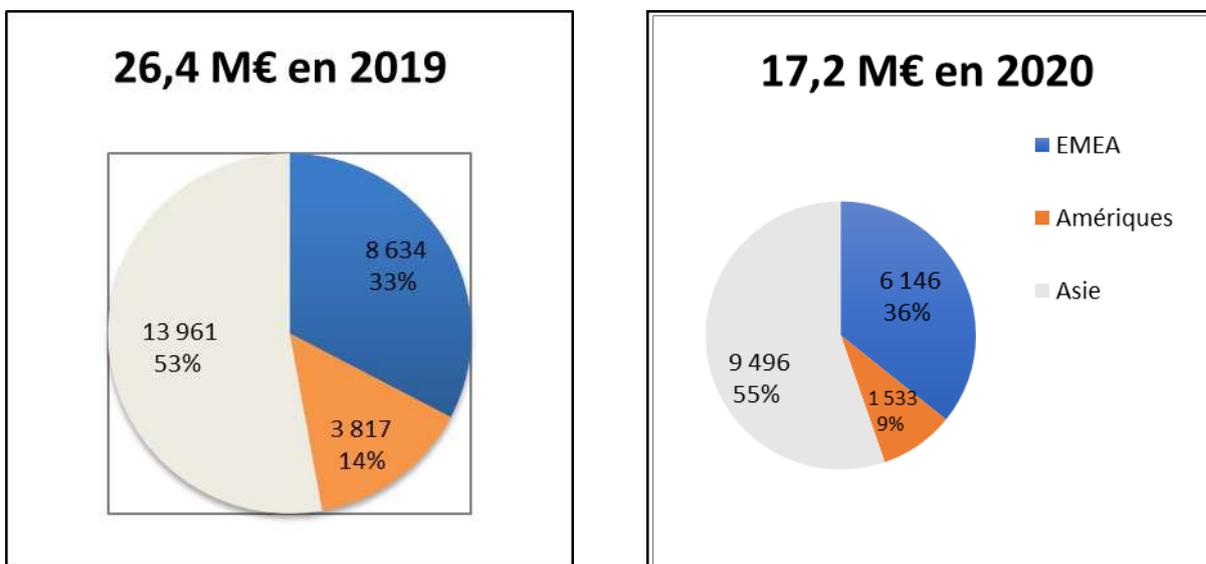
Au global, les ventes sur la zone Amériques diminuent de 60% tout comme les zones EMEA et Asie, respectivement de (29)% et (32)%.

Les autres revenus à 2.058 milliers d'euros intègrent principalement les *management fees* facturés à Hologic Inc. pour 1.787 milliers d'euros ainsi que 233 milliers d'euros de revenus au titre d'un contrat de partenariat signé en 2018 et de divers autres revenus (prestations, royalties).

Répartition géographique des ventes

En milliers d'euros	31 déc. 2020	%	31 déc. 2019	%	Var.
EMEA	6 146	36%	8 634	33%	-29%
Amériques	1 533	9%	3 817	14%	-60%
Asie	9 496	55%	13 961	53%	-32%
Total	17 175	100%	26 411	100%	-35%

La part de l'Asie et de EMEA continue de progresser, essentiellement dû au recul plus prononcé du poids des ventes en Amérique par rapport à l'ensemble.



Sur les trois marchés principaux du Groupe, la Chine a confirmé son statut de premier marché du Groupe malgré une baisse annuelle de ses revenus (45)% à 7,1 millions d'euros, la France affichent également une baisse annuelle plus contenue (20)% à 2,8 millions d'euros marquée par une meilleure résistance malgré le contexte sanitaire, tandis que les Etats-Unis est le marché le plus

touché et réalise un fort repli avec des ventes en baisse de (61)% à 1,5 millions d'euros après une bonne année de croissance en 2019.

La région EMEA est en repli de (29)%, à l'exception de la France, cette baisse étant due à une forte baisse des ventes dans la région Suisse et Allemande. La zone Asie baisse de (32)% quand la zone Amériques affiche un recul de 60%.

Au 31 décembre 2020, la Société comptait près de 3.000 systèmes déployés dans le monde, affichant ainsi une progression de 11% de sa base installée.

Chiffre d'affaires par canal de ventes

Le chiffre d'affaires par canal de distribution se présente comme suit :

En milliers d'euros	31 déc. 2020	%	31 déc. 2019	%
Direct	9 899	58%	20 766	79%
Distributeurs	7 275	42%	5 645	21%
Total	17 175	100%	26 411	100%

La part des ventes directes s'élève à 58% du chiffre d'affaires en 2020 avec 9,9 millions d'euros. Les ventes indirectes représentent 42% du chiffre d'affaires, soit 7,3 millions d'euros.

Chiffre d'affaires par Produits – Services

En milliers d'euros	31 déc. 2020	%	31 déc. 2019	%
Ventes de biens	14 596	85%	22 540	85%
Ventes de services	2 579	15%	3 871	15%
Total	17 175	100%	26 411	100%

Les ventes de Produits atteignent 14.596 milliers d'euros, soit une baisse de 35% tandis que les ventes de Services diminuent de 33% à 2.579 milliers d'euros.

Cette diminution est essentiellement due à la baisse des ventes sur les marchés prioritaires en Chine, aux Etats-Unis et en France dans le contexte d'épidémie de la Covid-19, et à la diminution du chiffre d'affaires Services due à la cession de la filiale américaine SuperSonic Imagine Inc. à Hologic Inc. en décembre 2019, qui réalise désormais le chiffre d'affaires Services des Etats-Unis directement.

2.1.2 Coût des ventes et marge brute

<i>En milliers d'euros</i>	31 dec 20	31 déc. 2019
Chiffre d'affaires Produits	14 596	22 540
Chiffre d'affaires Services	2 579	3 871
Autres revenus	2 058	343
Revenus totaux	19 233	26 754
Coût des ventes	(10 501)	(14 303)
Marge brute sur revenu total	8 732	12 451
<i>Taux de marge brute en % du revenu total</i>	<i>45.4%</i>	<i>46.5%</i>
Marge brute sur chiffre d'affaires (1)	6 674	12 108
<i>Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires (2)</i>	<i>38.9%</i>	<i>45.8%</i>

(1) *Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes*

(2) *Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = Marge brute sur chiffre d'affaires / Chiffre d'affaires*

Le **taux de marge brute sur revenu total** est à peu près stable, affichant une baisse minime de (1,1) point à 45,4% en 2020 contre 46,5% en 2019. La marge brute correspond aux revenus totaux (19.233) milliers d'euros diminués du coût des ventes (10.501) milliers d'euros.

La **marge brute sur le chiffre d'affaires** correspond au chiffre d'affaires (17.175) milliers d'euros diminué du coût des ventes.

Le coût des ventes inclut :

- Le coût des achats des matières premières et composants ;
- Le coût de la production réalisée en Malaisie et de l'assemblage ;
- La provision pour garantie ;
- Les redevances dues ;
- Les provisions pour dépréciation de stocks pour obsolescence et mise au rebut.

Le coût du service inclut :

- Le coût d'achat des pièces détachées ;
- La provision pour garantie ;
- Les frais de structure liés à l'activité de service après-vente ;
- Les provisions pour dépréciation de stocks de pièces détachées destinées au service après-vente et sur pièces qui reviennent du terrain.

Au cours de l'année 2020, le **taux de marge brute sur chiffre d'affaires** est en baisse à 38,9%, contre 45,8% en 2019 soit une baisse de (6,9) pts qui s'explique :

- pour (1,4) pt par l'augmentation d'une provision pour dépréciation de stock comptabilisée sur 2020 ;
- pour (5,5) pts par le mix géographique défavorable avec notamment la diminution du poids de la Chine (à 41% contre 48% en 2019), et par la baisse de la marge sur les Etats-Unis du fait de la cession de la filiale américaine SuperSonic Imagine Inc. à Hologic Inc. en décembre 2019 (la vente de systèmes réalisée en 2020 à Hologic Inc. génère moins de marge que la vente de systèmes réalisée en 2019 aux clients finaux américains).

2.1.3 Charges opérationnelles courantes

Les dépenses opérationnelles des semestres comparés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 20	31 déc. 2019
Frais de recherche et développement	(3 235)	(2 894)
Frais commerciaux et de marketing	(14 654)	(12 319)
Frais généraux et administratifs	(5 226)	(4 039)
Frais des opérations	(1 778)	(1 634)
Autres produits / (charges) opérationnels	-	8
Charges opérationnelles courantes	(24 893)	(20 878)

Au cours de l'année 2020, les charges opérationnelles ont augmenté de (4) millions d'euros du fait de la hausse des frais de recherche et développement pour 0,3 million d'euros, des frais généraux pour 1.2 milliers d'euros et des frais commerciaux et de marketing pour 2,3 millions d'euros.

Frais de recherche et de développement

La majorité des dépenses R&D sont immobilisées dans la mesure où elles remplissent les critères IAS 38. Il convient donc d'analyser séparément les dépenses de R&D engagées (quel que soit le traitement comptable – charge ou immobilisation), et les dépenses maintenues en charges (dépenses engagées minorées des montants immobilisés).

Les dépenses engagées totales, se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Dépenses engagées	8 473	8 425
Subventions et CIR	(2 651)	(2 059)
Total dépenses engagées	5 822	6 366

Les dépenses totales engagées en recherche et développement sont en baisse avec 5,8 millions d'euros dépensés en 2020 contre 6,4 millions d'euros en 2019.

La Société bénéficie de subventions et de crédits d'impôt (crédit d'impôt recherche), venant réduire les charges de recherche et développement. Le crédit d'impôt recherche est calculé sur la base des dépenses liées à la R&D.

Sur les périodes comparées, le CIR comptabilisé par la Société est égal à 2,4 millions d'euros au titre de 2020 contre 1,9 millions d'euros au titre de 2019.

Les montants immobilisés, principalement composés de frais de personnel pour 2,8 millions d'euros, sont inhérents aux développements successifs des versions de la nouvelle génération d'échographe. La part nette capitalisée en immobilisations incorporelles s'est élevée respectivement à 2,6 millions d'euros en 2020 et 3,5 millions d'euros en 2019.

Les frais de recherche et développement totaux se décomposent de la manière suivante incluant les frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles :

En 2020 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	1 436	2 830	4 267
Honoraires, Services extérieurs	467	94	561
Frais de voyage et d'animation	22	18	40
Dotations aux provisions et amortissements	1 938	1 005	2 943
Achats et consommables	-	-	-
Autres	315	348	663
Sous total dépenses	4 178	4 295	8 473
Subventions d'exploitation	(292)	-	(292)
Crédits d'impôts et crédit d'impôts innovation	(651)	(1 708)	(2 359)
Sous total produits	(994)	(1 708)	(2 651)
Total	3 235	2 587	5 822

En 2019 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	873	3 232	4 105
Honoraires, Services extérieurs	450	82	531
Frais de voyage et d'animation	69	41	110
Dotations aux provisions et amortissements	2 133	940	3 073
Autres	145	460	605
Sous total dépenses	3 670	4 755	8 425
Subventions d'exploitation	(164)	-	(164)
Crédit d'impôt recherche	(612)	(1 282)	(1 895)
Sous total produits	(776)	(1 282)	(2 059)
Total	2 894	3 472	6 366

Frais commerciaux et marketing

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Personnel	3 872	5 735
Honoraires, Services extérieurs	7 710	2 521
Frais de voyage et d'animation	1 332	2 795
Dotations aux provisions et amortissements	987	519
Autres	754	748
Total	14 654	12 318

Les frais commerciaux et marketing augmentent de 19% par comparaison avec l'année 2019. Cette hausse est principalement liée au recours accru à des services externes. Au cours de l'exercice 2020, SuperSonic Imagine a signé des accords de distribution non exclusive avec plusieurs entités du groupe Hologic (voir Note 40 en partie 3). En application de ces contrats, les entités de distribution sont considérées comme des Limited Risk Distributors et se voient assurées une marge de distribution (résultat opérationnel / chiffre d'affaires) de 3%. A ce titre une charge de 4.946 milliers d'euros a été comptabilisée en Frais commerciaux et marketing sur l'exercice 2020 relative à l'uniformisation de la marge de distribution des entités de distribution.

Cette hausse est compensée par la baisse des frais de personnel sur les Etats-Unis liée à la cession de la filiale SuperSonic Imagine Inc. fin décembre 2019 et par la baisse des frais de voyage et d'animation diminués du fait de la crise de la COVID-19.

Les frais commerciaux et de marketing incluent principalement les coûts :

- de déploiement commercial ;
- de marketing ;
- de développement de la force de vente associée ;
- les frais généraux engagés par les filiales commerciales.

Frais généraux & administratifs

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Personnel	3 043	1 937
Honoraires, Services extérieurs	1 885	1 682
Frais de voyage et d'animation	59	152
Dotations aux provisions et amortissements	413	362
Autres	(176)	(94)
Total	5 229	4 039

Les frais généraux et administratifs incluent principalement les coûts :

- Des salaires des départements direction générale, direction administrative et financière, des ressources humaines, informatique et affaires règlementaires et qualité.
- Des honoraires d'audit, d'avocats et de consultants, des coûts liés aux affaires règlementaires et à la qualité (obtention des certifications pour les produits du Groupe) ; et
- Des coûts d'assurance et de loyers (à l'exclusion de ceux pris en compte sur les filiales commerciales et ainsi présentés en frais commerciaux et de marketing).

Les frais généraux sont en augmentation de 29% et s'élèvent à 5,2 millions d'euros.

Frais des opérations

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Personnel	1 333	1 282
Honoraires, Services extérieurs	211	168
Frais de voyage et d'animation	28	51
Dotations aux provisions et amortissements	79	67
Autres	127	66
Total	1 778	1 634

Les frais des opérations incluent principalement les coûts :

- Des salaires des départements industrialisation, achats, logistique, administration des ventes, service et analyse des pannes. Ces derniers couvrent les plannings de production,

la gestion des stocks, la définition et distribution des listes de prix des articles, la formation clients et distributeurs ainsi que l'amélioration des processus de SAV.

Les frais opérations s'élèvent à 1,8 million d'euros et présentent ainsi une légère augmentation de 9%.

2.1.4 Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits / (charges) opérationnels sont non significatifs sur les deux exercices présentés et sont principalement composés des pertes et gains de change opérationnels. Résultat opérationnel courant et non courant

2.1.5 Résultat opérationnel

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc 2019
Résultat opérationnel courant	(16 161)	(8 426)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	(640)	(9 326)
Résultat opérationnel	(16 801)	(17 752)

Au 31 décembre 2020, le résultat opérationnel s'améliore de 1 million d'euros soit 5% à (16,8) millions d'euros (contre (17,8) millions en 2019).

Les autres charges opérationnelles non courantes au 31 décembre 2020 incluent principalement les indemnités liées au départ de Michèle Lesieur, Directrice Générale, prévues par l'accord transactionnel conclu le 29 janvier 2020 entre la Société et Madame Michèle Lesieur, accord transactionnel approuvé par l'assemblée générale de la Société le 16 juin 2020.

A titre de rappel, les charges opérationnelles non courantes 2019 étaient principalement liées à :

- Des frais liés au règlement du litige Verasonics pour 5,3 millions d'euros ; La Société avait annoncé le 16 mai 2019 avoir signé un accord avec Verasonics mettant ainsi fin aux différentes procédures judiciaires entre les sociétés relatives aux droits de propriété afférents au produit Aixplorer® ;
- Des frais liés au changement d'actionnaire majoritaire pour 2,8 millions d'euros.
- La mise au rebut d'un projet ERP (immobilisations incorporelles) pour 1.225 milliers d'euros.

2.1.6 L'Ebitda

En milliers d'euros	31 déc. 2020	31 déc. 2019
EBITDA	(12 716)	(4 887)

Le groupe définit l'EBITDA comme le Résultat opérationnel courant retraité des impôts et taxes et des amortissements et provisions.

Au total, l'EBITDA se dégrade fortement pour une perte s'élevant à (12,7) millions d'euros en 2020 contre une perte de (4,9) millions d'euros en 2019.

L'EBITDA 2020 correspond au résultat opérationnel courant, soit (16,2) millions d'euros, retraité des taxes de (967) milliers d'euros et des amortissements et provisions de (2,5) millions d'euros.

L'EBITDA 2019 correspond au résultat opérationnel courant, soit (8,4) millions d'euros, retraité des taxes de (888) milliers d'euros et des amortissements et provisions de (2,6) millions d'euros. L'EBITDA 2019 totalise ainsi (4,9) millions d'euros.

2.1.7 Le Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Perte de change	(37)	(109)
Intérêts financiers	(3 097)	(5 168)
Charges financières	(3 134)	(5 276)
Gains de change	20	-
Intérêts financiers	4	13
Plus-value de cession de la filiale US	-	524
Produits financiers	24	537
Résultat Financier	(3 110)	(4 740)

Le résultat financier s'élève à (3,1) millions d'euros et est principalement constitué des intérêts au titre de la dette financière envers l'actionnaire majoritaire Hologic Hub Ltd. pour 2.552 milliers d'euros, ainsi que les intérêts et indemnités dus au titre des remboursements anticipés de la totalité des dettes financières de la Société hors groupe pour 0.4 milliers d'euros.

La perte 2019 s'expliquait principalement par le remboursement anticipé de l'emprunt obligataire effectué auprès de Kreos qui avait généré une perte financière de 2,6 millions d'euros sur l'exercice 2019, et la cession de la filiale SuperSonic Imagine Inc. à Hologic pour un prix de 2,7 millions d'euros, ayant généré une plus-value comptable de cession de 524 milliers d'euros.

2.1.8 Impôts sur les sociétés

Compte tenu des déficits constatés sur les deux derniers exercices, le Groupe n'a pas enregistré de charge d'impôt sur les sociétés à l'exception d'un impôt forfaitaire en Chine à hauteur de 11 milliers d'euros en 2020 contre 16 milliers d'euros en 2019. Elle bénéficie d'un Crédit d'Impôt Recherche qui est présenté pour partie en déduction des frais de recherche et développement dans les comptes consolidés IFRS (voir Note 2.1.3 ci-dessus) et pour partie en déduction des charges opérationnelles non courantes.

Le montant des reports déficitaires disponibles s'élève en base à un montant total de 175,8 millions d'euros dont principalement 170,3 millions d'euros pour l'entité française, 3,2 millions d'euros pour la filiale allemande et 2,3 millions d'euros pour la filiale anglaise. Ces reports déficitaires n'ont pas fait l'objet d'une activation d'impôts différés actifs compte tenu des déficits constatés sur les derniers exercices.

2.1.9 Le Résultat net et le résultat net par action

La perte nette consolidée s'établit à 19.922 milliers d'euros en 2020, alors qu'elle était égale à 22.508 milliers d'euros en 2019. En l'absence d'intérêts minoritaires, la perte nette, part du Groupe, est égale à la perte nette.

La perte nette par action émise (nombre moyen pondéré d'actions en circulation) s'est élevée à 0,83 € en 2020 et à 0,96€ en 2019.

2.2. BILAN

Le bilan se résume ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	2020	2019
Total des actifs non courants	25 090	24 453

Total des actifs courants	15 009	21 263
<i>dont trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>2 414</i>	<i>6 508</i>
Total de l'actif	40 100	45 717

<i>En milliers d'euros</i>		
Total des capitaux propres	(28 632)	(8 836)
Total des passifs non courants	55 416	41 628
Total des passifs courants	13 316	12 925
Total du passif et des capitaux propres	40 100	45 717

2.2.1 Les actifs non courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc. 2019
Immobilisations incorporelles	17 276	16 526
Immobilisations corporelles	4 820	4 881
Droits d'utilisation d'actifs corporels au titre des contrats de location	318	541
Autres actifs non courants	2 676	2 505
Total des actifs non courants	25 090	24 453

Les actifs non courants restent constants sur la période et incluent la créance de CIR payable à 3 ans pour 2,4 millions d'euros.

2.2.2 Les actifs courants hors trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc. 2019
Stocks	7 921	6 474
Clients et comptes rattachés	3 678	6 299
Autres actifs courants	996	1 982
Total des actifs courants hors trésoro.	12 595	14 755

Les actifs courants diminuent de 2,1 millions d'euros expliqués principalement par les effets de la baisse d'activité liée à la Covid-19 sur l'année :

- 1,4 million d'euros d'augmentation du niveau de stock net,
- (2,6) millions d'euros lié aux encaissements clients selon les termes de paiement prévus impactés par la baisse du chiffre d'affaires sur la période.

2.2.3 La trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc. 2019
Disponibilités	2 407	6 500
Valeurs mobilières de placement	8	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 414	6 508

La trésorerie au 31 décembre 2020 s'élève à 2,4 millions d'euros contre 6,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Le détail de la consommation de la trésorerie est repris dans la section suivante 2.3.

2.2.4 Les capitaux propres

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc. 2019
Capital	2 417	2 403
Primes d'émission	5 755	5 769
Réserves consolidées	(16 833)	5 500
Résultat	(19 922)	(22 508)
Total des capitaux propres	(28 632)	(8 836)

Le nombre d'actions en circulation était de 24.029.494 au 31 décembre 2019. Sur l'exercice 2019, 612.559 actions nouvelles avaient été créées suite à l'exercice de stock-options et de BSA et 308 actions régularisées au titre de 2018.

Sur l'exercice 2020, 143.600 actions nouvelles ont été créées suite à l'attribution définitive d'une tranche d'actions gratuites au titre du plan mis en place par la Société en mars 2017 (126.800 actions nouvelles) et au titre du plan mis en place par la Société en avril 2018 (16.800 actions nouvelles). 1.335 actions nouvelles ont été créées suite à l'exercice de stock-options. Cela porte le nombre d'actions en circulation à 24.174.429 au 31 décembre 2020.

Les réserves consolidées sont impactées sur la période essentiellement par l'affectation du résultat 2019, par les charges liées aux plans d'actions gratuites et par les écarts actuariels sur la provision pour engagements de retraite.

2.2.5 Les passifs non courants

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc. 2019
Dettes financières – Part non courante	54 580	39 829
Engagements envers le personnel	520	414
Provisions et autres passifs non courants	295	1 085
Dettes sur obligations locatives non courantes	21	300
Total des passifs non courants	55 416	41 628

Les passifs non courants augmentent de 14 millions d'euros expliqués principalement par l'augmentation des dettes à long terme : augmentation de l'emprunt auprès d'Hologic Hub Ltd. pour 20,5 millions d'euros, diminuée de l'effet du remboursement des dettes financières hors groupe sur l'exercice pour 8,3 M€.

Sur l'exercice 2020, les dettes financières ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	31 dec 2019	Souscription	Remboursement en numéraire	Provision intérêts	Abandon de créance	31 dec 2020
Avance remb. Business France	15	-	(15)	-	-	-
Avance remboursable – Icare	1 725	-	(1 725)	-	-	-
Avance remboursable – Tuce	408	-	(204)	-	(204)	-
Emprunts bancaires à court terme	2 077	-	(2 077)	-	-	-
Emprunts BPI à long-terme	4 280	-	(4 280)	-	-	-
Emprunts à long terme envers l'actionnaire majoritaire	34 080	20 500	-	-	-	54 580

Intérêts courus sur emprunt envers l'actionnaire majoritaire	422	-	(422)	339	-	761
Total Dettes financières	43 007	20 500	(8 505)	339	(204)	55 341

Au cours des périodes présentées le Groupe n'a réalisé aucune opération de couverture.

2.2.6 Les passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc. 2019
Dettes financières – Part courante	761	3 178
Fournisseurs et dettes rattachées	3 513	4 076
Provisions et autres passifs courants	8 732	5 399
Dettes sur obligations locatives courantes	310	272
Total des passifs courants	13 316	12 925

Les passifs courants sont stables, expliqués principalement par :

- (2,4) millions d'euros de diminution de la dette financière part courante : Remboursement des emprunts à court terme à fin mars 2020, couvert par l'augmentation de la dette à long terme auprès d'Hologic.
- (0,5) million d'euros de diminution des dettes fournisseurs en lien avec la baisse d'activités
- 3,3 millions d'euros d'augmentation des autres passifs courants dont 1,5 million d'euros lié principalement au décalage de paiement de la dette URSSAF, qui sera réglée en 2021, et 1,9 million d'euros de compte client créditeur envers Hologic Inc.

2.3. FLUX DE TRESORERIE

Les principales variations de trésorerie sur les exercices 2020 et 2019 se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc. 2019
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(8 984)	(13 236)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 111)	(1 297)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	9 081	12 567
Variation de trésorerie nette	(4 014)	(1 967)
Trésorerie à l'ouverture	6 508	8 593
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie	(81)	(118)
Trésorerie à la clôture	2 414	6 508

La trésorerie disponible au 31 décembre 2020 s'élève à 2,4 millions d'euros (vs. 6,5 millions d'euros au 31 décembre 2019), soit une consommation nette de trésorerie de 4 millions d'euros, en dégradation par comparaison avec 2019 qui présentait une consommation nette de trésorerie de (2) millions d'euros.

Le *cash burn* (flux opérationnels et d'investissement) est en amélioration avec (13,1) millions d'euros sur cette période contre (14,5) millions d'euros sur 2019.

2.3.1 Les flux opérationnels

La consommation de trésorerie liée aux activités opérationnelles se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Résultat net	(19 922)	(22 508)
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, avant variation du BFR	(13 256)	(12 714)
Stocks	(1 452)	(360)
Clients	2 626	2 622
Autres créances	986	(303)
Crédit d'impôt recherche et subventions d'exploitation	153	(1 075)
Fournisseurs et autres passifs	1 959	(1 397)
Impôts sur le résultat payés	0	(10)
Variations du besoin en fonds de roulement	4 272	(512)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(8 984)	(13 236)

La consommation nette de trésorerie de (8,9) millions d'euros liée aux activités opérationnelles sur 2020 s'explique principalement par la perte nette opérationnelle de la période de (19,9) millions.

La variation de BFR est de 4,3 millions d'euros expliquée principalement par une hausse des stocks de 1,5 million d'euros compensée par une baisse des créances clients de 2,6 millions d'euros et une hausse des fournisseurs et autres passifs de 1,9 millions.

2.3.2 Les flux d'investissements

La consommation de trésorerie liée aux activités d'investissement se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc. 2019
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(893)	(703)
Acquisitions et capitalisation d'immobilisations incorporelles	(4 601)	(5 562)
Encaissement de crédit impôt recherche alloué aux frais de développement	1 282	2 438
Encaissements / décaissements d'immobilisations financières	-	73
Produits d'intérêts encaissés et plus-value de cessions d'instruments de trésorerie	101	(13)
Encaissement sur variation de périmètre	-	2 469
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 111)	(1 297)

La consommation de trésorerie liée aux investissements en R&D, notamment des dépenses de R&D immobilisées, est en hausse de 2,8 millions d'euros sur la période. Le CIR 2019 a été encaissé sur le 1^{er} semestre 2020 pour un total de 2,1 millions d'euros dont 1,3 million était relatif aux frais de R&D activés.

2.3.3 Les flux de financement

La consommation de trésorerie liée aux activités de financement se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc. 2019
Encaissements des créances sur le capital social	30	31
Décaissement au titre des dettes sur obligations locatives	(430)	(453)
Souscription de dettes financières	20 500	36 836
Remboursements de dettes financières	(8 301)	(19 803)
Intérêts décaissés	(2 718)	(4 052)
Acquisitions/cession d'actions auto-détenues	-	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	9 081	12 567

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financements sur le semestre proviennent des remboursements de la totalité des dettes hors groupe pour (8,3) millions d'euros compensés par l'augmentation de l'encours du crédit revolving pour 20,5 millions d'euros auprès du groupe Hologic.

2.4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.4.1 Transfert sur Euronext Growth

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 30 octobre 2020 à huis clos a approuvé le projet de transfert de la cotation des titres émis par la Société du marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) vers le système multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Cette opération a permis à la Société de voir ses titres admis aux négociations sur un marché plus en rapport avec sa taille, sa capitalisation boursière et le niveau de son capital flottant. Le transfert vers Euronext Growth permettra en effet à la Société d'alléger les obligations et contraintes qui

pesaient sur elle et, par voie de conséquence, de diminuer les coûts liés à sa cotation, tout en conservant aux actions leur caractère négociable sur un marché financier. Ce transfert permet également l'application du référentiel comptable français dès la publication des comptes semestriels au 30 juin 2021 de la Société.

La demande d'admission des titres de la Société sur le marché Euronext Growth a été approuvée par l'Euronext Listing Board en date du 18 décembre 2020.

A l'issue de la séance de bourse du 29 décembre 2020, les titres de la Société ont été radiés du marché réglementé Euronext à Paris et admis sur Euronext Growth à Paris à partir du 30 décembre 2020.

A compter du 30 décembre 2020, le nouveau code mnémorique de l'action SuperSonic Imagine est ALSSI. Le code ISIN demeure inchangé : FR0010526814.

Les principales conséquences de ce transfert sont détaillées en Note 16 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2020, en Partie 3 du présent Rapport annuel.

2.4.2 Gouvernance/ conseil d'administration

Changement de Directeur Général

Lors de sa réunion du 23 janvier 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé de mettre un terme au mandat de Directeur Général de Madame Michèle Lesieur et de procéder à son remplacement par Monsieur Antoine Bara en qualité de Directeur Général. S'agissant des conditions financières liées à la fin du mandat de Directeur général de Madame Michèle Lesieur, la Société a indiqué que :

- la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2019 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros) qui lui restait due au titre d'un rappel de paiement, ainsi que la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2020 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros), calculée *pro rata temporis* du 1er janvier 2020 (date du début de l'exercice 2020) au 23 janvier 2020 (date de fin de son mandat), soit un montant brut total de 87.500 euros lui ont été versées ;
- les conditions de performances (basées sur le chiffre d'affaires, l'EBIDTA et le niveau de marge) qui en conditionnaient le versement n'étant pas remplies, Madame Michèle Lesieur n'a reçu aucune indemnité de départ ;
- Madame Michèle Lesieur a irrévocablement perdu, du fait de son départ, le bénéfice de ses droits liés à l'attribution d'actions gratuites de performance de la Société au titre des tranches non encore acquises (étant rappelé que le nombre total d'actions de performance acquises gratuitement par Madame Michèle Lesieur au 23 janvier 2020 s'élevait à 60.000 actions) ;
- le principe et le paiement intégral de son bonus 2019 (d'un montant total brut de 125.000 euros) dû au titre de la réalisation d'une opération de fusion ou d'acquisition de la Société (à savoir la réalisation en 2019 de l'acquisition du contrôle de la Société par Hologic Hub Ltd.) ont été approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de la Société en date du 16 juin 2020 conformément aux dispositions articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce.

Un accord transactionnel a été conclu le 29 janvier 2020 visant à mettre un terme définitif à un litige opposant la Société et Madame Michèle Lesieur suite au départ de cette dernière de son poste de Directeur général. Cet accord transactionnel, conclu dans les conditions prévues aux articles 1103, 1104, 2044 et suivants et 2052 du Code civil, prévoit, d'une part, le versement par la Société d'une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 500.000 euros, en contrepartie de quoi Madame Michèle Lesieur a renoncé à toute réclamation au titre de ses fonctions et de leur cessation et, d'autre part, un engagement de non concurrence de la part de Madame Michèle Lesieur pour une période de 12 mois suivant la cessation complète de toute activité pour le compte

de la Société et du Groupe, y compris à titre de consultant, en contrepartie du paiement d'une indemnité mensuelle brute de 8.333,33 euros.

Cet accord transactionnel a été approuvé par l'assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020. L'impact de cet accord transactionnel a été comptabilisé sur l'exercice 2020 en Autres charges opérationnelles non courantes pour 640 milliers d'euros.

Indépendamment des différents montants qui précèdent, Madame Michèle Lesieur a accepté d'assister la Société en qualité de consultant, dans le cadre d'une mission spécifique distincte des fonctions qu'elle exerçait au sein de la Société, pour une durée de six mois à compter du 1er février 2020. Le montant total des honoraires versés à ce titre pour la durée de cette mission était de 50.000 euros HT.

Suite à ce départ, Madame Michèle Lesieur a démissionné de l'ensemble des mandats sociaux qu'elle exerçait au sein des filiales de la Société et a été remplacée par Monsieur Michelangelo Stefani dans les filiales du Groupe situées en Italie⁴, au Royaume-Unis, en Allemagne, à Shangai et à Hong-Kong⁵.

Nomination d'un censeur du Conseil d'administration

Monsieur John LaViola, a été nommé par le Conseil d'administration de la Société en date du 17 mars 2020, censeur du Conseil d'administration, pour une durée de trois années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires devant se tenir en 2023 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022⁶.

Ratification des de cooptation de membres du Conseil d'administration

Lors de l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020, il a été décidé de ratifier les cooptations de :

- Madame Patricia Dolan, cooptée en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de Madame Danièle Guyot Caparros, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Madame Patricia Dolan a démissionné de ses fonctions de membre du Conseil d'administration le 30 décembre 2020⁷ ;
- Monsieur Michelangelo Stefani, coopté en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de la société Mérieux Participations, représentée par Monsieur Thierry Chignon, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Monsieur Antoine Bara (Directeur Général de la Société depuis le 23 janvier 2020), coopté en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de la société Bpifrance Investissement, représentée par Monsieur Philippe Boucheron, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

⁶ Lors de sa réunion du 19 janvier 2021, le Conseil d'administration a pris acte de la démission de Monsieur John LaViola de ses fonctions de censeur du Conseil d'administration intervenue courant décembre 2020.

⁷ Lors de sa réunion du 19 janvier 2021, le Conseil d'administration a coopté Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur non indépendant pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La composition du Conseil d'administration (ainsi que ses conditions de préparation et de fonctionnement) est détaillée en Partie 2 du présent document.

2.4.3 Financement

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu, au cours de l'exercice 2020, différents avenants au contrat de prêt de type « revolving » en langue anglaise intitulé « Loan Agreement » conclu le 14 août 2019 et amendé le 22 novembre 2019 :

- le 12 février 2020, un deuxième avenant a supprimé au sein de la clause 6 du « *Loan Agreement* » le cas d'exigibilité anticipée qui prévoyait le droit pour la société Hologic Hub Ltd de demander à tout moment le remboursement de l'emprunt en cours ainsi que toute autre obligation (la date d'échéance étant ainsi automatiquement avancée à la date à laquelle le prêteur fait cette demande) (i) à compter du 12 février 2020, sous réserve d'un préavis de cinq (5) jours ouvrables, pour le cas où la société Hologic Hub Ltd détiendrait moins de 90 % du capital social et des droits de vote de la Société à cette date ou (ii) dans l'hypothèse où une accélération se produirait. Le reste du contrat de prêt reste inchangé (en ce compris la clause relative aux cas de défaut) ;
- le 17 mars 2020, un troisième avenant a augmenté l'autorisation du montant maximum cumulé du contrat de prêt à 65 millions d'euros ; et
- le 23 juin 2020, un quatrième avenant a augmenté à nouveau l'autorisation du montant maximum cumulé du contrat de prêt à 67 millions d'euros.

Ce contrat de prêt a notamment permis de rembourser l'ensemble des avances conditionnées et dettes financières hors groupe de la Société pour un montant de 8,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020.

L'en-cours de ce prêt est de 54,6 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Postérieurement à la clôture de l'exercice, le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021.

2.4.4 Litiges

À la date du présent document, la Société n'a connaissance d'aucune autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, en suspens ou dont elle est menacée, qui soit susceptible d'avoir ou qui aurait eu au cours des 12 derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

2.4.5 Impact de la pandémie de la Covid-19 sur 2020

Impacts chiffrés sur 2020

Sur l'exercice 2020, la Société a constaté un recul de son activité sur ses marchés principaux en France, en Chine aux Etats-Unis.

L'impact total sur l'activité de SuperSonic Imagine sur 2020 est estimé à environ 2,8 millions d'euros de pertes supplémentaires sur l'exercice. Cet impact est constitué par une baisse de 7,2 millions d'euros de chiffre d'affaires Produits, par 2,4 millions d'euros d'économies sur le coût des ventes,

et 2 millions d'euros d'économies sur les coûts de structure. Les coûts de structure principalement impactés sont les commissions, transports, coûts de promotion, et frais de voyage et d'animation. L'impact sur le chiffre d'affaires et sur les coûts a été déterminé en comparant l'année N (2020) avec l'année N-1 (2019).

Concernant l'état de la situation financière, la Société a obtenu :

- de la part de l'URSSAF un décalage de paiement sur ses échéances d'avril à juin 2020 et d'Octobre à Novembre 2020, soit un montant de 1,5 million d'euros. Ce montant sera décaissé mensuellement sur l'année 2021.
- de la part de ses bailleurs français un décalage de paiement de ses échéances du 2ème trimestre 2020, réglées à la fin et non au lieu du début du trimestre, pour un montant de 96 milliers d'euros.

La Société a accordé à deux de ses clients un décalage de paiements sur six mois de ses créances échues, pour un montant de 225 milliers d'euros à fin juin 2020, Ces créances ont été remboursées sur le second semestre 2020. Aucun autre délai n'a été accordé en raison de la Covid sur l'année 2020.

La situation de trésorerie du Groupe (renforcée grâce au prêt « revolving » conclu entre Hologic Hub Ltd et la Société d'un montant cumulé maximum de 73 millions d'euros) devrait permettre au Groupe d'être en mesure de faire face aux incertitudes liées à l'épidémie en cours.

La Direction générale du Groupe surveille étroitement l'évolution de l'épidémie dans chacune des zones géographiques concernées et applique toutes les mesures requises pour protéger ses collaborateurs, clients et partenaires (participant ainsi à l'effort mondial visant à limiter la propagation du virus). La plupart des activités, y compris les activités de R&D, sont dorénavant réalisées en télétravail. En parallèle, le Groupe a engagé toutes les mesures de prévention sanitaire pour poursuivre les activités logistiques essentielles permettant la distribution et l'expédition de commandes.

Dans un contexte économique mondial demeurant extrêmement incertain, le Groupe met en œuvre toutes les actions à sa disposition pour se protéger face à ce nouvel environnement. Cependant, l'épidémie ayant touché toutes les zones géographiques d'activité du Groupe, la Société n'est pas en mesure d'assurer que le Groupe ne sera pas plus sérieusement impacté, notamment au regard des conséquences économiques des mesures étendues de confinement en France et dans tous les autres pays où le Groupe est présent (particulièrement aux Etats-Unis qui sont lourdement frappés par la crise liée à l'épidémie de Covid-19). Dans ces conditions, les sociétés du Groupe pourraient voir leur chiffre d'affaires, leur rentabilité et leur flux de trésorerie affectés, dans une mesure qui reste toujours difficile à apprécier à ce jour

2.4.6 Assurance qualité et obligations règlementaires

En octobre 2019, la Société a obtenu l'approbation FDA 510k pour la version V2 de Aixplorer MACH® 30 ainsi que pour Aixplorer MACH® 20. Au 31 décembre 2020, la société est en attente de l'approbation FDA de Aixplorer MACH® 40.

2.4.7 Commercial

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 17,2 millions d'euros, en baisse de (35)% par rapport à 2019.

Hologic, Inc. a annoncé le 15 septembre 2020 que les échographes haut de gamme de SuperSonic Imagine intègrent le catalogue d'Hologic en Allemagne, Autriche et en Suisse. Dans ce contexte, Hologic vient élargir son portefeuille de solutions d'imagerie innovantes et hautes performances grâce aux échographes Aixplorer MACH®. Ceux-ci se caractérisent par une architecture haute performance, tournée vers l'avenir, et sont équipés pour accueillir les futures intégrations et

innovations dans le domaine de l'intelligence artificielle. Ils combinent plusieurs technologies de pointe conçues pour un meilleur dépistage précoce du cancer du sein, et des maladies hépatiques, une fiabilité accrue du diagnostic et des flux de travail plus efficaces.

La Société a commercialisé en 2019 deux produits majeurs dans sa stratégie commerciale : La version 2 de l'Aixplorer MACH® 30, nouvelle génération d'échographe à imagerie Ultrafast™ introduite l'année précédente. Elle a consolidé le positionnement haut de gamme du produit en améliorant ses performances et en introduisant de nouveaux biomarqueurs (Att PLUS, SSp PLUS et Vi PLUS) pour les maladies chroniques du foie ; et

L'Aixplorer MACH® 20, version conçue pour viser un nouveau segment du marché de la radiologie : le milieu de gamme de la radiologie. Celui-ci est basé sur la même plateforme technologique que l'Aixplorer MACH® 30 et offre à ce segment de marché des performances excellentes et le cœur des innovations de SuperSonic Imagine (notamment le mode ShearWave PLUS).

Tout dernièrement en juillet 2020 la Société a commercialisé le MACH® 40 qui représente une offre premium conçue pour améliorer l'efficacité et la précision diagnostique et dédiée au marché américain.

2.4.8 Technologie et publications cliniques

L'innovation technologique est soutenue de manière continue par de nouvelles publications cliniques au niveau mondial dans des revues à comité de lecture. À ce jour, plus de 800 publications existent sur le sein et sur le foie.

2.5. FAITS MARQUANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

FINANCEMENT

En date du 19 janvier 2021, le contrat de prêt intitulé « Loan Agreement » conclu en date du 14 août 2019 entre la société SuperSonic Imagine S.A et la société Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire, a fait l'objet d'un avenant afin d'augmenter le montant maximum cumulé du contrat de prêt de 67 à 73 millions d'euros.

GOUVERNANCE

Lors de sa réunion du 19 janvier 2021, le Conseil d'administration :

- a pris acte de la démission de Madame Patricia Dolan de ses fonctions de membre du Conseil d'administration, de membre du comité d'audit et de membre du comité des nominations et des rémunérations de la Société ;
- a pris acte de la démission de Monsieur John LaViola de ses fonctions de censeur du Conseil d'administration ;
- a décidé de coopter Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur en remplacement de Madame Patricia Dolan, démissionnaire, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations. Madame Souad Belarbi a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il est précisé que la ratification de la cooptation de Madame Souad Belarbi en

qualité d'administrateur sera soumise à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;

- a décidé de nommer Monsieur Andrew Chard, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations, en qualité de membre du comité d'audit de la Société.

2.6. PERSPECTIVES

Le Groupe poursuit le développement des fonctionnalités associées à sa plateforme ultra rapide Aixplorer® pour faire de SuperSonic Imagine un standard dans les parcours de soins non invasifs des maladies du sein et du foie.

À ce titre, le Groupe a lancé fin 2018 sa nouvelle plateforme Aixplorer MACH® 30 qui permet d'enrichir l'offre produit, et de rationaliser les coûts de fabrication car elle est déclinable à la fois sur le plan gamme et applicatif. La fiabilité du produit reste un des points forts de la plateforme, renforcés par de nouvelles fonctionnalités de connectivité pour la maintenance à distance. Enfin, cette plateforme pourra intégrer rapidement de futures applications big data et avoir recours à l'intelligence artificielle.

Après la mise sur le marché en 2018 de l'Aixplorer MACH® 30, le Groupe a lancé le MACH® 20 en 2019, version conçue pour cibler le segment milieu de gamme du marché de la radiologie et tout dernièrement en juillet 2020 le MACH® 40 qui représente une offre premium conçue pour améliorer l'efficacité et la précision diagnostique et dédiée au marché américain.

Parallèlement, le Groupe prévoit de continuer à investir prioritairement dans des équipes commerciales sur ses trois grands marchés (Etats-Unis, Chine et France) tout en continuant à se développer dans les autres régions du monde.

Depuis quatre ans maintenant, la Société a recentré la stratégie de l'entreprise sur deux axes principaux : l'imagerie du foie et du sein et le développement de son réseau commercial

L'innovation technologique est soutenue de manière continue par de nouvelles publications cliniques au niveau mondial dans des revues à comité de lecture.

L'adoption continue d'Aixplorer® dans les différentes régions du monde par de nouveaux établissements de référence conforte la stratégie de l'entreprise.

La Société se fixe comme objectif de devenir la référence du Groupe Hologic en matière d'ultrason et s'appuie, comme le reste du groupe sur l'innovation, la contribution à l'amélioration de la santé, l'importance des relations avec les cliniciens et les patients.

2.7. FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe est confronté sont détaillés ci-après.

2.7.1 Risques relatifs aux marchés sur lesquels intervient le Groupe

Il existe des technologies alternatives à celles du Groupe et l'apparition de nouvelles technologies concurrentes ne peut être exclue.

Les produits développés par le Groupe se positionnent sur des marchés sur lesquels il existe déjà des solutions alternatives (rayon X et radiologie conventionnelle, scanner, médecine nucléaire, IRM), dont l'utilisation est très largement répandue dans les pratiques des médecins et autres personnels médicaux. Il existe également des solutions alternatives aux innovations proposées par SuperSonic Imagine au sein de l'imagerie échographique.

Même si la Société estime que les autres solutions disponibles sont à ce jour moins performantes qu'Aixplorer® et Aixplorer MACH® dans la mesure, notamment, où les échographes conventionnels ne fournissent pas le même type d'informations que celles fournies par Aixplorer® et Aixplorer MACH® avec la même rapidité, des technologies concurrentes, qu'elles soient existantes, en cours

de développement, ou encore inconnues à ce jour, pourraient, dans un avenir plus ou moins proche, prendre des parts de marché significatives et restreindre la capacité du Groupe à commercialiser ses produits avec succès.

Les concurrents du Groupe disposant de ressources financières importantes, ou de nouveaux entrants sur le marché, pourraient également mettre au point de nouvelles technologies plus performantes et/ou moins coûteuses que celles développées par le Groupe, ce qui pourrait conduire à une baisse de la demande des produits existants du Groupe ou diminuer ses prix de vente et/ou d'entretien.

Maintenir la position concurrentielle du Groupe pourrait ainsi requérir des investissements supplémentaires conséquents dans l'amélioration de ses produits, le développement de nouveaux produits, de son réseau de distribution ou dans les activités de vente et de commercialisation. Ces pressions concurrentielles pourraient avoir un impact défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe à moyen et long terme.

Le Groupe est confronté à des acteurs de taille très significative.

Le marché de l'imagerie médicale ultrasonore se caractérise par une concentration forte autour de quelques acteurs de taille très significative aux ressources financières importantes dont cinq acteurs principaux (General Electric Healthcare, Philips Healthcare, Canon Medical Systems, Mindray et Siemens Healthcare) qui ensemble détenaient, en 2020, 84% du marché (Source : Etude Omdia).

Bien que la nouvelle collaboration commerciale avec le groupe Hologic, qui propose des produits et des services dans le domaine de la santé du sein et du squelette, crée de nouvelles possibilités de réduire ces risques concurrentiels, le Groupe reste soumis à la concurrence de groupes pluridisciplinaires dont l'offre couvre tous les besoins en imageries et services associés.

Toutefois, il ne peut être exclu qu'un concurrent disposant de ressources financières importantes diminue fortement le prix de tout ou partie de ses produits qui sont en concurrence avec ceux du Groupe, notamment grâce à des économies d'échelle, afin de tenter de limiter ou freiner la pénétration des produits du Groupe sur ses marchés sans que ce dernier ait la faculté d'aligner ses propres prix.

2.7.2 Risques liés à l'activité du groupe

Risques liés au déploiement commercial du Groupe

Le développement du Groupe dépendra pour partie de sa capacité à accélérer son déploiement commercial sur ses principaux marchés existants et sur de nouveaux marchés.

Le développement du Groupe dépendra du rythme d'adhésion des professionnels de santé à sa technologie d'imagerie innovante.

Le rythme de développement du Groupe dépendra lui-même fortement de sa capacité à convaincre des leaders d'opinion spécialisés et plus généralement les professionnels de santé présents sur ses marchés actuels et futurs. Ses cibles de clientèle sont à la fois les services de radiologie hospitaliers, les cabinets de radiologie privés, les cliniques ou services d'imagerie privés et les centres de lutte contre le cancer.

Malgré les résultats probants des essais cliniques déjà réalisés, le soutien de plusieurs sociétés savantes à travers le monde, les multiples publications scientifiques faisant état des apports des solutions innovantes proposées par le Groupe par rapport aux technologies existantes et la satisfaction des utilisateurs actuels de ses produits, les professionnels de santé pourraient être réticents à faire évoluer leurs pratiques d'imagerie médicale ultrasonore au profit de la technologie du Groupe et d'Aixplorer® et Aixplorer MACH®, notamment pour les raisons suivantes :

- L'investissement représenté par l'acquisition d'un système Aixplorer® ou Aixplorer MACH® ;
- Leur manque d'expérience dans l'utilisation d'Aixplorer® ou Aixplorer MACH® ; et
- Un nombre insuffisant de données cliniques favorables publiées.

La capacité du Groupe à faire reconnaître sa marque auprès des professionnels de santé dépendra notamment de la démonstration de preuves cliniques de sa supériorité diagnostique. Cela se fera **en particulier au travers de la réalisation et des résultats d'études cliniques futures qui sont par nature incertains. Même si la réalisation d'études cliniques ne résulte pas en l'espèce d'une obligation réglementaire**, le Groupe favorise et coordonne la réalisation de telles études par ses clients à travers le monde, dont les résultats sont autant d'atouts à l'appui de son développement commercial.

Si le Groupe ne parvenait pas, par ailleurs, à publier régulièrement des études scientifiques de **premier plan**, il en résulterait un retard dans l'adhésion tant des leaders d'opinion que des professionnels des domaines médicaux concernés. La capacité du Groupe à commercialiser ses équipements s'en trouverait ainsi affectée, ce qui serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

La capacité du Groupe à maintenir la qualité du service de maintenance attaché aux systèmes d'échographie qu'il commercialise conditionnera pour partie la satisfaction des utilisateurs.

Le Groupe dispose d'un service de maintenance dédié à l'entretien de ses systèmes d'échographie. L'équipe en charge de la maintenance est composée à la fois de techniciens salariés de la Société mais également, pour certaines zones géographiques, de prestataires extérieurs formés par la Société.

Dans les zones géographiques au sein desquelles le Groupe ne dispose pas encore d'une implantation commerciale forte, le faible nombre de systèmes Aixplorer® et Aixplorer MACH® commercialisés par le Groupe a pour conséquence **mécanique de limiter le nombre d'interventions à réaliser**. En conséquence, les prestataires assurant la maintenance pourraient ne pas disposer de la même expertise et de la même pratique que ceux intervenant dans des zones où le Groupe est davantage présent.

Cette situation pourrait avoir un impact négatif sur la qualité du service de maintenance proposé par ces prestataires, formés par la Société.

Il existe donc pour ces zones géographiques un risque pour le Groupe de ne pas parvenir à maintenir un niveau élevé de qualité du service de maintenance de ses systèmes installés, ce qui **serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives**. Toutefois, la collaboration récente avec le service d'assistance du groupe Hologic crée de nouvelles opportunités pour réduire ces risques.

Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de mettre en place les forces de vente nécessaires dans des délais ou à des conditions compatibles avec son expansion.

Le déploiement commercial du Groupe repose sur une force de vente directe et/ou indirecte en fonction des zones géographiques.

Le Groupe ne peut garantir qu'il sera en mesure de recruter, former et fidéliser :

- Une force de vente directe qualifiée dans des délais et à des conditions financières compatibles avec son expansion, dans les pays dans lesquels il commercialise directement ses produits, tout particulièrement en France ;
- Ni les collaborateurs nécessaires au recrutement et à l'animation des distributeurs dans les pays qui sont abordés par une force de vente indirecte.

Le Groupe ne peut pas non plus garantir, dans les zones géographiques pour lesquelles il fait appel ou entend faire appel à des distributeurs, qu'il **sera en mesure de conserver ses distributeurs existants et de conclure de nouveaux contrats de distribution**, ni que les distributeurs disponibles disposeront des compétences nécessaires en échographie et consacreront les ressources nécessaires au succès commercial de ses produits. Ces distributeurs sont en effet généralement des distributeurs de matériels et dispositifs médicaux ayant de nombreux produits à promouvoir et commercialiser, et, par voie de conséquence, un temps limité à consacrer à chacun d'entre eux. **Afin de limiter ce risque, une partie de la force de vente directe a pour mission d'intervenir en tant que support auprès des distributeurs du Groupe pour les aider à mener, notamment, des actions**

commerciales de type présence sur des salons et ateliers de démonstration au sein d'établissements de soins. Toutefois, la coopération commerciale global avec le groupe Hologic devrait venir réduire ces risques de distribution et de commercialisation, notamment aux Etats-Unis. Fin décembre 2020, le réseau de ventes indirectes comptait 74 distributeurs (dont 18 en Chine).

Le Groupe pourrait se confronter à des difficultés quant au recrutement de nouveaux distributeurs, au renouvellement ou à la résiliation des contrats avec certains d'entre eux ou encore, être confronté à des problèmes de solvabilité de leur part.

La mise en œuvre des clauses d'exclusivité territoriale prévues par certains contrats de distribution pourrait être remise en cause par la législation française et européenne. Ces clauses pourraient ainsi être, dans certaines circonstances, considérées comme illicites, en particulier si elles sont perçues comme constituant un abus dans la fixation du prix des produits par la Société ou une entrave à la libre concurrence. Les contrats de distribution exclusive conclus avec des distributeurs indépendants pour des ventes réalisées dans l'Union européenne pourraient dès lors être nuls et/ou donner lieu à des sanctions pécuniaires à l'encontre du Groupe si certaines des clauses qu'ils contiennent étaient jugées illicites.

L'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe à moyen et long terme pourraient être significativement affectés par la réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques.

Le développement du Groupe dépendra de sa capacité à développer sa gamme de produits pour élargir ses débouchés.

Le Groupe entend poursuivre ses efforts de recherche et développement afin de perfectionner ses produits existants et développer de nouveaux produits pour élargir ses débouchés.

La capacité du Groupe à trouver de nouvelles applications pour ses produits existants, à commercialiser de nouveaux produits et à étendre géographiquement ses débouchés dépendra de l'obtention des autorisations le cas échéant nécessaires.

Le rythme de développement du Groupe pourrait être affecté par le contexte général de réduction des dépenses publiques.

Le contexte économique général de réduction des dépenses publiques est susceptible d'affecter le rythme de développement du Groupe dans la mesure où il pourrait occasionner :

- La réduction ou le report de commandes émanant des clients publics, même quand la Société a été retenue à la suite d'appels d'offres ;
- L'allongement des délais de paiement de ces mêmes clients ; et/ou
- La diminution du remboursement de tout ou partie des actes réalisés à l'aide des produits de la Société, de nature à limiter la pénétration de sa technologie sur le marché.

Le contexte géopolitique international peut aussi avoir un impact négatif sur les ventes.

Il pourrait également s'ensuivre une orientation du marché sur les produits bas ou moyenne gamme (moins onéreux) tandis que le Groupe se positionne sur les produits premium et haut de gamme.

En cas de survenance de l'une et/ou de l'autre des situations exposées ci-dessus, le rythme de développement du Groupe en serait affecté.

Risques liés à la propriété intellectuelle

Le Groupe compte, dans une large mesure, sur le caractère exclusif de sa propriété intellectuelle et de son savoir-faire pour préserver son avance sur la concurrence dans des domaines clés et licencier certaines de ses innovations pour en favoriser l'adoption à plus large échelle par le corps médical. Cependant, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de maintenir ou d'obtenir une protection adéquate et, par là-même, de conserver son avantage technologique et concurrentiel.

Il est important, pour la réussite de son activité, que la Société soit en mesure d'obtenir, de maintenir et de faire respecter ses brevets ainsi que l'ensemble de ses autres droits de propriété intellectuelle

dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités, et notamment en Europe, aux États-Unis, en Chine, en Corée du Sud et au Japon.

Pour protéger ses produits et sa technologie, le Groupe s'appuie sur la protection offerte par des droits de propriété intellectuelle, tels que des brevets et marques, mais également sur des accords de licences exclusives, des accords de confidentialité ou autres contrats pour ses secrets technologiques et son savoir-faire. Cependant, ces moyens n'offrent qu'une protection limitée et pourraient ne pas empêcher une utilisation illicite des produits ou de la technologie du Groupe par des tiers ou des partenaires.

La technologie innovante sur laquelle repose l'activité du Groupe est principalement protégée par :

- Plusieurs brevets et demandes de brevets couvrant à la fois les aspects matériels et logiciels de ses produits existants, ainsi qu'un certain nombre d'autres technologies ou procédés en cours de développement ; et
- Le savoir-faire du Groupe, couvrant notamment l'architecture de son produit entièrement basée sur des logiciels, ainsi que des méthodes de fabrication et le choix de certains composants critiques.

La Société pourrait connaître des difficultés dans l'obtention de certaines de ses demandes de brevets actuellement en cours d'examen. Par ailleurs, la délivrance d'un brevet n'en garantit pas la validité, ni l'opposabilité qui peuvent toutes deux être contestées par des tiers. En outre, la Société n'a pas, à ce jour, déposé de demandes de brevets dans tous les pays dans lesquels elle opère, même si ses brevets ou demandes de brevets sont le plus souvent déposés, notamment, aux États-Unis et dans les pays d'Europe les plus importants ainsi que dans certains pays d'Asie. De plus, il existe encore certains pays qui ne protègent pas les droits de propriété intellectuelle de la même manière qu'en Europe ou aux États-Unis, et les procédures et règles efficaces nécessaires pour assurer la défense des droits de la Société peuvent ne pas exister dans ces pays.

La Société ne peut pas garantir de manière certaine que :

- La Société parviendra à développer de nouvelles inventions brevetables ;
- La Société a été la première à concevoir une quelconque invention et à déposer une demande de brevet, compte tenu du fait, notamment, que la publication des demandes de brevets est différée dans la plupart des pays à 18 mois après le dépôt des demandes et qu'une antériorité divulguée dans un quelconque pays du monde pourrait lui être opposée ;
- Les demandes de brevets du Groupe qui sont en cours d'examen donneront effectivement lieu à des délivrances de brevets et par conséquent à une protection des inventions objet de ces demandes dans tous les pays où ces demandes de brevets ont été déposées ;
- Des tiers ne revendiqueront pas la propriété de droits sur des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle que la Société détient en propre ou en copropriété, ou sur lesquels elle serait amenée à bénéficier d'une licence ;
- Des salariés de la Société ne revendiqueront pas des droits ou le paiement d'un complément de rémunération ou d'un juste prix en contrepartie des inventions à la création desquelles ils ont participé ;
- Les brevets délivrés au Groupe ne seront pas contestés, invalidés ou contournés ;
- L'étendue de la protection conférée par les brevets est suffisante pour la protéger face à la concurrence et aux brevets des tiers couvrant des produits ou dispositifs similaires ;
- Des actions en justice ou auprès des offices et/ou juridictions compétents ne seront pas nécessaires pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle de la Société, protéger ses secrets commerciaux ou déterminer la validité et l'étendue de ses droits de propriété intellectuelle ; et
- La technologie du Groupe ne contrefait pas des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers.

Les concurrents du Groupe pourraient ainsi contester avec succès la validité de ses brevets devant un tribunal ou dans le cadre d'autres procédures, ce qui, selon l'issue desdites contestations, pourrait réduire leur portée, aboutir à leur invalidité ou permettre leur contournement par des concurrents. En conséquence, les droits du Groupe sur ses brevets pourraient ne pas conférer la protection attendue contre la concurrence.

De la même manière, les concurrents du Groupe pourraient aussi contester la liberté d'exploitation de certains aspects du produit obligeant la Société à en modifier l'ingénierie ou à licencier des brevets auprès de tiers.

De plus, des tiers (voire des employés de la Société) pourraient utiliser ou tenter d'utiliser les éléments de la technologie de la Société protégés par un droit de propriété intellectuelle, ce qui créerait une situation dommageable pour la Société. La Société pourrait donc être contrainte d'intenter à l'encontre de ces tiers des contentieux judiciaire ou administratif afin de faire valoir en justice ses droits, notamment de propriété intellectuelle (brevets, marques, dessins et modèles ou noms de domaine). Certains des concurrents disposant de ressources plus importantes que celles de la Société pourraient être capables de mieux supporter les coûts d'une procédure contentieuse.

En outre, les marques du Groupe sont des éléments importants de son identité et de ses produits. Malgré le dépôt des marques « SuperSonic Imagine » (notamment en France, en Europe, aux États-Unis et en Chine), « Aixplorer MultiWave™ » (notamment en France, en Europe, aux États-Unis et au Japon), « Aixplorer® » en France et aux États-Unis et « Aixplorer MACH® » en France, en Europe, en Chine et aux États-Unis, des tiers pourraient utiliser ou tenter d'utiliser ces marques ou d'autres marques du Groupe, ce qui serait de nature à générer un préjudice commercial et d'image pour le Groupe.

L'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe à moyen et long terme pourraient également être significativement affectés par la réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques.

Le Groupe partage certains éléments de son savoir-faire et développe des droits en commun dans le cadre de contrats de collaboration avec des tiers.

La Société ne peut pas non plus garantir que son produit Aixplorer® et Aixplorer MACH® et sa technologie, qui sont étroitement liés à son savoir-faire et ses secrets technologiques, sont adéquatement protégés contre les concurrents et ne pourront être usurpés, ou contournés, notamment, dans le cadre de contrats de collaboration et de recherche et développement. En effet, dans les contrats de collaboration et de recherche et développement conclus par le Groupe, celui-ci doit fréquemment fournir à ses cocontractants, sous différentes formes, certains éléments de son savoir-faire, protégés ou non par des brevets, et notamment des informations, données ou renseignements concernant les recherches, le développement, la fabrication et la commercialisation de ses produits.

Le Groupe cherche à limiter la communication d'éléments clés de son savoir-faire vers des tiers aux seules informations strictement nécessaires à la collaboration qu'il entretient avec ceux-ci et il s'assure contractuellement que ces tiers s'engagent à ne pas détourner, utiliser ou communiquer ces informations, au moyen notamment de clauses de confidentialité. Le Groupe ne peut cependant garantir que ces tiers respectent ces accords, que le Groupe sera informé d'une violation de ces clauses, ou encore que la réparation qu'il pourrait éventuellement obtenir soit suffisante au regard du préjudice subi.

Par ailleurs, ces contrats de collaboration et de recherche et développement exposent le Groupe au risque de voir ses cocontractants revendiquer le bénéfice de droits de propriété intellectuelle sur des inventions, connaissances ou résultats du Groupe.

En outre, ces accords pourraient donner naissance à des droits de propriété intellectuelle détenus en copropriété ou à des concessions d'exclusivité d'exploitation dans des conditions défavorables au Groupe.

Autres accords de licences.

La Société a conclu des accords de licences avec des acteurs industriels et académiques du domaine.

Aussi longtemps que le Groupe exploitera des technologies sous licence, il dépendra des technologies qui lui ont été concédées. Toute violation par le Groupe des conditions d'octroi de ces licences pourrait aboutir à la perte du droit d'utiliser les technologies en cause, ce qui serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

Il ne peut être exclu que le Groupe fasse l'objet d'actions en contrefaçon.

Il est important, pour la réussite de son activité, que le Groupe soit en mesure d'exploiter librement ses produits et sa technologie vis-à-vis de brevets ou de droits de propriété intellectuelle de tiers.

La protection par le Groupe de ses droits de propriété intellectuelle représente un coût significatif lié, notamment, aux frais de dépôt et de maintien en vigueur des brevets et à la gestion de ses autres droits de propriété intellectuelle, coût qui pourrait augmenter, notamment si des actions en justice devaient être introduites par le Groupe pour faire valoir ses droits voire défendre ses propres brevets. Outre ces coûts, si une action en justice devait s'avérer nécessaire afin de faire respecter les droits de propriété intellectuelle du Groupe, de protéger ses secrets technologiques ou son savoir-faire ou de déterminer la validité et l'étendue de ses droits de propriété intellectuelle, celle-ci pourrait influencer négativement sur le résultat et la situation financière du Groupe et ne pas apporter la protection recherchée.

De même, surveiller l'utilisation non autorisée des produits et des signes distinctifs de la Société est difficile, et le Groupe, bien qu'il ait mis en place une veille à ce sujet, ne peut être certain qu'il pourra éviter les détournements ou les utilisations non autorisées de ses produits, notamment dans des pays étrangers où ses droits seraient moins bien protégés et où la Société utilise des distributeurs pour sa commercialisation.

Bien que la Société fasse régulièrement mener par ses conseils en propriété intellectuelle des études sur sa liberté d'exploitation, elle ne peut par ailleurs garantir qu'il n'existe pas de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de tiers susceptibles de couvrir certaines activités, produits ou technologies du Groupe permettant à ces tiers d'agir en contrefaçon, ou sur un fondement similaire, à l'encontre du Groupe en vue d'obtenir des redevances, des dommages-intérêts ou la cessation de l'utilisation du produit ou procédé incriminé.

Si ces actions étaient menées à leurs termes et reconnues, en tout ou en partie, fondées, le Groupe pourrait être contraint de souscrire à une licence, d'arrêter ou de retarder la recherche, le développement, la fabrication ou la vente des produits ou procédés visés par ces actions, ce qui affecterait de façon significative ses activités.

En particulier, le Groupe pourrait être tenu, outre le paiement d'indemnités financières, de :

- Cesser de fabriquer, vendre ou utiliser les produits ou la technologie mise en cause, dans une zone géographique donnée, ce qui pourrait réduire ses revenus ;
- Obtenir, dans des conditions défavorables au Groupe, une licence sur les droits de propriété intellectuelle de tiers ; et/ou
- Trouver des solutions alternatives afin de ne pas empiéter sur les droits de propriété intellectuelle de tiers, ce qui pourrait, dans certains cas, se révéler impossible ou être coûteux en termes de temps et de ressources financières, et pourrait donc faire obstacle à ses efforts de commercialisation.

Une procédure intentée contre le Groupe, quelle qu'en soit l'issue, pourrait par ailleurs entraîner des coûts substantiels, désorganiser son fonctionnement, compromettre tout ou partie de son activité, son image et sa réputation.

Au 31 décembre 2020, aucun brevet du Groupe ne faisait l'objet d'une opposition.

Risques liés au processus de fabrication des produits du Groupe

Le Groupe dépend de sous-traitants pour l'approvisionnement d'une partie des composants des systèmes Aixplorer® et Aixplorer MACH®.

Les systèmes Aixplorer® et Aixplorer MACH® comprennent des composants et matières premières de diverses natures, dont des éléments mécaniques, électroniques et acoustiques.

Afin de sécuriser son processus de production, le Groupe a établi un partenariat stratégique avec l'un des fabricants de cartes électroniques majeur dans le domaine de l'échographie (Plexus), qui dispose d'un sourcing important en termes de composants électroniques. Ce sous-traitant est également responsable de l'assemblage final des systèmes Aixplorer® pour SuperSonic Imagine, c'est-à-dire qu'il centralise l'ensemble des composants du système : cartes électroniques fabriquées par lui, interface utilisateur, mécanique, écran. Ce sous-traitant travaille également pour des concurrents de la Société en produisant tout ou partie de certains de leurs produits. Dans le domaine de l'échographie médicale, tous les fabricants concentrent la fabrication de chacun de leurs produits pris individuellement chez un seul sous-traitant, à cause en particulier de la faible quantité de produits fabriqués. La diversification de sources qu'ils mettent en œuvre s'opère en raison de leur « gamme » de produit et chacun des produits de la gamme peut être fabriqué dans des entités différentes.

Le risque associé à ce sous-traitant est faible pour deux raisons :

- Si une localisation de Plexus ne pouvait plus produire, la Société pourrait choisir une autre localisation de ce même sous-traitant, l'Ecosse par exemple qui est un site ayant déjà été utilisé par la Société dans le passé ; et
- Si le Groupe devait changer de fabricant, la Société pourrait s'approvisionner auprès de concurrents de ses sous-traitants actuels. La transition se ferait pendant quelques mois, pendant lesquels Plexus s'engage à livrer SuperSonic Imagine selon un plan d'approvisionnement et donc un engagement qui se fait sur une période de neuf mois.

Par ailleurs, le Groupe s'est attaché à disposer de plusieurs sources d'approvisionnement pour la fourniture de ses composants principaux : en particulier ses sondes acoustiques (deux sources avec Vermon en France et Humanscan en Corée) et dispose par ailleurs d'un engagement de sourcing d'une période de 12 mois en cas de cessation d'activité ou d'arrêt du contrat de sous-traitance.

S'agissant des composants mécaniques, le Groupe estime son risque de dépendance faible car de nombreux sous-traitants sont disponibles en Asie dans ce domaine.

Certains composants considérés comme critiques par la Société tels que les alimentations électriques ou les panneaux de contrôle (interface utilisateur) sont des composants à source unique, notamment en raison des travaux de développement conjoints menés entre la Société et les fournisseurs pour que ces composants soient précisément adaptés à Aixplorer® et Aixplorer MACH®. Comme les connaissances requises pour leur réalisation sont courantes, il est possible de trouver des fournisseurs alternatifs sur le marché, moyennant un temps de développement et de qualification qui devrait être compatible avec les périodes de notification de fin d'activité (en général de 12 mois). Le risque associé est donc faible.

Le Groupe dépend de tiers pour la fabrication et l'assemblage de ses produits.

Le Groupe dépend de tiers pour la fabrication de l'ensemble de ses produits. Son succès commercial repose ainsi en partie sur sa capacité à obtenir de ses sous-traitants des produits fabriqués dans le respect des dispositions réglementaires, dans les quantités et délais demandés et de manière rentable. Des problèmes pourraient survenir au cours de leur fabrication et de leur distribution et pourraient entraîner des retards dans la fourniture de produits, ce qui pourrait avoir pour conséquence une hausse des coûts, une baisse des ventes, une dégradation des relations avec les clients et, dans certains cas, le rappel des produits générant des dommages en termes d'image et des risques de mise en cause de la responsabilité du Groupe, si ces problèmes n'étaient découverts qu'à l'issue de la commercialisation.

Par ailleurs, la fabrication des produits du Groupe est particulièrement complexe et exigeante, notamment en raison de la réglementation applicable et des cahiers des charges imposés par le Groupe. L'ensemble du processus de fabrication des équipements et consommables du Groupe, selon des conceptions brevetées par ce dernier, entre ainsi dans le champ d'application des certificats obtenus par le Groupe permettant le marquage CE (Marquage Communauté Européenne délivré par le GMed pour la mise sur le marché d'un dispositif médical en Europe) et l'accord de la Food and Drug Administration (FDA).

Dans l'hypothèse où le Groupe changerait de fournisseurs ou sous-traitants critiques pour ses équipements et consommables, il devrait procéder à la revalidation du procédé et des procédures

de fabrication en conformité avec les normes en vigueur. Dans cette éventualité, des tests et des validations supplémentaires, voire des procédures de certifications réglementaires, pourraient être nécessaires. Cette procédure pourrait être coûteuse, consommatrice de temps et requérir l'attention du personnel le plus qualifié du Groupe. Si ces nouvelles autorisations devaient lui être refusées, le Groupe pourrait être contraint de chercher un autre fournisseur ou sous-traitant, ce qui pourrait retarder la production, le développement et la commercialisation de ses produits et accroître leurs coûts de fabrication.

Le Groupe sous-traite également l'assemblage de ses produits auprès du leader mondial dans l'assemblage de dispositifs médicaux. Ce prestataire qui dispose du label « *GMP - Good Manufacturing Practices* » de la FDA, est un acteur de référence du domaine et compte parmi ses clients deux grandes sociétés multinationales référentes dans le domaine de l'imagerie.

L'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe pourraient être significativement affectés par la réalisation de l'un ou plusieurs des risques évoqués ci-dessus.

Dans l'hypothèse où, pour diverses raisons, il devrait être mis fin aux relations avec l'un de ses fournisseurs ou sous-traitants, le Groupe pourrait être dans l'incapacité de trouver un sous-traitant disposant des mêmes compétences dans un délai suffisant ou à des conditions commerciales satisfaisantes.

De plus, la dépendance vis-à-vis de fabricants tiers pose des risques supplémentaires auxquels le Groupe ne serait pas confronté s'il produisait ses produits lui-même, à savoir :

- La non-conformité des produits fabriqués par ces tiers avec les normes réglementaires et de contrôle qualité ;
- La violation de leurs accords avec le Groupe par ces tiers ; et
- La rupture ou le non-renouvellement de ces accords pour des raisons échappant au contrôle du Groupe.

La Société ne peut en outre pas garantir que ses sous-traitants ou fournisseurs respecteront toujours les réglementations, autorisations et normes en vigueur. Si des produits fabriqués par des fournisseurs, ou les systèmes qualité mis en œuvre par eux, s'avéraient non conformes aux dispositions réglementaires ou aux normes en vigueur, des sanctions pourraient être infligées au Groupe. Ces sanctions pourraient inclure des amendes, des injonctions, des dommages-intérêts, la suspension ou le retrait des autorisations ou certificats obtenus, des révocations de licences, la saisie ou le rappel de ses produits, des restrictions opérationnelles ou d'utilisation et des poursuites pénales, toutes ces mesures pouvant avoir un effet défavorable significatif sur ses activités.

Pour minimiser les risques associés à la sous-traitance, et au-delà des critères de choix très rigoureux qu'il a mis en place, le Groupe s'assure de la qualité des produits livrés en assurant lui-même, par le biais de ses équipes de production, le réglage de ses produits préalablement à l'envoi des produits chez ses clients.

Au cas où le déploiement commercial viendrait à s'intensifier, il n'est pas à exclure que le Groupe recourt de manière croissante, à d'autres sous-traitances auxquelles seraient associés des risques analogues.

L'activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe à moyen et long terme pourraient être significativement affectés par la réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques.

Risques Lies a l'Epidémie de Coronavirus (Covid-19)

Depuis le début de l'épidémie de Covid-19 le Groupe a constaté un recul de son activité sur ses marchés principaux, en France, aux Etats Unis et en Chine.

La situation de trésorerie du Groupe (renforcée grâce au prêt « revolving » conclu entre Hologic Hub Ltd et la Société d'un montant cumulé maximum de 73 millions d'euros) permet au Groupe de faire face aux incertitudes liées à l'épidémie, au cours des prochains mois. La Direction générale

du Groupe surveille étroitement l'évolution de l'épidémie dans chacune des zones géographiques concernées et applique toutes les mesures requises pour protéger ses collaborateurs, clients et partenaires (participant ainsi à l'effort mondial visant à limiter la propagation du virus). La plupart des activités, y compris les activités de R&D, sont dorénavant réalisées en télétravail. En parallèle, le Groupe a engagé toutes les mesures de prévention sanitaire pour poursuivre les activités logistiques essentielles permettant la distribution et l'expédition de commandes.

Le contexte économique mondial demeure extrêmement incertain, l'épidémie touche toutes les zones géographiques d'activité du Groupe et rend délicat toutes prévisions. Le Groupe n'est pas assuré qu'il ne sera pas plus sérieusement impacté, par les mesures de confinement et d'interdiction de visiter les professionnels de santé dans tous les autres pays où le Groupe est présent (particulièrement aux Etats-Unis qui sont lourdement frappés par la crise liée à l'épidémie de Covid-19). Dans ces conditions, les sociétés du Groupe pourraient voir leur chiffre d'affaires, leur rentabilité et leur flux de trésorerie affectés, dans une mesure qui reste toujours difficile à apprécier à ce jour.

Risques liés aux clients du Groupe

La base installée de plus de 3.000 équipements vendus ont été commercialisés auprès d'un portefeuille de clients composé, d'une part, d'établissements de soins (hôpitaux et cliniques) et de centres d'imagerie médicale et, d'autre part, de praticiens indépendants, de centres de recherches et de distributeurs.

Les établissements de soins et les centres d'imagerie médicale fonctionnant pour l'essentiel à partir de lignes budgétaires, le Groupe n'a été confronté à des problèmes d'insolvabilité que dans de très rares cas. Il en est de même pour les praticiens indépendants.

Concernant ses distributeurs, le Groupe veille lors de leur sélection, à la qualité de leur assise financière et à leur respect de la réglementation locale concernant la distribution des dispositifs médicaux. Si l'on exclut les entités du groupe Hologic, le principal d'entre eux à ce jour est l'un des distributeurs chinois. Le Groupe ne peut cependant exclure que l'un ou plusieurs de ses distributeurs ne fassent défaut dans leurs obligations de paiement vis-à-vis du Groupe.

Les délais moyens de règlement accordés aux clients du Groupe sont adaptés aux pratiques de chaque pays. Dans certains cas, des acomptes sont perçus à la commande, et les versements complémentaires sont échelonnés à différentes étapes de la vente (expédition, livraison, installation, recette finale).

Les pratiques du Groupe sont adaptées en fonction de l'analyse du risque pays. Lorsque le niveau de risque est analysé comme élevé, le règlement de la totalité de la commande à l'expédition du matériel ou le recours à un crédit documentaire sont demandés.

Pour ces raisons, le Groupe estime ne pas être confronté à une dépendance significative vis-à-vis d'un client.

Enfin, la plupart des contrats de distribution prévoient la possibilité pour la Société de rompre unilatéralement le contrat en cas de changement de contrôle du distributeur.

Dans le contexte actuel lié à l'épidémie de Covid-19, le Groupe a constaté un recul de son activité en France, aux Etats-Unis et en Chine.

Risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du fait des produits

Outre les garanties légales, le Groupe pourrait être exposé à des risques de mise en jeu de sa responsabilité lors de la pratique clinique ou de l'exploitation commerciale de ses produits, en particulier la responsabilité du fait des produits. Des plaintes pénales ou des poursuites judiciaires pourraient être déposées ou engagées contre le Groupe par des utilisateurs (patients, praticiens, chercheurs et autres professionnels dans le domaine de la santé ou de la recherche), les autorités réglementaires, des distributeurs et tout autre tiers utilisant ou commercialisant ses produits.

À ce jour, le Groupe n'a fait l'objet d'aucune plainte ou poursuite sur ce terrain et a souscrit une assurance responsabilité du fait des produits défectueux prévoyant une couverture à hauteur d'un montant maximum de dix millions d'euros.

La Société ne peut garantir que sa couverture d'assurance actuelle soit suffisante pour répondre aux actions en responsabilité qui pourraient être engagées contre elle. Si sa responsabilité était ainsi mise en cause, et si elle n'était pas en mesure d'obtenir et de maintenir une couverture d'assurance appropriée à un coût acceptable, ou de se prémunir d'une manière quelconque contre des actions en responsabilité du fait des produits défectueux, ceci aurait pour conséquence d'affecter gravement son image, la commercialisation de ses produits et, plus généralement, de nuire aux activités, aux résultats, à la situation financière, au développement et aux perspectives du Groupe.

Risques liés à la garantie accordée sur les produits vendus par le Groupe

Parallèlement à la mise en place et au maintien d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) certifié conforme à la norme internationale ISO 13485 : 2016, visant à ce que ses produits répondent à des critères stricts en termes de qualité, le Groupe accorde à ses clients une garantie d'une durée minimum d'un an suivant la mise en service des Aixplorer® et Aixplorer MACH® vendus, pouvant être portée à un maximum de cinq ans en fonction des besoins de ses clients, à l'exclusion des transducteurs ultrasonores. Cette garantie couvre les vices de matériaux et la conformité des produits livrés aux descriptions et caractéristiques techniques.

Bien que la Société estime que les risques de mise en œuvre de cette garantie contractuelle soient raisonnablement provisionnés (se référer à la Note 3.17 et à la Note 22 de l'annexe aux comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS figurant à la Partie 3 (Comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2020) du présent document), elle ne peut garantir que ces provisions soient suffisantes pour répondre à la mise en œuvre de la garantie contractuelle par tous ses clients. Si sa responsabilité était ainsi mise en cause, et si elle n'était pas en mesure d'obtenir et de maintenir une provision appropriée, ou de se prémunir d'une manière quelconque contre la mise en œuvre de cette garantie contractuelle, ceci aurait pour conséquence d'affecter gravement la commercialisation des produits et, plus généralement, de nuire aux activités, aux résultats, à la situation financière, au développement et aux perspectives du Groupe.

De même, une fois les matériels vendus par le Groupe sortis de la période de garantie, le Groupe propose un choix de plusieurs contrats de maintenance qui couvrent tout ou partie des pièces et de la main-d'œuvre. Bien que les prix de ces contrats aient été fixés de façon à assurer au Groupe une marge d'exploitation satisfaisante, l'incidence de pannes matérielles fréquentes ou la défectuosité d'un composant critique sur une partie significative du parc installé peut nuire aux activités, aux résultats, à la situation financière, au développement et aux perspectives du Groupe.

Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés

Le Groupe pourrait perdre des collaborateurs clés et ne pas être en mesure d'attirer de nouvelles personnes qualifiées.

Le succès du Groupe dépend largement de l'implication et de l'expertise de ses dirigeants en général, de ses équipes commerciales et de son personnel scientifique qualifié de R&D.

Le départ de l'une ou plusieurs de ces personnes ou d'autres collaborateurs clés du Groupe pourrait entraîner :

- Des pertes de savoir-faire et la fragilisation de certaines activités, d'autant plus forte en cas de transfert à la concurrence ; ou
- Des carences en termes de compétences techniques pouvant ralentir l'activité et pouvant altérer, à terme, la capacité du Groupe à atteindre ses objectifs.

Face à ce risque, le Groupe a mis en place des dispositifs contractuels spécifiques à son activité et conformes à la législation en droit du travail : clauses de non-concurrence, de non-débauchage, de transfert de propriété intellectuelle et de confidentialité. Il a également mis en place des systèmes de motivation et de fidélisation du personnel sous la forme de rémunérations variables en fonction de la performance et d'attribution de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Le Groupe aura par ailleurs besoin de recruter de nouveaux cadres dirigeants, commerciaux et du personnel scientifique qualifié pour le développement de ses activités. Il est en concurrence avec

d'autres sociétés, organismes de recherche et institutions académiques notamment pour recruter et fidéliser les personnels scientifiques, techniques et de gestion hautement qualifiés. Dans la mesure où cette concurrence est très intense, le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'attirer ou de retenir ces personnes clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique.

L'incapacité du Groupe à attirer et retenir ces personnes clés pourrait l'empêcher globalement d'atteindre ses objectifs et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière, son développement et ses perspectives.

Risques financiers

Tous les chiffres ci-dessous sont extraits des comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS, pour plus d'information se référer à la Partie 3 (Comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2020) du présent document.

Risques de liquidité, de taux d'intérêt et de crédit

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières à temps ou dans des conditions normales, grâce à ses ressources financières.

L'état d'endettement du Groupe est notamment détaillé à la Note 18 de la Partie 3 (Comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2020) du présent document.

Afin de permettre à la Société de financer ses besoins en fonds de roulement et de rembourser son endettement, la Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu, le 14 août 2019, un contrat de prêt de type « revolving » (lequel contrat a par la suite été amendé le 22 novembre 2019, le 12 février 2020, le 17 mars 2020, le 23 juin 2020, et le 19 janvier 2021) d'un montant maximum cumulé de 73 millions d'euros et à échéance au 12 août 2024.

Les prévisionnels de trésorerie sont réalisés par le service financier. Sur la base de ces prévisions régulièrement mises à jour, la direction du Groupe suit ses besoins de trésorerie afin de s'assurer que la trésorerie à disposition permet de couvrir les besoins opérationnels.

Ces prévisionnels prennent en compte les plans de financement du Groupe. Le surplus de trésorerie du Groupe est placé sur des comptes courants rémunérés, des dépôts à terme ou des valeurs mobilières de placement en choisissant des instruments à maturité appropriée ou présentant une liquidité suffisante afin d'assurer la flexibilité déterminée dans les prévisionnels mentionnés ci-dessus.

Au 31 décembre 2020 et à ce jour, la principale dette de la Société, envers Hologic Hub Ltd., est souscrite à taux fixe.

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées aux crédits clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

Le risque de crédit lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif au regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Le risque de crédits clients fait l'objet d'un suivi individualisé par la direction, et donne lieu, pour une partie des créances export, à la souscription d'une couverture d'assurance adaptée.

Risques liés au Crédit d'Impôt Recherche

Pour contribuer au financement de ses activités, le Groupe a opté pour le Crédit d'Impôt Recherche (« CIR »). Les dépenses de recherche éligibles au CIR incluent, notamment, les salaires et traitements, les amortissements du matériel de recherche, les prestations de services sous-traitées à des organismes de recherche agréés (publics ou privés) et les frais de propriété intellectuelle.

Il ne peut être exclu que les services fiscaux remettent en cause les modes de calcul des dépenses de recherche et développement retenus par la Société ou que le CIR soit remis en cause par un

changement de réglementation ou par une contestation des services fiscaux alors même que la Société se conforme aux exigences de documentation et d'éligibilité des dépenses. Si une telle situation devait se produire, cela pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, les résultats, la situation financière.

Au 31 décembre 2020, la créance relative au CIR s'élève à 2,3 millions d'euros, correspondant au CIR de l'année 2020. La Société ayant perdu son statut de PME communautaire suite à la prise de contrôle majoritaire par Hologic au cours de l'exercice 2019, la créance de CIR 2020 ne sera toutefois pas encaissable avant un délai de 3 ans.

Risque de change

Le Groupe exerçant ses activités à l'international, il est donc sujet au risque de change provenant de différentes expositions en devises différentes de l'Euro, la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes de la Société.

Le résultat opérationnel, les actifs des entités étrangères (américaine, chinoise et britannique) ainsi que les liquidités du Groupe sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité EUR/USD.

L'ensemble des ventes du Groupe est libellé en EUR à l'exception des ventes en Chine et aux Etats-Unis, réalisées en dollars.

L'exposition du Groupe à la variation des taux de change EUR/USD est limitée dans la mesure où les sommes collectées en dollar couvrent les factures fournisseurs dans cette même devise.

Au cours des périodes présentées, le Groupe n'a réalisé aucune opération de couverture.

Risque de dilution

La Société pourrait procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société dans le cadre, notamment, de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés.

Toute attribution ou émission complémentaire entraînerait une dilution supplémentaire, pour les actionnaires de la Société.

Risques juridiques

La Société maîtrise en interne la gestion des aspects juridiques et de la conformité de son activité à son cadre réglementaire (autorisations de commercialisation, assurances, propriété intellectuelle, dépôts des marques et noms de domaines, etc.). À cet égard, la Société peut faire appel à des intermédiaires, prestataires ou conseillers spécialisés pour compléter son expertise, ou leur sous-traiter certaines tâches notamment en matière de propriété intellectuelle. Ainsi, la Société recourt notamment à des consultants, distributeurs ou représentants réglementaires locaux pour la soumission des dossiers de certification auprès de certaines autorités réglementaires locales, à des cabinets spécialisés en propriété intellectuelle pour le dépôt et l'instruction des dossiers, ou encore à des courtiers en assurance. Depuis la prise de participation du groupe Hologic fin 2019, la Société bénéficie dorénavant de l'aide d'experts juridiques du groupe Hologic.

Risques liés à la réglementation applicable aux dispositifs médicaux développés par le Groupe et à son évolution possible

Les produits du Groupe font l'objet d'une réglementation stricte et en constante évolution qui régit leur commercialisation. Ces contraintes réglementaires impactent fortement l'ensemble des activités du Groupe (développement, contrôle, fabrication et vente des produits).

Le respect de ce processus réglementaire peut se révéler long et coûteux et aucune garantie ne peut être donnée quant à l'obtention des autorisations, ni à leur délai d'obtention ou au maintien de telles autorisations. Si la certification ou l'autorisation de commercialisation des produits du Groupe était refusée, suspendue ou retirée, leur commercialisation pourrait être retardée ou interdite dans les pays concernés.

Même si le Groupe prend en considération, dans le cadre de son activité, l'évolution potentielle de la législation ou les changements de normes ou de réglementations applicables dans les Etats dans lesquels le Groupe commercialise et envisage de commercialiser ses produits, de nouvelles contraintes réglementaires pourraient empêcher la commercialisation des produits du Groupe en cas de retrait, de suspension ou de non renouvellement des autorisations de commercialisation ou la ralentir en rendant, notamment, leur production ou leur développement contraignants ou plus coûteux.

De telles situations, si elles se produisaient, seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

Risques liés aux autorisations déjà obtenues ou aux processus en cours

Risques liés à l'environnement réglementaire en Europe – Marquage CE.

Les produits du Groupe entrent en Europe dans la catégorie des dispositifs médicaux et sont régis, entre autres, par les dispositions de la directive européenne 93/42/CE du Conseil du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux qui harmonise les conditions de mise en vente et de libre circulation des produits du Groupe au sein de l'Espace Économique Européen. Le règlement relatif aux dispositifs médicaux dans l'Union Européenne évolue. La nouvelle norme UE 2017/745, communément appelée EUMDR, entre en vigueur en Mai 2021, après un retard d'un an suite au règlement UE 2020/561 en raison de la crise sanitaire.

EU MDR impose une refonte significative de nos process qualité. Nous serons audités par notre organisme notifié dans le courant de l'été 2021 selon cette nouvelle norme.

Ces produits ne peuvent être mis sur le marché qu'à l'issue de l'obtention des certificats permettant le marquage CE, valide pour une durée de cinq ans. Ce marquage CE est le témoin de la conformité du dispositif médical concerné aux exigences essentielles de santé et de sécurité fixées par la directive européenne applicable et atteste qu'il a subi les procédures adéquates d'évaluation de sa conformité.

Si les produits actuels ont déjà obtenu le marquage CE, les produits en cours de développement seront soumis à cette même réglementation et leur mise sur le marché pourrait être retardée par la non obtention dans les délais des certificats permettant le marquage CE.

Une telle situation, si elle se produisait, serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

La méthode d'évaluation reposant sur le système qualité global choisi par le Groupe apporte cependant suffisamment de souplesse au processus pour considérer ce risque comme faible.

De plus, les demandes de renouvellement des certificats relatifs au marquage CE imposent entre autres le maintien de la conformité du système qualité (ISO), la prise en compte des évolutions réglementaires, la mise à jour de la gestion des risques et la conformité aux exigences essentielles des directives européennes applicables.

La certification ISO13485 est valable pour trois ans et le marquage CE pour cinq ans. La nouvelle certification selon l'ISO 13485 : 2016 a été réalisée en juillet 2018, une extension du marquage CE a été réalisée au deuxième trimestre 2018 afin d'intégrer la gamme Aixplorer MACH®. En juillet 2019, un audit GMed ((Groupement pour l'évaluation des dispositifs médicaux, organisme créé avec les ministères de l'industrie et de la Santé, ainsi qu'avec le LCIE (Laboratoire Central des Industries Electriques), pour l'évaluation des dispositifs médicaux) a renouvelé le marquage CE de du Groupe.

Si le Groupe ne parvenait pas à obtenir le renouvellement des certificats nécessaires pour le marquage CE de ses produits existants dans les délais requis, la commercialisation de ses produits serait interrompue dans l'attente de l'obtention de ces autorisations.

Une telle situation, si elle se produisait, serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

Risques liés à l'environnement réglementaire aux États-Unis.

Le marché américain est régi par la réglementation fédérale 21 CFR qui encadre la mise sur le marché des dispositifs médicaux en imposant des exigences pré et post mise sur le marché dont l'organe de contrôle est la Food and Drug Administration (FDA).

La commercialisation de produits, tels que ceux fabriqués par le Groupe, sur le marché américain est soumise à une procédure de notification à la FDA avant leur mise sur le marché et aux exigences relatives au système qualité établies par le 21 CFR820. Ces produits sont des dispositifs médicaux qui présentent un risque potentiel modéré (classe II pour la FDA), et pour lesquels il est possible de démontrer une équivalence substantielle par rapport à un dispositif médical déjà approuvé sur le marché américain. La Société peut ainsi utiliser une procédure dite « 510(k) » afin de soumettre le dossier pour examen de la FDA. Après approbation du dossier, le dispositif médical est enregistré dans une base informatique tenue à jour par la FDA.

La Société a déjà obtenu plusieurs autorisations de la FDA pour ses produits existants, qui couvrent notamment l'évaluation et la visualisation quantitative de la dureté des tissus. Elle a en particulier reçu en janvier 2018 une autorisation spécifique de vente de ses produits pour les maladies du foie. L'approbation 510k de la FDA a été obtenu pour le produit Aixplorer MACH® en juin 2018 pour la première version logicielle, et en 2019 pour la version V2 logicielle des produits Aixplorer MACH® 30 et Aixplorer MACH® 20. Au 31 décembre 2020, la Société est en attente de l'approbation de Aixplorer MACH® 40.

La Société a été inspectée par la FDA en novembre 2014 dans le cadre d'inspections de routines effectuées par l'agence américaine. Cette inspection portait sur l'évaluation des processus mis en place par la Société. Aucune observation majeure n'a été formulée à l'encontre de la Société dans le cadre de cette inspection. Une nouvelle inspection de routine par la FDA a eu lieu en juillet 2018. Aucune observation, même mineure, n'a été formulée à l'encontre de la Société. Depuis juillet 2018, il n'y a pas eu de nouvelles inspections de la FDA.

Si les autorisations de la FDA relatives aux produits existants du Groupe devaient être remises en cause, ou si les demandes d'autorisations relatives à de nouveaux produits du Groupe devaient être rejetées par la FDA, la Société ne pourrait pas commercialiser ses produits sur le marché américain ou devrait mettre en œuvre d'autres procédures, plus longues et plus coûteuses, pour obtenir ou mettre à jour ses autorisations. Une telle situation, si elle se produisait, serait susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

Risques liés à l'environnement réglementaire dans les autres pays.

La mise sur le marché des produits médicaux dans d'autres pays nécessite des démarches spécifiques afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

Il existe toutefois des équivalences et des reconnaissances en termes de certification dans certains pays (notamment au Canada, à Singapour ou en Australie). Ces équivalences ou reconnaissances sont des éléments importants dans le processus de décision de commercialiser les produits du Groupe dans un nouveau pays.

Le Groupe a déjà obtenu des autorisations de commercialisation de ses produits existants dans certains pays en dehors de l'Union Européenne et des États-Unis, notamment au Japon, en Chine, au Brésil, en Russie et en Corée du Sud.

L'incapacité pour le Groupe d'obtenir ou de maintenir pour ses produits les autorisations nécessaires pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

Risques liés à des dysfonctionnements des processus industriels (par exemple, de la traçabilité des produits ou autres, etc.).

Les produits de la Société sont classés parmi les dispositifs médicaux et, à ce titre, sont soumis à des réglementations spécifiques dans tous les pays où ils sont fabriqués, testés ou commercialisés. Ces réglementations imposent des obligations en matière, notamment :

- De conception ;
- De tests précliniques et d'essais cliniques des produits ;
- De fabrication, de contrôle et d'assurance qualité des produits ;
- D'étiquetage des produits, y compris les notices d'utilisation ;
- De stockage des produits ;
- D'identification et de traçabilité des produits ;
- De procédures de conservation des données ; et
- De surveillance postérieure à la mise sur le marché et de signalement des incidents liés à l'utilisation des produits.

Cette réglementation s'applique à la Société en tant que fabricant de ces produits.

Le principe de traçabilité complète de toutes les composantes du produit, ainsi que la mise en place et le maintien par la Société d'un Système de Management de la Qualité (SMQ) certifié conforme à la norme internationale ISO 13485 : 2016 et d'un système de production optimisé (*Lean Manufacturing*) visent à garantir l'entière conformité de chaque produit à la réglementation applicable ainsi que sa qualité.

La Société ne peut cependant garantir que ses fournisseurs ou sous-traitants respectent ou respecteront à tout moment la réglementation applicable. L'organisme notifié, lors d'un audit de certification ou de suivi, ou les autorités réglementaires, au cours d'une inspection ou à l'occasion de tout autre processus réglementaire, pourraient identifier des manquements à la réglementation ou aux normes applicables et demander à ce qu'il y soit remédié par la conduite d'actions correctives susceptibles d'interrompre la fabrication et la fourniture des produits du Groupe. La suspension, l'arrêt total ou l'interdiction totale ou partielle des activités des fournisseurs du Groupe pourraient significativement affecter l'activité, la situation financière, les résultats, la réputation, le développement ou les perspectives du Groupe.

Risques environnementaux

Les activités du Groupe sont soumises à certaines réglementations environnementales en matière de substances dangereuses et de déchets spéciaux. L'activité du Groupe n'était pas, jusqu'en janvier 2014, soumise à la directive RoHS (*Restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment*) (2002/95/EC) limitant l'utilisation de substances dangereuses pour la santé et l'environnement pouvant entrer dans la composition des équipements électriques et électroniques. La directive RoHS a été modifiée et abrogée par la directive 2011/65/UE et inclut à présent dans son champ d'application les dispositifs médicaux. En revanche, la directive 2011/65/UE contient des dispositions spéciales en matière d'application de la directive dans le temps. Ces dispositions sont applicables aux transducteurs ultrasoniques du type de ceux utilisés par la Société. L'entrée dans le champ d'application de la directive 2011/65/UE des dispositifs médicaux n'a pas eu d'impact sur le Groupe avant le 22 juillet 2019 pour les produits mis sur le marché avant le 22 juillet 2014 et à compter du 22 juillet 2014 pour les produits mis sur le marché à compter de cette même date. En outre, le Groupe s'assure d'ores et déjà auprès de ses fournisseurs et sous-traitants du respect des dispositions de la directive 2011/65/UE dans la mesure où cette exigence n'impacte pas les performances de sécurité essentielles de ses produits. Dans ce contexte, les contrats et les spécifications signés avec les sous-traitants mentionnent l'exigence de la conformité avec la Directive RoHS.

REACH (*Registration, Evaluation, Authorisation and restriction of Chemicals*) est un règlement européen CE n°1907/2006 concernant l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (en tant que telles ou contenues dans les mélanges et articles). L'objectif est d'améliorer la connaissance des usages et des risques des substances chimiques fabriquées ou importées dans l'Union européenne et d'assurer la maîtrise des risques liés à leurs usages. Pour répondre à ses obligations au titre de REACH, le Groupe vérifie que les substances contenues dans les produits mis sur le marché sont bien enregistrées et si nécessaire, suit attentivement la liste candidate des substances extrêmement préoccupantes dites

SVHC (*Substances of Very High Concern*) mise à jour régulièrement par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), ainsi que la liste des restrictions applicables à la fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation de certaines substances dangereuses et de certains mélanges et articles dangereux contenue à l'annexe XVII de REACH et engage les actions nécessaires auprès de ses fournisseurs afin de s'assurer que les produits mis sur le marché ne contiennent pas de telles substances en concentration supérieure au niveau spécifié. Le Groupe suit également la liste des SVHC telle qu'incluse à l'annexe XIV de REACH afin de s'assurer que les produits du Groupe ne risquent pas une interdiction de mise sur le marché.

La directive (« DEEE ») sur les Déchets d'équipements électriques et électroniques (2012/19/UE) impose que les producteurs organisent et financent la collecte, le traitement et la valorisation de leurs produits lorsqu'ils arrivent en fin de vie. En application de cette directive, l'ensemble des déchets des équipements et produits du Groupe est retraité par une société tierce spécialisée.

Le respect de ces réglementations est coûteux, et toute modification serait susceptible d'entraîner pour le Groupe des coûts supplémentaires. Par ailleurs, toute violation par le Groupe de ces réglementations est susceptible d'entraîner des sanctions ou la mise en jeu de sa responsabilité. Ces circonstances auraient un effet défavorable sur la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

Risques liés aux conséquences du changement climatique

De par sa localisation géographique, le Groupe ne présente pas d'exposition aux conséquences du changement climatique sur ses implantations industrielles.

2.8. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

2.8.1 Diligences ayant sous-tendu la préparation de la description des procédures de contrôle interne et de gestion des risques

La description des procédures de contrôle interne et de gestion des risques a été préparée sur la base des contributions (entretiens et revue documentaire) des principaux responsables opérationnels du Groupe, coordonnés par la direction financière. Suite au changement de contrôle de la Société en 2019, ces procédures pourraient être amenées à être modifiées.

Référentiel de contrôle interne retenu par le Groupe

Le Groupe s'est appuyé sur le cadre de référence mis à jour par l'Autorité des marchés financiers (AMF) en juillet 2010 et sur le rapport sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants des valeurs moyennes et petites publié par l'AMF le 18 novembre 2013.

Ce modèle constitue le référentiel de contrôle du Groupe.

Conformément à la définition de l'AMF, le contrôle interne est un dispositif du Groupe, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer la conformité aux lois et règlements, l'application des instructions et des orientations fixées par la direction générale, le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs, la fiabilité des informations financières, et d'une façon générale, contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Le dispositif de contrôle interne doit prévoir :

- Une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant des ressources et des compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, sur des procédures ou modes opératoires, des outils et des pratiques appropriés ;
- Un dispositif de gestion des risques visant à recenser, analyser et traiter les principaux risques identifiés au regard des objectifs du Groupe ;

- Des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs du Groupe ;
- La diffusion en interne d'informations pertinentes, fiables, dont la connaissance permet à chacun d'exercer ses responsabilités ; et
- Une surveillance permanente du dispositif de contrôle interne ainsi qu'un examen régulier de son fonctionnement.

Comme tout système de contrôle, le contrôle interne fournit une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de l'entité seront atteints. Parmi les limites qui lui sont inhérentes, le contrôle interne ne peut éviter des jugements erronés ou de mauvaises décisions ou bien encore des événements externes qui peuvent empêcher l'atteinte des objectifs opérationnels.

Périmètre du contrôle interne du Groupe

Le dispositif de contrôle interne du Groupe couvre la Société et l'ensemble des filiales du Groupe.

Organisation générale du contrôle interne et de la gestion des risques

▪ Environnement de contrôle

L'environnement de contrôle du Groupe est fondé sur un ensemble de dispositifs s'appuyant tant sur l'engagement de la direction que sur une culture de contrôle interne à tous les niveaux de responsabilités. L'environnement de contrôle interne du Groupe s'appuie également sur les documents et dispositifs clés du Groupe qui structurent le fonctionnement des processus critiques et qui s'imposent à l'ensemble des collaborateurs :

- Les règles éthiques du Groupe qui reprennent les engagements vis-à-vis des clients, des collaborateurs, et des actionnaires, et explicitent ce qu'est la philosophie du management et les principes sur lesquels est fondée son action ;
- Les règles communes à l'ensemble des sociétés du Groupe édictées par le Conseil d'administration, sachant que dans la majorité des cas, le Groupe choisi de centraliser les pouvoirs et relations contractuelles au sein de la Société. Ces règles précisent les dispositions applicables à la Société mère et à ses filiales notamment dans les domaines suivants :
 - Les modalités de rémunérations des cadres ;
 - Les délégations de pouvoirs dans le processus des achats ;
 - Les investissements ;
 - Plus généralement, le niveau de suivi élevé du Conseil d'administration dans les opérations quotidiennes du Groupe.

Politique RH / Gestion des emplois et des compétences

L'organisation, la répartition des rôles et responsabilités et l'évaluation des compétences s'appuient sur une fiche de fonction pour chaque poste mise à jour périodiquement, des évaluations annuelles comprenant la détermination d'objectifs pour l'année à venir, et une définition des besoins et des demandes de formation.

Compte tenu de sa taille et de la localisation géographique des activités, le Groupe n'a pas de politique de mobilité à proprement parler mais privilégie les mobilités internes en proposant systématiquement tout nouveau poste aux salariés du Groupe en priorité.

La gestion des effectifs est incluse dans le processus budgétaire et tout accroissement d'effectif doit être approuvé en décembre de l'année précédant l'année d'embauche, lors de la validation du budget.

En cas de besoin urgent, les embauches doivent également être approuvées et font l'objet d'un processus spécifique comprenant les schémas d'approbation opérationnels et budgétaires, ainsi

que l'utilisation d'un formulaire dédié reprenant l'ensemble des données liées à la personne recrutée (notamment son affectation analytique et sa position dans l'organigramme).

Éthique et règles de conduites professionnelles

Les collaborateurs du Groupe doivent mener à bien leurs activités professionnelles dans le respect des valeurs d'entreprise suivantes :

- L'innovation technologique ;
- Le respect des individus, en se prémunissant contre toute forme de discrimination ou harcèlement ; et
- Le travail en équipe.

Ces valeurs sont documentées dans le règlement intérieur du Groupe, comprenant un code de conduite, un code des interactions avec les professionnels de santé ainsi qu'une charte informatique.

Ce règlement fixe les principes généraux et les autres règles applicables aux salariés de l'entreprise et à toute personne intervenant au sein et/ou dans le cadre de l'entreprise (i) en matière de discipline et éthique et (ii) en matière d'hygiène et de sécurité. Ce règlement est communiqué à l'ensemble des salariés intégrant le Groupe, lu et approuvé par eux.

Enfin, afin de réaffirmer l'engagement du Groupe dans la lutte contre la corruption, (sujet ayant fait l'objet de dispositions réglementaires récentes pour les sociétés du secteur médical Sunshine Act, anti Bribery Act), le Comité d'audit a également approuvé une charte anti-corruption qui s'applique en complément du code de conduite. Dans cette optique, le Groupe a également inséré une clause dédiée ainsi qu'un questionnaire dans l'ensemble de ses contrats avec les distributeurs.

▪ Dispositif de gestion des risques

Une description des principaux thèmes de risques auxquels peut être confronté le Groupe figure dans la Section 2.7 de la Partie 1 du présent document, relative aux facteurs de risques du présent rapport.

Le Groupe a mis en place un dispositif de gestion des risques visant à identifier, évaluer, hiérarchiser et traiter les risques majeurs auxquels le Groupe est exposé. Ce dispositif intègre la mise en place de plans de couverture, de points de contrôle ou de mesures de suivi, en adéquation avec la stratégie et les objectifs du Groupe.

Mis en œuvre par les opérationnels, animé par le Directeur général, et suivi lorsque le Directeur général en fait la demande par le Conseil d'administration et son Comité d'audit, le dispositif de gestion des risques est un élément clé du dispositif de contrôle interne du Groupe.

▪ Activités de contrôle

Les activités de contrôle mises en place par le Groupe ont pour objectifs :

- De veiller à ce que l'activité de la Société mère et de ses filiales s'inscrive dans le cadre défini par les lois et règlements applicables, par les orientations données par le Directeur général et le Conseil d'administration, et par les engagements et règles internes de la Société ;
- De prévenir et maîtriser les risques encourus par le Groupe, non seulement dans les domaines comptables et financiers, mais encore dans les domaines opérationnels, pour protéger et préserver ses activités et plus généralement le patrimoine du Groupe ; et
- De produire dans les meilleurs délais des informations comptables, financières et de gestion, fiables et conformes aux normes et règlements applicables.
- L'architecture du dispositif de contrôle interne, placée sous la responsabilité du président du Conseil d'administration, se caractérise par un ensemble de règles, procédures et outils couvrant les processus significatifs du Groupe et permettant de maîtriser les risques opérationnels.

Systeme qualite

Le Groupe est soumis à un grand nombre de normes et réglementations dans le monde, les trois principales étant décrites ci-dessous :

- Norme ISO 13485 (applicable en Europe et Canada notamment) et Quality System Regulations 21CFR820 (applicable aux États-Unis) portant sur le management de la qualité relatif aux dispositifs médicaux dans leur ensemble. Les grands principes de ces normes sont la mise en place de procédures assurant l'amélioration continue des processus et la satisfaction client ;
- Norme ISO 14971 applicable aux activités de dispositifs médicaux et portant sur la gestion des risques de conception ; et
- Norme ISO 14001, validant et officialisant la démarche environnementale de la Société.

Dans ce contexte, le département Qualité/Réglementaire est en charge de la veille réglementaire propre au secteur d'activité du Groupe, de la conformité des processus et des produits avec les exigences européennes, FDA aux États-Unis, et de tous les autres pays dans lesquels le Groupe est habilité à commercialiser les échographes. Le département Qualité/Réglementaire identifie et évalue les risques de non-conformité selon un niveau de criticité défini par la Direction des Affaires Réglementaires fondé sur le modèle de suivi des fréquences, gravités, et détectabilités. Le périmètre porte sur l'ensemble des étapes de la vie d'un produit : développement, conception, production (efficacité des processus de production, audit fournisseurs...) et service (mise à jour, réparation et maintenance).

- Sécurité des systèmes d'information

Afin d'assurer une bonne résilience aux pannes informatiques, le Groupe s'est doté d'une infrastructure haute disponibilité (en cas de panne d'un serveur, un autre serveur prend le relais instantanément). Par ailleurs, toute l'infrastructure serveur est sauvegardée chaque nuit puis externalisée périodiquement chez un acteur reconnu de la conservation et de l'archivage des données.

Le Groupe dispose également de pare-feux de dernière génération permettant de sécuriser les données et de suivre leur accès.

- Processus achats

Le Groupe a mis en place un workflow d'approbation des factures fournisseurs via un logiciel dédié. Chaque personne intervenant dans le processus des achats s'est vu attribuer un rôle et des montants plafonnés pour valider les factures.

Pour être mise en règlement, toute facture doit suivre la procédure définie par le Groupe, ce contrôle étant automatisé au travers de ce logiciel. Pour un meilleur suivi des achats, l'ensemble des factures sous la responsabilité d'une même personne est dématérialisée et archivée, incluant la GED associée (Gestion Electronique des Données), et consultable par cette personne suivant des critères de recherche étendus.

- Reporting mensuel

Un reporting est établi mensuellement, axé tant sur la finance que sur les données opérationnelles du Groupe. Il présente un niveau de détail analytique très fin permettant de suivre les indicateurs financiers par zone géographique, par département et par sous-département opérationnel. Une fois ce reporting terminé, un suivi des dépenses réalisées comparées aux dépenses budgétées est envoyé à chaque responsable budgétaire.

L'ensemble de ces informations permet de garantir une bonne maîtrise des coûts et dépenses, suivant tous les axes jugés pertinents par la direction.

- Veille réglementaire relative à la commercialisation des équipements

Le Groupe est soumis à un ensemble de réglementations locales, relatives à l'autorisation de mise sur le marché des équipements commercialisés. Afin de prévenir d'éventuelles infractions réglementaires pouvant notamment affecter le chiffre d'affaires et la position concurrentielle du Groupe, la Direction des Affaires Réglementaires a mis en place une base de données,

régulièrement mise à jour, qui centralise l'ensemble des réglementations applicables sur les différents marchés, à l'usage des filiales du Groupe.

▪ Information et communication

Afin de recueillir et de diffuser une information pertinente qui permette à chacun d'assumer ses responsabilités, le Groupe s'appuie sur les principaux dispositifs suivants :

- Réunion générale où le Directeur Général présente les faits majeurs de la période. Les responsables de département présentent régulièrement leur activité et les enjeux à court et moyen terme en vue de partager les préoccupations techniques et humaines de chacun, les risques émergents, des exposés sur la compliance et d'autres bonnes pratiques. Les représentants du personnel prennent également la parole afin de remonter tous les points relatifs à la gestion des ressources humaines et aux conditions de travail.
- Formations pluriannuelles régulièrement enrichies et mises à jour, ouvertes à tous les salariés, sur des sujets opérationnels tels que les innovations majeures de l'Aixplorer® (Elastography, ShareWave, ...) et les éléments clé de recherche et développement sous tendant le développement des nouveaux produits, afin que chaque salarié comprenne les contraintes de production et de logistique ainsi que les règles de sécurité et de prévention des risques professionnels.
- Base documentaire consultable par l'ensemble des salariés, permettant de partager les informations clés relatives au système qualité et à la conception de produits. Cette base comprend par exemple les fiches fournisseurs qui sont à compléter lors de la sélection d'un nouveau prestataire, les procédures écrites existantes telles que la procédure achats ou encore la liste de prix.
- Un site intranet dédié au Groupe, permettant à tous les salariés un accès rapide à une grande quantité d'informations pratiques telles que les outils et documents métiers, une présentation de la Société et des organigrammes. L'objectif de cet intranet est notamment de promouvoir l'information entre les différents services et faciliter l'intégration de nouvelles personnes dans le Groupe.

▪ Pilotage du contrôle interne

Le pilotage du contrôle interne est assuré à tous les niveaux du Groupe. Le rôle des principaux acteurs est présenté ci-après.

Le Conseil d'administration et le Comité d'audit

Le Conseil d'administration et le Comité d'audit veillent à la mise en œuvre de la politique de contrôle interne du Groupe.

En particulier, parmi ses missions, le Comité d'audit du Groupe réalise un suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

À ce titre, le Comité d'audit du Groupe examine régulièrement le portefeuille de risques. En outre, le Comité d'audit donne son avis sur l'organisation du dispositif de contrôle interne, prend connaissance des recommandations d'amélioration du contrôle interne comptable et financier qui peuvent être formulées par les commissaires aux comptes et peut entendre tout responsable opérationnel du Groupe pour apprécier les points de contrôle en place dans les différents processus du Groupe.

La direction générale

La direction générale s'assure de la mise en œuvre effective de la politique de contrôle interne du Groupe, à travers :

- Le pilotage et le suivi des travaux de contrôle interne réalisés dans l'ensemble du Groupe, et en particulier le suivi des plans d'action identifiés. Des présentations sur le contrôle interne peuvent être soumises à la direction générale, sur demande auprès des opérationnels ou à l'initiative de la Direction Financière.
- La revue de la mise à jour du portefeuille de risques.
- En lien avec les procédures de contrôle interne, la direction générale examine et autorise par ailleurs les projets significatifs concernant ;

- Les décisions stratégiques liées au processus de production ;
- La création de partenariat avec tout nouveau fournisseur stratégique ;
- La négociation de contrats liés à la propriété intellectuelle de la Société ; et
- La création de filiale.

Directions fonctionnelles et opérationnelles du Groupe

Conformément à la politique de contrôle interne du Groupe, le contrôle interne relève de la responsabilité directe de chaque direction fonctionnelle et opérationnelle du Groupe. Compte tenu de sa taille actuelle, le pilotage des différentes actions d'amélioration du contrôle interne, effectuées notamment à partir du portefeuille de risques, est animé par la Direction Financière et supervisée par la direction générale.

2.8.2 Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

Processus clés ayant une incidence sur la fiabilité de l'information financière du Groupe

Les principaux points de contrôle interne mis en place dans les processus ayant une incidence directe sur la production de l'information financière sont les suivants :

Production des rapports trimestriels

Communiqués à l'ensemble des membres du Comité d'audit et du Conseil d'administration, les rapports trimestriels font l'objet d'une revue et peuvent faire l'objet de questions de la part de chacun d'eux. Ces rapports comprennent principalement :

- Le détail des ventes de la période écoulée, par zone géographique ;
- Le bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie des comptes consolidés ainsi que des comptes de résultat présentés par zone géographique et par département, présentés comparativement au budget de l'année en cours ; et
- Des commentaires détaillés sur :
 - Les faits marquants de la période ;
 - Tous les postes présentant des écarts jugés significatifs ;
 - L'évolution de l'effectif ; et
 - L'évolution des en-cours clients, des stocks, du besoin en fond de roulement.

Au minimum chaque trimestre, le compte de résultat de chaque département ou sous-département est communiqué au responsable concerné, dans lequel sont présentés les produits et charges de l'année, en comparaison avec le budget établi pour cette même période.

- Gestion des décaissements

Le Groupe a mis en place un système de gestion dématérialisé des factures, avec quatre niveaux de personnes habilitées à mettre des factures en règlement. A chaque niveau d'approbation correspond un montant maximum, au-delà duquel l'approbation d'une personne d'un niveau supérieur sera requise.

- Gestion des encaissements et du risque clients

L'ensemble du processus d'encaissement et du risque clients fait l'objet d'interactions étroites et permanentes entre l'administration des ventes et l'équipe finance. Le risque clients export est majoritairement traité par le biais de couvertures COFACE ou par lettres de crédit.

Lors de l'intégration de nouveaux clients ou distributeurs, la Société peut être amenée à réaliser une analyse crédit afin d'accorder des conditions de règlement en adéquation avec la situation financière de ces clients ou distributeurs.

Enfin, le département finance effectue une revue hebdomadaire des créances clients afin de relancer par téléphone et par courriel les tiers en retard de règlement.

Points clés du système de contrôle interne pour la production des informations financières publiées

Le contrôle interne relatif à la production des informations financières s'organise autour de six axes :

- Processus budgétaire ;
 - **Production de l'information financière de chaque société du Groupe ;**
 - **Production de l'information consolidée ;**
 - Production des rapports mensuels ;
 - Commissaires aux comptes
-
- Processus budgétaire.

Le budget du Groupe est établi pour une année et est décliné par département, sous-département, zone géographique et ce pour chaque mois de l'année.

Le budget est constitué notamment d'un compte de résultat, d'un bilan, et d'un tableau des flux de trésorerie, des effectifs, des prévisions de commandes fournisseurs ainsi que du plan d'investissement.

Le processus budgétaire est placé sous la responsabilité du Directeur Financier et se décline selon les étapes suivantes :

- En septembre, le calendrier du processus budgétaire est présenté au Conseil d'administration, puis communiqué auprès de l'ensemble des responsables budgétaires du Groupe ;
- En octobre, chaque responsable budgétaire transmet sa proposition au Directeur Financier pour revue et consolidation ;
- En novembre, le budget ainsi consolidé fait l'objet d'une revue par la direction générale, qui comprend plusieurs itérations avec les responsables budgétaires jusqu'à son approbation finale ;
- Le Directeur Administratif et Financier présente son projet de budget au comité d'audit ;
- En décembre, le budget est présenté au Conseil d'administration pour approbation.
- Production de l'information financière de chaque société du Groupe

L'ensemble de l'information comptable et financière du Groupe est produite par une l'équipe financière, sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier.

Le Groupe est doté d'un centre de services partagés centralisé et internalisé, basé à Aix en Provence, qui traite l'ensemble des opérations comptables et administratives du Groupe (pour la Société, ses filiales ainsi que le bureau de représentation chinois). Seule la filiale allemande assure la production de son information comptable avec l'aide d'un expert-comptable local. A la fin de l'exercice 2019, la filiale américaine a été fusionnée dans Hologic Inc. (actionnaire de contrôle indirect de la Société). Au cours de l'année 2020, le Groupe a continué de traiter les opérations comptables et administratives pour l'activité ainsi transférée à Hologic Inc.

Pour la paye, la fiscalité et d'autres sujets propres aux pays dans lesquels le Groupe est implanté, l'équipe comptable centrale travaille en partenariat étroit avec autant de cabinets locaux qu'il y a de filiales hors de France (en Angleterre, en Italie, à Hong-Kong et à Shanghai pour la Chine).

Enfin, la paye de la société française est externalisée auprès d'un cabinet spécialisé.

Les comptes statutaires de la société française sont revus et présentés par un expert-comptable.

La comptabilité de l'ensemble des filiales du Groupe est effectuée sous un même logiciel comptable.

Les opérations de clôture suivent une liste d'instruction définie et mise à jour mensuellement selon l'activité de la période écoulée. Cette liste attribue chaque tâche à un membre de l'équipe comptable, une solution de *back up* (« *cross training* ») a été prévue pour les étapes critiques de ce processus.

- Production de l'information consolidée

La consolidation est également effectuée en interne, sous l'égide du responsable consolidation, en application des normes IFRS et sur un logiciel comptable dédié.

Dans le but d'optimiser les délais de production de l'information financière, ainsi que la fiabilité de la chaîne de production de cette information, les données comptables des sociétés du Groupe sont directement importées dans le logiciel de consolidation. Ce dernier intègre également les données budgétaires et des outils d'extraction automatique des données.

Chaque mois, une analyse des événements de la période est effectuée en vue d'en présenter la correcte interprétation dans les comptes consolidés, conformément aux normes IFRS. En cas de problématique complexe, ces interprétations sont discutées et validées en amont avec les commissaires aux comptes du Groupe.

- Production des rapports semestriels

Les rapports semestriels sont produits en collaboration avec les différents responsables de la Société (tels que le responsable ressources humaines, responsable « *supply chain* » et tout autre personne selon l'actualité de la période) et centralisés par le responsable consolidation.

Avant diffusion au Comité d'audit et au Conseil d'administration, le rapport semestriel est revu par la direction générale. Une fois approuvé, les rapports sont ensuite publiés sur le site internet de SuperSonic.

- Commissaires aux comptes

Conformément à la réglementation, les comptes font l'objet d'une certification par le collège des commissaires aux comptes.

Par ailleurs, dans le cadre de leur mission, les commissaires aux comptes effectuent une revue des procédures de contrôle interne comptable et financier et émettent toute recommandation utile pour en améliorer l'efficacité.

2.9. AUTRES ACTIVITES LIEES A LA SOCIETE MERE

2.9.1 Activités

Se référer à la Section 1.2 de la Partie 1 du présent rapport.

2.9.2 Résultats

Le Conseil d'administration a constaté, dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, que les comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 font apparaître une perte nette de (19.274.424,54) euros et a proposé d'affecter ce montant de la perte nette de (19.274.424,54) euros au compte de « Report à nouveau », qui serait ainsi porté d'un montant négatif de (18.047.048,59) euros à un montant négatif de (37.321.473,13) euros ; qu'en conséquence, le montant négatif des capitaux propres de la Société serait porté à un montant négatif de (28.378.492,49) euros.

Il est rappelé que l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 16 juin 2020 a décidé, suite à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 dont la perte portait les capitaux propres de la Société à un montant inférieur à la moitié du capital social, qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société et a décidé la poursuite des activités de la Société. A ce titre, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice

suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, à savoir le 31 décembre 2022, de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires s'est élevé à 18.649 milliers d'euros contre **25.673** milliers d'euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de (27)%.

Le montant des autres produits d'exploitation s'élève à **7.402** milliers d'euros contre **8.661** milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Le montant des achats et variations de stocks s'élève à **8.914** milliers d'euros contre **12.198** milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à **16.851** milliers d'euros contre **12.257** milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 37%.

Le montant des impôts et taxes s'élève à **551** milliers d'euros contre **413** milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 33%.

Le montant des traitements et salaires s'élève à **8.153** milliers d'euros contre **7.189** milliers d'euros lors de l'exercice précédent, soit une variation de 13%.

Le montant des charges sociales s'élève à 3,192 milliers d'euros contre **3.004** milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 6%.

Le montant des dotations aux amortissements et provisions s'élève à **6.555** milliers d'euros contre **5.670** milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation se sont élevées à **44.519** milliers d'euros contre **42.546** milliers euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 5%.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à **(18.469)** milliers d'euros contre **(8.211)** milliers d'euros lors de l'exercice précédent.

Compte tenu d'un résultat financier de **(2.262)** milliers d'euros contre **(4.388)** milliers d'euros pour l'exercice précédent), le résultat courant avant impôts ressort pour l'exercice à **(20.731)** milliers d'euros contre **(12.599)** milliers d'euros pour l'exercice précédent, soit une variation de 65%.

Après prise en compte :

- du résultat exceptionnel de **(893)** milliers d'euros contre **(7,617)** milliers d'euros pour l'exercice précédent.
- d'un impôt sur les sociétés de **(2.349)** milliers d'euros contre **(2.169)** milliers d'euros pour l'exercice précédent,
- le résultat de l'exercice se solde par une perte de **(19.274)** milliers d'euros contre une perte de **(18.047)** milliers d'euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2020, le total du bilan de la Société s'élevait à **41.880** milliers d'euros contre **45.636** milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Les dettes financières au 31 décembre 2020 s'élèvent à **58.583** milliers d'euros contre **42.565** milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Pour plus d'informations concernant les comptes annuels de la Société, se référer à la Partie 4 du présent document.

2.9.3 Tableau des cinq derniers exercices de SuperSonic Imagine S.A.

Le tableau des résultats des cinq derniers exercices de la Société se présente comme	31 déc 2016	31 déc 2017	31 déc 2018	31 déc 2019	31 déc 2020
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social en K€	1 627	2 321	2 342	2 403	2 417
Nombre des actions ordinaires existantes	16 271 481	23 209 127	23 416 627	24 029 494	24 174 429
Nombre des actions à dividendes prioritaires existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer	1 081 861	2 647 455	4 454 047	765 782	402 147
-par conversion d'obligations	50 000	681 579	2 621 152	-	-
-par exercice de droit de souscription et plans d'actions gratuites	1 031 861	1 965 876	1 832 895	765 782	402 147
OPERATIONS ET RESULTATS EN K€					
Chiffre d'affaires hors taxes	22 146	23 835	23 352	25 673	18 649
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-5 436	-8 658	-8 746	-50 813	-18 673
Impôts sur les bénéfices	-2 227	-2 129	-2 356	-2 169	-2 349
Participation des salariés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-9 964	-10 192	-13 597	-18 047	-19 274
Résultat distribué	-	-	-	-	-
RESULTAT PAR ACTION en euros					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	-0,197	-0,281	-0,273	-2,024	-0,675
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissement et provisions	-0,612	-0,439	-0,581	-0,751	-0,797
Dividende distribué à chaque action	-	-	-	-	-
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	104	114	121	116	113
Montant de la masse salariale de l'exercice en K€	7 081	7 402	7 326	7 189	8 153
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice en K€	2 760	997	3 009	3 004	3 192

2.9.4 Gestion des risques

Les risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée sont les mêmes que ceux exposés sur le Groupe à la Section 2.7 de la Partie 1 du présent rapport de gestion ci-dessus, la Société ayant un poids prépondérant dans le périmètre de consolidation.

2.9.5 Politique de distribution des dividendes

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois exercices précédents (au titre des exercices clos le 31 décembre 2017, 2018 et 2019).

Aucune distribution de dividendes n'est envisagée en 2021 (au titre des résultats de l'exercice 2020).

2.9.6 Dépenses non déductibles

En application des articles 223 quater et 39.4 du CGI, le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement s'élève à 37.870 euros. Elles concernent principalement la part des loyers non déductibles sur véhicules de tourisme.

2.9.7 Information sur les délais de règlement fournisseurs et clients

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	0 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total	0 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total
(A) Tranches de retard de paiement										
Nombre de factures	96	27	1	9	133	67	10	9	171	257
Montant total des factures concernées TTC (K€)	453	40	2	118	614	552	55	99	1 498	2 205
% du montant total des achats de l'exercice TTC	1,3%	0,1%	0,0%	0,3%	1,7%					
% du CA de l'exercice TTC						2,9%	0,3%	0,5%	7,8%	11,5%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées										
Nombre de factures exclues										
Montant total des factures exclues										
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-10 du code de commerce)										
Délais de paiement de référence utilisé pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : en fonction du fournisseur					Délais contractuels : en fonction du client				

2.9.8 Informations des actionnaires

Les informations relatives à la répartition du capital de la Société, la participation des actionnaires salariés au capital de la Société et les informations sur les opérations réalisées par les dirigeants durant l'exercice réalisées en 2020 sont décrites dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, à la Partie 2 du présent rapport.

2.9.9 Programme de rachat d'actions

À compter du 18 avril 2017 et pour une durée de douze mois, renouvelable par tacite reconduction, la Société (dont l'action est cotée sur Euronext Paris) a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité, conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association Française des Marchés Financiers le 8 mars 2011 et approuvée par l'Autorité des marchés financiers le 21 mars 2011, à la société de Bourse Gilbert Dupont.

L'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société en date du 16 juin 2020, dans sa 22^{ème} résolution, a autorisé le Conseil d'administration à mettre en place un programme de rachat d'actions ne pouvant excéder 10% du nombre total d'actions composant le capital social à la date de rachat par la Société, et ce, pour une durée de 18 mois.

Ce programme de rachat d'actions s'inscrit dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants (aujourd'hui L. 22-10-62 et suivants) du Code de commerce et du Règlement européen n°596/2014 du 16 avril 2014. L'autorisation de rachat des actions propres peut être utilisée par le Conseil d'administration pour les objectifs ci-après :

- assurer la liquidité des actions de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité à conclure avec un prestataire de services d'investissement, conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- honorer des obligations liées à des programmes d'options d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions, d'épargne salariale ou autres allocations d'actions aux salariés et dirigeants de la Société ou des sociétés qui lui sont liées ;
- remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- acheter des actions pour conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ; ou
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées.

L'autorisation accordée par l'Assemblée générale au Conseil d'administration donne pouvoir à la Société d'acheter ses propres actions, dans la limite de 10% de son capital pour un prix unitaire maximal d'achat par action (hors frais et commissions) de trois euros avec un plafond global de 4,500,000 euros, étant précisé que ce prix d'achat fera l'objet, le cas échéant, des ajustements nécessaires afin de tenir compte des opérations sur le capital (notamment en cas d'incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions) qui interviendraient pendant la durée de la validité de la présente autorisation.

Par ailleurs, l'Assemblée générale de la Société du 16 juin 2020 a autorisé le Conseil d'administration, dans les mêmes termes que les précédentes années et pour une durée de 24 mois, à :

- réduire le capital de la Société par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de toute ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre du programme de rachat de ses propres actions, et ce dans la limite de 10% du capital par période de 24 mois ; et
- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

L'Assemblée générale a également donné à cet effet tous pouvoirs au Conseil d'administration pour fixer les conditions et modalités de la ou des réductions de capital consécutives aux opérations d'annulation qui seraient décidées.

Au 31 décembre 2020, la Société détenait 100.732 actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité (soit environ 0,4% du capital social) pour un prix d'achat total de 146 milliers d'euros, aucune action de la Société n'ayant été annulée en 2020.

Dans le cadre de l'offre public d'achat initiée par la société Hologic Hub Ltd. sur les actions de la Société entre octobre et décembre 2019, le contrat de liquidité conclu avec Gilbert Dupont a été suspendu à la demande de

la Société jusqu'à nouvelle instruction. Ce contrat étant à ce jour toujours suspendu, aucune action n'a été vendue ou achetée dans le cadre du contrat de liquidité au cours de l'exercice 2020.

PARTIE 2 - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport a notamment pour objet de vous rendre compte de la composition du Conseil d'administration, des conditions de préparation et d'organisation de ses travaux, du mode de gouvernance de la Société ainsi que de la politique et des éléments de rémunération des mandataires sociaux.

Établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, il vous est présenté conjointement avec le rapport de gestion.

La Société se conforme aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites publié en septembre 2016 par MiddleNext (« Code MiddleNext »). Les statuts de la Société et le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société sont accessibles sur le site internet de la Société.

3. LE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE

3.1. COMPOSITION ET CONDITIONS DE PREPARATION

3.1.1 Direction de la Société

Le Conseil d'administration a décidé lors de sa séance du 28 mai 2018 de dissocier les fonctions de la direction générale de la Société et de la présidence du Conseil d'administration. La gestion et la direction de la Société est ainsi assurée par un Directeur général qui aujourd'hui est également membre du Conseil d'administration. Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration et notamment des limitations prévues par le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société.

En sus des pouvoirs réservés au Conseil d'administration par la loi, le règlement du Conseil d'administration de la Société arrêté le 22 novembre 2018 prévoit notamment, que le Conseil d'administration approuve, avant leur mise en œuvre par la direction générale, les projets d'investissements stratégiques et toute opération susceptible d'avoir un impact significatif sur les revenus de la Société, la structure de son bilan ou son profil de risque, notamment :

- la création d'une nouvelle entreprise filiale ou l'acquisition de toute participation dans une société ;
- l'acquisition d'une participation de la totalité ou la quasi-totalité des actifs de toute autre entité ou la conclusion d'une alliance stratégique, d'un accord de licence de technologie importante ou toute autre relation de partenariat d'entreprise ;
- toute conclusion d'accord commercial qui limiterait son activité et/ou lui accorderait une exclusivité en dehors du cours normal des affaires ;
- toute acquisition, vente, transfert ou autre cession de droits de propriété intellectuelle ou de résultats de recherche et développement, et toute licence sur ces droits (dans le cadre d'un accord de licence ou d'une licence de sortie), en dehors du cours normal des affaires ;
- le fait de contracter tout emprunt ou toute autre dette ou engagement de même nature qu'un emprunt, autre qu'un crédit commercial et un crédit survenant dans le cours normal des affaires, non prévu au budget annuel consolidé ;
- le fait d'engager ou de révoquer tout mandataire social ou employé de la Société dont la rémunération annuelle brute dépasse 200,000 euros en dehors du budget annuel consolidé ;
- la détermination de la rémunération (y compris la rémunération variable, la prime de recrutement, l'indemnité de départ et/ou la rémunération de toute clause de non-concurrence) et des autres conditions d'emploi importantes (y compris, le cas échéant, la conclusion ou la modification de tout contrat de service) de tout mandataire social ou employé de la Société dont la rémunération annuelle brute dépasse 200,000 euros non prévu au budget annuel consolidé ;
- le fait de garantir des obligations de toute personne ou entité ;
- le fait de créer ou consentir un gage, une hypothèque ou toute autre sûreté sur l'un de ses actifs ;
- le fait d'engager ou d'approuver le règlement de toute réclamation, poursuite, action, affaire ou procédure importante ;
- le fait de conclure, résilier ou modifier toute transaction avec tout actionnaire, affilié ou partie liée ;
- le fait d'apporter tout changement important dans les activités principales de la Société ;
- le fait d'approuver ou modifier tout plan d'options ou tout accord de rémunération incitative similaire ;
- établissement du budget annuel consolidé de la Société et de ses filiales ;
- le fait d'acquérir, céder ou conclure tout bail pour des biens immobiliers ou des locaux ;

- le fait d'établir tout régime de retraite ou de pension pour les employés autres que ceux qui sont obligatoires ;
- toute modification dans les principes comptables qui n'est pas obligatoirement requise ; et
- la mise en place de tout comité du Conseil d'administration.

Le Directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Il ne pourra cependant consentir aucun aval, caution ou garantie en faveur de tiers sans l'autorisation expresse du **Conseil d'administration**.

Conformément aux statuts, le Directeur général pourra déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs.

3.1.2 Composition du Conseil d'Administration

Conformément aux statuts de la Société et au règlement intérieur arrêté par le Conseil d'administration de la Société en date du 22 novembre 2018, le Conseil d'administration doit être composé de trois membres au moins et de 18 membres au plus. Il est composé à ce jour de cinq membres, dont deux membres indépendants étant précisé qu'aucun membre du Conseil d'administration ne représente les salariés.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années. Le mandat d'un administrateur prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Le nombre des administrateurs qui sont âgés de plus de 75 ans ne peut excéder le tiers des administrateurs en fonction. Lorsque cette limite vient à être dépassée en cours de mandat, l'administrateur le plus âgé est d'office réputé démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires la plus proche.

Les administrateurs sont toujours rééligibles ; ils peuvent être révoqués à tout moment par décision de l'Assemblée générale des actionnaires.

Conformément aux termes du règlement intérieur du Conseil d'administration, le Conseil d'administration doit être, dans la mesure du possible, composé d'au moins deux administrateurs indépendants ce qui est également recommandé par la recommandation R3 du Code MiddleNext. Ce nombre pouvant être ramené à un membre dans l'hypothèse où le conseil serait composé de cinq membres ou moins.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le Conseil d'administration fixe sa rémunération éventuelle.

Composition du Conseil d'administration à la date du présent rapport

Nom	Fonctions au sein du Conseil d'administration	Principales fonctions exercées en dehors du Groupe	Dates de mandat	Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations
Michael BROCK	Président du Conseil d'administration et membre indépendant	Consultant	Première nomination : le 28 mai 2018 (antérieurement membre du conseil de surveillance depuis le 31 octobre 2016) Échéance du mandat : AGOA statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020	Président du comité	Membre du comité
Ghislaine GUEDEN	Administratrice indépendante	Coaching et conseil en management	Cooptation par le Conseil d'administration : 13 février 2019 Ratification : 13 mai 2019 Échéance du mandat : AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020	-	Présidente du comité
Antoine BARA	Administrateur et Directeur général (représentant de l'actionnaire majoritaire)	Directeur Hologic France	Cooptation par le Conseil d'administration⁸ : 2 août 2019 Ratification : 16 juin 2020 Échéance du mandat : AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020	-	-
Michelangelo STEFANI	Administrateur (représentant de l'actionnaire majoritaire)	Vice-President Legal, International of Hologic Inc.	Cooptation par le Conseil d'administration⁹ : 2 août 2019 Ratification : 16 juin 2020 Échéance du mandat : AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020	-	Membre du comité

⁸ Monsieur Antoine Bara a été nommé pour la durée restant à courir du mandat de Bpifrance Investissement, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

⁹ Monsieur Michelangelo Stefani a été nommé pour la durée restant à courir du mandat de Mérieux Participations, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Nom	Fonctions au sein du Conseil d'administration	Principales fonctions exercées en dehors du Groupe	Dates de mandat	Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations
Souad BELARBI	Administratrice (représentante de l'actionnaire majoritaire)	Directeur, Affaires Publiques et Accès aux Marchés chez Hologic	Cooptation par le Conseil d'administration ¹⁰ : 19 janvier 2021 Ratification : AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 Échéance du mandat : AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020	-	-

Membres indépendants

La Société applique la recommandation R3 du Code MiddleNext concernant la présence de membres indépendants au sein du Conseil d'administration.

- Monsieur Michael Brock (président) et Madame Ghislaine Gueden sont des administrateurs indépendants au sens des dispositions du Code MiddleNext dans la mesure où ils :
 - Ne sont ni salariés ni mandataires sociaux dirigeants de la Société ou d'une société de son Groupe et ne l'ont pas été au cours des cinq dernières années ;
 - Ne sont pas clients, fournisseurs ou banquiers significatifs de la Société, ou dont la Société ou son Groupe représenterait une part significative de l'activité, et ne l'ont pas été au cours de ces deux dernières années ;
 - Ne sont pas actionnaires de référence de la Société ou détenant un pourcentage de droit de vote significatif ;
 - N'ont pas de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ; et
 - N'ont pas été commissaires aux comptes de la Société au cours des six dernières années.

Parité

À ce jour, le Conseil d'administration est constitué de trois hommes et de deux femmes, soit une représentation de 40 % de membres de sexe féminin. La Société se conforme bien aux dispositions prévues à l'article L.225-18-1 du Code de commerce et le Conseil d'administration entend garder une attention particulière au respect de ces règles.

Nomination d'un censeur du Conseil d'administration

Monsieur John LaViola, a été nommé par le Conseil d'administration de la Société en date du 17 mars 2020, censeur du Conseil d'administration avec effet immédiat, pour une durée de trois années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires devant se tenir en 2023 à l'effet de statuer sur

¹⁰ Madame Souad Belarbi a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Il a été décidé par le Conseil d'administration que le censeur ne percevra aucune rémunération au titre de son mandat.

Conformément à l'article 15 des statuts de la Société, le censeur, qui avait été choisi à raison de ses compétences, avait pour mission d'étudier les questions que le Conseil d'administration, ou son président, soumet, pour avis, à son examen. Le censeur a pu assister aux séances du Conseil d'administration et prendre part aux délibérations avec voix consultative seulement. Le censeur n'a perçu aucune rémunération au titre de son mandat. La nomination de Monsieur John LaViola en qualité de censeur avait été ratifiée par l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020.

Le Conseil d'administration a constaté lors de sa réunion du 19 janvier 2021, la démission de Monsieur John LaViola de son mandat de censeur.

Biographies des membres du Conseil d'administration

Monsieur Michael Brock :

Michael Brock, Président du Conseil d'administration de la Société, nommé en novembre 2016, était le Président Directeur Général de la société danoise BK Medical, acteur majeur en imagerie ultrasonore dans les domaines de l'urologie et de la chirurgie.

En 1979, il rejoint Bruel & Kjaer, devenue par la suite B-K Medical, où il dirige le groupe Vente et Marketing du segment Sons et Vibration. Il est rapidement promu Président de ce segment puis nommé Président de la division Environnement et Transducteur. En 1997, M. Brock rejoint le groupe GN comme Président de Madsen Electronics A/S, une petite entreprise spécialisée dans les équipements de mesures audiolologiques. Sous sa présidence, la société s'est développée pour devenir le leader mondial des instruments et logiciel de diagnostics auditifs. En 2001, Madsen Electronics devient GN Otometrics A/S.

Michael Brock était, depuis 2004, le Président Directeur Général de la société danoise BK Medical, société filiale d'Analogic Corporation. Auparavant, il était Président de GN Otometrics, filiale de GN Resound A/S.

M. Brock est ingénieur en Electronique et Acoustique, diplômé de l'Université Technique du Danemark.

Madame Ghislaine Gueden :

Ghislaine Gueden a plus de 36 ans d'expérience opérationnelle au sein du groupe américain XEROX, acteur mondial des technologies et des services.

Elle a eu des responsabilités dans les domaines du commercial, de la finance, du marketing et des ressources humaines. Elle a rejoint le Comité Exécutif de Xerox en 1999 en tant que Directeur du Marketing puis Directeur des Ressources Humaines en 2004. En 2010 elle a pris la responsabilité du développement, de la rémunération et des avantages sociaux au sein de la Direction des Ressources Humaines au siège Européen à Londres.

En 2012, elle est nommée Présidente de Xerox France et à ce titre met en place une politique commerciale performante dans un environnement fortement concurrentiel et opère de grandes transformations en faisant notamment évoluer l'entreprise des technologies vers les services.

Elle fut membre du Conseil de surveillance de GEREP, société de courtage et de gestion dans le domaine de la protection sociale. Elle développe par ailleurs une activité de coaching et de conseil en management pour dirigeants d'entreprises.

Diplômée de L'EDHEC, Ghislaine est par ailleurs coach certifié HEC.

Monsieur Antoine Bara :

Antoine Bara rejoint le groupe Hologic en 2018 et prend la direction des opérations France en janvier 2019 pour développer les activités du groupe. En janvier 2020, il est nommé Directeur général de SuperSonic Imagine. Il a plus de 20 ans d'expérience dans les secteurs des services informatiques et de la santé, principalement chez Pharmagest Interactive qu'il rejoint en 2010 pour gérer les opérations de la région Rhône-Alpes puis de la grande région Sud-Ouest & Occitanie dès l'année 2011. Il a été impliqué dans la transformation de la politique commerciale et le lancement de nouveaux services pour les groupements de pharmacies. Antoine Bara est diplômé de l'institut des affaires et du management.

Madame Souad Belarbi

Souad Belarbi est Directeur, Affaires Publiques et Accès aux Marchés pour le groupe Hologic, basé à Paris, pour lequel elle s'occupe des régions : Europe, Moyen Orient, Afrique.

Avant de rejoindre le groupe Hologic en 2018, Souad Belarbi a évolué au sein du groupe Johnson & Johnson en France, en Europe et en Asie. Elle a eu plusieurs fonctions: affaires publiques, économie de santé, marketing, vente.

Souad Belarbi est diplômée en Economie de la Santé de l'université de York, de Paris Dauphine et l'université René Descartes.

Monsieur Michelangelo Stefani :

Michelangelo F. Stefani est le vice-président, Juridique international pour le groupe d'entreprises Hologic, basé à Bruxelles. Dans son poste actuel, M. Stefani dirige les affaires juridiques et de conformité internationales d'Hologic.

Avant de rejoindre Hologic en 2016, M. Stefani a occupé le poste de vice-président directeur de la conformité chez Medtronic, et vice-président et avocat international du groupe Covidien de sociétés soutenant le Président des Marchés Emergents et son équipe de direction, dans les régions des marchés émergents. Avant de rejoindre le groupe Covidien, M. Stefani était avocat pour la région EMEA au sein du groupe de sociétés Tyco International.

M. Stefani a été admis au barreau de Bruxelles en 1995 et était associé contractuel au bureau Morgan, Lewis & Bockius à Bruxelles.

Membres du Conseil d'administration ayant quitté leurs fonctions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Madame Patricia Dolan :

Patricia Dolan pratique le droit des sociétés, en mettant l'accent sur les valeurs mobilières et la gouvernance, depuis plus de 20 ans, conseillant sur un large éventail de questions juridiques américaines et internationales auxquelles sont confrontées les sociétés mondiales.

Jusqu'en 2020, elle était vice-présidente et secrétaire d'Hologic, Inc. depuis 2015. Chez Hologic, elle conseillait le Conseil d'administration et la haute direction en matière de gouvernance d'entreprise, de rémunération des dirigeants, de gestion des risques d'entreprise et de conformité aux lois sur les valeurs mobilières américaines, entre autres. Avant de rejoindre Hologic, elle était vice-présidente, conseillère en valeurs mobilières et secrétaire adjointe chez Covidien plc (maintenant Medtronic plc), s'occupant notamment de la gouvernance d'entreprise, de la conformité au droit américain des valeurs mobilières, des questions juridiques et des rapports sur les sociétés irlandaises et des opérations de trésorerie, entre autres. Avant de travailler chez Hologic, Patricia Dolan était associée au cabinet d'avocats Nixon Peabody LLP (anciennement Hutchins, Wheeler & Dittmar) à Boston, Massachusetts. Pendant son emploi à Nixon Peabody, Patricia Dolan a été détachée pendant un an chez Telstra Corporation, la plus grande entreprise de télécommunications d'Australie et, à l'époque, la plus grande entreprise publique d'Australie.

Patricia Dolan est titulaire d'un baccalauréat ès arts en anglais de l'Université Yale et d'un diplôme de Docteur en droit de la Duke University School of Law.

Biographie du censeur du Conseil d'administration (ayant quitté ses fonctions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020)

Monsieur John LaViola :

John LaViola dirige depuis plus de 35 ans la recherche et le développement de dispositifs médicaux couvrant un large éventail de disciplines cliniques, au sein d'organisations de taille et de complexité différentes, allant des jeunes sociétés aux multinationales.

Jusqu'en 2020, il était vice-président du développement commercial et, en charge de la direction de l'innovation stratégique de la division des solutions de santé du sein et du squelette d'Hologic. Il était responsable des fusions et acquisitions, des partenariats technologiques et des alliances commerciales, ainsi que de la stratégie d'innovation en matière de produits et de services dans la plus grande unité commerciale d'Hologic. Avant d'occuper ce poste, M. LaViola a dirigé la recherche et le développement (R&D) en tant que vice-président de la R&D à partir de 2008, et précédemment en tant que Senior Director dès 2002. En plus de diriger de nombreux processus d'acquisition et de partenariats pour Hologic, il a obtenu divers brevets américains et mondiaux pour des inventions dans le domaine du suivi des patients, du diagnostic et de l'imagerie.

M. LaViola est titulaire d'une licence de l'Université du Connecticut et d'une maîtrise de l'Université de New Haven.

3.1.3 Autres mandats

Autres mandats en cours en dehors du Groupe			
	Nature du mandat CS : Conseil de surveillance CA : Conseil d'administration	Société	Société cotée
Michael BROCK	Président Directeur général Président Président Administrateur Administrateur	DDD Diagnostic A/S Troed Medical SA Biolid Group Aps Xena Network A/S Ibsen Photonics	Non Non Non Non Non
Ghislaine GUEDEN	-	-	-
Antoine BARA	-	-	-
Souad BELARBI	-	-	-
Michelangelo STEFANI	CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Managing Director) CA (Director) CA (Director) CA (Manager) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Co-gérant) CA (Director) CA (Director) CA (Director) CA (Director)	Beijing Hologic Technology Co., Ltd.(BHT) Beijing TCT Medical Technology Co., Ltd. ("Xinbai") Benassar Diagnóstica-Equipamientos Médicos Unipessoal, Lda. Cytoc Cayman Limited Emsor, Sociedad de responsabilidad limitada Hologic (Australia & New Zealand) Pty Limited Hologic (Shanghai) Medical Supplies Co., Ltd. Hologic Asia Limited Hologic Asia Pacific Limited Hologic Austria GmbH Hologic BV Hologic Canada ULC Hologic Caribbean (Barbados) SRL Hologic Denmark ApS Hologic Deutschland GmbH Hologic Europe Middle East and Africa SA Hologic Finance Ltd. Hologic France SARL Hologic GGO 4 Ltd. Hologic Global Holding Ltd. Hologic Hitec-Imaging GmbH Hologic Holdings Limited	Non Non Non Non

	CA (Director)	Hologic HUB Ltd.	Non
	CA (Director)	Hologic Iberia S.L.	Non
	CA (Designated Partner)	Hologic India LLP	Non
	CA (Director)	Hologic International Holdings B.V.	Non
	CA (Director)	Hologic IP Ltd.	Non
	CA (Director)	Hologic Ireland Limited	Non
	CA (Director and Chairman)	Hologic Italia S.r.l.	Non
	CA (Representative Director)	Hologic Japan KK (Hologic Japan, Inc.)	Non
	CA (Director)	Hologic Ltd.	Non
	CA (Director)	Hologic Malaysia SDN. BHD.	Non
	CA (Director)	Hologic Medical Technologies (Beijing) Co., Ltd.	Non
	CA (Managing Director)	Hologic Medicor GmbH	Non
	CA (Director)	Hologic Medicor Suisse GmbH	Non
	CA (General Manager)	Hologic Middle East, Dubai	Non
	CA (Director)	Hologic Netherlands B.V.	Non
	CA (Director)	Hologic Taiwan Ltd.	Non
	CA (Director)	Hologic Singapore Pte. Ltd.	Non
	CA (Director)	Hologic Suisse SA	Non
	CA (Administrative Manager)	Hologic Surgical Products Costa Rica, Sociedad de Responsabilidad Limitada	Non
	CA (Deputy Director)	Hologic Sweden AB	Non
	CA (Director)	Hologic UK Finance Ltd.	Non
	CA (Director)	Navigation Three Limited	Non
	CA (Director)	Sentinelle Medical ULC	Non
	CA (Director)	TCT International Co., Ltd.	Non
Patricia DOLAN (a quitté ses fonctions de membre du conseil d'administration le 30 décembre 2020)	Shareholder Representative	Beijing Hologic Technology Co., Ltd.(BHT)	Non
	Vice President and Secretary	BioLucent, LLC	Non
	Director	Bioptics, Inc.	Non
	Vice President and Secretary	Bioptics, Inc.	Non
	Vice President and Secretary	Cytc Corporation	Non
	Director	Cytc Corporation	Non
	Vice President and Secretary	Cytc Prenatal Products Corp.	Non
	Director	Cytc Prenatal Products Corp.	Non
	Authorized Signatory	Cytc Surgical Products, LLC	Non
	Vice President and Secretary	Cytc Surgical Products, LLC	Non
	Manager	Cytc Surgical Products, LLC	Non
	Vice President and Secretary	Direct Radiography Corp.	Non
	Director	Direct Radiography Corp.	Non
	Vice President and Secretary	Faxitron Bioptics, LLC	Non

	Director	Focal Therapeutics, Inc.	Non
	Vice President and Secretary	Focal Therapeutics, Inc.	Non
	Vice President and Secretary	Gen-Probe Incorporated	Non
	Director	Gen-Probe Incorporated	Non
	Vice President and Secretary	Gen-Probe Prodesse, Inc.	Non
	Director	Gen-Probe Prodesse, Inc.	Non
	Vice President and Secretary	Gen-Probe Sales & Service, Inc.	Non
	Director	Gen-Probe Sales & Service, Inc.	Non
	Vice President and Secretary	Health Beacons, Inc.	Non
	Director	Health Beacons, Inc.	Non
	Authorized Signatory	Hologic (MA), LLC	Non
	Vice President and Secretary	Hologic (MA), LLC	Non
	Vice President and Secretary	Hologic GGO 1, LLC	Non
	Vice President and Secretary	Hologic GGO 2, LLC	Non
	Vice President and Secretary	Hologic GGO 5, LLC	Non
	Vice President and Secretary	Hologic US Finance Co LLC	Non
	Vice President and Secretary	Hologic, Inc.	Oui
	Vice President and Secretary	Palomar Medical Technologies, LLC	Non
	Vice President and Secretary	Suros Surgical Systems, Inc.	Non
	Director	Suros Surgical Systems, Inc.	Non
John LaViola (a quitté ses fonctions de censeur du conseil d'administration le 11 décembre 2020)	Vice Président Administrateur Membre du comité consultatif	Hologic, Inc. Ariane Medical Systems, Ltd Fairfield University	Oui Non Non

	CA (Director)	Hologic Belgium Holdings Limited	Non
	CA (Director)	Hologic Canada Holdings Limited	Non
	CA (Director)	Hologic Emsor Holdings Limited	Non
	CA (Director)	Hologic Foreign Holdings Limited	Non
	CA (Director)	Hologic Manchester Limited	Non
	CA (Director)	Hologic Medicor Holdings Limited	Non
	CA (Director)	Hologic Partners Limited	Non
	CA (Director)	Hologic SA	Non
	CA (Director)	Hologic Switzerland Holdings Limited	Non
	CA (Director)	Suzhou Cynosure Medical Devices Company Ltd.	Non
Patricia DOLAN	Vice-présidente	Covidien PLC	oui
John LaViola	Vice président	Hologic Inc	Oui

3.1.4 Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

Information des administrateurs

Pour s'assurer de la présence des administrateurs, le Conseil d'administration avait fixé en 2020, un calendrier indicatif des réunions du Conseil d'administration et des comités sur l'année.

Les convocations aux séances du Conseil d'administration précisant l'ordre du jour et le dossier de réunion sont adressés aux administrateurs, aux commissaires aux comptes, le cas échéant, dans des délais suffisants.

Travaux du Conseil d'administration en 2020

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent

Le nombre de réunions du Conseil d'administration tient compte des différents évènements qui ponctuent la vie de la Société. Ainsi, le Conseil d'administration se réunit d'autant plus fréquemment que l'actualité de la Société le justifie.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration de la Société s'est réuni 10 fois et le taux de présence moyen des membres du Conseil d'administration s'est élevé à 96 %. A titre de comparatif, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Conseil d'administration de la Société s'était réuni 12 fois et le taux de présence moyen des membres était de 87%. Le nombre accru de réunions sur l'exercice 2019 s'expliquait notamment par la réalisation de l'offre publique d'achat initiée par Hologic Hub Ltd sur les actions de la Société.

Le Conseil d'administration s'est réuni aux dates suivantes : 23 janvier, 4 février, 17 mars 13h, 17 mars 13h30, 14 avril, 4 mai, 22 juin, 21 juillet, 22 septembre et le 2 novembre 2020.

Membre du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2020	Taux de présence
Michael Brock	100%
Ghislaine Gueden	100%
Antoine Bara	80%
Michelangelo Stefani	100%
Patricia Dolan	100%

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Conseil d'administration a notamment traité les points suivants :

- Arrêté des comptes semestriels et annuels ;
- Revue des rapports des différents comités et décisions afférentes ;
- Approbation du budget ;
- Autorisation et revue des conventions réglementées ;
- Révocation de la Directrice Générale ;
- Nomination d'un Directeur Général et d'un nouveau membre du comité des rémunérations ; nomination d'un censeur ;
- Etablissement de la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société ;
- Evaluation annuelle des travaux du Conseil et des comités du conseil ;
- Constatation de l'exercice de bons de souscription d'actions et d'options de souscription ;
- Projet de transfert de la cotation des titres émis par la Société du marché réglementé Euronext Paris vers le système multilatéral de négociation Euronext Growth Paris ;
- Revue des éléments financiers, commerciaux, de production et de qualité de la Société.

Règlement intérieur du Conseil d'administration :

Le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société et de ses comités est destiné à proposer en complément des dispositions légales et réglementaires applicables et des statuts de la Société, les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités. Conformément à la recommandation R7 du Code de MiddleNext, le règlement intérieur arrêté par le Conseil d'administration le 22 novembre 2018 peut être consulté dans son intégralité sur le site internet de la Société. Ce règlement intérieur prévoit notamment les modalités de fonctionnement et les pouvoirs du Conseil d'administration et des comités du Conseil d'administration et le code de conduite des membres du Conseil d'administration.

Évaluation du conseil d'administration :

Le Conseil d'administration procède régulièrement à une auto-évaluation de son fonctionnement et de ses travaux. Cette auto-évaluation est réalisée, conformément aux recommandations du Code MiddleNext, de manière formelle tous les ans, avec l'aide si nécessaire de tiers indépendants.

La dernière évaluation du conseil d'administration a été réalisée au premier semestre 2020.

Le tableau ci-dessous présente la position de la Société par rapport à l'ensemble des recommandations du Code MiddleNext.

Recommandations du Code Middlenext	Adoptée	Ne sera pas adoptée	En cours de réflexion
I. Le pouvoir de "surveillance"			
R1 : Déontologie des membres du Conseil	X		
R2 : Conflits d'intérêts	X		
R3 : Composition du Conseil - Présence des membres indépendants	X		
R4 : Information des membres du Conseil	X		
R5 : Organisations des réunions du Conseil et des Comités	X		
R6 : Mise en place de Comités	X		
R7 : Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	X		
R8 : Choix de chaque administrateur	X		
R9 : Durée des mandats des membres du Conseil	X		
R10 : Rémunération de l'administrateur	X		
R11 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil d'administration	X		
R12 : Relation avec les « actionnaires »	X		
I. Le pouvoir exécutif			
R13 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X		
R14 : Préparation de la succession des « dirigeants »	X		
R15 : Cumul contrat de travail et mandat social	X		
R16 : Indemnités de départ	X		
R17 : Régimes de retraite supplémentaires	N/A		
R18 : Stock-options et attribution gratuite d'actions	X		
R19 : Revue des points de vigilance	X		

Le Conseil d'Administration a pris connaissance des éléments présentés dans les rubriques « points de vigilance et recommandations » du Code MiddleNext conformément à la recommandation R19 dudit code et est appelé à les revoir régulièrement.

La Société estime avoir pris en compte toutes les recommandations du Code MiddleNext à l'exception de celles relatives aux retraites supplémentaires dans la mesure où aucune n'a été octroyée à ce jour.

3.1.5 Comités spécialisés

Comité d'audit

Composition

Le comité d'audit ne peut être composé que de membres du conseil d'administration ou de toute personne ayant les compétences nécessaires pour exécuter les tâches demandées. Il est composé de deux membres, dont au moins un doit avoir des compétences particulières en matière financière ou comptable et être indépendant.

A ce jour, le Comité d'audit est composé de deux membres dont un est un membre indépendant du Conseil d'administration le plus à même de remplir les fonctions de membres du Comité d'audit de la Société, sachant que pour des raisons de bonne gouvernance, le Conseil d'administration n'a pas jugé opportun de nommer Monsieur Antoine Bara membre du comité d'audit, ce dernier étant membre du Conseil d'administration mais également Directeur général de la Société.

À ce jour, les membres du Comité d'audit sont :

- Monsieur Michael Brock, président du Comité d'audit et du Conseil d'administration ; et
- Monsieur Andrew Chard nommé le 19 janvier 2021 en remplacement de Madame Patricia Dolan ayant démissionné le 30 décembre 2020 de ses fonctions. Monsieur Andrew Chard est actuellement *Senior Director* d'Hologic Ltd pour la zone EMEA.

Monsieur Michael Brock est un membre indépendant du Conseil d'administration, représentant ainsi la moitié des membres de ce comité.

Attributions

Sans préjudice des compétences du Conseil d'administration, le Comité d'audit est chargé notamment :

- D'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- D'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- D'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et consolidés annuels et semestriels par les commissaires aux comptes ;
- D'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'Assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- D'assurer le suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes ;
- D'examiner les conditions d'utilisation de produits dérivés ;
- De prendre connaissance périodiquement de l'état des contentieux importants ;
- D'examiner les procédures de la Société en matière de réception, conservation et traitement des réclamations ayant trait à la comptabilité et aux contrôles comptables effectués en interne, aux questions relevant du contrôle des comptes ainsi qu'aux documents transmis par des employés sur une base anonyme et confidentielle et qui mettraient en cause des pratiques en matière comptable ou de contrôle des comptes ;
- De manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus ; et
- D'autoriser préalablement des services autres que le commissariat aux comptes fournis par les commissaires aux comptes.

Fonctionnement

Le Comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, avec les commissaires aux comptes si son président l'estime utile, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes annuels et les comptes consolidés annuels, et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président et adressé aux membres du Comité d'audit. En tout état de cause il se réunit préalablement à la réunion du Conseil d'administration sur les comptes semestriels et sur les comptes annuels. Il se réunit aussi à la demande de son président, du président ou du vice-président du Conseil d'administration ainsi qu'à la demande du Directeur général.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Comité d'audit s'est réuni 3 fois et le taux de présence moyen des membres du Comité d'audit s'est élevé à 100%.

Le Comité d'audit peut entendre tout membre de la direction de la Société et procéder à la réalisation de tout audit interne ou externe sur tout sujet qu'il estime relever de sa mission. Le président du Comité d'audit en informe au préalable le Directeur général et le président du Conseil d'administration. En particulier, le Comité d'audit a la faculté de procéder à l'audition des personnes qui participent à l'élaboration des comptes ou à leur contrôle (directeur financier et principaux responsables de la direction financière).

Le Comité d'audit procède à l'audition des commissaires aux comptes. Il peut les entendre en dehors de tout représentant de la Société.

Rapports

Le président du Comité d'audit fait en sorte que les comptes-rendus d'activité du comité au Conseil d'administration permettent à celui-ci d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations.

Le rapport du président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne comporte un exposé sur l'activité du comité au cours de l'exercice écoulé.

Si, au cours de ses travaux, le Comité d'audit détecte un risque significatif qui ne lui paraît pas être traité de façon adéquate, le président en alerte sans délai le président du Conseil d'administration.

Travaux en 2020 :

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Comité d'audit a notamment traité les points suivants :

- Examen des comptes annuels clos le 31 décembre 2019 (comptes annuels et comptes consolidés IFRS) ;
- Suivi des niveaux de fonds de roulement et de stocks ;
- Préparation et suivi de la communication financière ;
- Suivi des questions de qualité et de production ;
- Analyse des risques de la Société ; et
- Examen des comptes semestriels.

Comité des nominations et des rémunérations

Composition

Le Comité des nominations et des rémunérations est composé de membres désignés par le Conseil d'administration, dont le président du Conseil d'administration. Les membres indépendants représentent, dans la mesure du possible, la majorité de ses membres.

À la date du présent document, les membres du Comité des nominations et des rémunérations sont :

- Madame Ghislaine Gueden (présidente du Comité des nominations et des rémunérations) ;
- **Monsieur Michael Brock, président du Conseil d'administration ;**
- Monsieur Michelangelo Stefani, administrateur.

Madame Ghislaine Gueden et Monsieur Michael Brock sont des membres indépendants du Conseil d'administration, représentant ainsi plus de la moitié des membres de ce comité.

Attributions

Le Comité des nominations et des rémunérations est notamment chargé :

- **De formuler, auprès du Conseil d'administration, des recommandations et propositions concernant :**
 - La rémunération, le régime de retraite et de prévoyance, les avantages en nature, les autres droits pécuniaires, y compris en cas de **cessation d'activité, des dirigeants. Le Comité propose** des montants et des structures de rémunération et, notamment, des règles de fixation de la part variable prenant en compte la stratégie, les objectifs et les résultats de la Société ainsi que les pratiques du marché ; et
 - **Les plans d'actions gratuites, d'options de souscription ou d'achat d'actions et tout autre mécanisme similaire d'intéressement et, en particulier, les attributions nominatives aux dirigeants ;**
- **D'examiner le montant total des rémunérations et leur système de répartition entre les membres du Conseil d'administration ;**
- De préparer et de présenter les rapports, le cas échéant, prévus par le règlement intérieur du Conseil d'administration ;
- De préparer toute autre recommandation qui pourrait lui être demandée par le Conseil d'administration ou le **Directeur général en matière de rémunération ;** et
- De manière générale, le Comité des nominations et des rémunérations apporte tout conseil et formule toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Fonctionnement

Le Comité des nominations et des rémunérations se réunit selon un calendrier fixé par son président, sur un ordre du jour arrêté par son président et adressé aux membres du Comité des nominations et des

rémunérations. Il se réunit aussi à la demande du président ou du vice-président du Conseil d'administration ainsi qu'à la demande du Directeur général.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni 2 fois et le taux de présence moyen des membres du Comité des nominations et des rémunérations s'est élevé à 100%.

Le Comité des nominations et des rémunérations peut demander au Directeur général à bénéficier de l'assistance de tout cadre dirigeant de la Société dont les compétences pourraient faciliter le traitement d'un point à l'ordre du jour. Le président du Comité des nominations et des rémunérations ou le président de séance attire l'attention de toute personne participant aux débats sur les obligations de confidentialité qui lui incombent.

Rapports

Le président du Comité des nominations et des rémunérations fait en sorte que les comptes rendus d'activité du comité au Conseil d'administration permettent à celui-ci d'être pleinement informé, facilitant ainsi ses délibérations.

Le rapport du président du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne comporte un exposé sur l'activité du comité au cours de l'exercice écoulé.

Travaux en 2020 :

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Comité des nominations et des rémunérations a notamment traité les points suivants :

- Revue des objectifs 2020 ;
- Organisation du Conseil d'administration ;
- Recommandation concernant la nomination d'un nouveau Directeur général et modalités du mandat ;
- Recommandation concernant l'indemnité en cas de cessation des fonctions du Directeur général ;
- Recommandation concernant la fixation des rémunérations des membres du Conseil d'administration ;
et
- Recommandation concernant la rémunération du président du Conseil d'administration.

3.1.6 Conflits d'intérêts

Le règlement intérieur du Conseil d'administration de la Société (article 12) prévoit les mécanismes de prévention et de gestion des conflits d'intérêts.

Il y est précisé notamment que tout membre du Conseil d'administration a l'obligation de faire part au Conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêts direct ou indirect, même potentiel, et doit, le cas échéant, s'abstenir de participer aux discussions ainsi qu'au vote de toute délibération pour laquelle il serait dans une telle situation de conflit d'intérêts. Le président du Conseil d'administration peut en outre expressément demander à un administrateur qui a déclaré l'existence d'une situation de conflit d'intérêts de quitter temporairement la réunion lorsque le Conseil d'administration s'apprête à échanger sur des sujets liés au conflit d'intérêts en question.

Lorsque le Conseil d'administration constate l'existence d'une situation de conflit d'intérêts qui n'avait pas été préalablement portée à son attention par le ou les membre(s) concerné(s), le Conseil d'administration peut (après avoir initié des échanges visant à confirmer l'existence effective du conflit d'intérêts) décider d'exclure temporairement le ou les membre(s) concerné(s) de toute réunion lorsque des sujets liés au conflit d'intérêts en question doivent être abordés.

À la date du présent document, les conflits d'intérêts potentiels dont la Société a connaissance sont les suivants :

Monsieur Michelangelo Stefani, Madame Souad Belarbi et Monsieur Antoine Bara, membres non indépendants du Conseil d'administration, ont été nommés au Conseil d'administration de la Société, sur proposition d'Hologic Hub Ltd., actionnaire de contrôle de la Société et sont par ailleurs des personnes salariés ou

détenant des mandats au sein du groupe Hologic (groupe auquel appartient Hologic Hub Ltd., actionnaire de contrôle de la Société)¹¹.

Le Conseil d'administration de la Société inclut également des administrateurs indépendants exerçant des mandats dans des groupes tiers, dont certains concernant Monsieur Michael Brock pour des sociétés intervenant notamment dans le secteur médical.

À la date du présent document et à la connaissance de la Société :

- sous réserve de (i) la conclusion de conventions réglementées (lesquelles sont soumises à la procédure de contrôle légale) et/ou (ii) de la déclaration de conflits d'intérêts spécifiques conformément à l'article 12 du règlement intérieur, ces situations ne sont pas de nature à affecter l'indépendance de jugement, de décision et d'action des administrateurs concernés (lesquels agissent, en tout état de cause, dans l'intérêt social de la Société) ; et
- il n'existe pas d'autres conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs à l'égard de la Société et les membres du Conseil d'administration et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

Il est rappelé qu'en tout état de cause, chaque administrateur est tenu, conformément à la réglementation relative aux abus de marché, de déclarer à la Société et à l'Autorité des marchés financiers les opérations sur les titres de la Société qu'il effectue directement ou indirectement.

Les transactions avec les parties liées sont quant à elles plus amplement décrites en Section 2 de la Partie 2 du présent document ainsi qu'à la Note 40 de la Partie 3 (Comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2020) du présent document.

3.2. MODALITES PARTICULIERES DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE

Conformément à l'article 19 des statuts de la Société, les assemblées générales sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la loi. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation. Le droit de participer aux assemblées est régi par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et est notamment subordonnée à l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- Donner procuration dans les conditions autorisées par la loi et la réglementation ;
- Voter par correspondance ; ou
- Adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire, dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Le Conseil d'administration peut organiser, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, la participation et le vote des actionnaires aux assemblées par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Si le Conseil d'administration décide d'exercer cette faculté pour une assemblée donnée, il est fait état de cette décision du Conseil d'administration dans l'avis de réunion et/ou de convocation. Les actionnaires participant aux assemblées par visioconférence ou par l'un quelconque des autres moyens de télécommunication visés ci-dessus, selon le choix du Conseil d'administration, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Dans le contexte de l'épidémie de la Covid-19, des restrictions de circulation et de rassemblement imposées par le Gouvernement, les modalités d'organisation et de participation des actionnaires à l'assemblée générale annuelle de la Société qui s'est tenue le 16 juin 2020 et l'assemblée générale ordinaire de la Société qui s'est tenue le 30 octobre 2020 ont été aménagées.

Conformément à l'article 4 de l'ordonnance 2020-321 du 25 mars 2020 prise dans le cadre de l'habilitation conférée par la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 n° 2020-290 du 23 mars 2020, dont l'application a été prorogée jusqu'au 30 novembre 2020 par décret n° 2020-925 du 29 juillet 2020, les deux assemblées générales de la Société du 16 juin 2020 et du 30 octobre 2020 se sont tenues, sur décision du

¹¹ A cet égard, il est précisé que Monsieur Michelangelo Stefani détient un mandat de Director au sein d'Hologic Hub Ltd. (actionnaire de contrôle de la Société).

Conseil d'administration, à huis clos, hors la présence des actionnaires, que ce soit physiquement ou par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

4. CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONVENTIONS COURANTES

4.1. CONVENTIONS REGLEMENTEES

La Société a conclu les conventions suivantes entrant dans le champ de l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce qui ont continué à porter leurs effets au cours de l'exercice 2020 :

Contrat de prêt

Afin de permettre à la Société de financer ses besoins en fonds de roulement et de rembourser son endettement, la Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu, le 14 août 2019, un contrat de prêt de type « revolving » en langue anglaise intitulé « Loan Agreement » (lequel contrat a par la suite été amendé le 22 novembre 2019, le 12 février 2020, le 17 mars 2020, le 23 juin 2020 et le 19 janvier 2021) aux conditions principales suivantes :

- montant maximum cumulé de 73 millions d'euros ;
- échéance : 12 août 2024 ;
- taux d'intérêt : 5,47% par période d'intérêt fixée à trois mois ;
- remboursement anticipé : à tout moment sans prime ni pénalité, à condition que tous les remboursements anticipés soient d'un montant minimum de 500.000 euros et par tranches de 500,000 euros au-delà.

Il est par ailleurs précisé que la Société a adhéré, dans le cadre de la conclusion du « Loan Agreement » en sa qualité de filiale d'Hologic Hub Ltd., à un *Intercompany Demand Promissory Note* en date du 29 mai 2015 conclu par Hologic, Inc., société mère du groupe Hologic, et ses filiales dans le cadre d'un *Credit and Guaranty Agreement* en date du 29 mai 2015 (et amendé ultérieurement) entre Hologic, Inc., Hologic GGO 4 Ltd et Bank of America, N.A., étant précisé que l'*Intercompany Demand Promissory Note* organise notamment la subordination par rapport aux obligations issues du *Credit and Guaranty Agreement* de certains flux entre membres du Groupe. Cette adhésion a été autorisée par le Conseil d'administration en date du 13 août 2019. Cette convention règlementée a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de la Société s'étant réunie le 16 juin 2020.

Le montant du prêt s'élève à 54.580 milliers d'euros au 31 décembre 2020, et les intérêts courus non échus s'élèvent à 761 milliers d'euros. Les intérêts comptabilisés en charges au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 se sont élevés à 2.552 milliers d'euros.

Avenant n°1 au contrat de prêt

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu le 22 novembre 2019 un premier avenant au contrat de prêt de type « revolving » du 14 août 2019 afin de porter le montant maximum du prêt de 30 à 50 millions d'euros.

Il est précisé que le premier avenant à ce contrat de prêt, en date du 22 novembre 2019, n'a pas été soumis à la procédure d'autorisation préalable du Conseil d'administration. Cet avenant, qui a été ratifié par le Conseil d'administration en date du 17 mars 2020. Cette convention règlementée a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de la Société s'étant réunie le 16 juin 2020.

Avenant n°2 au contrat de prêt

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu le 12 février 2020 un deuxième avenant au contrat de prêt de type « revolving » du 14 août 2019 afin de supprimer les cas d'accélération du remboursement de l'emprunt qui conserve ainsi une échéance au 12 août 2024. Cette convention règlementée a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de la Société s'étant réunie le 16 juin 2020.

Avenant n°3 au contrat de prêt

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu le 17 mars 2020 un troisième avenant au contrat de prêt de type « revolving » du 14 août 2019 afin d'augmenter le montant maximum cumulé à 65 millions d'euros. Cette convention règlementée a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de la Société s'étant réunie le 16 juin 2020.

Avenant n°4 au contrat de prêt

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu le 23 juin 2020 un quatrième avenant au contrat de prêt de type « revolving » du 14 août 2019 afin d'augmenter le montant maximum cumulé à 67 millions d'euros. Cette convention règlementée sera soumise au vote de la prochaine Assemblée générale des actionnaires dans le cadre de l'approbation des conventions règlementées.

Avenant n°5 au contrat de prêt

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu le 19 janvier 2021 un cinquième avenant au contrat de prêt de type « revolving » du 14 août 2019 afin d'augmenter le montant maximum cumulé à 73 millions d'euros. Cette convention règlementée sera soumise au vote de la prochaine Assemblée générale des actionnaires dans le cadre de l'approbation des conventions règlementées.

Pour mémoire, il est rappelé que le 27 décembre 2019 la Société avait conclu un contrat de cession en langue anglaise (*Purchase Agreement*), en qualité de cédant, avec Hologic Inc., actionnaire indirect détenant plus de 10% du capital de la Société, en qualité d'acquéreur, relatif à (i) l'intégralité des actions SuperSonic Imagine Inc. filiale de la Société située aux Etats-Unis et (ii) une créance détenue par la Société à l'encontre de ladite filiale. Le prix des actions et de la créance cédée, dont la valeur faciale est d'environ 22.760 milliers d'euros à la date de cession, avait été arrêtée à un montant total de 2.718.000 euros aux termes d'un rapport d'évaluation établi par PricewaterhouseCoopers, sous réserve d'un éventuel ajustement à la hausse du prix en cas d'augmentation du montant de la créance. Cette convention règlementée a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de la Société s'étant réunie le 16 juin 2020.

Information sur les contrats liant les mandataires sociaux et la Société

Il est précisé qu'au jour du présent document il n'existe pas de contrats liant la Société aux mandataires sociaux de la Société.

Il est également précisé que conformément à la recommandation R-2 du Code MiddleNext, le Conseil d'administration s'est demandé avant l'autorisation de chaque convention entrant dans le champ de l'article L. 225-37-4 2° du Code de commerce s'il était ou non pertinent de recourir à une expertise indépendante, ce que le Conseil d'administration n'a pas jugé pertinent pour les conventions visées dans cette section.

4.2. CONVENTIONS COURANTES

Les conventions courantes suivantes conclues au cours des exercices précédent ont été poursuivies durant l'exercice 2020 :

Convention d'assistance et de services :

Une convention de prestations de services a été conclue le 1^{er} janvier 2011 entre la Société et ses filiales SuperSonic Imagine Inc.¹², SuperSonic Imagine GmbH et SuperSonic Imagine Limited.

¹² A la suite de la cession suivie de l'absorption de SuperSonic Imagine Inc. par Hologic Inc. (société mère d'Hologic Hub Ltd) le 27 décembre 2019, la Société a continué à fournir en 2020 les services préalablement rendus à SuperSonic Imagine Inc. à Hologic Inc. Voir paragraphe à ce sujet ci-dessous.

Cette convention couvre les prestations de services rendues par la Société à ses filiales dans les domaines suivants :

- Services administratifs,
- Services ventes et marketing,
- Assistance financière et légale,
- Services trésorerie, et
- Ressources humaines.

Un avenant à ladite convention a été conclu le 1^{er} janvier 2013 afin de préciser (i) les prestations qui seraient fournies et (ii) les conditions de facturation.

En contrepartie de ces services, la Société refacture à ses filiales les sommes suivantes :

- Refacturation intégrale du coût + 12 % sur les services administratifs ; et
- Refacturation intégrale du coût + 8 % sur les autres points couverts par la convention.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les montants facturés par la Société à chacune de ses filiales au titre de cette convention ont été les suivants :

- 192 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine GmbH ;
- 11 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine Limited.

Convention de trésorerie :

Une convention de trésorerie a été conclue le 1^{er} janvier 2011 entre la Société et ses filiales SuperSonic Imagine Inc.¹³, SuperSonic Imagine GmbH, SuperSonic Imagine Limited, SuperSonic Imagine srl, et SuperSonic Imagine (HK) Limited par le biais de laquelle elle leur consent des crédits et avances de trésorerie.

En contrepartie de ces financements, la Société facture à ses filiales des intérêts calculés sur ces emprunts et avances de trésorerie au taux Euribor 3 mois + 1 % de marge. Les intérêts non payés sont capitalisés.

Au 31 décembre 2020, les avances accordées à chacune des filiales s'élèvent à :

- 3.273 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine GmbH ;
- 2.179 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine Limited ;
- 44 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine Srl ;

Au 31 décembre 2020, les avances accordées par les filiales à la société-mère SuperSonic Imagine s'élèvent à :

- 238 milliers d'euros par SuperSonic Imagine (HK) Limited.
- 2.989 milliers d'euros par SuperSonic (Shanghai) Medical Device Co. Ltd.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a facturé les intérêts suivants à chacune de ses filiales :

- 22 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine GmbH ;
- 15 milliers d'euros à la société SuperSonic Imagine Limited ;
- Aucun à la société SuperSonic Imagine Srl ;
- Aucun à la société SuperSonic Imagine (HK) Limited ;
- Aucun à la société SuperSonic (Shanghai) Medical Device Co. Ltd.

Convention de prestations de services commerciaux et de support

Une convention de prestations de services commerciaux et de support a été conclue le 1^{er} janvier 2011 entre la Société et sa filiale SuperSonic Imagine (HK) Limited couvrant les prestations de services commerciaux, ventes et marketing rendues à la Société par sa filiale.

Un avenant à ladite convention a été conclu le 1^{er} janvier 2013 afin de préciser les conditions de facturation.

¹³ A la suite de la cession suivie de l'absorption de SuperSonic Imagine Inc. par Hologic Inc. (société mère indirecte d'Hologic Hub Ltd., actionnaire de contrôle de la Société) le 27 décembre 2019, SuperSonic Imagine Inc. n'est plus partie à cette convention.

En contrepartie de cette mise à disposition, la filiale refacture intégralement à la Société le coût de ces prestations augmentées de 8 %. **À ce titre, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, SuperSonic (HK) Limited a refacturé la Société la somme de 233 milliers d'euros.**

Le 1^{er} janvier 2016, la Société a conclu avec sa filiale SuperSonic Imagine (Shanghai) Medical Devices une convention de prestations de services Limited couvrant les prestations de services commerciaux, ventes et marketing rendues à la Société par sa filiale.

À ce titre, les prestations rendues par la filiale sont refacturées à la Société avec une augmentation de 8%. Le coût des prestations facturées par la filiale au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élève à 3,685 milliers d'euros.

Convention de prestation de services commerciaux et marketing

Une convention de prestation de services commerciaux et marketing a été conclue le 21 décembre 2015 entre la Société et ses filiales SuperSonic Imagine GmbH, SuperSonic Imagine Limited.

Une convention complémentaire a été conclue en janvier 2016 entre la Société et SuperSonic (Shanghai) Medical Device Co. Ltd.

Cette convention couvre les services fournis par la force commerciale et marketing des filiales aux autres sociétés du Groupe.

À ce titre, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, SuperSonic (GmbH) Limited a refacturé à la Société la somme de 111 milliers d'euros. Aucune somme n'a été facturée à ce titre sur l'exercice par SuperSonic Imagine Limited.

Les conventions courantes suivantes ont été conclues au cours de l'exercice 2020 :

Relations commerciales avec la société Hologic Inc. et les autres sociétés du Groupe Hologic

Suite à la cession de SuperSonic Imagine Inc. à Hologic Inc. (société mère indirecte d'Hologic Hub Ltd.) suivie de l'absorption de la première par la seconde, les relations commerciales que la Société entretenait avec SuperSonic Imagine Inc. ont été poursuivies avec la société Hologic Inc. afin d'assurer la distribution de ses produits aux États-Unis. **Au cours de l'exercice 2020, SuperSonic Imagine a signé des accords de distribution non exclusive avec plusieurs entités du groupe Hologic (HOLOGIC INC, HOLOGIC PTY LTD, BENNASAR DEMU LDA, EMSOR SRL, HOLOGIC AUSTRIA GMBH, HOLOGIC MEDICOR SUISSE GMBH).** En application de ces contrats, les entités de distribution sont considérées comme des Limited Risk Distributors et se voient assurées une marge de distribution (résultat opérationnel / chiffre d'affaires) de 3%.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le montant des ventes de produits facturées à ces entités de distribution par SuperSonic Imagine se sont élevées à 1, 590 milliers d'euros.

Le montant facturé à SuperSonic Imagine par ces entités de distribution au titre de l'égalisation de leur marge de distribution s'est élevé à 4,946 milliers d'euros.

Un accord de licence a été signé en date d'effet du 1^{er} juillet 2020 entre SuperSonic Imagine GmbH et HOLOGIC MEDICOR GMBH, par lequel SuperSonic Imagine GmbH donne droit et accès sur des biens immatériels (relation client et portefeuille client) à Hologic Medicor. Le montant des royalties s'élève à 4,8% des revenus nets d'Hologic Medicor relatif à ce portefeuille client. Le produit enregistré en 2020 au titre de cet accord s'élève à 38 milliers d'euros.

A la suite de la cession suivie de l'absorption de SuperSonic Imagine Inc. par Hologic Inc. le 27 décembre 2019, une convention de prestations de services a été conclue le 30 octobre 2020 prenant effet

rétroactivement au 1^{er} janvier 2020, entre SuperSonic Imagine et Hologic Inc. Cette convention couvre les prestations de services rendues par la Société à Hologic Inc. notamment dans les domaines suivants :

- Services comptables et financiers,
- Facturations clients et gestion des comptes clients, gestion des encaissements
- Gestion des comptes fournisseurs
- Gestion des taxes
- Autres services de *back office*.

En contrepartie de ces services, la Société refacture à Hologic Inc le coût + 4 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les montants facturés par la Société à Hologic Inc. au titre de cette convention se sont élevés à 1,787 milliers d'euros.

5. INDEMNITES VERSEES ET ACCORDS CONCLUS AVEC UN ANCIEN MANDATAIRE SOCIAL

5.1. ACCORD TRANSACTIONNEL CONCLU A LA SUITE DE LA REVOCATION DE MADAME MICHELE LESIEUR

Lors de sa réunion du 23 janvier 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé de mettre un terme au mandat de Directeur général de Madame Michèle Lesieur.

S'agissant des conditions financières liées à la fin du mandat de Directeur général de Madame Michèle Lesieur, la Société a indiqué que :

- la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2019 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros) qui lui restait due au titre d'un rappel de paiement, ainsi que la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2020 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros), calculée *pro rata temporis* du 1^{er} janvier 2020 (date du début de l'exercice 2020) au 23 janvier 2020 (date de fin de son mandat), soit un montant brut total de 87.500 euros lui ont été versées ;
- les conditions de performances (basées sur le chiffre d'affaires, l'EBIDTA et le niveau de marge) qui en conditionnaient le versement n'étant pas remplies, Madame Michèle Lesieur n'a reçu aucune indemnité de départ ;
- Madame Michèle Lesieur a irrévocablement perdu, du fait de son départ, le bénéfice de ses droits liés à l'attribution d'actions gratuites de performance de la Société au titre des tranches non encore acquises (étant rappelé que le nombre total d'actions de performance acquises gratuitement par Madame Michèle Lesieur au 23 janvier 2020 s'élevait à 60.000 actions) ;
- le principe et le paiement intégral de son bonus 2019 (d'un montant total brut de 125.000 euros) dû au titre de la réalisation d'une opération de fusion ou d'acquisition de la Société (à savoir la réalisation en 2019 de l'acquisition du contrôle de la Société par Hologic Hub Ltd.) ont été approuvés par l'assemblée ordinaire de la Société en date du 16 juin 2020, conformément aux dispositions articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce.

À la suite de son départ de la Société, Madame Michèle Lesieur a démissionné de l'ensemble des mandats sociaux qu'elle exerçait au sein des filiales de la Société.

À la suite de la décision du Conseil d'administration de la Société de révoquer Madame Michèle Lesieur de ses fonctions de Directeur général, Madame Michèle Lesieur a fait savoir à la Société qu'elle contestait formellement les motifs de sa révocation, estimant que celle-ci lui causait notamment un préjudice financier important.

À la suite de négociations entre Madame Michèle Lesieur et la Société, cette dernière a estimé qu'il était dans son intérêt de conclure un accord transactionnel lui permettant d'éviter que ce litige se transforme en contentieux judiciaire.

Le 29 janvier 2020, un accord transactionnel a été conclu entre la Société et Madame Michèle Lesieur visant, conformément aux articles 2044 et suivants du Code civil, à mettre fin au litige qui les opposait. Aux termes de cet accord, la Société a notamment versé à Madame Michèle Lesieur une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 500.000 euros, Madame Michèle Lesieur ayant consenti à titre de concession réciproque à abandonner toute revendication et/ou action à l'encontre de la Société.

Dans le cadre de cet accord transactionnel, Madame Michèle Lesieur s'est également engagée à ne pas concurrencer la Société pour une période de douze mois suivant la cessation complète de toute activité pour le compte de la Société et du Groupe, y compris à titre de consultant, en contrepartie du paiement d'une indemnité mensuelle brute de 8.333,33 euros soit au total la somme de 100.000 euros bruts.

Cet accord transactionnel a fait l'objet d'une résolution *ad hoc* soumise aux actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires du 16 juin 2020 et a reçu l'approbation des actionnaires.

5.2. CONTRAT DE CONSULTANT CONCLU AVEC L'ANCIEN DIRECTEUR GENERAL

Indépendamment des éléments évoqués ci-dessus, Madame Michèle Lesieur a accepté d'assister la Société en qualité de consultant, dans le cadre d'une mission spécifique distincte des fonctions de mandataire social qu'elle exerçait au sein de la Société.

Cette convention, conclue le 29 janvier 2020 (pour une durée de six mois à compter du 1^{er} février 2020), intervenait dans le cadre de l'exercice d'une mission spécifique, distincte des fonctions exercées antérieurement dans le cadre du mandat de Directeur général (elle était donc sans lien aucun avec ce dernier). Le montant total des honoraires versés à ce titre pour la durée de cette mission se sont élevés à 50.000 euros HT.

6. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

En raison de l'admission des instruments financiers de la Société sur le système multilatéral de négociation organisé d'Euronext Growth Paris et la radiation concomitante de ses instruments du marché réglementé d'Euronext Paris le 30 décembre 2020, les dispositions des articles L. 225-37-3, L. 225-82-2 et L. 225-100, II et III du Code de commerce (dites « *say on pay* ») ne sont plus applicables à la Société.

Le Conseil d'administration se réfère toutefois aux recommandations du Code MiddleNext pour la détermination des rémunérations et des avantages consentis aux mandataires sociaux. Conformément à ces recommandations et aux exigences légales et réglementaires, il respecte en particulier les principes suivants :

- exhaustivité: partie fixe, partie variable (bonus), stock-options, actions gratuites, conditions de retraite et avantages particuliers sont retenus, le cas échéant, dans l'appréciation globale de la rémunération ;
- cohérence et équité sociale : la politique applicable à la rémunération des administrateurs et du Directeur général est cohérente avec la rémunération générale applicable aux autres dirigeants et salariés de la Société et de ses filiales et prend en compte les conditions de rémunération et d'emploi des salariés de la Société et de ses filiales ;
- équilibre et mesure :
 - les structures de rémunération des mandataires sociaux exécutifs et non exécutifs, leurs composantes et leurs montants, respectent l'intérêt social et contribuent à la stratégie commerciale (à moyen et long terme) ainsi qu'à la pérennité de la Société chaque élément de la rémunération est motivé et correspond à l'intérêt général de l'entreprise ;
 - proportionnalité de la politique de rémunération à la situation financière de la Société ;
 - alignement de la politique de rémunération avec les intérêts des actionnaires de la Société ;
 - un juste équilibre tenant compte de l'intérêt général du Groupe par rapport aux pratiques du marché et du rôle et des responsabilités des mandataires sociaux ;
- transparence : une information annuelle complète des actionnaires sur les éléments de rémunération attribués ou versés au cours de l'exercice précédent en conformité à la réglementation applicable.

La rémunération des membres du Conseil d'administration due au titre de leur mandat au sein de la Société se compose uniquement des éléments fixes décrits ci-dessous, à l'exclusion de tous avantages en nature, de toute rémunération exceptionnelle ou variable ou de toute rémunération en actions ou en bons de souscription d'actions. Les membres du Conseil d'administration auront néanmoins droit au remboursement de leurs frais de déplacement et de représentation sur présentation de justificatifs.

Les membres du Conseil d'administration ne bénéficient, au titre de leur mandat, d'aucun régime de retraite supplémentaire ni d'aucune rémunération ou d'indemnité de départ ou d'engagement de non-concurrence. Les membres du Conseil d'administration ne bénéficient d'aucun contrat de travail ou de tout autre contrat de prestations de services conclu avec la Société ou l'une quelconque de ses filiales.

Il est précisé, à toutes fins utiles, que les membres non indépendants du Conseil d'administration exercent par ailleurs des mandats ou fonctions salariés rémunérés au sein du groupe Hologic, lesquels mandats et fonctions n'entretiennent aucun lien avec les mandats qui leur ont été confiés au sein de la Société.

Rémunération du président du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration du 10 février 2021 a, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, maintenu la rémunération annuelle de Monsieur Michael Brock au titre de son mandat de président du Conseil d'administration à un montant fixe brut annuel de 45.000 euros.

La rémunération du président du Conseil d'administration a pour objectif d'offrir une rémunération globale lisible et transparente, compétitive et motivante en cohérence avec les pratiques de marché ainsi qu'avec les responsabilités qui lui sont confiées.

Rémunération des membres du Conseil d'administration (ex jetons de présence)

L'assemblée générale annuelle de la Société en date du 16 juin 2020 a autorisé une enveloppe globale de 100.000 euros relative au montant annuel des rémunérations attribuable aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice 2020 qui sera répartie par le Conseil d'administration aux administrateurs.

La détermination de la rémunération des membres du Conseil d'administration se fait en fonction du nombre ainsi que sur la qualité des présences (présence physique ou par visioconférence) pour chaque réunion du Conseil d'administration ainsi que le cas échéant au Comité d'audit ou au Comité des nominations et des rémunérations.

Le montant de la rémunération au titre de la présence des membres indépendants du Conseil d'administration étant ainsi affecté d'un coefficient 100% en cas de présence physique (soit 2.500 euros), de 50% en cas de présence par visioconférence (soit 1.250 euros), aucune rémunération n'étant perçue en cas d'absence.

Le montant maximum de la rémunération au titre de la présence au Conseil d'administration pouvant être perçu par un administrateur indépendant est plafonné annuellement à 25.000 euros.

À ce titre, sous réserve de la décision de répartition du Conseil d'administration conformément aux principes énoncés ci-dessus :

- Monsieur Michael Brock, administrateur indépendant, bénéficie d'une rémunération au titre de sa présence aux Conseils d'administration ainsi qu'au Comité d'Audit et au Comité des nominations et des rémunérations dans la limite de 25.000 euros,
- Madame Ghislaine Gueden, administratrice indépendante, bénéficie d'une rémunération au titre de sa présence aux Conseils d'administration ainsi qu'au Comité des nominations et des rémunérations dans la limite de 25.000 euros,
- Monsieur Antoine Bara, administrateur non indépendant, ne bénéficie d'aucune rémunération au titre de sa présence aux Conseils d'administration ainsi qu'aux Comités ;
- Madame Patricia Dolan, administratrice non indépendante, ne bénéficie pas d'une rémunération au titre de sa présence aux Conseils d'administration ainsi qu'aux Comités ; Madame Patricia Dolan a démissionné de ses fonctions de membre du Conseil d'administration le 30 décembre 2020 ;
- Madame Souad Belarbi, administratrice non indépendante, ne bénéficie d'aucune rémunération au titre de sa présence aux Conseils d'administration ;
- Monsieur Michelangelo Stefani, administrateur non indépendant, ne bénéficie d'aucune rémunération au titre de sa présence aux Conseils d'administration ainsi qu'aux Comités.

6.1. REMUNERATIONS ET AVANTAGES VERSES OU ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX DE LA SOCIETE AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

6.1.1 Rémunération et avantages versés ou attribués aux membres du Conseil d'administration de la Société au titre de l'exercice 2020

La rémunération des membres du Conseil d'administration a été répartie par le Conseil d'Administration comme suit :

Mandataires sociaux	Exercice 2020	Exercice 2019
Non dirigeants		
Michael Brock		
Rémunération (ex jetons de présence)	17.500 €	25.00 0€
Autres rémunérations	45.000 €	45.000 €
Ghislaine Gueden		
Rémunération (ex jetons de présence)	15.000 €	25.000 €
Autres rémunérations		
Antoine Bara		
Rémunération (ex jetons de présence)		
Autres rémunérations		
Michelangelo Stefani		
Rémunération (ex jetons de présence)		
Autres rémunérations		
Patricia Dolan (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)		
Autres rémunérations		
Guy Frija (2)		
Rémunération (ex jetons de présence)		16.250 €
Autres rémunérations		
Daniele Guyot-Caparros (2)		
Rémunération (ex jetons de présence)		25.000 €
Autres rémunérations		
TOTAL	77.500	136.250

(1) Madame Patricia Dolan a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société le 30 décembre 2020. Le Conseil d'administration du 19 janvier 2021, prenant acte de cette démission, a nommé, ainsi que le permettent les dispositions de l'article L. 225-24 du Code de commerce, à titre provisoire et avec effet immédiat, Madame Souad Belarbi (employée du groupe Hologic) en qualité d'administrateur (sous réserve de la ratification de l'Assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020).

(2) A la suite de la réalisation de l'acquisition par Hologic Hub Ltd. d'un bloc représentant environ, à cette date, 46% du capital social de la Société, Monsieur Guy Frija et Madame Danielle Guyot-Caparros ont démissionné de leurs fonctions de membres du Conseil d'administration de la Société le 2 août 2019.

Rémunérations versées aux mandataires sociaux non dirigeants		
Mandataires sociaux Non dirigeants	Exercice 2020 Montants versés	Exercice 2019 Montants versés
Michael Brock		
Rémunération (ex jetons de présence)	25 000 €	25 000 €
Autres rémunérations	45 000 €	33 750 €
Ghislaine Gueden		
Rémunération (ex jetons de présence)	25 000 €	
Autres rémunérations	-	
Antoine Bara (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	-	
Autres rémunérations	-	
Michelangelo Stefani (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	-	
Autres rémunérations	-	
Patricia Dolan (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	-	
Autres rémunérations	-	
Sabine Lochmann Beaujour (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	-	2 500
Autres rémunérations	-	
Alexia Perouse (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	-	22 500
Autres rémunérations	-	
Guy Frija (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	16 500	16 250
Autres rémunérations	-	
Daniele Guyot-Caparros (1)		
Rémunération (ex jetons de présence)	25 000	12 500
Autres rémunérations	-	
TOTAL	136 250 €	112 500 €

- (1) A la suite de la réalisation de l'acquisition par Hologic Hub Ltd. d'un bloc représentant environ, à cette date, 46% du capital social de la Société, Bpifrance Investissement (représentée par Monsieur Philippe Boucheron), Mérieux Participations (représentée par Monsieur Thierry Chignon), Monsieur Guy Frija et Madame Danielle Guyot-Caparros ont démissionné de leurs fonctions de membres du Conseil d'administration de la Société le 2 août 2019. Le Conseil d'administration, prenant acte de ces démissions, a nommé, ainsi que le permettent les dispositions de l'article L. 225-24 du Code de commerce, à titre provisoire et avec effet immédiat, Monsieur Michelangelo Stefani, Madame Patricia Dolan et Monsieur Antoine Bara (employés d'Hologic) en qualité d'administrateurs (sous réserve de la ratification de l'Assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019).

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées à chaque administrateur par la Société ou toute société de son Groupe durant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020
Néant

Options de souscription ou d'achat d'actions levées par chaque administrateur durant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020

Néant.

Actions attribuées gratuitement à chaque administrateur durant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020

Néant

6.1.2 Rémunération et avantages versés ou attribués au Directeur général de la Société au titre de l'exercice 2020

- **Concernant Madame Michèle Lesieur**

Rémunération fixe

Madame Michèle Lesieur, en qualité de Directeur général, a perçu la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2020 calculée *pro rata temporis* du 1^{er} janvier 2020 au 23 janvier 2020, soit un montant brut de 16.041,67 euros. Il est rappelé que sa rémunération annuelle fixe était d'un montant brut de 275.000 euros au titre de l'exercice 2019.

Rémunération variable annuelle

Aucune rémunération variable au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 n'était due à Madame Michèle Lesieur, Directeur Général.

Il est rappelé qu'une rémunération variable d'un montant brut maximum de 125.000 euros, due dans son intégralité en cas de réalisation d'une opération de fusion ou d'acquisition résultant en un changement de contrôle de la Société, lui a été versée suite à la constatation de l'opération de changement de contrôle réalisée durant l'exercice 2019 par le Conseil d'administration dans sa réunion du 17 mars 2020.

Le principe et le paiement intégral de cette rémunération variable ont été soumis à l'assemblée générale ordinaire de la Société du 16 juin 2020 (dix-septième résolution approuvée à 99,98%).

Les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toutes natures du Directeur général sont discutés et arrêtés par le Conseil d'administration. La détermination des critères relatifs à la rémunération variable par le Conseil d'administration vise à un alignement des intérêts au sein de la Société, et notamment avec la stratégie à moyen et long terme de la Société et l'intérêt des actionnaires.

Avantages en nature/espèce

Au titre de l'exercice 2020, Madame Michèle Lesieur a bénéficié d'un avantage en espèces logement à hauteur de 927,17 euros brut annuel, d'un avantage véhicule à hauteur de 1.065,10 euros brut annuel.

Attribution gratuite d'actions

Madame Michèle Lesieur a irrévocablement perdu, du fait de son départ, le bénéfice de l'ensemble de ses droits liés à l'attribution d'actions gratuites de performance de la Société au titre des tranches non encore acquises.

Il est rappelé, à toutes fins utiles, que le nombre total d'actions de performance acquises gratuitement par Madame Michèle Lesieur au titre de l'unique plan d'attribution dont elle était bénéficiaire s'élevait à 60.000 actions.

Indemnités, avantages et rémunérations accordés au Directeur général à raison de la cessation ou du changement de ses fonctions / rémunération exceptionnelle

Dans le cadre de la révocation de Madame Michèle Lesieur de ses fonctions de Directeur général de la Société, le Conseil d'administration a constaté, lors de sa séance du 23 janvier 2020, que les critères de performance (basés sur le chiffre d'affaires, l'EBIDTA et le niveau de marge) conditionnant l'octroi à l'intéressée de son indemnité de départ, égale à 12 mois de rémunération brute (fixe et variable), n'étaient pas remplis, sur

la base des éléments financiers alors disponibles, et qu'à ce titre Madame Michèle Lesieur n'était pas éligible à recevoir cette indemnité.

Par conséquent, aucun paiement n'a été effectué par la Société à Madame Michèle Lesieur au titre de son indemnité de départ. Les informations relatives au départ de Madame Michèle Lesieur sont détaillées en Section 3.1 de la Partie 2 du présent document.

Rémunérations versées ou attribuées par une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce

Le Directeur général ne bénéficiait d'aucune rémunération à ce titre.

- Concernant Monsieur Antoine Bara

Lors de sa réunion du 23 janvier 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé de révoquer Madame Michèle Lesieur de son mandat de Directeur général de la Société. Suite à cette révocation, Antoine Bara, également membre du Conseil d'administration de la Société, a été nommé en qualité Directeur général de la Société (à compter du 23 janvier 2020) jusqu'au Conseil d'administration suivant l'Assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Il est précisé que Monsieur Antoine Bara exerce par ailleurs des fonctions salariées au sein du groupe Hologic (groupe auquel appartient la société Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire de la Société).

Le Conseil d'administration a ainsi décidé, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, et en tenant compte de la situation de la Société et de ses filiales, de ne pas allouer de rémunération (fixe, variable ou exceptionnelle) au Directeur général de la Société au titre de son mandat pour l'exercice 2020.

Le Directeur général ne bénéficie, au titre de son mandat, d'aucun régime de retraite supplémentaire ni d'aucun engagement pris par la Société correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou d'un changement de fonctions, ou postérieurement à celles-ci (en ce compris toute indemnité de non-concurrence).

Il est précisé que le Directeur général ne bénéficie d'aucun contrat de travail ou de tout autre contrat de prestations de services conclu avec la Société ou l'une quelconque de ses filiales.

Tableau récapitulatif des rémunérations des mandataires sociaux exécutifs sur les deux derniers exercices

Récapitulatif des rémunérations attribuées à chaque mandataire social				
En euros	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Michèle Lesieur – Directeur général jusqu'au 23 janvier 2020				
Rémunération fixe annuelle	16 042	103 334	275 000	192 500
Rémunération variable (1)		125 000	125 000	
Rémunération exceptionnelle	541 670	541 670		
Rémunération (ex jetons de présence)				
Avantages en nature	1 992	1 992	17 227	17 227
Total	559 704	771 996	417 227	209 727
Antoine Bara – Directeur général				
Rémunération fixe annuelle				
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Rémunération (ex jetons de présence)				
Avantages en nature				
Total				
Total	559 704	771 996	417 227	209 727

(1) Le Conseil d'administration, lors de ses réunions du 13 février 2019 et du 20 juin 2019 a, sur recommandation du Comité des rémunérations et des nominations, modifié les objectifs dont l'atteinte détermine le droit au paiement d'une rémunération variable pouvant atteindre un montant brut maximum de 125.000 euros. Dans ce cadre, il a été prévu que la rémunération variable du Directeur général serait due dans son intégralité en cas de réalisation d'une opération de fusion ou d'acquisition résultant en un changement de contrôle de la Société.

Lors de sa réunion en date du 17 mars 2020, le Conseil d'administration, constatant qu'une opération de changement de contrôle a bien été réalisée durant l'exercice 2019 (à l'issue de laquelle Hologic Hub Ltd. est devenu propriétaire d'environ 80,85% du capital social et des droits de vote de la Société¹⁴), a pris acte que les objectifs susmentionnés ont effectivement bien été atteints.

Le principe et le paiement intégral de la rémunération variable 2019 (d'un montant total brut total de 125.000 euros) dû au titre du changement de contrôle de la Société ont été approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de la Société en date du 16 juin 2020 (conformément aux dispositions des articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce).

Tableau récapitulatif des indemnités ou des avantages des mandataires sociaux exécutifs

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages susceptibles d'être dus à raison de la cession ou du changement des fonctions	Indemnité relative à une clause de non concurrence
Michèle Lesieur – Directeur général Date de début du mandat : 28 mai 2018 Date de fin du mandat : 23 janvier 2020	NON	NON	OUI(1)	NON
Antoine Bara – Directeur général Date de début du mandat : 23 janvier 2020 Date de fin du mandat : en cours	NON	NON	NON	NON

(1) Dans le cadre de la révocation de Madame Michèle Lesieur de ses fonctions de Directeur général de la Société, le Conseil d'administration a constaté, lors de sa séance du 23 janvier 2020, que les critères de performance (basés sur le chiffre d'affaires, l'EBIDTA et le niveau de marge) conditionnant l'octroi à l'intéressée de son indemnité de départ, égale à 12 mois de rémunération brute (fixe et variable), n'étaient pas remplis, sur la base des éléments financiers alors disponibles, et qu'à ce titre Madame Michèle Lesieur n'était pas éligible à recevoir cette indemnité. Par conséquent, aucun paiement n'a été effectué par la Société à Madame Michèle Lesieur au titre de son indemnité de départ, pour plus d'information se référer à la Section 3.1 de la Partie 2 du présent document.

¹⁴ Sur la base du capital social de la Société à la date de clôture de l'offre publique le 16 décembre 2019.

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites des mandataires sociaux exécutifs

<i>En euros</i>	Exercice 2020	Exercice 2019
Michèle Lesieur – Directeur général du 28 mai 2018 au 23 janvier 2020		
Rémunération due au titre de l'exercice	559 704	417 227
Valorisation des stock-options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Total	559 704	417 227
Antoine Bara – Directeur général à compter du 23 janvier 2020		
Rémunération due au titre de l'exercice		
Valorisation des stock-options attribuées au cours de l'exercice		
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice		
Total		
Total	559 704	417 227

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour le Directeur général durant les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020

Nom	Prénom	Nombre d'actions gratuites acquises 2020	Nombre d'actions gratuites acquises 2019
LESIEUR	Michèle	0	0
BARA	Antoine	0	0

7. CHARTE DEONTOLOGIQUE BOURSIERE

Une charte de déontologie a été mise en place au sein de la Société en 2014, année de son introduction en bourse.

8. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

8.1. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Le tableau de l'actionnariat ci-après présente la répartition du capital social et des droits de vote de la Société, sur une base non diluée au 31 décembre 2020:

<i>Au 31 décembre 2020</i>				
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Direction et employés	60,800	0.3%	60,800	0.3%
Hologic Hub Ltd	19,501,413	80.7%	19,501,413	81%
Autres	4,511,484	18.7%	4,511,484	18.7%
Auto-détention	100,732	0.4%	0	0.0%
Total	24,174,429	100.0%	24,073,697	100.0%

À la connaissance de la Société, Hologic Hub Ltd. détenait au 31/12/2020, 19,501,413 actions de la Société représentant environ 81% du capital et des droits de vote de la Société.

A la connaissance de la Société, aucune autre modification significative dans la détention du capital social ou des droits de vote n'est intervenue depuis le 31 décembre 2020.

8.2. CAPITAL DETENU PAR LES SALARIES

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons, qu'à la date du 31 décembre 2020, 0,3% du capital social de la Société était détenu par des salariés.

En mars 2017 et avril 2018, la Société a mis en place des plans d'actions gratuites au bénéfice de ses salariés et mandataires sociaux. A la date du présent document, un nombre total de 351.100 actions gratuites de performance ont été définitivement acquises par les salariés et les mandataires sociaux de la Société, au titre de ces plans, représentant environ 1,45 % du capital et des droits de vote de la Société, dans le cadre des autorisations consenties par l'Assemblée générale des actionnaires, et 275.200 actions gratuites de performance au bénéfice de salariés et de mandataires sociaux de la Société, représentant environ 1,14 % du capital et des droits de vote de la Société, sont en cours d'acquisition.. Les actions gratuites sont acquises par tranches annuelles de 20%, puis soumise à une période de conservation de douze mois. Suite à la prise de contrôle de la Société par Hologic Hub Ltd., l'acquisition des actions gratuites n'est plus soumise à des conditions de performance mais reste soumise à la condition de présence des bénéficiaires en qualité de salarié ou de mandataire social de la Société. Ainsi, sauf cas exceptionnel apprécié avec l'accord du Conseil d'administration, tout bénéficiaire perd irrévocablement ses actions gratuites au titre des tranches non encore acquises :

- en cas de démission effective avant la fin d'une période d'acquisition, la perte des actions gratuites prendra effet au jour de la fin du contrat de travail ou du mandat social du bénéficiaire ; ou
- en cas de licenciement ou de révocation pour quel que motif que ce soit avant la fin de la période d'acquisition, la perte des actions gratuites prendra effet au jour de la notification du licenciement ou de la révocation selon le cas.

- En octobre 2013 et en septembre 2014, la Société mis en place trois plans d'options de souscription d'actions au bénéfice de certains salariés et mandataires sociaux. A la connaissance de la Société, il existe, au jour du présent document, 128.282 options de souscription d'actions en circulation, dont l'exercice serait susceptible de donner lieu à la souscription d'un nombre total de 126.947 actions représentant environ 0,53% du capital et des droits de vote de la Société (soit 21.258 actions au titre des plans en date du 4 octobre 2013 et 105.689 actions au titre du plan en date du 19 septembre 2014), pour un prix d'exercice s'élevant à 0,10 euro par action s'agissant des options de souscription d'actions attribuées en 2013 et 8,18 euros par action s'agissant des options de souscription d'actions attribuées en 2014.

À la date du présent document, aucun instrument dilutif en circulation n'est détenu par des administrateurs ou par le Directeur général.

À la date du présent document, il n'existe aucun instrument dilutif en circulation, à l'exception des actions gratuites et des options de souscription d'actions décrites ci-dessus.

8.3. FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION AU COURS DE L'EXERCICE

Conformément à l'article 8.3 des statuts de la Société et aux articles L. 233-7 et suivants du code de commerce, Hologic Hub Ltd a déclaré à la Société avoir franchi (i) à la hausse, le 27 mars 2020, le seuil de 81%, (ii) à la baisse, le 14 avril 2020, le seuil de 81% et (iii) à la hausse, le 11 mai 2020, le seuil de 81%¹⁵.

À la connaissance de la Société, aucune autre modification significative dans la détention du capital social ou des droits de vote n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

8.4. FRANCHISSEMENTS DE SEUILS STATUTAIRES – DROIT DE VOTE

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, de quelque manière que ce soit, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, directement ou indirectement, une fraction égale à trois pour cent (3%) du capital ou des droits de vote de la Société, doit communiquer à la Société les informations visées à l'article L. 233-7-I du Code de commerce (notamment le nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède) au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par tout autre moyen équivalent pour les personnes résidant hors de France, adressée au siège social dans le délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de seuil.

Cette obligation s'applique également, dans les conditions ci-dessus, chaque fois qu'un nouveau seuil de trois pour cent (3%) du capital ou des droits de vote de la société sera atteint ou franchi, quelle qu'en soit la raison, et ce y compris au-delà du seuil légal de 5%.

Tout actionnaire dont la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure à l'un des seuils prévus ci-dessus est également tenu d'en informer la Société dans le même délai de quatre jours de bourse, selon les mêmes modalités.

En cas de non-respect de cette disposition et sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant cinq pour cent (5%) au moins du capital ou des droits de vote de la société, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

À la date de publication du présent rapport annuel, les droits de vote de chaque actionnaire sont égaux au nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux. Il n'a pas été instauré de droit de vote double et la Société n'a pas l'intention d'en accorder.

Il n'existe aucune clause statutaire ou accord entre actionnaires, dont la société a connaissance, et qui peuvent entraîner des restrictions à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

¹⁵ Etant précisé qu'il a été fait pour les besoins des déclarations de franchissement de seuils, une assimilation, sur le fondement de l'article L. 233-9 du Code de commerce, des actions auto-détenues de la Société, aux actions détenues par Hologic Hub Ltd.

8.5. OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

En application de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, sont déclarées ci-après les opérations suivantes réalisées par les dirigeants ou les personnes auxquelles ils sont étroitement liés sur l'exercice 2020 :

Nom du dirigeant ou nom de la personne étroitement liée / Fonctions	Nom du dirigeant auquel la personne est étroitement liée	Date	Lieu	Nature de la transaction	Instrument financier	Prix d'achat moyen par action (€)	Nombre d'actions acquises	Transaction liée à l'exercice de programmes d'options sur actions ou sur attribution d'actions gratuites ou de performances
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	11 février 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4422	7 950	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	12 février 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4682	4 123	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	13 février 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4521	1 750	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	14 février 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4864	8 375	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	20 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,2878	39 159	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	23 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,2809	12 997	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	24 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,3345	11 280	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	25 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,3853	16 390	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	26 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4499	5 154	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	27 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4977	80 735	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	30 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,5000	50 949	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	31 mars 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,5000	5 050	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	16 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4848	6540	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	17 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4731	2 479	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	20 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4418	425	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	21 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4900	100	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	22 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4900	75	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	23 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4900	100	Non

Nom du dirigeant ou nom de la personne étroitement liée / Fonctions	Nom du dirigeant auquel la personne est étroitement liée	Date	Lieu	Nature de la transaction	Instrument financier	Prix d'achat moyen par action (€)	Nombre d'actions acquises	Transaction liée à l'exercice de programmes d'options sur actions ou sur attribution d'actions gratuites ou de performances
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	24 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4866	14 233	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	27 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4500	839	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	28 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4500	655	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	29 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4556	3 235	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	30 avril 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4700	1 900	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	4 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4500	11 081	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	5 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4500	3 084	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	6 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4500	1 151	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	8 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4500	262	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	11 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4835	2 550	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	12 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4910	12 100	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	13 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4650	1 719	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	14 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4650	4 029	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	15 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4850	1 200	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	22 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4825	1 915	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	26 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4800	100	Non
Hologic Hub Ltd.	Michelangelo Stefani	28 mai 2020	Euronext Paris	Acquisition	Action	1,4800	1 120	Non

8.6. CONTROLE DE LA SOCIETE

À la date de publication du présent rapport annuel, Hologic Hub Ltd., société indirectement détenue par Hologic Inc. (Nasdaq: HOLX) société de droit américain, est actionnaire de contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À la connaissance de la Société, il n'existe ni action de concert entre ses actionnaires ni accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

À la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord qui, s'il était modifié ou prenait fin en cas de changement de contrôle de la Société, aurait un impact significatif sur la Société.

8.7. ÉTAT DES NANTISSEMENTS D' ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

À la connaissance de la Société, aucune de ses actions n'a été donnée en nantissement par l'un de ses actionnaires.

8.8. ACCORDS PREVOYANT DES INDEMNITES POUR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU LES SALARIES

Aucun accord n'a été mis en place par la Société afin de prévoir des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

8.9. INFORMATIONS SUR LE TITRE

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 30 octobre 2020 à huis clos a approuvé le projet de transfert de la cotation des titres émis par la Société du marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) vers le système multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Cette opération a permis à la Société de voir ses titres admis aux négociations sur un marché plus en rapport avec sa taille, sa capitalisation boursière et le niveau de son capital flottant. Le transfert vers Euronext Growth permettra en effet à la Société d'alléger les obligations et contraintes qui pèsent sur elle et, par voie de conséquence, de diminuer les coûts liés à sa cotation, tout en conservant aux actions leur caractère négociable sur un marché financier. Ce transfert permet également l'application du référentiel comptable français dès la publication des comptes semestriels au 30 juin 2021 de la Société.

La demande d'admission des titres de la Société sur le marché Euronext Growth a été approuvée par l'Euronext Listing Board en date du 18 décembre 2020.

Les principales conséquences de ce transfert sont détaillées en Note 16 de la partie 3 du présent document Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Depuis le 30 décembre 2020 les actions de la Société sont admises à la négociation sur le système multilatéral de négociation Euronext Growth à Paris sous le code ISIN FR0010526814 (code mnémonique : « ALSSI »).

En date du 31 décembre 2020, le cours de l'action était de 1,28 euros, soit une capitalisation de 30,9 millions d'euros. Au 31 décembre 2019, le cours de l'action (alors admise aux négociations sur Euronext Paris) était de 1,454 euros, soit une capitalisation de 34,9 millions d'euros. Le cours le plus haut de l'exercice 2020 est à 1,50 euros et le cours le plus bas à 1,126 euro.

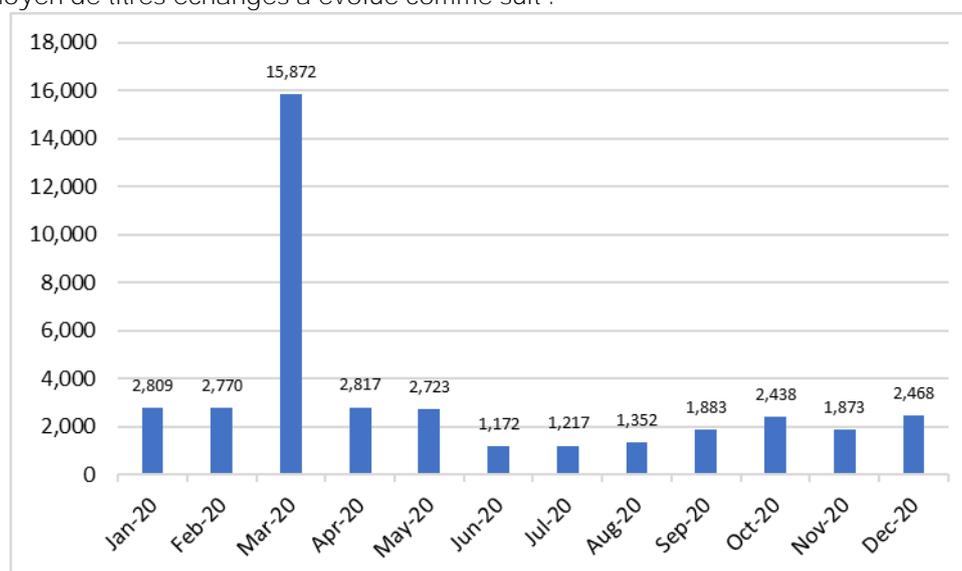
Les informations concernant les valorisations et échanges du titre se détaillent comme suit :

	Cours moyen	Nombre moyen de titres échangés
janv-20	1,43 €	2.809
févr-20	1,43 €	2.770
mars-20	1,34 €	15.872
avr-20	1,45 €	2.817
mai-20	1,47 €	2.723
juin-20	1,48 €	1.172
juil-20	1,45 €	1.217
août-20	1,37 €	1.352
sept-20	1,36 €	1.883
oct-20	1,40 €	2.438
nov-20	1,36 €	1.873
déc-20	1,30 €	2.468
2020	1,40 €	3.369

Au cours de l'exercice 2020, le cours de l'action a varié comme suit :



Le nombre moyen de titres échangés a évolué comme suit :



8.10. REGLES APPLICABLES A LA NOMINATION ET AU REMPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET A LA MODIFICATION DES STATUTS

8.10.1 Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration sont décrites à la Section 1 de la Partie 2 du présent document.

8.10.2 Règles applicables à la modification des statuts

Conformément à la loi, l'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Toute clause contraire est réputée non écrite.

8.10.3 Pouvoirs du Conseil d'administration

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont décrits à la Section 1 de la Partie 2 du présent document.

8.11. TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée générale	Durée de validité / expiration	Plafonds	Modalités de détermination du prix	Solde disponible
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions	16 juin 2020 22 ^{ème} résolution	18 mois (9)	Prix unitaire maximum de 3€ par action, plafond global de 4.500.000€ dans la limite de 10% du capital social		(8)
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions	16 juin 2020 23 ^{ème} résolution	24 mois	10% du montant du capital social par période de 24 mois		(7)
Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	13 mai 2019 16 ^{ème} résolution	26 mois	1.200.000€ pour les titres de capital et 15.000.000 € pour les titres de créances (1)		(7)
Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public	13 mai 2019 17 ^{ème} résolution	26 mois	600.000€ pour les titres de capital et 15.000.000 € pour les titres de créances (1)	(2)	(7)
Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par	13 mai 2019 18 ^{ème} résolution	26 mois (9)	480.000€ (1) dans la limite de	(2)	(7)

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée générale	Durée de validité / expiration	Plafonds	Modalités de détermination du prix	Solde disponible
émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier			20% du capital social par période de 12 mois pour les titres de capital et 15.000.000 € pour les titres de créances (1)		
Autorisation au Conseil d'administration, en cas d'émission d'actions ou de toute valeur mobilière donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission dans la limite de 10% du capital social et dans les limites prévues par l'Assemblée générale, dans le cadre des résolutions n°16 à 20	13 mai 2019 21 ^{ème} résolution	26 mois (9)	Dans la limite de 10% du capital social par période de 12 mois	(3)	(7)
Délégation au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, dans le cadre des résolutions n°16 à 20	13 mai 2019 22 ^{ème} résolution	26 mois	Dans la limite de 15% de l'émission initiale (1)	Même prix que l'émission initiale	(7)
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société	13 mai 2019 23 ^{ème} résolution	26 mois	600.000€ pour les titres de capital et 15.000.000 € pour les titres de créances (1)		(7)
Délégation de pouvoir à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement	13 mai 2019 24 ^{ème} résolution	26 mois	Dans la limite de 10% du capital social tel qu'existant à la date de l'opération		(7)

Nature de la délégation	Date de l'Assemblée générale	Durée de validité / expiration	Plafonds	Modalités de détermination du prix	Solde disponible
et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, dans la limite de 10% du capital, pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange			pour les titres de capital et 15.000.000 € pour les titres de créances (1)		
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres	13 mai 2019 26 ^{ème} résolution	26 mois	50.000€		(7)
Autorisation à donner au conseil de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société	13 mai 2019 27 ^{ème} résolution	38 mois	1.500.000 actions (6) et le nombre total d'actions pouvant être souscrites sur exercice des options de souscription d'actions attribuées et non encore levées ne pourra jamais être supérieur au tiers du capital social,	(5)	(7)
Autorisation à donner au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre	13 mai 2019 28 ^{ème} résolution	38 mois	1.000.000 actions et dans la limite de 10% du capital social (4)		(7)

(1) Ces montants ne sont pas cumulatifs. Le plafond cumulé maximum, autorisé par l'Assemblée générale du 13 mai 2019, des augmentations de capital en valeur nominale en vertu des délégations conférées aux termes des résolutions n°16 à n°20 et, des résolutions n°22 à n°24 est fixée à 1.200.000 euros. Le montant nominal global des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société donnant accès au

capital de la Société en vertu des délégations conférées par l'Assemblée générale du 13 mai 2019 aux termes des résolutions n°16 à n°20 et, des résolutions n°22 à n°24 ne pourra pour sa part, excéder 30.000.000 euros.

(2) Le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières sera au moins égal à la valeur minimum fixée par la loi et les règlements applicables au moment où il est fait usage de la délégation, soit actuellement à la moyenne pondérée des cours cotés des trois derniers jours de bourse précédant sa fixation, tel que le cas échéant diminué de la décote maximale autorisée par la législation de 5 % et corrigé en cas de différence de date de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus.

(3) Aussi longtemps que les actions de la Société seront admises aux négociations sur un marché ou une bourse de valeurs, le prix d'émission des actions ou la somme qui reviendra à la Société pour chacune

a) Le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne des cours pondérée par les volumes des 3 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 25 %, étant rappelé qu'il ne pourra en tout état de cause être inférieur à la valeur nominale d'une action de la Société à la date d'émission des actions concernées, et étant précisé que dans l'hypothèse de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission des actions susceptibles de résulter de leur exercice, de leur conversion ou de leur échange pourra le cas échéant être fixé, à la discrétion du Conseil d'administration, par référence à une formule de calcul définie par celui-ci et applicable postérieurement à l'émission desdites valeurs mobilières (par exemple lors de leur exercice, conversion ou échange) auquel cas la décote maximale susvisée pourra être appréciée, si le Conseil d'administration le juge opportun, à la date d'application de ladite formule (et non à la date de fixation du prix de l'émission) ;

b) Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini au paragraphe a) ci-dessus.

(4) Ces montants ne sont pas cumulatifs. Le plafond global pour les émissions autorisées est de 1,500,000 actions, en vertu des délégations conférées par l'Assemblée générale du 13 mai 2019 aux termes des résolutions n°27 à 29.

(5) Le prix d'achat ou de souscription par action sera fixé par le Conseil d'administration au jour où l'option est consentie dans les limites prévues par la loi et la résolution concernée, sans pouvoir être inférieur à 95 % de la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration d'attribuer les options, arrondi à l'euro inférieur, ni, s'agissant des options d'achat, à 80 % du cours moyen d'achat des actions auto-détenues par la Société, arrondi à l'euro inférieur.

(6) Le prix d'émission d'un bon de souscription d'actions sera déterminé par le Conseil d'administration au jour de l'émission dudit bon de souscription d'actions en fonction des caractéristiques de ce dernier et sera au moins égal à 5 % de la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des 5 dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la date d'attribution dudit bon de souscription d'actions par le Conseil d'administration. Aussi longtemps que les actions de la Société seront admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix de souscription d'une action ordinaire de la Société sur exerce d'un bon de souscription d'actions, qui sera déterminé par le Conseil d'administration au moment de l'attribution des bons de souscription d'actions, devra être au moins égal à la plus élevée des trois valeurs suivantes :

a) le prix de vente d'une action à la clôture sur ce marché réglementé le jour précédant celui de la décision du Conseil d'administration d'attribuer les bons de souscription d'actions,

b) la moyenne des cours cotés aux 20 séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration d'attribuer les bons de souscription d'actions,

c) si une ou plusieurs augmentations de capital étai(en)t réalisée(s) moins de six mois avant la décision du Conseil d'administration d'attribuer les bons de souscription d'actions concernés, le prix de souscription d'une action ordinaire de la Société retenu dans le cadre de la plus récente desdites augmentations de capital appréciée à la date d'attribution de chaque bon de souscription d'actions.

(7) Les délégations visées n'ont pas été utilisées durant l'exercice clos le 31 décembre 2020.

(8) La délégation visée a été utilisée dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Gilbert Dupont et suspendu à la demande de la Société jusqu'à nouvelle instruction. A ce jour, la Société détient 100,732 de ses propres actions au titre dudit contrat de liquidité.

(9) Sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration ne peut faire usage de ladite délégation ou autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

(10) Les catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées sont définies comme suit dans la résolution approuvée :

(i) des sociétés, institutions ou entités quelle que soit leur forme, françaises ou étrangères, exerçant une part significative de leurs activités dans le secteur de la santé et/ou des équipements et dispositifs médicaux et/ou dans le domaine pharmaceutique et/ou biotechnologique, et/ou

(ii) des personnes physiques ou morales, (en ce compris des sociétés), trusts ou fonds d'investissement (en ce compris, sans limitation, tout FCPI, FPCI, FCPR ou FIP), ou autres véhicules de placement, quelle que soit leur forme, de droit français ou étranger, investissant à titre habituel dans le secteur de la santé et/ou des équipements et dispositifs médicaux et/ou dans le domaine pharmaceutique et/ou biotechnologique, et/ou

(iii) des prestataires de service d'investissement français ou étranger, ou tout établissement étranger ayant un statut équivalent, susceptibles de garantir la réalisation d'une émission destinée à être placée auprès des personnes visées au (i) et/ou (ii) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis.

(11) Les catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées sont définies comme suit dans la résolution approuvée : tout établissement de crédit, tout prestataire de services d'investissement ou membre **d'un syndicat bancaire de placement ou tout fonds d'investissement** ou société s'engageant à garantir la réalisation de l'augmentation de capital ou de toute émission susceptible d'entraîner une augmentation de capital à terme qui pourrait être réalisée en vertu de la présente délégation dans le cadre de la mise en place d'une ligne de financement en fonds propres ou obligataire.

9. CONTRATS D'INTERESSEMENT

Aucun accord d'intéressement ou de participation qui aurait été mis en place par la Société n'est en vigueur sur les exercices 2019 et 2020.

PARTIE 3 - COMPTES CONSOLIDÉS ÉTABLIS SELON LE RÉFÉRENTIEL IFRS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Note	31 déc 2020	31 déc 2019
Chiffre d'affaires	6	17 175	26 411
Autres revenus	7	2 058	343
Revenus		19 233	26 754
Coût des ventes	25	(10 501)	(14 303)
Marge brute	25	8 732	12 451
Marge brute sur chiffre d'affaires (1)	25	6 674	12 108
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires (2)	25	38,86%	45,84%
Frais de recherche et développement	26	(3 235)	(2 894)
Frais commerciaux et de marketing	27	(14 654)	(12 319)
Frais généraux et administratifs	28	(5 229)	(4 039)
Frais des opérations	29	(1 778)	(1 634)
Autres produits / (charges) opérationnels	30	3	8
Résultat opérationnel courant		(16 161)	(8 426)
Autres produits / (charges) opérationnels non courants	31	(640)	(9 326)
Résultat opérationnel		(16 801)	(17 752)
Produits financiers	35	24	537
Charges financières	35	(3 134)	(5 277)
Résultat financier	35	(3 110)	(4 740)
Résultat avant impôts		(19 911)	(22 492)
Charge d'impôts sur le résultat	36	(11)	(16)
Résultat net		(19 922)	(22 508)
Résultat revenant aux :			
Actionnaires de la Société		(19 922)	(22 508)
Participations ne conférant pas le contrôle			-
Résultat par action :			
De base (en euros)	37	(0,83)	(0,96)
Dilué (en euros)	37	(0,83)	(0,96)

(1) *Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes*

(2) *Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = Marge brute sur chiffre d'affaires / Chiffre d'affaires*

État du résultat global consolidé

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc 2019
Résultat net	(19 922)	(22 508)
Autres éléments du résultat global :		
Profits/(pertes) actuariels sur engagements de retraite	(39)	209
Effet d'impôt sur écarts actuariels		-
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat	(39)	209
Différences de conversion	(1)	(30)
Autres éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(1)	(30)
Différences de conversion recyclées en résultat suite à la sortie de la filiale US	-	641
Autres éléments du résultat global	(41)	820
Total du résultat global	(19 963)	(21 688)
Résultat global revenant aux actionnaires de la Société	(19 963)	(21 688)
Tiers détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-
Total du résultat global	(19 963)	(21 688)

État de la situation financière consolidée

Actifs

<i>En milliers d'euros</i>	Note	31 déc 2020	31 déc 2019
Immobilisations incorporelles	8	17 276	16 526
Immobilisations corporelles	9	4 820	4 881
Droits d'utilisation au titre des contrats de location	10	318	541
Autres actifs non courants	11	2 676	2 505
Total des actifs non courants		25 090	24 453
Stocks	12	7 921	6 474
Clients et comptes rattachés	13	3 678	6 299
Autres actifs courants	14	996	1 982
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	2 414	6 508
Total des actifs courants		15 009	21 263
Total de l'actif		40 100	45 717

Passifs et capitaux propres

En milliers d'euros	Note	31 déc 2020	31 déc 2019
Capital	16.1	2 417	2 403
Primes d'émission	16.1	5 755	5 769
Réserves consolidées	16.4	(16 883)	5 500
Participations ne conférant pas le contrôle		-	-
Résultat	16.4	(19 922)	(22 508)
Total des capitaux propres		(28 632)	(8 836)
Dettes financières – Part long terme	18	54 580	39 829
Engagements de retraite	19	520	414
Provisions et autres passifs non courants	20	295	1 085
Passifs locatifs non courants	10	21	300
Total des passifs non courants		55 416	41 628
Dettes financières – Part court terme	18	761	3 178
Fournisseurs et dettes rattachées	21	3 513	4 076
Provisions et autres passifs courants	22	8 732	5 399
Passifs locatifs courants	10	310	272
Total des passifs courants		13 316	12 925
Total du passif		68 732	54 553
Total du passif et des capitaux propres		40 100	45 717

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	Note	Part du Groupe				Total part groupe	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Primes d'émission	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat part groupe			
Au 1^{er} janvier 2019		2 341	19 366	(593)	(8 553)	12 562	-	12 562
Profits (pertes) actuariels sur engagements de retraite		-	-	-	209	209	-	209
Variation des différences de conversion		-	-	610	-	610	-	610
Total des autres éléments du résultat global		-	-	610	209	820	-	820
Résultat de la période		-	-	-	(22 508)	(22 508)	-	(22 508)
Résultat global		0	0	610	(22 298)	(21 688)	-	(21 688)
Opérations sur le capital	16.1	61	-	-	-	61	-	61
Imputation de pertes sur la prime d'émission	16.1	-	(13 596)	-	13 596	-	-	-
Variations des actions auto détenues	16.3	-	-	-	8	8	-	8
Paiements fondés sur des actions	17	-	-	-	241	241	-	241
Divers		-	-	-	(19)	(19)	-	(19)
Au 31 décembre 2019		2 403	5 769	18	(17 025)	(8 836)	-	(8 836)

<i>En milliers d'euros</i>		Part du Groupe						
	Note	Capital social	Primes d'émission	Réserves de conversion	Réserves consolidées et résultat part groupe	Total part groupe	Participations ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2020		2 403	5 769	18	(17 025)	(8 836)	-	(8 836)
Profits (pertes) actuariels sur engagements de retraite					(39)	(39)	-	(39)
Variation des différences de conversion				(1)		(1)	-	(1)
Total des autres éléments du résultat global				(1)	(39)	(41)	-	(41)
Résultat de la période					(19 922)	(19 922)	-	(19 922)
Résultat global				(1)	(19 962)	(19 963)	-	(19 963)
Opérations sur le capital	16.1	14	(14)			-	-	-
Variations des actions auto détenues	16.3					-	-	-
Paiements fondés sur des actions	17				165	165	-	165
Au 31 décembre 2020		2 417	5 755	17	(36 822)	(28 632)	-	(28 632)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 déc 2020	31 déc 2019
Résultat net		(19 922)	(22 508)
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie			
Dotations aux amortissements des immobilisations et droits d'utilisation	8/9/10	3 452	3 630
Variations des provisions pour risques et charges et provision retraite	19/22	79	88
Plus ou moins-value sur cession d'immobilisations	30/35	81	656
(Produits) / Charges liées aux paiements fondés sur des actions	17	165	241
(Produits) / Charges d'intérêts, nets	35	3 093	5 162
Subvention sans incidence sur la trésorerie		(204)	-
Charge d'impôts sur le résultat	36	-	16
Flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, avant variation du BFR		(13 256)	(12 714)
Stocks	24	(1 452)	(360)
Clients et comptes rattachés	24	2 626	2 622
Autres créances	24	986	(303)
Crédit d'impôt recherche et subventions d'exploitation	24	153	(1 075)
Fournisseurs et autres passifs	24	1 959	(1 397)
Variations du besoin en fonds de roulement :		4 272	(512)
Impôts sur le résultat payés			(10)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(8 984)	(13 236)
Opérations d'investissements :			
Acquisitions et production d'immobilisations corporelles	9	(893)	(703)
Acquisitions et production d'immobilisations incorporelles	8	(4 601)	(5 562)
Encaissement de crédit impôt recherche alloué aux frais de développement		1 282	2 438
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	73
Encaissements / décaissements d'immobilisations financières	11	101	(13)
Encaissement sur cession de filiale	42	-	2 469
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(4 111)	(1 297)
Opérations de financement :			
Produits des opérations sur le capital	16.1	30	31
Décaissement au titre des passifs locatifs	10	(430)	(453)
Souscription de dettes financières	18	20 500	36 836
Remboursements de dettes financières	18	(8 301)	(19 803)
Intérêts financiers décaissés	35	(2 718)	(4 052)
Acquisitions d'actions auto-détenues	16.3	-	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		9 081	12 567
Variation de trésorerie nette		(4 014)	(1 967)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15	6 508	8 593
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie		(81)	(118)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15	2 414	6 508

Notes aux états financiers consolidés

1. Informations générales

1.1. Présentation du Groupe SuperSonic Imagine

SuperSonic Imagine est une société de technologie médicale (Medtech) spécialisée dans l'imagerie échographique. Le Groupe conçoit, fabrique et commercialise une plateforme échographique dont la technologie exclusive ultrarapide (UltraFast™) a donné naissance à de nouveaux modes d'imagerie, aujourd'hui devenus des standards dans le parcours de soins non-invasifs pour la caractérisation des maladies du sein, du foie ou de la prostate.

Le premier mode innovant UltraFast™ est l'élastographie ShearWave® (SWE™), qui permet aux médecins de visualiser et d'analyser instantanément la dureté des tissus, information capitale pour le diagnostic de nombreuses pathologies.

En 2018, SuperSonic Imagine a mis sur le marché la nouvelle génération de l'Aixplorer® : le MACH 30, suivie par le MACH 20 en 2019, version conçue pour cibler le segment milieu de gamme du marché de la radiologie, et tout dernièrement en juillet 2020 le MACH® 40 élargissant sa gamme de technologies ultrasonores avec son premier système premium. Ce nouvel échographe destiné au marché américain offre une excellente qualité d'image, des modes d'imagerie innovants et a été conçu pour améliorer l'efficacité et la précision.

L'Aixplorer MACH® introduit une nouvelle génération d'imagerie UltraFast™ permettant l'optimisation de l'ensemble des modes d'imagerie innovants : ShearWave PLUS, Doppler UltraFast™, Angio PL.U.S, TriVu.

Le Groupe est présent dans plus de 54 pays et ses principaux marchés sont la Chine, les États-Unis et la France.

Le Groupe est titulaire ou co-titulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou exploités dans le cadre de contrats de licence.

SuperSonic Imagine et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») commercialisent les produits de la gamme Aixplorer® depuis 2009.

Le Groupe sous traite la production des échographes qu'il commercialise.

SuperSonic Imagine S.A, société mère du Groupe, est une société anonyme à Conseil d'administration domiciliée en France. Son siège social se situe aux Jardins de la Duranne, 510 rue René Descartes, 13290 Aix-en-Provence, France. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Aix-en-Provence sous le numéro 481 581 890 et cotée sur Euronext Growth Paris (ISIN FR0010526814 - ALSSI)

A la suite de l'acquisition hors marché, le 1er août 2019, d'un nombre total de 10.841.409 actions SuperSonic Imagine au prix de 1,50 euro par action (représentant à cette date environ 45,93% du capital et des droits de vote théoriques de la Société sur une base non diluée), Hologic Hub Ltd. avait déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un projet d'offre publique d'achat sur les titres de la Société au même prix par action. Le 8 octobre 2019, l'Autorité des marchés financiers avait déclaré conforme le projet d'offre publique d'achat visant les actions de la Société.

Suite à la clôture définitive de l'offre publique d'achat le 13 décembre 2019, Hologic Hub Ltd. détenait 19.186.609 actions de la Société représentant environ 79,85% du capital et des droits de vote de la Société. A la connaissance de la société, Hologic Hub Ltd. détenait au 31 décembre 2020, 19.501.413 actions de la société représentant environ 81% du capital et des droits de vote de la société sur la base du capital social de la société au 31 décembre 2020.

Dans le cadre de son développement à l'international, le Groupe compte 5 filiales de distribution créées dans les pays suivants (voir Note 42) :

- (a) SuperSonic Imagine GmbH, Allemagne créée en mars 2008 ;
- (b) SuperSonic Imagine Ltd., Royaume Uni créée en mars 2008 ;
- (c) SuperSonic Imagine Srl, Italie créée en octobre 2009 ;

- (d) SuperSonic Imagine (H.K) Limited, Hong Kong créée en juin 2011 ; et
- (e) Supersonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd., Chine créée en décembre 2015.

Le Groupe dispose également d'un bureau de représentation basé à Pékin, comprenant une équipe de plus de 50 personnes, en charge de l'animation du réseau de distributeur local.

En décembre 2019, la Société avait cédé sa filiale américaine à la société Hologic Inc., société de droit américain détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la société Hologic Hub Ltd. (actionnaire majoritaire de la Société). L'ensemble des impacts de cette cession sur l'exercice 2019 ont été détaillés dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et en Note 42 ci-après.

1.2. Faits marquants de l'exercice

TRANSFERT VERS EURONEXT GROWTH

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 30 octobre 2020 à huis clos a approuvé le projet de transfert de la cotation des titres émis par la Société du marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) vers le système multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Cette opération a permis à la Société de voir ses titres admis aux négociations sur un marché plus en rapport avec sa taille, sa capitalisation boursière et le niveau de son capital flottant. Le transfert vers Euronext Growth permettra en effet à la Société d'alléger les obligations et contraintes qui pèsent sur elle et, par voie de conséquence, de diminuer les coûts liés à sa cotation, tout en conservant aux actions leur caractère négociable sur un marché financier. Ce transfert permet également l'application du référentiel comptable français dès la publication des comptes semestriels au 30 juin 2021 de la Société.

La demande d'admission des titres de la Société sur le marché Euronext Growth a été approuvée par l'Euronext Listing Board en date du 18 décembre 2020.

A l'issue de la séance de bourse du 29 décembre 2020, les titres de la Société ont été radiés du marché réglementé Euronext à Paris et admis sur Euronext Growth à Paris à partir du 30 décembre 2020.

A compter du 30 décembre 2020, le nouveau code mnémorique de l'action SuperSonic Imagine est ALSSI. Le code ISIN demeure inchangé : FR0010526814.

Les principales conséquences de ce transfert sont détaillées en Note 16.

GOVERNANCE

Changement de Directeur Général

Lors de sa réunion du 23 janvier 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé de mettre un terme au mandat de Directeur Général de Madame Michèle Lesieur et de procéder à son remplacement par Monsieur Antoine Bara en qualité de Directeur Général. S'agissant des conditions financières liées à la fin du mandat de Directeur général de Madame Michèle Lesieur, la Société a indiqué que :

- la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2019 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros) qui lui restait due au titre d'un rappel de paiement, ainsi que la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2020 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros), calculée *pro rata temporis* du 1er janvier 2020 (date du début de l'exercice 2020) au 23 janvier 2020 (date de fin de son mandat), soit un montant brut total de 87.500 euros lui ont été versées ;
- les conditions de performances (basées sur le chiffre d'affaires, l'EBIDTA et le niveau de marge) qui en conditionnaient le versement n'étant pas remplies, Madame Michèle Lesieur n'a reçu aucune indemnité de départ ;
- Madame Michèle Lesieur a irrévocablement perdu, du fait de son départ, le bénéfice de ses droits liés à l'attribution d'actions gratuites de performance de la Société au titre des tranches non encore acquises (étant rappelé que le nombre total d'actions de performance acquises gratuitement par Madame Michèle Lesieur au 23 janvier 2020 s'élevait à 60.000 actions) ;
- le principe et le paiement intégral de son bonus 2019 (d'un montant total brut de 125.000 euros) dû au titre de la réalisation d'une opération de fusion ou d'acquisition de la Société (à savoir la

réalisation en 2019 de l'acquisition du contrôle de la Société par Hologic Hub Ltd.) ont été approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de la Société en date du 16 juin 2020 conformément aux dispositions articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce.

Un accord transactionnel a été conclu le 29 janvier 2020 visant à mettre un terme définitif à un litige opposant la Société et Madame Michèle Lesieur suite au départ de cette dernière de son poste de Directeur général. Cet accord transactionnel, conclu dans les conditions prévues aux articles 1103, 1104, 2044 et suivants et 2052 du Code civil, prévoit, d'une part, le versement par la Société d'une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 500.000 euros, en contrepartie de quoi Madame Michèle Lesieur a renoncé à toute réclamation au titre de ses fonctions et de leur cessation et, d'autre part, un engagement de non concurrence de la part de Madame Michèle Lesieur pour une période de 12 mois suivant la cessation complète de toute activité pour le compte de la Société et du Groupe, y compris à titre de consultant, en contrepartie du paiement d'une indemnité mensuelle brute de 8.333,33 euros.

Cet accord transactionnel a été approuvé par l'assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020. L'impact de cet accord transactionnel a été comptabilisé sur l'exercice 2020 en Autres charges opérationnelles non courantes (voir Note 31).

Indépendamment des différents montants qui précèdent, Madame Michèle Lesieur a accepté d'assister la Société en qualité de consultant, dans le cadre d'une mission spécifique distincte des fonctions qu'elle exerçait au sein de la Société, pour une durée de six mois à compter du 1^{er} février 2020. Le montant total des honoraires versés à ce titre pour la durée de cette mission était de 50.000 euros HT.

Suite à ce départ, Madame Michèle Lesieur a démissionné de l'ensemble des mandats sociaux qu'elle exerçait au sein des filiales de la Société et a été remplacée par Monsieur Michelangelo Stefani dans les filiales du Groupe situées en Italie¹⁶, au Royaume-Unis, en Allemagne, à Shanghaï et à Hong-Kong.

Nomination d'un censeur du Conseil d'administration

Monsieur John LaViola, a été nommé par le Conseil d'administration de la Société en date du 17 mars 2020, censeur du Conseil d'administration avec effet immédiat, pour une durée de trois années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires devant se tenir en 2023 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Il a été décidé par le Conseil d'administration que le censeur ne percevrait aucune rémunération au titre de son mandat.

Conformément à l'article 15 des statuts de la Société, le censeur, qui avait été choisi à raison de ses compétences, avait pour mission d'étudier les questions que le Conseil d'administration, ou son président, soumet, pour avis, à son examen. Le censeur a pu assister aux séances du Conseil d'administration et prendre part aux délibérations avec voix consultative seulement. Le censeur n'a perçu aucune rémunération au titre de son mandat. La nomination de Monsieur John LaViola en qualité de censeur avait été ratifiée par l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020.

Le Conseil d'administration a constaté lors de sa réunion du 19 janvier 2021, la démission de Monsieur John LaViola de son mandat de censeur.

Ratification de cooptations de membres du Conseil d'administration

Lors de l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020, il a été décidé de ratifier les cooptations de :

- Madame Patricia Dolan, cooptée en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de Madame Danièle Guyot Caparros, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de

¹⁶ A la date d'arrêté des comptes, les formalités de nomination du nouveau dirigeant sont en cours.

cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;

- Monsieur Michelangelo Stefani, coopté en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de la société Mérieux Participations, représentée par Monsieur Thierry Chignon, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Monsieur Antoine Bara (Directeur Général de la Société depuis le 23 janvier 2020), coopté en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de la société Bpifrance Investissement, représentée par Monsieur Philippe Boucheron, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Madame Patricia Dolan a démissionné de ses fonctions d'administrateur le 30 décembre 2020. Madame Souad Belarbi a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il est précisé que la ratification de la cooptation de Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur sera soumise à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

FINANCEMENT

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu différents avenants au contrat de prêt de type « revolving » conclu le 14 août 2019 :

- le 12 février 2020, un deuxième avenant a supprimé les cas d'accélération du remboursement de l'emprunt qui conserve ainsi une échéance au 12 août 2024 ;
- le 17 mars 2020, un troisième avenant a augmenté l'autorisation du montant maximum cumulé du contrat de prêt à 65 millions d'euros ; et
- le 23 juin 2020, un quatrième avenant a augmenté à nouveau l'autorisation du montant maximum cumulé du contrat de prêt à 67 millions d'euros.

Ce contrat de prêt a permis de rembourser l'ensemble des avances conditionnées et dettes financières hors groupe (hormis celles liées à la norme IFRS 16 Contrats de location) de la Société pour un montant de 8,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020 (cf Note 18 ci-après).

L'en-cours de ce prêt est de 54,6 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Postérieurement à la clôture de l'exercice (voir Note 41), le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021.

IMPACTS DE LA PANDEMIE DE COVID-19

Sur l'exercice 2020, la Société a constaté un recul de son activité sur ses marchés principaux en France, en Chine et aux Etats-Unis.

L'impact total sur l'activité de SuperSonic Imagine sur 2020 est estimé à environ 2,8 millions d'euros de pertes supplémentaires sur l'exercice. Cet impact est constitué par une baisse de 7,2 millions d'euros de chiffre d'affaires Produits, par 2,4 millions d'euros d'économies sur le coût des ventes, et 2 millions d'euros

d'économies sur les coûts de structure. Les coûts de structure principalement impactés sont les commissions, transports, coûts de promotion, et frais de voyage et d'animation.

L'impact sur le chiffre d'affaires et sur les coûts a été déterminé en comparant l'année N (2020) avec l'année N-1 (2019).

Concernant l'état de la situation financière, la Société a obtenu :

- de la part de l'URSSAF un décalage de paiement sur ses échéances d'avril à juin 2020 et d'Octobre à Novembre 2020, soit un montant de 1,5 million d'euros. Ce montant sera décaissé mensuellement sur l'année 2021.
- de la part de ses bailleurs français un décalage de paiement de ses échéances du 2ème trimestre 2020, réglées en fin au lieu du début de trimestre, pour un montant de 96 milliers d'euros.

La Société a accordé à deux de ses clients un décalage de paiements sur six mois de ses créances échues, pour un montant de 225 milliers d'euros à fin juin 2020, Ces créances ont été remboursées sur le second semestre 2020. Aucun autre délai n'a été accordé en raison du Covid sur l'année 2020.

La situation de trésorerie du Groupe (renforcée grâce au prêt « revolving » conclu entre Hologic Hub Ltd et la Société d'un montant cumulé maximum de 73 millions d'euros) permet au Groupe d'être en mesure de faire face aux incertitudes liées à l'épidémie en cours.

Le contexte économique mondial demeure extrêmement incertain, l'épidémie touche toutes les zones géographiques d'activité du Groupe et rend délicat toutes prévisions. Le Groupe n'est pas assuré qu'il ne sera pas plus sérieusement impacté, par les mesures de confinement et d'interdiction de visiter les professionnels de santé dans tous les autres pays où le Groupe est présent (particulièrement aux Etats-Unis qui sont lourdement frappés par la crise liée à l'épidémie de Covid-19). Dans ces conditions, les sociétés du Groupe pourraient voir leur chiffre d'affaires, leur rentabilité et leur flux de trésorerie affectés, dans une mesure qui reste toujours difficile à apprécier à ce jour.

2. Base d'établissement des comptes consolidés IFRS de la Société

En date du 10 février 2021, le Conseil d'administration a arrêté les présents comptes consolidés. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires qui sera appelée à se réunir durant le premier semestre 2021.

2.1. Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC et SIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 décembre 2020. Les IFRS sont disponibles sur le site web de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception des nouvelles normes d'application décrites en Note 3 ci-dessous appliquées à compter du 1^{er} janvier 2020.

La Société avait établi pour la première fois au 31 décembre 2011 des comptes consolidés selon les normes IFRS. Ces premiers comptes consolidés avaient été préparés en application de la norme IFRS 1 « Première adoption des Normes Internationales d'information financière ». La date de transition adoptée par la Société est le 1^{er} janvier 2009. Le Groupe n'a utilisé aucune des exemptions prévues par la norme IFRS 1.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur.

L'euro a été retenu comme monnaie de présentation du Groupe. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, toutes les valeurs étant arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont exposés à la note 5.

2.2. Continuité d'exploitation

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants :

- La situation déficitaire historique de la Société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant une phase de recherche et de développement de plusieurs années, et par le financement de la force de vente. La Société est entrée depuis 2009 dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- La trésorerie disponible au 31 décembre 2020 s'élevait à 2,4 millions d'euros ;
- Pour se doter des moyens financiers nécessaires et accompagner son développement et sa croissance, SuperSonic Imagine et Hologic Hub Ltd. ont conclu, le 14 août 2019, un contrat de prêt de type « revolving », amendé le 22 novembre 2019, le 12 février 2020, le 17 mars 2020 et le 23 juin 2020, pour un montant maximum cumulé de 67 millions d'euros. Postérieurement à la clôture de l'exercice (voir Note 41), le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021. Le Groupe estime que ce contrat de prêt, ainsi que d'une façon plus générale le soutien financier assuré par l'actionnaire majoritaire Hologic, lui permet d'être en mesure de couvrir ses activités sur les 12 prochains mois à compter de la date de l'arrêté des présents comptes

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations d'application décrites ci-dessous appliquées à compter du 1er janvier 2020.

Le Groupe a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire pour les comptes du Groupe à compter du 1er janvier 2020 :

- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS publié le 6 décembre 2019 ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 : définition de « significatif » publié le 10 décembre 2019 ;
- Amendements à IAS 9, IAS 39 et IFRS 7 : Réforme des taux d'intérêt de référence, publié le 16 janvier 2020 ;
- Amendements à IFRS 16 – Covid 19 - Allègements de loyer, publié le 28 mai 2020 (applicable à compter du 1^{er} juin 2020) ;
- Amendements à IFRS 3 – Définition d'une entreprise publié le 22 avril 2020.

L'adoption des nouvelles normes/amendements/interprétations obligatoires listées ci-dessus n'a eu aucun impact significatif sur les comptes du Groupe.

Enfin, le Groupe n'a anticipé l'application d'aucune autre norme, interprétation et amendement ou révisions qui n'auraient pas encore été adoptés par l'Union européenne ou dont l'application n'est pas obligatoire aux états financiers ouverts le 1er janvier 2020 :

	Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
1	Amendements à IFRS10 et IAS28 : Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et sa société associée ou sa coentreprise Date d'entrée en vigueur des amendements à IFRS10 et IAS 28	<i>Reportée</i>	<i>Suspendu</i>
2	IFRS 17 Contrats d'assurance	1/01/2023	ND
3	Amendement à IAS 16: Immobilisations corporelles - Produit avant utilisation prévue	1/01/2022	NC
4	Amendement à IAS 37: Coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire	1/01/2022	NC
5	Amendements à IAS 1: Classement des passifs comme courants ou non courants	1/01/2022	NC
6	Annual Improvements to IFRS 2018-2020	1/01/2022	NC
6.1	IFRS 9 : Fees in the '10 per cent' Test for Derecognition of Financial Liabilities		
6.2	Illustrative Examples accompanying IFRS 16 Leases: lease incentives		
6.3	IAS 41: Taxation in Fair Value Measurements		
7	Amendment to IFRS 4 – deferral of IFRS 9	01/01/2021	Q4/2020

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du Groupe est en cours.

Par ailleurs les comptes consolidés annuels du Groupe ne tiennent pas compte des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposé sondage à l'IASB et l'IFRIC à la date de clôture.

3.1. Consolidation

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe.

Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Les pertes ou les profits sur cessions de filiales sont déterminés en comparant la juste valeur du prix de cession et la dernière valeur comptable consolidée de cette filiale à la date de perte de contrôle exclusif, et sont comptabilisés au compte de résultat dans le résultat financier. Les écarts de conversion cumulés comptabilisés

historiquement en autres éléments du résultat global dans les capitaux propres sont alors recyclés et inclus dans le résultat de cession.

Le résultat global de cession comprend ainsi :

- le résultat lié aux intérêts cédés ; et
- le recyclage d'éléments antérieurement constatés directement en autres éléments du résultat global.

Dans la mesure où l'ensemble des filiales ont été créées par le Groupe, aucun écart d'acquisition n'a été comptabilisé depuis la création de la Société.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Le Groupe n'a ni intérêts ne conférant pas le contrôle ni participations dans une co-entreprise ou une entité associée.

3.2. Information sectorielle

Le Groupe, qui ne vend que les produits de la gamme Aixplorer®, opère principalement en France, aux États-Unis, en Asie, en Europe, ainsi qu'au Moyen-Orient.

Les coûts de recherche et développement, les coûts de production, les dépenses réglementaires et l'essentiel des coûts marketing et administratifs sont supportés en France. À ce stade, ces coûts ne font pas l'objet d'une répartition stricte par zone géographique où les produits de la Société sont commercialisés. Par conséquent, la performance du Groupe est actuellement analysée au niveau consolidé.

Les actifs non courants et le chiffre d'affaires par zone géographique sont détaillés en Note 6.

3.3. Conversion des opérations en devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la Société et monnaie de présentation du Groupe.

b) Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sur les lignes « Produits financiers » ou « Charges financières » s'ils sont relatifs à des éléments financiers, et au sein des Autres produits/(charges) opérationnels s'ils sont relatifs à des éléments opérationnels.

c) Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe, dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- Les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- Les produits et les charges de chaque poste du compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens mensuels, sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions ; et

- Les différences de conversion résultant des deux points ci-dessus sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres en Réserves de conversion dans les Réserves consolidées.

d) Investissement net

Les créances détenues auprès des filiales étrangères consolidées, pour lesquelles les règlements ne sont pas prévisibles, sont considérées comme des investissements nets en devises. À ce titre et conformément à la norme IAS21, les gains et pertes de change latents sur ces créances en monnaies fonctionnelles converties en euros pour la consolidation ont été inscrits en Autres éléments du résultat global et dans les Réserves de conversion. Ils sont recyclés en résultat financier à la date de cession de l'investissement concerné.

3.4. Immobilisations incorporelles

a) Brevets et licences

Les technologies acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, déterminés sur la base de la durée de protection juridique de chaque technologie.

En cas de paiements sous la forme de redevances futures, une dette correspondant aux paiements minimums futurs actualisés est constatée en Autres passifs courants et non courants, en contrepartie du coût d'acquisition si les redevances futures sont estimables de façon fiable. Les redevances variables sont comptabilisées en charge dans la ligne Coût des ventes de l'exercice où elles sont encourues.

Les technologies acquises sont amorties au compte de résultat dans la ligne Frais de recherche et développement dans la mesure où elles sont utilisées dans le cadre de projets d'études.

Lorsqu'une technologie acquise n'est plus utilisée, la valeur brute correspondante et l'amortissement cumulé sont sortis de l'actif.

b) Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

En application de la norme IAS 38, les coûts correspondant aux développements de projets – conception et tests de solutions nouvelles ou améliorées - sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- Le Groupe a l'intention, la capacité financière et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme ;
- Le Groupe dispose des ressources nécessaires afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé ;
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent au Groupe ; et
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Les développements capitalisés, constitués pour l'essentiel de charges de personnel, sont amortis au compte de résultat dans la ligne Frais de recherche et développement, de façon linéaire sur la durée de vie estimée résiduelle du produit. Cette estimation de la durée de vie résiduelle est revue et le cas échéant ajustée à chaque clôture. Les frais de développement en cours sont testés annuellement pour s'assurer que leur valeur recouvrable est supérieure à leur valeur comptable

c) Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels acquis qui sont amortis sur 12 mois, à l'exception de l'ERP qui est amorti sur sa durée prévue d'utilité. Les coûts liés à l'acquisition des licences

de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés.

3.5. Immobilisations corporelles

Les locaux du Groupe sont essentiellement constitués du siège social situé à Aix-en-Provence (France) et des locaux de la filiale chinoise à Shanghai. Aucun de ces locaux n'est détenu en propre.

Les équipements correspondent principalement à du matériel dédié aux activités de recherche et développement, ainsi qu'à des matériels de production mis à disposition du sous-traitant.

Le mobilier et matériel administratif correspond aux équipements informatiques et à l'agencement des bureaux.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs.

Les frais de réparations et d'entretien sont constatés en charges au cours de l'exercice au fur et à mesure des dépenses encourues.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées d'utilité estimées comme suit :

Installations et agencements	3 à 10 ans
Matériels et outillages de recherche	18 mois à 5 ans
Matériels et outillages de production	5 ans
Mobilier, matériels administratifs et informatique	3 à 5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité de ces actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cessions d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé et sont comptabilisés au compte de résultat.

3.6. Dépréciation des actifs non financiers et définition des unités génératrices de trésorerie retenues

Le Groupe ne détient aucun goodwill, aucun actif corporel ou incorporel non amortissable ou à durée de vie indéfinie.

Les actifs non financiers, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.

3.7. Actifs financiers

a) Titres non consolidés

Les titres non consolidés sont comptabilisés à la juste valeur par résultat, et le Groupe n'a pas fait le choix de l'option irrévocable, à la date d'application d'IFRS 9 ou lors de leur comptabilisation initiale, de les comptabiliser à la juste valeur par autres éléments du résultat global.

b) Prêts et créances

Les prêts et créances non courant sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Lors de leur comptabilisation initiale, une dépréciation est systématiquement

reconnue à hauteur des pertes de crédit attendues résultant d'évènements pouvant survenir dans les douze prochains mois. En cas de dégradation significative de la qualité de crédit de la contrepartie, la dépréciation initiale est complétée pour couvrir la totalité des pertes attendues sur la maturité résiduelle de la créance. Les clients et les créances d'exploitation sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation sur la base du modèle simplifié d'IFRS 9.

3.8. Stocks

La production des échographes étant sous-traitée, le Groupe détient essentiellement des stocks de produits finis et de pièces détachées ainsi que le matériel de démonstration destiné à être vendu.

Les stocks sont évalués à leur coût d'achat, et comptabilisés selon la méthode du premier entré premier sorti. Une dépréciation est constituée pour les références dont la valeur nette réalisable est inférieure à la valeur nette comptable.

Les stocks sont ramenés à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure à leur coût. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

3.9. Clients et comptes rattachés

Les créances clients correspondent aux montants exigibles des clients pour les produits vendus et les services rendus dans le cadre normal de l'activité du Groupe. Elles sont classées en actif courant dans la mesure où leur échéance est inférieure à 12 mois.

Lors de leur comptabilisation initiale, une dépréciation est systématiquement reconnue à hauteur des pertes de crédit attendues résultant d'évènements pouvant survenir dans les douze prochains mois. En cas de dégradation significative de la qualité de crédit de la contrepartie, la dépréciation initiale est complétée pour couvrir la totalité des pertes attendues sur la maturité résiduelle de la créance. Les créances clients sont comptabilisées au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation sur la base du modèle simplifié d'IFRS 9.

3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend : les liquidités et dépôts à vue ; les dépôts et prêts dont l'échéancier de remboursement est inférieur à trois mois ; les valeurs mobilières de placement qui ne présentent pas de risque significatif de variation de valeur et qui peuvent être aisément converties en disponibilités.

Elles sont comptabilisées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Les placements en actions et obligations ainsi que les dépôts et prêts à échéance supérieure à trois mois sont exclus de la trésorerie et présentés au bilan dans le poste Actifs financiers courants ou non courants.

3.11. Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires, qui sont toutes classées en capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ou d'instruments de capitaux propres nouveaux sont présentés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts le cas échéant.

Le Groupe a émis des instruments dilutifs qui sont pris en compte pour la détermination du résultat par action dilué (voir Note 37).

3.12. Instruments composés

Passifs à la juste valeur par le compte de résultat

Lorsque la Société émet des bons de souscription d'actions (BSA) ne donnant pas lieu à la souscription d'un nombre fixe d'actions contre un montant fixe de trésorerie ou d'un autre actif financier, ces instruments ne peuvent être qualifiés d'instruments de capital, et sont, en conséquence, présentés sur une ligne spécifique au bilan, et enregistrés à la juste valeur en conformité avec la norme IFRS 9. Les variations subséquentes de valeur sont constatées par le résultat en produits financiers ou en charges financières.

3.13. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les dettes financières comprennent à la clôture de l'exercice uniquement un prêt reçu de l'actionnaire majoritaire Hologic Hub Ltd ainsi que les passifs locatifs relatifs à l'application de la norme IFRS 16 Contrats de location.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, sur la base du TIE. Le TIE est le taux qui égalise le flux attendu des sorties de trésorerie futures à la valeur nette comptable actuelle du passif financier afin d'en déduire son coût amorti.

3.14. Avantages du personnel

- **Engagements de retraite**

Le Groupe dispose de régimes à prestations définies, principalement pour les employés français, et de régimes à cotisations définies. Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation ou d'une indemnité de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont comptabilisés en autres éléments du résultat global Profits / (pertes) actuariels sur engagements de retraite.

En France, les engagements du Groupe auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu.

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire. Une fois les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Le Groupe n'accorde pas d'autres avantages ou droits à ses employés lors de leur départ en retraite.

- **Indemnités de fin de contrat, de fin de mandat**

Des indemnités de licenciement sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite ou lorsqu'un salarié accepte de percevoir des indemnités dans le cadre d'un départ volontaire. Le Groupe comptabilise ces indemnités lorsqu'il est manifestement engagé soit à mettre fin aux contrats de travail de membres du personnel conformément à un plan détaillé sans possibilité réelle de se rétracter, soit à accorder des indemnités de licenciement suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires.

3.15. Provisions

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance et le montant sont incertains, auxquels la Société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un événement passé, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidités peuvent être estimées de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée si nécessaire à la date de clôture.

- **Provision garantie**

Les ventes faites par le Groupe sont assorties d'une période de garantie d'un an. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus. Les dotations et reprises aux provisions pour garanties données aux clients sont enregistrées en compte de résultat dans les coûts directs des ventes.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

3.16. Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent à des engagements de paiement pour des produits ou des services qui ont été contractés auprès de fournisseurs dans le cadre de l'activité normale du Groupe. Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont classées en passifs non courants si l'échéance est supérieure à 12 mois après la date de clôture ou en passifs courants si l'échéance est inférieure.

3.17. Reconnaissance des revenus

Qu'il s'agisse de ventes réalisées par le réseau de distributeurs ou par l'intermédiaire des commerciaux du Groupe, le traitement comptable du chiffre d'affaires reste identique, et conforme aux normes en vigueur en matière de reconnaissance des revenus et notamment de la norme IFRS 15 :

- **Revenus de la vente des systèmes**

Les produits du Groupe sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables ne comportant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre clause induisant un revenu décalé.

Les contrats du Groupe avec des clients pour la vente d'équipements comprennent généralement une seule obligation de performance.

Le Groupe a conclu que les produits de la vente d'équipements devraient être comptabilisés au moment où le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement à la livraison de l'équipement.

Les distributeurs des produits ne bénéficient contractuellement d'aucun droit de retour des produits acquis, en dehors de la garantie légale de 12 mois consentie sur les produits.

- **Revenus des activités de service**

Le revenu des activités de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) est reconnu sur la période lorsque le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable. Le revenu lié aux services de maintenance est étalé linéairement sur la durée contractuelle de la maintenance.

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

- **Revenus liés à la technologie du groupe et aux partenariats industriels**

Les revenus liés à la technologie et aux partenariats industriels du groupe correspondent à une troisième source de revenus, ils correspondent à des droits d'accès à la technologie développée par le groupe ou des partenariats d'accès à cette technologie. Non récurrents par nature, ils sont à ce titre présentés sur une ligne distincte du compte de résultat en Autres revenus.

Ces revenus correspondent à des contrats, en nombre restreint, dont les produits sont reconnus suivant les termes et conditions négociés.

Chaque contrat fait l'objet d'une analyse technique conditionnant la reconnaissance du revenu à appliquer. En fonction de cette analyse, les produits associés pourront être reconnus intégralement à la signature du contrat, ou étalés sur les périodes concernées.

- **Provision garantie**

Les ventes de produits faites par le Groupe sont assorties d'une période de garantie d'un an, tel que requis par la loi, pour les réparations générales des défauts qui existaient au moment de la vente. Ainsi, la plupart des garanties fournies par le Groupe sont des garanties de type assurance selon la norme IFRS 15, que le Groupe comptabilise selon IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. Ces garanties légales font l'objet de la comptabilisation d'une provision pour risques et charges dès la reconnaissance du revenu de la vente du produit. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus. Les dotations et reprises aux provisions pour garanties données aux clients sont enregistrées en compte de résultat dans les coûts directs des ventes.

Toutefois, dans certains contrats non standards, le Groupe fournit des garanties au-delà d'un an. Ces garanties sont comptabilisées comme des garanties de type de service et, par conséquent, sont comptabilisées comme des obligations d'exécution distinctes auquel le Groupe alloue une partie du prix de la transaction sur la base du prix de vente individuel relatif. Les produits sont ensuite comptabilisés au fil du temps en fonction du temps écoulé.

- **Coûts d'acquisition et d'exécution des contrats**

Les coûts marginaux d'acquisition des contrats clients sont capitalisés puis sont amortis lorsque la ou les obligations de performance du contrat sont satisfaites, et uniquement s'ils sont significatifs, ce qui n'est quasiment jamais le cas compte tenu de la nature des contrats du Groupe.

Les coûts d'exécution des contrats sont capitalisés si les coûts sont directement liés à un contrat en cours ou à un contrat identifiable anticipé ; et qu'ils génèrent ou améliorent une ressource nécessaire à la satisfaction d'obligations de performance dans le futur ; et qu'ils sont recouvrables. Ils sont amortis lorsque la ou les obligations de performance du contrat sont satisfaites.

3.18. Coût des ventes

Le poste Coûts des ventes inclut les charges directement imputables à la production des Aixplorer®, ainsi qu'aux prestations de services associées aux ventes. Cela regroupe principalement :

- Le coût des marchandises (achat des composants et assemblage) ;
- Le coût du département Production du Groupe qui assure notamment la chaîne d'approvisionnement ;
- La provision pour garantie des systèmes vendus ;
- Les redevances dues au titre des éléments technologiques que la Société exploite sous licences ; et
- Les provisions sur stocks pour obsolescence et mise au rebut.

3.19. Coût des frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing incluent principalement les coûts :

- De déploiement commercial ; et
- De développement de la force de vente associée.

Ils incluent également la plupart des frais généraux engagés par les filiales commerciales.

3.20. Coût des frais généraux et administratif

Les frais et généraux et administratifs incluent principalement les coûts :

- Des salaires des départements direction générale, direction administrative et financière, informatique, affaires réglementaires et qualité ; et
- Des honoraires d'audit, d'avocats et de consultants et les autres coûts liés aux affaires réglementaires et à la qualité (obtention des certifications pour les produits du Groupe) ainsi que les coûts d'assurance et de loyers (à l'exclusion de ceux pris en compte en frais commerciaux et de marketing).

3.21. Coût des opérations

La société a souhaité suivre et présenter le département « Opérations » du Groupe. Ce département englobe principalement la branche industrielle de l'entreprise.

Sa fonction se détaille ainsi :

- Définir la politique en matière de production industrielle en cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise ;
- Effectuer les choix d'investissement concernant l'outil de production ;
- Optimiser de façon transversale les moyens de production : piloter la mise en œuvre d'un système d'information, développer les synergies entre les sites de production... ;
- Conclure des partenariats industriels ; et
- Piloter la politique d'achats et de sous-traitance industrielle de l'entreprise.

Les frais d'opérations incluent principalement les coûts des départements : « achats », « logistique », « satisfaction client », « administration des ventes » et la branche « Service » du Groupe.

3.22. Crédits d'impôts et autres subventions publiques

Les crédits d'impôts (Crédit d'Impôt Recherche, Crédit d'Impôt Innovation) sont octroyés par l'Administration pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés en diminution des charges comptabilisées en compte de résultat lorsque (i) le Groupe peut les encaisser indépendamment des impôts payés ou à payer, (ii) les frais correspondants aux programmes éligibles ont été encourus, et (iii) une documentation probante est disponible.

La partie du crédit d'impôt recherche relative aux frais de développement capitalisés est considérée comme une subvention d'investissement et est comptabilisée en déduction de l'actif incorporé.

Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en Autres actifs courants ou non courants en fonction des échéances attendues des encaissements.

Par ailleurs, des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Groupe enregistre ces subventions dans le compte de résultat en diminution des Frais de recherche et développement (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Un prêt non remboursable sous conditions est traité comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat en réduction des frais de recherche et développement) s'il existe une assurance raisonnable que l'entreprise remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt. Dans le cas contraire, il est classé en Dettes financières et évalué au coût amorti. Dans la mesure où la Société ne paie aucun intérêt sur ces avances, elles ont été initialement comptabilisées à leur juste valeur, c'est-à-dire avec une décote correspondant au taux de marché, de manière à ramener son taux d'intérêt effectif à celui d'une dette normale. L'écart entre la juste valeur de l'avance et son montant nominal constitue une subvention constatée en réduction des frais de recherche et développement au fur et à mesure de l'engagement des dépenses subventionnées.

3.23. Contrats de location

Le Groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2018 qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir en annexe relatifs aux contrats de location et requiert que les preneurs comptabilisent leurs contrats de location en vertu d'un modèle unique directement au bilan, sans distinction entre location financement et location simple.

Un contrat de location implique d'une part, la présence d'un actif identifié, et d'autre part, le contrôle par le Groupe du droit d'utilisation sur cet actif. Le contrôle du droit d'utilisation est reconnu au Groupe lorsque celui-ci peut bénéficier de la quasi-totalité des avantages procurés par l'actif pendant la durée de la location et qu'il a le droit de décider l'objectif de l'utilisation de l'actif et la manière de l'utiliser.

À la date d'entrée en vigueur du bail, le Groupe reconnaît :

- une dette (= le passif locatif), correspondant à la somme actualisée des paiements restant à effectuer depuis le début du contrat jusqu'à son terme, ces paiements comprenant les loyers fixes et, le cas échéant, les sommes à payer du fait de l'exercice d'options, les garanties de valeur résiduelle, et actualisée au taux d'endettement marginal du Groupe, et
- un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pendant la durée du bail (= le droit d'utilisation de l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations), évalué initialement pour le montant de la dette comptabilisée au passif. Sont ajoutés à ce montant les paiements déjà effectués par le preneur, les coûts de mise en place du bail et les frais futurs de remise en état.

Le Groupe comptabilise ensuite séparément les intérêts sur le passif locatif et la charge d'amortissement sur l'actif lié au droit d'utilisation. La dette de loyer, une fois évaluée initialement, est comptabilisée selon

une technique proche du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Il en résulte une charge d'intérêts correspondant à l'application du taux d'actualisation initial au montant de la dette à l'ouverture de l'exercice. Les paiements effectués par le Groupe sont déduits du montant de la dette. Le droit d'utilisation est amorti et déprécié selon les dispositions respectives d'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et d'IAS 36 « Dépréciation d'actifs ». S'agissant des amortissements, leur durée ne peut excéder celle de la location si le Groupe n'est pas appelé à devenir propriétaire de l'actif sous-jacent.

Le Groupe applique les exemptions facultatives suivantes :

- exemption pour les locations de courte durée de moins de 12 mois pour certaines catégories d'actif ; et
- exemption pour les locations d'actifs de faible valeur (moins de 5,000 dollars américains valeur à neuf).

Le Groupe a fait le choix de ne pas séparer les composantes non-locatives car il considère qu'elles ne sont pas significatives.

La présentation au bilan du droit d'utilisation et de la dette se fait sur des lignes distinctes.

L'évaluation ultérieure du droit d'utilisation est comptabilisée selon le modèle du coût.

Le Groupe réévalue l'obligation locative à la survenance de certains événements (par exemple la durée du contrat de location, une variation des loyers futurs résultant d'un changement d'indice ou de taux utilisé pour déterminer les paiements). Le Groupe ajuste alors le montant du passif locatif par un ajustement à l'actif du droit d'utilisation.

3.24. Paiements fondés sur des actions

- **Plans réglés en instruments de capitaux propres :**

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de rémunération basés sur des actions, pour lesquels il reçoit en contrepartie des services de la part de ses employés. La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges, conformément à la norme IFRS 2. Le montant total à comptabiliser en charges correspond à la juste valeur des instruments octroyés.

Lorsque les instruments sont exercés, la Société émet des actions nouvelles. Les sommes perçues lorsque les options sont exercées, sont créditées aux postes Capital (valeur nominale) et Primes d'émission, nettes des coûts de transaction directement attribuables.

- **Plans réglés en trésorerie :**

Le Groupe a mis en place deux plans de rémunération, pour lesquels il reçoit en contrepartie des services de la part de ses employés. Le règlement de ces plans s'effectuera en trésorerie, mais le montant à régler est indexé sur le cours de l'action. La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges, la dette idoine est comptabilisée en Autres passifs courants ou non courants selon leur échéance, et conformément à la norme IFRS 2. Le montant total à comptabiliser en charges correspond à la juste valeur des instruments octroyés.

Lorsque les instruments sont exercés, la Société ne crée pas d'action mais verse en trésorerie les montants dus. Le cas échéant, elle réduit la dette correspondante.

3.25. Impôt courant et impôt différé

La charge d'impôt pour la période comprend l'impôt courant de l'exercice ainsi que les impôts différés. L'impôt est reconnu au compte de résultat, excepté la part liée aux éléments comptabilisés en Autres éléments du résultat global ou directement en contrepartie des capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est comptabilisé respectivement dans les Autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays où les sociétés du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. La direction du Groupe évalue périodiquement les positions prises dans ses déclarations aux administrations fiscales afin d'identifier les situations dans lesquelles les textes applicables sont sujets à interprétation. Elle

enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

L'impôt différé provenant des écarts temporaires liés à des investissements dans des filiales est comptabilisé, sauf lorsque la date à laquelle la différence temporaire s'inversera est contrôlée par le Groupe et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'éteindra pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même administration fiscale sur l'entité imposable ou sur différentes entités imposables, s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

En application de l'interprétation IFRIC 23, s'il n'est pas probable qu'un traitement sera accepté par les autorités fiscales, les incertitudes relatives à la comptabilisation des impôts sur les résultats sont reflétées dans la détermination des actifs et passifs d'impôts en utilisant la méthode la plus prédictive de la résolution de l'incertitude (montant le plus probable ou moyenne pondérée des différents scénarios possibles).

3.26. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après déduction du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues.

Le résultat par action dilué est quant à lui obtenu en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen d'actions ordinaires émises après déduction du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues, ajusté des effets des actions potentielles ayant un effet dilutif.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action.

3.27. Résultat opérationnel non courant

La rubrique Autres produits / (charges) opérationnels non courants n'est alimentée que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de la Société. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents que la Société présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante et permettre au lecteur des comptes de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats.

Elle peut inclure, par exemple :

- Une plus ou moins-value de cession - ou une dépréciation - importante et inhabituelle d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- Certaines charges de restructuration ou de réorganisation qui seraient de nature à perturber la lisibilité du résultat opérationnel courant ; et

- D'autres charges et produits opérationnels tels qu'une provision relative à un litige d'une matérialité très significative.

Les éléments de nature identique à ceux cités ci-dessus et qui ne répondraient pas aux caractéristiques énoncées sont classés dans le résultat opérationnel courant.

4. Gestion des risques financiers

4.1. Facteurs de risques financiers

La politique de gestion des risques du Groupe se concentre sur le caractère imprévisible des marchés financiers, et cherche à en minimiser les effets potentiellement négatifs sur sa performance financière.

- **Risque de change**

Le Groupe exerçant ses activités à l'international, il est donc sujet au risque de change provenant de différentes expositions en devises différentes de l'Euro, la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes de la Société.

Le résultat opérationnel, les actifs des entités étrangères (hong-kongaise, chinoise et britannique) ainsi que les liquidités du Groupe sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité EUR/USD.

L'ensemble des ventes du Groupe est libellé en EUR à l'exception des ventes en Chine, ainsi que celles au groupe Hologic aux États-Unis, réalisées en dollars.

L'exposition du Groupe à la variation des taux de change EUR/USD est limitée dans la mesure où les sommes collectées en dollar couvrent les factures fournisseurs dans cette même devise.

Au cours des périodes présentées, le Groupe n'a réalisé aucune opération de couverture.

- **Risque de crédit**

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées au crédit clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

Le risque de crédit lié à la trésorerie, aux équivalents de trésorerie et aux instruments financiers courants n'est pas significatif en regard de la qualité des institutions financières co-contractantes.

Le risque de crédits clients fait l'objet d'un suivi individualisé par la direction, et donne lieu, pour une partie des créances export, à la souscription d'une couverture d'assurance adaptée.

- **Risque de liquidité**

Les prévisionnels de trésorerie sont réalisés par le service financier. Sur la base de ces prévisions régulièrement mises à jour, la direction du Groupe suit ses besoins de trésorerie afin de s'assurer que la trésorerie à disposition permet de couvrir les besoins opérationnels.

Ces prévisionnels sont établis sur une base mensuelle et prennent en compte les plans de financement du Groupe. Le surplus de trésorerie du Groupe est placé sur des comptes courants rémunérés, des dépôts à terme ou des valeurs mobilières de placement en choisissant des instruments à maturité appropriée ou présentant une liquidité suffisante afin d'assurer la flexibilité déterminée dans les prévisionnels mentionnés ci-dessus.

5. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

- Continuité d'exploitation

Confère Note 2.2.

- Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement relatives à l'acquisition de technologies et aux travaux de développement des différentes versions de l'Aixplorer® ainsi que des nouveaux produits MACH 30 et MACH 20. Ces actifs sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité qui est revue à chaque clôture.

La nécessité de déprécier les immobilisations incorporelles est vérifiée lorsqu'il y a une indication de perte de valeur. Une estimation de la valeur recouvrable est alors effectuée.

À la clôture au 31 décembre 2020, la direction a considéré qu'il n'existait pas d'indice de perte de valeur et que la valeur des immobilisations incorporelles demeurait justifiée.

Une perte a été constatée au 31 décembre 2019 à hauteur de la valeur nette comptable des éléments d'actifs incorporels mis au rebut lié à l'arrêt du projet de changement d'ERP suite à la prise de participation majoritaire de la société Hologic, soit 1,2 million d'euros.

- Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue des options de souscription d'actions permettant de souscrire des actions de la Société, ainsi que des actions gratuites aux membres de la direction, aux salariés du Groupe et à des personnes liées avec la Société par un contrat de consultant. La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur un modèle binomial de valorisation d'option et/ou sur le modèle Black & Scholes, qui prennent en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la juste valeur des titres de la Société, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe un risque inhérent élevé de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2.

Les hypothèses de valorisation retenues sont présentées en Note 17.

- Comptabilisation de l'impôt sur les sociétés

Le Groupe est assujéti à l'impôt sur les bénéfices en France et à l'étranger dans le cadre de ses activités internationales. Les lois fiscales sont souvent complexes et sujettes à différentes interprétations par le contribuable et l'autorité fiscale compétente. Le Groupe doit effectuer des jugements et interprétations sur l'application de ces lois lors de la détermination des provisions pour impôt à payer.

Les actifs d'impôts différés correspondant principalement aux déficits reportables ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible. Le Groupe doit faire

appel à son jugement pour déterminer la probabilité de l'existence d'un bénéfice futur imposable. Cette analyse s'applique juridiction par juridiction.

6. Informations par zone géographique

Le chiffre d'affaires par type de produits se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	%	31 déc 2019	%
Ventes de biens	14 596	85%	22 540	85%
Ventes de services	2 579	15%	3 871	15%
Total	17 175	100%	26 411	100%

Le chiffre d'affaires par zone géographique se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	%	31 déc 2019	%
EMEA	6 146	36%	8 634	33%
Amériques	1 533	9%	3 817	14%
Asie	9 496	55%	13 960	53%
Total	17 175	100%	26 411	100%

Au cours de l'exercice 2020, les pays dans lesquels le Groupe a réalisé plus de 10% de son chiffre d'affaires sont la Chine (7,075 milliers d'euros), les États-Unis (1,463 milliers d'euros), et la France (2,824 milliers d'euros).

Au cours de l'exercice 2019, les pays dans lesquels le Groupe a réalisé plus de 10% de son chiffre d'affaires sont la Chine (12,796 milliers d'euros), les États-Unis (3,795 milliers d'euros), et la France (3,530 milliers d'euros).

Les cinq clients les plus importants du Groupe représentaient ensemble respectivement 51% et 56% du chiffre d'affaires consolidé pour les années 2020 et 2019.

Trois clients (chinois), rattachés au secteur de l'Asie, représente plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe chacun, avec un montant facturé pour les trois clients de 6,372 milliers d'euros sur l'exercice 2020.

En 2019, le client qui représentait plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé était également rattaché au secteur de l'Asie, avec montant facturé de 8,799 milliers d'euros.

Le chiffre d'affaires par canal de distribution se décompose de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	%	31 déc 2019	%
Direct	9 899	58%	20 766	79%
Distributeurs	7 275	42%	5 645	21%
Total	17 175	100%	26 411	100%

La répartition des actifs corporels et incorporels (hors droits d'utilisations selon IFRS 16) par secteur géographique pour les deux exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
EMEA	22 091	21 355
Amérique		
Asie	5	53
Total	22 096	21 407

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou selon le lieu où la prestation de services est rendue (destination des ventes). Les actifs corporels et incorporels sont ventilés selon leur localisation géographique.

7. Autres revenus

Les autres revenus sont constitués essentiellement par des produits liés à la technologie du Groupe et aux partenariats industriels, non récurrents par nature, car ne rentrant pas dans le cadre de l'activité courante soit au 31 décembre 2020 :

- Un contrat de partenariat pour 135 milliers d'euros
- divers revenus (prestations, royalties) pour 136 milliers d'euros
- des management fees refacturées à Hologic et ses filiales pour 1,787 milliers d'euros.

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc 2019
Autres revenus	2 058	343

8. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2020, les coûts de développements d'un montant cumulé brut de 29,715 milliers d'euros et nets de 16,458 milliers d'euros sont principalement relatifs aux développements des versions d'Aixplorer® V3 à Ultimate (amortis linéairement jusque fin 2021), ainsi qu'aux dépenses immobilisées au titre de la nouvelle génération d'échographe Aixplorer MACH amortie depuis début octobre 2018 (date de sa première commercialisation) sur une durée d'utilité de 12 ans.

Le montant des frais de développement internes immobilisé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élève à 2,587 milliers d'euros, correspondant exclusivement à la nouvelle version de l'Aixplorer MACH® 30 ainsi que de MACH 20, contre 3,472 milliers immobilisés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le montant des acquisitions des autres immobilisations incorporelles au titre de la période s'élève à 303 milliers d'euros, principalement constitué de frais engagés pour la phase de développement dans le projet de changement d'ERP.

Une perte avait été constatée au 31 décembre 2019 à hauteur de la valeur nette comptable des éléments d'actifs incorporels cédés mis au rebut lié à l'arrêt d'un ancien projet de changement d'ERP suite à la prise de participation majoritaire de la société Hologic, soit 1,270 milliers d'euros.

Il n'y a pas eu de constatation d'autre perte de valeur au cours des périodes présentées. L'impact de la crise COVID, n'a pas mis en évidence d'indice de perte de valeur car le management n'a pas remis en cause les projections d'activité à moyen-long terme.

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse de la manière suivante sur les deux derniers exercices:

<i>En milliers d'euros</i>	Brevets / licences /logiciels	Frais de développement	Total
Exercice clos le 31 décembre 2020			
Montant à l'ouverture	699	15 828	16 526
Acquisitions	303	2 587	2 891
Dotations aux amortissements	(183)	(1 957)	(2 140)
Montant à la clôture	818	16 458	17 277
Au 31 décembre 2020			
Valeur brute	3 653	29 715	33 368
Amortissements cumulés	(2 834)	(13 257)	(16 091)
Valeur nette	818	16 458	17 277

<i>En milliers d'euros</i>	Brevets / licences	Frais de développement	Total
Exercice clos le 31 décembre 2019			
Montant à l'ouverture	1 386	14 663	16 049
Acquisitions	801	3 475	4 276
Mise au rebut / cession	(1 270)		(1 270)
Dotations aux amortissements	(219)	(2 310)	(2 529)
Montant à la clôture	698	15 828	16 526
Au 31 décembre 2019			
Valeur brute	3 512	27 128	30 640
Amortissements cumulés	(2 814)	(11 300)	(14 114)
Valeur nette	698	15 828	16 526

Les frais de développement internes activés se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Personnel	2 830	3 232
Honoraires, Services extérieurs	94	82
Frais de voyage et d'animation	18	41
Dotation aux provisions et amortissements	1 005	940
Achats et consommables	-	-
Autres	348	460
Sous total dépenses	4 295	4 755
Subventions d'exploitation	-	-
Crédit d'impôt recherche	(1 708)	(1 282)
Sous total produits	(1 708)	(1 282)
Coûts de développement activés	2 587	3 472

9. Immobilisations corporelles

Sur l'année 2019, ainsi que sur l'année 2020, la Société a principalement acheté du matériel de recherche et du matériel de production (banc de test, jeu de contrôle, divers outillages...).

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse de la manière suivante pour les deux derniers exercices :

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel, outillage, équipements technique	Matériel de bureau et informatique	Autres	Total
Exercice clos le 31 décembre 2020				
Montant à l'ouverture	4 808	54	20	4 881
Acquisitions	661	217	28	906
Cessions	(84)	-	-	(84)
Dotations aux amortissements	(800)	(73)	(9)	(882)
Écarts de conversion	(0)	(2)	(0)	(2)
Montant net à la clôture	4 585	195	39	4 820
Au 31 décembre 2020				
Valeur brute	11 204	1 320	793	13 317
Amortissements cumulés	(6 619)	(1 125)	(754)	(8 497)
Valeur nette	4 585	195	39	4 820

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel, outillage, équipements technique	Matériel de bureau et informatique	Autres	Total
Exercice clos le 31 décembre 2019				
Montant à l'ouverture	4 748	90	28	4 865
Acquisitions	699	-	5	704
Cessions	(4)	(2)	-	(6)
Dotations aux amortissements	(630)	(30)	(13)	(673)
Sortie de périmètre	(5)	(5)	-	(10)
Écarts de conversion	-	-	-	-
Montant net à la clôture	4 808	54	20	4 881
Au 31 décembre 2019				
Valeur brute	10 627	1 105	814	12 546
Amortissements cumulés	(5 819)	(1 052)	(794)	(7 665)
Valeur nette	4 808	54	20	4 881

10. Droits d'utilisation et passifs locatifs liés aux contrats de location

Les mouvements relatifs aux droits d'utilisation et aux passifs locatifs sur l'exercice 2020 se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2019	Nouveaux contrats souscrits	Reclassements	Sorties liées aux fins de contrats	31 décembre 2020
Bâtiments	472	16	178	-	666
Equipements	33	-	30	-	63
Véhicules	289	15	(7)	(88)	210
Total des droits d'utilisation liés aux contrats de location - BRUT	795	32	201	(88)	939

	31 déc. 2019	Dotations aux amortissements de la période	Reclassements	Sorties liées aux fins de contrats	31 décembre 2020
Bâtiments	(92)	(325)	(27)	-	(444)
Equipements	(18)	(19)	(6)	-	(44)
Véhicules	(144)	(85)	6	88	(134)
Total des amortissements des droits d'utilisation liés aux contrats de location	(253)	(430)	(26)	88	(621)
Bâtiments	380				222
Equipements	15				20
Véhicules	147				76
Total des droits d'utilisation liés aux contrats de location - NET	542	-	-	-	318

La dette sur obligations locatives au titre des contrats s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2019	Nouveaux contrats souscrits sur la période	Reclassements	Paiements en capital	31 décembre 2020
Bâtiments	433	16	101	(324)	225
Equipements	5		36	(20)	21
Véhicules	135	15	20	(85)	85
Total des dettes sur obligations locatives	572	32	157	(430)	330
Dont part courante	272				310
Dont part non courante	300				21

Les droits d'utilisation s'élèvent au 31 décembre 2020 à 939 milliers d'euros brut et 318 milliers d'euros nets et concernent les éléments suivants en brut:

- Bâtiments 666 milliers d'euros relatifs aux locaux occupés par les différentes entités du Groupe à Aix-en-Provence, et en Chine.
- Equipements 63 milliers d'euros
- Véhicules 210 milliers d'euros

Leur durée moyenne résiduelle à compter du 31 décembre 2020 est de moins d'un an (9 mois sur les bâtiments et 6 mois sur les véhicules).

La dotation sur droits d'utilisation sur l'exercice 2020 s'élève à 430 milliers d'euros, l'amortissement en capital des passifs locatifs à 430 milliers d'euros, et les intérêts financiers à 23 milliers d'euros constatés dans le résultat financier.

La dotation sur droits d'utilisation sur l'exercice 2019 s'élevait à 426 milliers d'euros, l'amortissement en capital des passifs locatifs à 453 milliers d'euros, et les intérêts financiers à 64 milliers d'euros constatés dans le résultat financier.

La moyenne du taux marginal d'endettement utilisé pour l'actualisation de la dette sur les nouveaux contrats souscrits en 2020 est de 2% pour les bâtiments, et de 1% pour les équipements et véhicules.

Aucune transaction de cession-bail n'est intervenue sur l'exercice.

Aucune convention de sous-location n'est en vigueur sur l'exercice.

Il n'existe pas de restrictions ou covenants inclus dans les contrats de location du Groupe.

Les charges comptabilisées relatives aux locations de courte durée et aux locations d'actifs de faible valeur unitaire non retraités selon IFRS 16 ne sont pas significatives sur l'exercice.

Le décalage de paiement de l'échéance du 2ème trimestre 2020 n'a pas eu d'impact significatif.

11. Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se décomposent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	<i>31 déc 2020</i>	<i>31 déc 2019</i>
Titres de placement et trésorerie nantis	163	163
Dépôts versés	89	190
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	74	74
Créance de Crédit Impôt Recherche	2 351	2 078
Total des Autres actifs non courants	2 676	2 505

Les actifs mis à la disposition dans le cadre du contrat de liquidité s'élèvent à 74 milliers d'euros. Le contrat de liquidité est décrit en Note 16.3.

La créance de CIR 2020 s'élevant à 2,351 milliers d'euros a été classée en Autres actifs non courants au 31 décembre 2020 car la Société ayant perdu son statut de PME communautaire suite à la prise de contrôle majoritaire par Hologic au cours de l'exercice 2019, la créance de CIR 2020 ne sera pas encaissable avant un délai de trois ans.

La créance de CIR 2019 s'élevant à 2,078 milliers d'euros a été encaissée au cours de l'exercice 2020.

Au 31 décembre 2019, le montant du CIR au titre de l'exercice écoulé 2019 avait été en partie préfinancé à hauteur de 55% de sa valeur estimée soit 1,116 milliers d'euros. À ce titre figurait dans les comptes une dette financière à court terme de ce montant (voir Note 18). Aucun préfinancement n'a été mis en place sur le CIR 2020.

La créance d'impôt a évolué de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	<i>31 décembre 2020</i>	<i>31 déc. 2019</i>
Créances crédits d'impôts à l'ouverture	2 078	2 407
Encaissement crédits d'impôt	(2 078)	(2 407)
Crédits d'impôt de la période	2 351	2 078
Créances d'impôts à la clôture	2 351	2 078

12. Stocks

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Matières premières, pièces détachées	5 528	3 904
Produits en cours et finis	3 079	3 042
Matériels de démonstration	2 059	2 009
Total Stocks bruts	10 666	8 955
Dépréciation des stocks	(2 745)	(2 482)
Total Stocks nets	7 921	6 474

Les dépréciations de stock de la période correspondent principalement à des dépréciations d'articles défectueux ou retournés par les clients en attente d'une réparation éventuelle, ainsi qu'à la dépréciation linéaire des matériels de démonstration.

Les mouvements concernant la dépréciation des stocks sont comptabilisés en compte de résultat dans le coût des ventes et se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Au 1 ^{er} janvier	(2 482)	(2 363)
Variation de périmètre		82
Dotations dépréciations des stocks	(1 777)	(1 010)
Reprises dépréciations utilisées	1 514	810
Au 31 décembre	(2 745)	(2 482)

Les reprises de provisions utilisées correspondent à des stocks totalement provisionnés, obsolètes ou irréparables, qui ont été mis au rebus sur l'exercice.

13. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Clients et comptes rattachés	4 853	7 045
Dépréciations clients douteux	(1 176)	(745)
Clients et comptes rattachés, nets	3 678	6 299

Au 31 décembre 2020, 2,386 milliers d'euros de créances étaient échues, dont 1,176 milliers d'euros provisionnées, portant à 1,210 milliers d'euros de créances échues mais non dépréciées. Elles sont relatives à des clients pour lesquels la Société a estimé qu'il n'y a pas de risque de non-recouvrement de ces créances.

Au 31 décembre 2019, 1,825 milliers d'euros de créances étaient échues, dont 744 milliers d'euros provisionnées, portant à 1,081 milliers d'euros de créances échues mais non dépréciées.

Le classement par antériorité de ces créances est indiqué ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90+ jours
2020	4 853	2 529	466	57	93	1 707
2019	7 045	5 220	349	257	112	1 107

La valeur brute comptable des clients et comptes rattachés est libellée dans les devises suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Euro	3 425	4 074
Dollar US	1 387	2 971
Autres devises	41	-
Total	4 853	7 045

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de chaque catégorie de créances. Le montant des créances clients à la clôture fait l'objet d'une clause de réserve de propriété prévue dans les conditions générales de vente, au bénéfice de la Société.

Les mouvements concernant la dépréciation des créances clients, courantes et non courantes, se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	2020	2019
Ouverture	(745)	(1 906)
Dotations aux dépréciations pour créances douteuses	(887)	(260)
Reprises dépréciations utilisées	-	1 127
Reprises dépréciations non utilisées	456	159
Variation de périmètre	-	135
Clôture	(1 176)	(745)

Le Groupe n'a pas identifié de pertes de valeurs supplémentaires significatives suite à la crise économique liée à la pandémie du Covid-19.

- **Actifs sur contrats clients**

La société avait des factures à établir au titre des contrats clients au 31 décembre 2020 pour 159 milliers d'euros et 4 milliers d'euros au 31 décembre 2019, inclus dans le poste Créances clients.

- **Passifs sur contrats clients**

Les produits constatés d'avance au titre des contrats clients s'élevaient à 1,107 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 983 milliers d'euros au 31 décembre 2019, inclus dans les postes Autres passifs non courants pour 290 milliers d'euros et Autres passifs courants pour 817 milliers d'euros.

Les avances versées par les clients et les comptes clients débiteurs s'élevaient à 2,647 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et 458 milliers d'euros au 31 décembre 2019, inclus dans les postes Autres passifs courants.

La composante financement des contrats clients est non significative.

Les prises de commandes de la Société ne dépassent pas 12 mois dans leur réalisation.

14. Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
TVA à recevoir	182	633
Charges constatées d'avance	212	336
Avances fournisseurs et fournisseurs débiteurs	513	943
Capital appelé souscrit non versé	-	30
Autres créances	89	40
Total des autres actifs courants	996	1 982

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Disponibilités	2 406	6 500
Valeurs mobilières de placement	8	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 414	6 508

Les disponibilités détenues en banque sont principalement détenues en euros pour 1,848 milliers d'euros, sur des comptes bancaires en USD détenus par la Société mère française pour 353 milliers d'euros, ainsi que 173 milliers d'euros dans la filiale chinoise et 3 milliers d'euros dans la filiale UK.

Au 31 décembre 2020, le Groupe ne dispose pas de lignes de trésorerie court terme bancaire non utilisées et dispose d'un encours maximum de 67 millions d'euros sur l'emprunt intragroupe, dont 54,6 millions d'euros ont été tirés au 31 décembre 2020.

16. Capitaux propres

Depuis le 10 avril 2014, les actions de la Société étaient admises à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext (Compartiment C) à Paris sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.

Le transfert de la cotation des titres de la Société, du marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) vers Euronext Growth Paris, système multilatéral de négociation organisé au sens de l'article 525-1 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, est effectif depuis la séance de Bourse du 30 décembre 2020.

Cette opération vise à permettre à la Société de voir ses titres admis aux négociations sur un marché plus en rapport avec sa taille, sa capitalisation boursière et le niveau de son capital flottant. Le Transfert vers Euronext Growth Paris permet en effet à la Société d'alléger les obligations et contraintes qui pèsent sur elle et, par voie de conséquence, de diminuer les coûts liés à sa cotation, tout en conservant aux actions leur caractère négociable sur un marché financier.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de SuperSonic Imagine avait approuvé en date du 30 octobre 2020 ce projet de transfert de la cotation des titres de la société SuperSonic Imagine d'Euronext Paris vers Euronext Growth et conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser ce transfert.

La demande d'admission des actions SuperSonic Imagine sur le marché Euronext Growth à Paris a été approuvée par l'Euronext Listing Board le 18 décembre 2020. La cotation des titres de la Société sur Euronext Growth Paris s'est effectuée dans le cadre d'une procédure accélérée d'admission aux négociations des actions existantes de la Société, sans émission d'actions nouvelles.

A compter du 30 décembre 2020, le nouveau code mnémonique de l'action SuperSonic Imagine est ALSSI. Le code ISIN demeure inchangé : FR0010526814.

Les principales conséquences de ce transfert sont les suivantes :

- En matière d'information périodique :
 - le rapport semestriel, comprenant les états financiers semestriels consolidés et un rapport d'activité afférent à ces états financiers semestriels, seront publiés dans les quatre mois suivant la fin du second trimestre de l'exercice social de la Société, au lieu du délai de trois mois suivant la fin du premier semestre de l'exercice applicable aux sociétés dont les titres sont admis aux

négociations sur un marché réglementé ; la revue des comptes semestriels par les contrôleurs légaux ne sera par ailleurs plus requise ;

- allègement des mentions requises au titre du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
- libre choix entre les normes comptables françaises et les normes IFRS pour l'établissement des comptes consolidés de la Société. La Société entend choisir l'application du référentiel comptable français dès la publication de ses comptes semestriels au 30 juin 2021.

- En matière d'information permanente :

- Euronext Growth étant un système multilatéral de négociation, la Société demeure soumise aux dispositions applicables en matière d'information permanente du marché, et notamment aux dispositions du Règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (le « Règlement MAR »). Toute société cotée sur Euronext Growth doit s'assurer de la diffusion effective et intégrale de l'information dite réglementée.
- En outre, les dirigeants de la Société et les personnes ayant un lien étroit avec eux demeurent soumis à l'obligation de déclarer les transactions effectuées sur les actions ou les titres de créance de la Société, conformément à l'article 19 du Règlement MAR.

- En matière de protection des actionnaires minoritaires :

La Société est désormais soumise à la réglementation applicable aux sociétés cotées sur Euronext Growth, à savoir :

- sauf dérogation, la protection des actionnaires minoritaires sera assurée sur Euronext Growth par le mécanisme de l'offre publique obligatoire en cas de franchissement, directement ou indirectement, seul ou de concert, du seuil de 50% du capital ou des droits de vote ;
- seuls les franchissements, à la hausse ou à la baisse, des seuils de 50% et 95% du capital ou des droits de vote seront à déclarer à l'AMF et à la Société, sous réserve, le cas échéant, des franchissements de seuils statutaires à déclarer à la Société.
- Toutefois, tant le droit des offres publiques que les obligations de déclaration de franchissement de seuils applicables aux sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché réglementé demeurent applicables pendant trois ans à compter de l'admission des titres de la Société sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth Paris.

- En matière d'assemblées générales :

Le formalisme lié aux assemblées générales est légèrement assoupli, notamment sur les points suivants :

- les documents relatifs aux assemblées générales fournis aux actionnaires devront être publiés sur le site internet de la Société, non plus 21 jours avant la date de l'assemblée mais uniquement à la date de la convocation ;
- le communiqué de mise à disposition des documents préparatoires à l'assemblée générale ne sera plus requis ;
- la mise en ligne sur le site internet de la Société du résultat des votes et du compte-rendu de l'assemblée générale ne sera plus requise.

- En matière de rémunération des dirigeants :

La Société ne sera plus soumise au dispositif du say on pay, prévoyant le vote préalable des actionnaires sur la politique de rémunération des dirigeants, le vote a posteriori sur le rapport sur les rémunérations et l'approbation des rémunérations individuelles des dirigeants.

- En matière de gouvernance :

La Société ne sera plus soumise aux dispositions prévues aux articles L. 823-19 et suivants du Code de commerce en matière de comité d'audit.

- Sur la liquidité des titres :

Euronext Growth n'étant pas un marché réglementé, il peut résulter du transfert sur Euronext Growth à Paris une évolution de la liquidité de l'action différente de la liquidité constatée depuis le début de la cotation de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

16.1. Capital social

Le nombre d'actions en circulation était de 24,029,494 au 31 décembre 2019. Sur l'exercice 2019, 612,559 actions nouvelles avaient été créées suite à l'exercice de stock options et de BSA (voir description des plans en Note 17), et 308 actions régularisées au titre de 2018.

Sur l'exercice 2020, 143,600 actions nouvelles ont été créées suite à l'attribution définitive d'une tranche d'actions gratuites. 1,335 actions nouvelles ont été créées suite à l'exercice de stock-options (voir description des plans en Note 17). Cela porte le nombre d'actions en circulation à 24,174,429 au 31 décembre 2020.

A la connaissance de la Société, Hologic Hub Ltd. détenait au 31 décembre 2020, 19,501,413 actions de la Société représentant environ 80,7% du capital et des droits de vote de la Société sur la base du capital social de la Société au 31 décembre 2020.

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'actions</i>	1 ^{er} jan 2020	Attribution définitive d'actions gratuites	Exercice de Stock options	31 déc. 2020
Actions ordinaires	24 029 494	143 600	1 335	24 174 429
Nombre total d'actions	24 029 494	143 600	1 335	24 174 429
<i>En milliers d'euros</i>				
Capital social	2 403	14	0	2 417
Prime d'émission	5 769	(14)	-	5 755

Variation du capital social sur les deux derniers exercices

Opération	Capital (en milliers d'euros)	Prime d'émission	Nombre d'actions
Au 1^{er} janvier 2019	2 342	19 365	23 416 627
Reclassement de report à nouveau en moins de la prime d'émission	0	(13 596)	0
Exercice Stock-options	58	0	576 225
Exercice de BSA	4	0	36 642
Au 31 décembre 2019	2 403	5 769	24 029 494
Exercice Stock-options	0	-	1 335
Attribution définitive d'actions gratuites	14	(14)	143 600
Au 31 décembre 2020	2 417	5 755	24 174 429

16.2. Dividendes

La Société n'a jamais distribué de dividendes et n'a pas l'intention de distribuer de dividendes au titre de l'exercice 2020.

16.3. Contrat de liquidité

En date du 15 avril 2017, un contrat de liquidité a été conclu avec la société Gilbert Dupont. Ce contrat a été conclu pour une période de 12 mois s'achevant le 14 avril 2018 et renouvelable par tacite reconduction.

Au 31 décembre 2020, dans le cadre du contrat de liquidité, le nombre d'actions auto-détenues au travers de ce contrat est de 100,732, ainsi que 74 milliers d'euros de liquidités, contre 100,732 actions et 74 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Dans le cadre de l'offre public d'achat initiée par la société Hologic Hub Ltd. sur les actions de la Société entre octobre et décembre 2019, le contrat de liquidité conclu avec Gilbert Dupont a été suspendu à la demande de la Société jusqu'à nouvelle instruction. Aucune variation n'a donc eu lieu sur l'exercice.

16.4. Réserves consolidées

Les réserves consolidées se décomposent de la manière suivante :

En milliers d'euros	2020	2019
Au 1^{er} janvier	(17 008)	(9 146)
Résultat de l'exercice	(19 922)	(22 508)
Différences de conversion	(1)	610
Paiements fondés sur des actions - Charges de l'exercice	165	241
Exercice de stock-options	-	-
Profits/(Pertes) actuarielles sur engagements de retraite	(39)	209
Variation des actions auto-détenues	-	8
Imputation des pertes antérieures sur la prime d'émission	-	13 596
Divers	-	(19)
Au 31 décembre	(36 804)	(17 008)
Dont :		
Report à nouveau	(18 677)	3 688
Perte de l'exercice	(19 922)	(22 508)
Réserve légale	-	-
Actions auto-détenues	(626)	(626)
Résultat global accumulé	47	229
Paiements fondés sur des actions	2 374	2 209
Au 31 décembre	(36 804)	(17 008)

En France, 5% du bénéfice annuel réalisé par les sociétés est doté en réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital social. Le Groupe n'ayant généré aucun bénéfice dans le passé, aucune dotation n'a été effectuée.

17. Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a attribué deux types d'instruments à certains dirigeants, salariés et à des personnes liées avec la Société par un contrat de consultant :

- des instruments dilutifs fondés sur des actions, tels que des options sur actions, des actions gratuites. Ces derniers sont décrits ci-dessous en Note 17.1 ; et
- des instruments non dilutifs et fondés sur des actions. Ces derniers sont décrits ci-dessous en Note 17.2.

Aucun nouveau plan n'a été attribué sur l'exercice 2020.

17.1. Instruments dilutifs fondés sur des actions

17.1.1. Conditions des plans attribués

Au 31 décembre 2020, les plans de paiements en actions suivants étaient toujours en vigueur :

Options ordinaires / Stock-options :

Plan -- Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Prix d'exercice par action	Nombre d'instruments : attribués à l'origine Exerçable au 31 déc 2020	Date d'expiration
Options Ordinaires 2013 4 octobre 2013	Exerçables à hauteur de 25% à l'expiration d'une période de 12 mois à compter de la date d'attribution, puis le solde à hauteur de 7,5% à l'expiration de chaque trimestre écoulé pendant 30 mois. ⁽¹⁾	0,10 €	381 250 21 258	4-oct-23
Options AGA Exchange 2013 4 octobre 2013	Exerçables à hauteur de 55% à la date d'attribution, puis le solde à hauteur de 7,5% de chaque trimestre calendaire écoulé à compter du 1 ^{er} octobre 2013. ⁽¹⁾	0,10 €	254 500 0	4-oct-23
Options 09- 2014 19 septembre 2014	Exerçable à hauteur de 6,25% des options à l'expiration de chaque période successive de 3 mois écoulée à compter de la date d'attribution et au plus tard dans les 10 ans suivant la date d'attribution.	8,18 € ⁽²⁾	411 850 105 689	18-sept-24

(1) Suite à l'introduction en bourse en date du 9 avril 2014, ces instruments sont devenus immédiatement exerçables.

(2) Prix d'exercice ajusté à la suite de l'augmentation de capital de la Société en date du 15 mai 2017.

Actions gratuites :

Plan -- Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Prix d'exercice par action	Nombre d'instruments attribués à l'origine	Date d'expiration
Actions Gratuites de performance 31 mars 2017	Acquises et livrées aux bénéficiaires par tranches égales de 20% à l'issue de périodes d'acquisition de 12, 24, 36, 48 et 60 mois à compter de l'Attribution. (1)	-	1 037 500	N/A
Actions Gratuites de performance Avril 2018	Acquises et livrées aux bénéficiaires par tranches égales de 20% à l'issue de périodes d'acquisition de 12, 24, 36, 48 et 60 mois à compter de l'Attribution. (1)	-	114 000	N/A

(1) Sauf cas exceptionnel apprécié avec l'accord du Conseil d'administration, tout bénéficiaire perd irrévocablement ses actions de performance au titre des tranches non encore acquises :

- En cas de démission effective avant la fin d'une période d'acquisition, la perte des actions de performance prendra effet au jour de la fin du contrat de travail ou du mandat social du bénéficiaire ; ou
- En cas de licenciement ou de révocation pour quel que motif que ce soit avant la fin de la période d'Acquisition, la perte des actions de performance prendra effet au jour de la notification du licenciement ou de la révocation selon le cas.

Pendant les périodes d'acquisition, les bénéficiaires ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles. Les actions gratuites seront livrées à leurs bénéficiaires à l'expiration de cette période d'acquisition.

La livraison des actions de performance est réservée aux bénéficiaires ayant conservé la qualité de salarié ou de mandataire social de la Société ou d'une société liée sans interruption pendant la période d'acquisition pour chaque tranche, sauf cas particulier visé au plan.

En mars 2018, 207,500 actions nouvelles ont été créées pour la livraison de la première tranche du plan 2017, suite à l'atteinte des objectifs de performance.

En mars 2019, aucune actions nouvelles n'ont été créées pour la livraison de la deuxième tranche du plan 2017 car les conditions de performance n'ont pas été remplies.

En avril 2019, aucune actions nouvelles n'ont été créées pour la livraison de la première tranche du plan 2018 car les conditions de performance n'ont pas été remplies.

Les règlements des plans d'actions gratuites 2017 et 2018 incluaient la clause suivante : « En cas de prise de contrôle du capital social de la Société (tel que le terme est défini à l'article L. 233-3 du Code de commerce), la Condition de Performance ne trouvera plus à s'appliquer ; seules les stipulations du plan relatives à la condition de présence trouveront à s'appliquer. »

La prise de contrôle de la Société par le groupe Hologic au cours de l'exercice 2019 a donc supprimé toutes les conditions de performance qui existaient sur les plans d'actions gratuites attribués en 2017 et 2018.

Le nombre d'AGA devenus caduques sur l'exercice 2020 s'établit à 218,700 AGA et le nombre d'actions gratuites définitivement acquises en mars et avril 2020 sur les plans 2017 et 2018 s'élève à 143,600 actions. Elles ont été créées par prélèvement sur le compte de prime d'émission pour un montant de 14 milliers d'euros.

17.1.2. Variations des en-cours des instruments dilutifs

a) Options de Souscription d'Actions / Stock-options

Le nombre de stock-options en circulation s'analyse comme suit :

OSA	2020		2019	
	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'OSA	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'OSA
Au 1 ^{er} janvier	6,76	128 282	0,20	701 174
Octroyés	-	-	-	-
Eteintes	-	-	-	-
Exercées	0,1	-1 335	0,10	-572 892
Au 31 décembre	6,83	126 947	6,76	128 282
Exerçables	6,83	126 947	6,76	128 282

b) Actions gratuites

Le nombre d'actions gratuites en circulation s'analyse comme suit :

AGA	2020		2019	
	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'AGA	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'AGA
Au 1 ^{er} janvier	-	637 500	-	896 500
Octroyés	-	-	-	-
Caduques	-	-218 700	-	-259 000
Attribuées au cours de la période	-	-143 600	-	-
Au 31 décembre	-	275 200	-	637 500

17.1.3. Valorisation des plans

La valorisation des options de souscription d'actions et des actions gratuites s'analyse comme suit :

Plan	Modèle de valorisation	Prix de l'action à la date d'attribution (en euros)	Taux annuel d'intérêt sans risque	Volatilité attendue	Maturité attendue (années)	Décote d'inaccessibilité	Juste valeur unitaire (en euros)
Options ordinaires / Stock options :							
Options Ordinaires 2013	B&S et binomial	0,10	2,42%	35,00%	10	30,48%	0,030
Options AGA Exchange	B&S et binomial	0,10	2,42%	35,00%	10	30,48%	0,030
Options 09-2014	B&S	8,40	0,35%	37,51%	7	0,00%	3,980
Actions gratuites :							
Actions Gratuites de performance 2017		1,52					1,52 à 1,768
Actions Gratuites de performance 2018		1,768					1,768

Aucune hypothèse de turnover ni de distribution de dividende n'a été retenue pour la valorisation de ces instruments.

17.2. Instruments non dilutifs fondés sur des actions

En date du 1^{er} juillet 2014, le Groupe a accordé aux salariés du bureau de représentation chinois des Stock Appreciation Right (SAR).

Le principe en est le suivant :

Chacun des neuf bénéficiaires a reçu un nombre fixe de SAR, dont il acquiert les droits selon les modalités détaillées dans le tableau ci-dessous. Ces SAR sont exerçables jusqu'au 23 octobre 2023 (sous conditions de présence dans le Groupe).

Le Groupe versera à l'attributaire sur demande écrite, et pour chaque exercice des SAR attribués, le montant le plus faible entre les deux montants suivants :

- Le cours de bourse d'une action de la Société à la veille de la demande d'exercice, minoré de 0,10 euro ; et
- 20 euros.

A la date de la clôture, la valorisation des SAR attribués s'élève à 25 milliers d'euros, identique au 31 décembre 2019.

17.2.1. Conditions des plans attribués

Plan -- Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Nombre d'instruments : attribués à l'origine. <i>Exercable au 31 déc. 2019</i>	Date d'expiration
Stock Appreciation Right			
SAR 07-2014 1 ^{er} juillet 2014	Exercables par tiers au 1 ^{er} juillet de chaque année (2014, 2015, 2016), ou immédiatement exercable en cas de changement de contrôle	10 000 10 000	23-oct-23
SAR 07- 2014' 1 ^{er} juillet 2014	Exercables intégralement au 1 ^{er} juillet 2014.	5 000 5 000	23-oct-23

17.2.2. Variations d'en-cours des instruments non dilutifs

SAR	2020	2019
	Nombre d'instruments	Nombre d'instruments
Au 1 ^{er} janvier	15 000	15 000
Octroyés	-	-
Caduques	-	-
Exercés	-	-
Échus	-	-
Au 31 décembre	15 000	15 000
Exercables	15 000	15 000

17.3. Charges des plans par exercice

La charge totale enregistrée au cours de l'année 2020 au titre des plans de paiement en actions s'est élevée à 165 milliers d'euros contre 244 milliers d'euros au cours de l'exercice 2019, en tenant compte des probabilités de présence.

Les charges reconnues dans les états financiers au cours des exercices écoulés se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	2014 et antérieur s	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
AGA	20	-	-	321	199	244	165	949
Stock Options	443	30	-	-	-	-	-	473
SAR	113	(71)	3	(9)	(11)	-	-	25
Total	576	(41)	3	313	188	244	165	1 447

18. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 dec 2020	31 dec 2019
Non courant		
Avance remboursable – Tuce	0	204
Avance remboursable – Icare	0	1 725
Emprunt à long terme envers l'actionnaire majoritaire	54 580	34 080
Emprunts à long terme envers BPI	0	3 820
Total non courant	54 580	39 829
Courant		
Avance remb. Business France	0	15
Avance remboursable – Tuce	0	204
Emprunts bancaires à court terme	0	2 077
Part courante des emprunts BPI à long-terme	0	460
Intérêts courus sur emprunt envers l'actionnaire majoritaire	761	422
Total courant	761	3 178
Total Dettes financières	55 341	43 007

Les dettes financières se composent au 31 décembre 2020 d'un emprunt long terme (décrit ci-après en Note 18.1) auprès de l'actionnaire majoritaire Hologic Hub Ltd d'un montant de 55,3 millions d'euros, intérêts courus inclus.

Sur 2020, la Société a remboursé la totalité des dettes financières hors groupe pour un montant de 8.3 M€, grâce à une augmentation de 20,5 millions d'euros de l'emprunt intragroupe envers Hologic Hub Ltd décrit en Note 18.1. Le montant de remboursement de 8,3 millions d'euros se détaille comme suit :

- Avance remb. Business France 15 milliers d'euros
- Avance remboursable – Icare 1,725 milliers d'euros
- Avance remboursable – Tuce 408 milliers d'euros dont 204 milliers d'euros ayant fait l'objet d'un abandon, reconnu en subvention sur l'exercice
- Emprunts bancaires 2,077 milliers d'euros
- Emprunts BPI 4,280 milliers d'euros

La variation des dettes financières s'analyse comme suit sur l'exercice :

<i>En milliers d'euros</i>	31 dec 2019	Souscription	Remboursement en numéraire	Provision intérêts	Abandon de créance	31 dec 2020
Avance remb. Business France	15	-	(15)	-	-	-
Avance remboursable – Icare	1 725	-	(1 725)	-	-	-
Avance remboursable – Tuce	408	-	(204)	-	(204)	-
Emprunts bancaires à court terme	2 077	-	(2 077)	-	-	-
Emprunts BPI à long-terme	4 280	-	(4 280)	-	-	-
Emprunts à long terme envers l'actionnaire majoritaire	34 080	20 500	-	-	-	54 580
Intérêts courus sur emprunt envers l'actionnaire majoritaire	422	-	(422)	339	-	761
Total Dettes financières	43 007	20 500	(8 505)	339	(204)	55 341

18.1. Contrat de prêt de type « revolving » avec l'actionnaire majoritaire

Afin de permettre à la Société de financer ses besoins en fonds de roulement et de rembourser son endettement, notamment envers Kreos, la BPI et les établissements bancaires, la Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu, le 14 août 2019, un contrat de prêt de type « revolving », en langue anglaise intitulé « Loan Agreement », amendé le 22 novembre 2019, le 12 février 2020, le 17 mars et le 23 juin 2020 pour un montant maximum cumulé de 67 millions d'euros. Postérieurement à la clôture de l'exercice (voir Note 41), le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021.

Il présente les termes et conditions suivants :

- Date de maturité : 12 août 2024
- Taux fixe : 5,47% l'an
- Echéance des intérêts : Trimestriels
- Nantissements : Aucun
- Retenue de garantie : Aucune
- Remboursement anticipé : à tout moment sans prime ni pénalité, à condition que tous les remboursements anticipés soient d'un montant minimum de 500,000 euros et par tranches de 500,000 euros au-delà.

Au 31 décembre 2020, le montant tiré par la Société au titre de ce contrat de prêt s'élève à 54,6 millions d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	Total 31 déc. 2020	Total 31 déc. 2019
Capital	54 580	34 080
Intérêts courus	761	422
Total	55 341	34 502

Il est par ailleurs précisé que la Société a adhéré, dans le cadre de la conclusion du « Loan Agreement » en sa qualité de filiale d'Hologic Hub Ltd., à un *Intercompany Demand Promissory Note* en date du 29 mai 2015 conclu par Hologic, Inc., société mère du groupe Hologic, et ses filiales dans le cadre d'un *Credit and Guaranty Agreement* en date du 29 mai 2015 (et amendé ultérieurement) entre Hologic, Inc., Hologic GGO 4 Ltd et Bank of America, N.A., étant précisé que l'*Intercompany Demand Promissory Note* organise notamment la subordination par rapport aux obligations issues du *Credit and Guaranty Agreement* de certains flux entre membres du Groupe.

19. Engagements de retraite et avantages assimilés

En France, le Groupe cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Au Royaume-Uni, le Groupe contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées. Ces cotisations sont constatées en charge de l'exercice.

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante. Ils sont relatifs aux régimes d'indemnité de départ en retraite des salariés français.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Provision pour engagements de retraite	520	414

Les variations de l'obligation au titre du régime à prestations définies durant l'exercice sont présentées ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Au 1^{er} janvier	414	529
Coût des services rendus au cours de la période	63	86
Coût financier	3	9
Prestations payées	-	-
Réductions / cessations	-	-
Ecart actuariels	40	(209)
Différences de conversion	-	-
Au 31 décembre	520	414

Les montants constatés au compte de résultat sont déterminés de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Coût des services rendus au cours de la période	63	86
Coût financier	3	9
Réductions / cessations	-	-
Prestations payées	-	-
Total	66	95

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Taux d'actualisation	0,33%	0,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,0%	3,0%
Taux d'inflation	2,0%	2,0%
Taux de charge sociale : Non cadres	25,0%	25,0%
Taux de charge sociale : Cadres	46,0%	46,0%

Les engagements sont calculés sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à 62 ans pour les non-cadres et à 64 ans pour les cadres.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs sont déterminées sur la base de données provenant de statistiques publiées et de données historiques en France (table INSEE TD/TV 2013 - 2015). Les taux de mobilité retenus ont été déterminés sur la base des statistiques des dernières années. Ce taux représente un taux annuel moyen de mobilité de 11,5% des effectifs.

20. Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont détaillés ci-après :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Fournisseurs - part non courante	5	727
Produits constatés d'avance - part non courante	290	358
Total	295	1 085

La part non courante des fournisseurs correspond principalement aux paiements futurs actualisés des redevances minimales fixes sur les brevets et licences acquises.

La part non courante des produits constatés d'avance correspond aux contrats de maintenance dont la durée est supérieure à un an.

21. Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Fournisseurs	3 518	4 803
Dont Part Courante	3 513	4 076
Dont Part Non Courante	5	727

22. Autres passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Dettes sociales	4 163	2 616
Produits constatés d'avance - part courante	817	918
Provisions pour risques et charges courants (cf détails)	568	552
Dettes fiscales	462	840
Avances reçues sur commandes et clients créditeurs	2 696	458
Divers	26	14
Total des autres passifs courants	8 732	5 399

Dans le cadre de la crise sanitaire, la société a obtenu un décalage de paiements représentant 5 mois de charges URSSAF pour un montant restant dû au 31 décembre 2020 de 1,511 milliers d'euros contre 281 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les produits constatés d'avance concernent, d'une part, les revenus liés à la technologie non intégralement reconnus à la signature du contrat mais étalés sur la période concernée, les produits de subvention d'exploitation étalés au rythme des charges encourues, et les prestations de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) dont le revenu est reconnu lorsque le service a été rendu.

Les provisions courantes pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Garantie	Autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2019	436	150	586
- Dotation aux provisions	783	-	783
- Reprise de provision utilisée	(817)	-	(817)
- Reprise de provision non utilisée	-	-	-
- Ecart de conversion	-	-	-
Au 31 décembre 2019	402	150	552
Au 1 ^{er} janvier 2020	402	150	552
- Dotation aux provisions	522	170	692
- Reprise de provision utilisée	(676)	-	(676)
- Reprise de provision non utilisée	-	-	-
- Ecart de conversion	-	-	-
Au 31 décembre 2020	248	320	568

À la clôture de l'exercice, les provisions pour risques et charges comprennent notamment les provisions pour garanties qui sont des provisions courantes. En effet, les ventes réalisées par le Groupe sont assorties d'une période de garantie d'un an. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

Les dotations et reprises aux provisions pour garanties données aux clients sont enregistrées en compte de résultat dans les coûts directs des ventes.

Une provision de 150 milliers d'euros est comptabilisée pour couvrir des litiges dont le fait générateur est antérieur au 31 décembre 2017 et toujours d'actualité au 31 décembre 2020. Une provision de 170 milliers d'euros a été dotée sur l'exercice 2020 pour rénovation des bâtiments du siège social d'Aix-en-Provence suite à la résiliation du bail, à effet 30 septembre 2021.

La provision pour indemnités de départ en retraite est intégralement présentée en passifs non courants (voir Note 19).

23. Instruments financiers par catégorie

La juste valeur d'instruments financiers négociés sur un marché actif, tels que les valeurs mobilières de placement, est fondée sur le prix de marché à la date de clôture. Les prix de marché utilisés pour les actifs financiers détenus par la Société sont les cours acheteurs en vigueur sur le marché à la date d'évaluation. La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des créances et dettes courantes est présumée avoisiner la juste valeur de ces éléments, de même que pour les dettes financières à taux variable.

Au 31 décembre 2020 :

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances au coût amorti	Actifs à la juste valeur par résultat	Total
Titres de placement et trésorerie nantis	-	163	163
Dépôts versés	89	-	89
Clients et comptes rattachés	3 678	-	3 678
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	-	74	74
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	2 414	2 414
Total 31 décembre 2020	3 771	2 652	6 419

	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	3 518	3 518
Passifs locatifs	-	330	330
Emprunt financier intragroupe (hors intérêts courus)	-	54 580	54 580
Total 31 décembre 2020	-	58 428	58 428

Au 31 décembre 2019 :

<i>En milliers d'euros</i>	Prêts et créances au coût amorti	Actifs à la juste valeur par résultat	Total
Titres de placement et trésorerie nantis	-	163	163
Dépôts versés	190	-	190
Clients et comptes rattachés	6 299	-	6 299
Actifs mis à la disposition du contrat de liquidité	-	74	74
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	6 508	6 508
Total 31 décembre 2019	6 489	6 745	13 235

	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs financiers évalués au coût amorti	Total
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	4 803	4 803
Emprunt long terme	-	38 782	38 782
Passifs locatifs	-	572	572
Emprunt à court terme	-	2 077	2 077
Avances remboursables	-	2 148	2 148
Total 31 décembre 2019	-	48 382	48 382

24. Analyse de la variation du BFR

Détail de la variation du BFR En milliers d'euros	Détail variation				Variation BFR
	31-déc-19	31-déc-20	Variation	Change Ajustement CIR*	
Stocks	6 474	7 921	(1 447)	(5)	(1 452)
Clients et comptes rattachés	6 299	3 678	2 621	5	2 626
Créance d'impôt recherche (CIR)	2 079	2 351	(272)	425	153
Autres créances	1 982	996	986	(1)	986
Fournisseurs et autres passifs	(10 005)	(11 972)	1 967	(8)	1 959
* part affectée aux frais de développement capitalisés nettoyée de l'encaissement du CIR capitalisé en 2019			3 855	(9)	4 272

25. Coût des ventes

La marge brute au cours des deux précédents exercices se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31 déc 2020	31 déc 2019
Chiffres d'affaires Produits	14 596	22 540
Chiffres d'affaires Services	2 579	3 871
Autres revenus	2 058	343
Revenus Totaux	19 233	26 754
Coût des ventes	(10 501)	(14 303)
Marge brute sur revenu total	8 732	12 451
Taux de marge brute en % du revenu total	45,4%	46,5%
Marge brute sur chiffre d'affaires (1)	6 674	12 108
Taux de marge brute en % du chiffre d'affaires (2)	38,9%	45,8%

(1) Marge brute sur chiffre d'affaires = Chiffre d'affaires – Coûts des ventes

(2) Taux de marge brute sur chiffre d'affaires = Marge brute sur chiffre d'affaires / Chiffre d'affaires

La marge brute sur revenu total correspond aux revenus totaux (19,233 milliers d'euros) diminués du coût des ventes (10,501 milliers d'euros).

L'exercice 2020 a enregistré en autres revenus (2,058 milliers d'euros) relatif à un contrat de partenariat industriel et des management fees facturés au groupe actionnaire majoritaire Hologic.

La marge brute sur chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires diminué du coût des ventes, soit 6,674 milliers d'euros en 2020 et 12,108 milliers d'euros en 2019.

Le coût des ventes d'équipements inclut :

- Le coût des achats des matières premières et composants ;
- Le coût de la production réalisée en Malaisie et de l'assemblage ;
- La provision pour garantie ;
- Les redevances dues ;
- Les provisions pour dépréciation de stocks pour obsolescence et mise au rebut.

Le coût du service inclut :

- Le coût d'achat des pièces détachées ;

- La provision pour garantie ;
- Les frais de structure liés à l'activité de service après-vente ;
- Les provisions pour dépréciation de stocks de pièces détachées destinées au service après-vente et sur pièces qui reviennent du terrain.

26. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante (hors frais de développement activés en immobilisations incorporelles) :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Personnel	1 436	873
Honoraires, Services extérieurs	467	450
Frais de voyage et d'animation	22	69
Dotations aux provisions et amortissements	1 938	2 133
Achats et consommables	-	-
Autres	315	145
Sous total dépenses	4 178	3 670
Subventions d'exploitation	(292)	(164)
Crédit d'impôt recherche	(651)	(612)
Sous total produits	(944)	(776)
Total	3 235	2 894

Les frais de recherche et développement totaux se décomposent de la manière suivante incluant les frais de recherche et développement activés en immobilisations incorporelles :

En 2020 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	1 436	2 830	4 267
Honoraires, Services extérieurs	467	94	561
Frais de voyage et d'animation	22	18	40
Dotation aux provisions et amortissements	1 938	1 005	2 943
Achats et consommables	-	-	-
Autres	315	348	663
Sous total dépenses	4 178	4 295	8 473
Subventions d'exploitation	(292)	-	(292)
Crédits d'impôts et crédit d'impôts innovation	(651)	(1 708)	(2 359)
Sous total produits	(994)	(1 708)	(2 651)
Total	3 235	2 587	5 822

En 2019 :

<i>En milliers d'euros</i>	Charges de R&D	Charges immobilisées	Dépenses engagées
Personnel	873	3 232	4 105
Honoraires, Services extérieurs	450	82	531
Frais de voyage et d'animation	69	41	110
Dotation aux provisions et amortissements	2 133	940	3 073
Autres	145	460	605
Sous total dépenses	3 670	4 755	8 425
Subventions d'exploitation	(164)	-	(164)
Crédit d'impôt recherche	(612)	(1 282)	(1 895)
Sous total produits	(776)	(1 282)	(2 059)
Total	2 894	3 472	6 366

La société a poursuivi sur la période ses programmes de développement orientés vers de nouvelles fonctionnalités de l'Aixplorer MACH®.

Les dépenses de recherche et développement comptabilisées sur l'exercice se composent principalement des salaires de l'équipe R&D et de coûts de sous-traitance. Elles intègrent également la charge d'amortissement des coûts de développement activés.

27. Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Personnel	3 872	5 735
Honoraires, Services extérieurs	7 710	2 521
Frais de voyage et d'animation	1 332	2 795
Dotations aux provisions et amortissements	987	519
Autres	754	748
Total	14 654	12 319

Les frais commerciaux et de marketing incluent principalement les coûts :

- de déploiement commercial ;
 - de marketing ;
 - de développement de la force de vente associée ;
 - les frais généraux engagés par les filiales commerciales.
- Au cours de l'exercice 2020, SuperSonic Imagine a signé des accords de distribution non exclusive avec plusieurs entités du groupe Hologic (voir Note 40). En application de ces contrats, les entités de distribution sont considérées comme des Limited Risk Distributors et se voient assurées une marge de distribution (résultat opérationnel / chiffre d'affaires) de 3%. A ce titre une charge de 4,946 milliers d'euros a été comptabilisée en Frais commerciaux et marketing sur l'exercice 2020 relative à l'égalisation de la marge de distribution des entités de distribution.

28. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Personnel	3 043	1 937
Honoraires, Services extérieurs	1 885	1 682
Frais de voyage et d'animation	59	152
Dotations aux provisions et amortissements	413	362
Autres	(176)	(94)
Total	5 229	4 039

Les frais et généraux et administratifs incluent principalement les coûts :

- des salaires des départements « direction générale », « direction administrative et financière », « informatique », « affaires règlementaire et qualité » et le département « Test ».
- des honoraires d'audit, d'avocats et de consultants, des coûts liés aux affaires réglementaires et à la qualité (obtention des certifications pour les produits du Groupe)
- des coûts d'assurance à l'exclusion de ceux pris en compte en frais commerciaux et de marketing

29. Frais des opérations

Les frais du département opérations se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Personnel	1 333	1 282
Honoraires, Services extérieurs	211	168
Frais de voyage et d'animation	28	51
Dotations aux provisions et amortissements	79	67
Autres	127	66
Total	1 778	1 634

Sa fonction se détaille ainsi :

- Définir la politique en matière de production industrielle en cohérence avec la stratégie globale de l'entreprise.
- Effectuer les choix d'investissement concernant l'outil de production

- Optimiser de façon transversale les moyens de production : piloter la mise en œuvre d'un système d'information, développer les synergies entre les sites de production...
- Conclure des partenariats industriels
- Piloter la politique d'achats et de sous-traitance industrielle de l'entreprise

Les frais d'opérations incluent principalement les coûts des départements : « achats », « logistique », « satisfaction client », « administration des ventes » et la branche « Service » du Groupe.

30. Autres produits / (charges) opérationnels

Les autres produits / (charges) opérationnels sont non significatifs sur les deux exercices présentés et sont principalement composés des pertes et gains de change opérationnels.

31. Autres produits / (charges) opérationnels non courants

Les autres produits / (charges) opérationnels non courants sont comptabilisés en application des méthodes décrites en Note 3.27 sur la détermination du résultat opérationnel non courant.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Accord litige Verasonics	-	(5 252)
Frais liés au changement d'actionnaire majoritaire	-	(2 807)
Passage en perte des coûts de changement ERP lié au changement d'actionnaire majoritaire	-	(1 225)
Divers	(640)	(41)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(640)	(9 326)

Les charges opérationnelles non courantes 2020 sont principalement liées à :

- indemnités liées au départ de Michèle Lesieur, Directrice Générale, indemnités approuvées par l'assemblée générale du 16 juin 2020 ;

A titre de rappel, les charges opérationnelles non courantes 2019 étaient principalement liées à :

- Des frais liés au règlement du litige Verasonics pour 5,3 millions d'euros ; La Société avait annoncé le 16 mai 2019 avoir signé un accord avec Verasonics mettant ainsi fin aux différentes procédures judiciaires entre les sociétés relatives aux droits de propriété afférents au produit Aixplorer® ;
- Des frais liés au changement d'actionnaire majoritaire pour 2,8 millions d'euros.
- La mise au rebut d'un projet ERP (immobilisations incorporelles) pour 1,225 milliers d'euros.

32. Charges d'exploitation par nature

Les charges d'exploitation par nature se décomposent de la manière suivante (hors frais de développement activés en immobilisations incorporelles, voir détails en Note 26) :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Achats y compris variation de stocks	8 849	11 094
Dotation aux amortissements	2 599	2 713
Salaires et traitements	7 896	8 461
Charges sociales	2 581	2 768
Impôts et taxes	566	700
Sous-traitance	5 388	1 112
Services extérieurs	2 425	2 949
Frais de voyage et d'animation	1 255	2 545
Charges de Location	250	87
Marketing et publicité	302	763
Honoraires, commissions et redevances	3 439	10 497
Subventions et crédit d'impôt recherche	(944)	(1 094)
Dotation et Reprises de provisions	650	(790)
Valeur Nette Comptable d'éléments actifs mis au rebut	-	1 225
Autres	138	1 475
Total	35 394	44 506

33. Charges liées aux avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel se décomposent de la manière suivante (hors frais de développement activés en immobilisations incorporelles, voir détails en Note 26) :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Salaires et traitements	7 896	8 217
Charges sociales	2 581	2 768
Paiements fondés sur des actions	165	244
Engagements de retraite	66	86
Total	10 708	11 315

Au 31 décembre 2020, le Groupe emploie 165 personnes, contre 173 au 31 décembre 2019.

34. L'EBITDA

<i>En milliers d'euros</i>	31-déc-20	31-déc-19
EBITDA	(12 716)	(4 887)

Le groupe définit l'EBITDA comme le Résultat opérationnel courant retraité des impôts et taxes et des amortissements et provisions.

Au total, l'EBITDA évolue de (160)% soit une dégradation de 7,8 millions d'euros pour une perte s'élevant à (12,7) millions d'euros en 2020 contre une perte de (4,9) millions d'euros en 2019.

L'EBITDA 2020 correspond au résultat opérationnel courant, soit (16,2) millions d'euros, retraité des impôts et taxes de (967) milliers d'euros et des amortissements et provisions de (2,5) millions d'euros.

L'EBITDA 2020 totalise ainsi -12,7 millions d'euros.

L'EBITDA 2019 correspond au résultat opérationnel courant, soit (8,4) millions d'euros, retraité des impôts et taxes de (888) milliers d'euros et des amortissements et provisions de (2,6) millions d'euros. L'EBITDA 2019 totalise ainsi (4,9) millions d'euros.

35. Produits et charges financières

Les produits et charges financières se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc 2020	31 déc 2019
Perte de change	(37)	(109)
Intérêts financiers	(3 097)	(5 168)
Charges financières	(3 134)	(5 276)
Gains de change	20	-
Intérêts financiers	4	13
Plus-value de cession de la filiale US	-	524
Produits financiers	24	537
Résultat Financier	(3 110)	(4 740)

L'exercice 2020 constate une perte de 3,110 milliers d'euros contre 4,740 milliers d'euros en 2019 soit une amélioration de 1,630 milliers d'euros.

Outre les intérêts financiers dus au titre de l'exercice, les intérêts financiers décaissés incluent sur 2020 les indemnités de remboursement anticipé des dettes financières hors groupe pour un montant de 0,4 million d'euros.

La perte 2019 s'expliquait principalement par le remboursement anticipé de l'emprunt obligataire effectué auprès de Kreos qui avait généré une perte financière de 2,6 millions d'euros sur l'exercice 2019, et la cession de la filiale SuperSonic Imagine Inc. à Hologic pour un prix de 2,7 millions d'euros, ayant généré une plus value comptable de cession de 524 milliers d'euros.

36. Charge d'impôt sur le résultat

Le montant de l'impôt sur le résultat du Groupe est différent du montant théorique qui résulterait du taux d'imposition calculé sur la base du taux d'impôt applicable en France, en raison des éléments décrits dans le tableau ci-après.

Le montant des reports déficitaires disponibles s'élève en base à un montant total de 176,1 millions d'euros dont principalement 170,6 millions d'euros pour l'entité française, 3,2 millions d'euros pour la filiale allemande et 2,3 millions d'euros pour la filiale anglaise. Ces reports déficitaires n'ont pas fait l'objet d'une activation d'impôts différés actifs, en application des principes décrits en Note 3.25.

En France, l'imputation de ces déficits est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice, cette limitation étant applicable à la fraction des bénéfices qui excède 1 million d'euros. Le solde non utilisé du déficit reste reportable sur les exercices suivants, et est imputable dans les mêmes conditions sans limitation dans le temps.

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Résultat avant impôt	(19 912)	(22 491)
Impôt calculé sur la base du taux d'impôt applicable dans la société mère (28% pour 2020 et 31% pour 2019)	(5 575)	(6 972)
Effet d'impôt sur :		
Déficits reportables de la période non activés et actif non constaté sur différences temporaires	6 174	7 542
Crédit d'impôt recherche non assujetti à l'impôt	(658)	(644)
Paiements fondés sur des actions non déductibles	46	75
Imposition forfaitaire de l'établissement en Chine	24	15
Frais d'augmentation de capital imputés sur la prime d'émission	-	-
Autres différences permanentes	-	-
Différences de taux d'imposition	-	-
Charge (produit) d'impôt effectif	11	16

37. Résultat par action

37.1. De base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice :

	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(19 922)	(22 508)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	24 149 368	23 549 849
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(100 732)	(107 789)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	24 048 636	23 442 060
Résultat net par action de base (en euros)	(0,83)	(0,96)

37.2. Dilué

Les instruments potentiellement dilutifs sont décrits en Note 17 (détail du nombre restant en circulation, ainsi que le nombre exerçable au 31 décembre des deux dernières années). Au cours des périodes présentées, les instruments donnant droit au capital de façon différée (stock-options, actions gratuites...) sont considérés comme anti-dilutifs car ils conduisent à une réduction de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action présenté est identique au résultat de base par action.

38. Accords de licences

38.1. Licences acquises ou prises

Lors de sa création, le Groupe a conclu des accords de licences sur des brevets de base.

Lors de la deuxième levée de fonds en 2008, le Groupe a fait l'acquisition des brevets CNRS licenciés lors de sa création, et de la quote-part du CNRS sur les brevets pris en copropriété issus du contrat cadre de collaboration avec le CNRS (contrat 2006 à 2008). Ces accords prévoient également le versement de royalties.

En 2014, la Société a signé un nouvel accord de licence mondiale non exclusive sur l'ensemble du portefeuille de brevets d'un acteur majeur de l'industrie, dans le domaine de l'équipement et des méthodes de l'imagerie médicale par ultrasons.

À ce jour, la Société est engagée au versement de royalties dont le montant est indexé sur une partie de son chiffre d'affaires et dont la charge est comptabilisée en Autres charges d'exploitation.

38.2. Licences octroyées

À travers un accord signé le 3 mars 2014, la Société a concédé à un acteur industriel majeur une licence mondiale et non exclusive sur certains de ses brevets. Cet accord est valable au moins jusqu'en novembre 2023, en contrepartie du paiement de redevances étalé sur 2014 et 2015. L'intégralité de ces redevances a été reconnue en « Autres revenus d'exploitation » en 2014. Cet acteur s'est également engagé à ne pas opposer à la Société les brevets dont elle est propriétaire dans le domaine de l'imagerie médicale par ultrasons. La Société a également négocié un accord de licence croisée en 2016 impliquant une licence non exclusive et mondiale de certains de ses brevets à un deuxième acteur industriel majeur. Depuis, aucune autre licence n'a été octroyée.

39. Engagements

39.1. Investissements

Les commandes d'immobilisations engagées mais non encore réalisées ne sont pas significatives.

39.2. Nantissements donnés

Nantissement de titres de placement :

Des titres de placement à hauteur de 158 milliers d'euros ont été nantis au profit de la société BNP Paribas Real Estate à titre de caution sur les loyers des locaux d'Aix en Provence. Ce nantissement a été délivré pour une période de neuf ans s'achevant le 30 septembre 2024. Ce nantissement sera levé le 30 septembre 2021, soit à la fin du bail résilié en 2020, prenant fin en septembre 2021.

39.3. Autres engagements donnés

Le bail commercial signé par la Société pour ses locaux situés à Aix-En-Provence, renouvelable pour une période de trois ans, courait jusqu'au 17 juillet 2017. Ce contrat a été tacitement reconduit et prendra fin le 30 septembre 2021.

En juillet 2015, la Société a signé un bail pour un espace situé à Aix en Provence, renouvelable pour une période de trois ans, qui court jusqu'au 30 juin 2018. Un avenant a été signé en novembre 2018 permettant le départ du bâtiment concerné à chaque trimestre moyennant un préavis de 6 mois et ce jusqu'au 30 septembre 2021.

Ces contrats font l'objet d'une comptabilisation en droits d'utilisation et passifs locatifs en application de la norme IFRS 16 (voir Note 10).

Le bail commercial signé par la Société pour ses nouveaux locaux situés à Aix-En-Provence débutera au 1^{er} octobre pour une durée de 10 ans et celui-ci prendra fin au 30 septembre 2031. La Société a la possibilité de dénoncer le contrat à la fin de la 2^{ème} période triennale.

Les engagements restants à ce titre au 31 décembre 2020 sont de 3,198 milliers d'euros (non actualisés – loyers restant dûs) pour la période courant jusqu'au 30 septembre 2031. Ce contrat fera l'objet d'une comptabilisation en droits d'utilisation et passifs locatifs lors de son entrée en jouissance le 1^{er} octobre 2021, en application de la norme IFRS 16 (voir Note 10).

39.4. Engagements reçus

Le montant des créances clients à la clôture fait l'objet d'une clause de réserve de propriété prévue dans les conditions générales de vente, au bénéfice du Groupe.

Le Groupe bénéficiant du concours de la BPI dans le cadre du financement de ses activités de recherche et développement, a reçu des engagements destinés à financer une partie de ses futurs travaux, sous forme de subventions d'exploitation :

- Les engagements et produits encaissés sur subventions se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Subventions encaissées			Total Cumulé	Montant de l'aide au Contrat	Solde à recevoir
	Avant 2019	2019	2020			
ICARE - OSEO	2 129	0		2 129	2 838	0*
DARMUS- DGA	645			645	645	
CARDIO - ANR	215			215	215	
TUCCIRM - ANR	126			126	126	
Elastobus - OSEO	454			454	454	
TUCE -OSEO	1 208			1 208	1 208	
Micro Elasto - ANR	181			181	186	4
PLIK - OSEO	54			54	133	79
PLIK - Pays d'Aix	25			25	80	55
PLIK - PACA					80	80
BITHUM - ANR	112			112	118	6
IDITOP - OSEO	335			335	335	
IDITOP - PACA	250			250	250	
Cartographics - INCA INSERM	133			133	133	
Capacité - BPI SOLUS	344		40	384	408	24
Ultra Fast 4D-ANR	92			92	306	214
RHU STOP AS	105		49	154	203	49
Total	6 407	0	89	6 496	7 716	1 220

* subvention Icare : au cours de l'exercice 2017, la Société a trouvé un accord avec Bpifrance, financeur de ce programme, dans la mesure où une partie des objectifs initiaux n'ont pas aboutis. Le solde de la subvention ne sera jamais acquis.

40. Transactions avec les parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du Conseil d'administration et de la direction générale, exécutifs et non exécutifs.

Les seuls éléments de rémunération, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement des fonctions de mandataires sociaux sont décrits ci-après, la Société n'en a pas accordé par ailleurs.

Les rémunérations à verser sont les suivantes :

En milliers d'euros	2020	2019
Salaires et traitements	692	462
Rémunération (ex jetons de présence)	33	91
Paiements fondés sur des instruments de capitaux propres	165	244
Total	890	797

Autres parties liées

Le Groupe n'a pas de parties liées autre que les membres du Conseil d'administration et de la Direction Générale ainsi que tout membre ou affilié du groupe Hologic (actionnaire majoritaire de la Société).

Les montants relatifs au groupe Hologic dans les comptes clos le 31 décembre 2020 sont les suivants :

- Emprunt Hologic et intérêts courus 55,341 milliers d'euros
- Créances clients (créditrices) (1,938) milliers d'euros

• Intérêts financiers de l'exercice	(2,552) milliers d'euros	
• Ventes de produits	1,590 milliers d'euros	
• Ventes de services	38 milliers d'euros	
• Facturation de management fees	1,787 milliers d'euros	
• Uniformisation de la marge de distribution des entités de distribution (1) milliers d'euros (comptabilisés en Frais commerciaux et marketing)		(4,946)

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2020, SuperSonic Imagine a signé des accords de distribution non exclusive avec plusieurs entités du groupe Hologic. En application de ces contrats, les entités de distribution sont considérées comme des Limited Risk Distributors et se voient assurées une marge de distribution (résultat opérationnel / chiffre d'affaires) de 3%.

41. Evènements postérieurs à la date de clôture

41.1 Avenants au contrat de prêt intitulé « Loan Agreement » entre la société SuperSonic Imagine S.A et la société Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire

En date du 19 janvier 2021, le contrat de prêt intitulé « *Loan Agreement* » conclu en date du 14 août 2019 entre la société SuperSonic Imagine S.A et la société Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire, a fait l'objet d'un avenant afin d'augmenter le montant maximum cumulé du contrat de prêt de 67 à 73 millions d'euros.

41.2 Impacts de la pandémie de Covid-19

S'agissant de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'activité du Groupe, veuillez-vous référer à la Note 1.2 Faits marquants de l'exercice.

41.3 Gouvernance

Lors de sa réunion du 19 janvier 2021, le Conseil d'administration :

- a pris acte de la démission de Madame Patricia Dolan de ses fonctions de membre du Conseil d'administration, de membre du comité d'audit et de membre du comité des nominations et des rémunérations de la Société ;
- a pris acte de la démission de Monsieur John LaViola de ses fonctions de censeur du Conseil d'administration ;
- a décidé de coopter Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur en remplacement de Madame Patricia Dolan, démissionnaire, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations. Madame Souad Belarbi a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il est précisé que la ratification de la cooptation de Madame Souad

Belarbi en qualité d'administrateur sera soumise à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;

- a décidé de nommer Monsieur Andrew Chard, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations, en qualité de membre du comité d'audit de la Société.

42. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020, comprennent les comptes de SuperSonic Imagine, la société mère, ainsi que ceux des entités suivantes :

Pays	Société	31 déc. 2020	31 déc. 2019
France	SuperSonic Imagine	Société-mère	Société-mère
Royaume-Uni	SuperSonic Imagine Ltd.	100%	100%
Allemagne	SuperSonic Imagine Gmbh	100%	100%
Italie	SuperSonic Imagine Srl	100%	100%
Chine	Supersonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd.	100%	100%
Chine	SuperSonic Imagine (H.K) Limited	100%	100%

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 est identique à celui de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

Au cours des deux derniers exercices, le Groupe n'a procédé à aucune acquisition ou création de société.

Il n'existe aucune restriction au contrôle de ses filiales, détenues à 100% et totalement contrôlées par la société mère.

Les comptes statutaires de la filiale anglaise SuperSonic Imagine Ltd. ne seront pas audités pour leur clôture annuelle en date du 31 mars 2021. En effet, la Société va invoquer l'exemption d'audit au Royaume-Uni, conformément au S479A of the Companies Act 2006, dont elle peut bénéficier dans la mesure où les comptes de la filiale SuperSonic Imagine Ltd. sont consolidés dans les présents états financiers consolidés, qui font l'objet d'un audit.

Le 27 décembre 2019, la Société avait procédé à la cession de la totalité des actions de sa filiale située aux Etats-Unis SuperSonic Imagine Inc. et d'une créance de la Société sur SuperSonic Inc., à la société Hologic Inc., société de droit américain détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la société Hologic Hub Ltd. (actionnaire majoritaire de la Société), pour un prix de cession de 2,718 milliers d'euros encaissé en numéraire avant la clôture de l'exercice 2019. La trésorerie existante dans la filiale à la date de cession s'élevait à 249 milliers d'euros. Le résultat de cession enregistré sur l'exercice 2019 en résultat financier s'élevait à 524 milliers d'euros (voir Note 31), incluant pour (641 milliers d'euros) des différences de conversion recyclées en résultat (voir tableau « Etat du résultat global consolidé » de la Partie 3 (Comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS pour l'exercice clos le 31 décembre 2020)). La filiale américaine a été consolidée dans les comptes du groupe jusqu'au 27 décembre 2019 et a contribué à hauteur de 3,658 milliers d'euros de chiffre d'affaires et (2,004 milliers d'euros) de perte nette sur l'exercice clos le 31 décembre 2019, avant élimination des intragroupes réciproques.

Le bilan simplifié de la filiale cédée à la date de cession se présentait comme suit :

En milliers d'euros	27 déc 2019
Immobilisations corporelles	8
Stocks	550
Clients et comptes rattachés	1 254
Autres actifs courants	64
Trésorerie et équivalents de trésorerie	249
Total de l'actif	2 125
Total des capitaux propres	(21 306)
Compte courant intragroupe	22 761
Fournisseurs et dettes rattachées	100
Autres passifs courants	570
Total du passif et des capitaux propres	2 125

Cette filiale, créée en mars 2007 dont le siège social se situait à Weston (Floride – États-Unis d'Amérique), avait pour activité principale d'assurer l'activité commerciale sur le territoire américain ainsi que des activités de marketing pour la Société. Cette filiale comptait neuf collaborateurs au 31 décembre 2018.

43. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant en charge au compte de résultat de l'exercice se décomposent comme suit :

<i>Honoraires des Commissaires aux Comptes En € H.T</i>	Ernst & Young et Autres	TALENZ ARES AUDIT	Ernst & Young et Autres	TALENZ ARES AUDIT
	Exercice clos le 31 décembre 2020		Exercice clos le 31 décembre 2019	
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	84 000	35 500	84 000	35 500
Services autres que la certification des comptes	1 500	-	16 614	-
Total	• 85 500	35 500	100 614	35 500

PARTIE 4 - COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

BILAN

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Brut	Amortissements & dépréciations	31 décembre 2020 (Net)	31 décembre 2019 (Net)
Immobilisations incorporelles	2	33 712	(16 410)	17 302	16 871
Immobilisations corporelles	3	13 276	(8 459)	4 817	4 787
Immobilisations financières	4	7 816	(5 532)	2 284	2 164
Total de l'actif immobilisé		54 804	(30 401)	24 403	23 822
Stocks	5	10 393	(2 733)	7 660	6 093
Créances clients et comptes rattachés	6	4 778	(1 052)	3 726	6 047
Autres créances	7	3 011	-	3 011	1 955
Valeurs mobilières de placement	8	161	-	161	163
Disponibilités	8	2 100	-	2 100	6 089
Total de l'actif circulant		20 443	(3 785)	16 658	20 347
Charges constatées d'avance	9.2	170	-	170	321
Ecarts de conversion actif	9.1	649	-	649	1 145
Total des comptes de régularisation		819	-	819	1 466
Total de l'actif		76 066	(34 186)	41 880	45 636

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Capital social	12.1	2 417	2 403
Primes d'émission	12.1	6 535	6 549
Réserves Réglementées		(8)	(8)
Report à nouveau		(18 047)	-
Résultat de l'exercice		(19 274)	(18 047)
Provisions réglementées		(2)	(2)
Total des capitaux propres	12	(28 378)	(9 104)
Avances conditionnées	15	-	2 148
Provisions pour risques et charges	16	1 217	1 764
Emprunts et dettes financières	14 / 17	58 583	42 565
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		2 049	55
Dettes fournisseurs & comptes rattachés		3 428	4 135
Dettes fiscales & sociales	18	4 294	2 605
Autres dettes		14	-
Total des dettes		69 585	53 270
Produits constatés d'avance	9.2 / 20	604	650
Ecarts de conversion Passif	9.1	69	821
Total des comptes de régularisation		673	1 470
Total du passif		41 880	45 636

COMPTE DE RESULTAT

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Ventes de marchandises		428	377
Production vendue (biens)		14 896	22 000
Production vendue (services)		3 325	3 296
Chiffre d'affaires	21.1	18 649	25 673
Production stockée		118	817
Production immobilisée	2 et 3	2 934	4 191
Subventions d'exploitation		292	164
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		2 848	2 894
Autres produits		1 210	595
Produits d'exploitation		26 050	34 334
Achat de marchandises et de matières premières		10 650	11 918
Variation de stock		(1 736)	280
Autres achats et charges externes		16 851	12 257
Impôts, taxes et versements assimilés		551	413
Salaires et traitements		8 153	7 189
Charges sociales		3 192	3 004
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2 et 3	3 336	3 205
Dotations aux provisions sur actif circulant		2 527	1 682
Dotations aux provisions pour risques & charges	16	692	783
Autres charges		304	1 815
Charges d'exploitation		44 519	42 546
Résultat d'exploitation		(18 469)	(8 211)
Produits financiers de participations	21.3	36	183
Autres intérêts et produits assimilés	21.3	0	11
Reprises sur provisions et transferts de charges	21.3	1 616	2 405
Différences positives de change	21.3	91	772
Produits financiers	21.3	1 744	3 370
Dotations financières aux amortissements et provisions	21.3	649	1 665
Intérêts et charges assimilés	21.3	3 091	4 954
Différences négatives de change	21.3	265	1 139
Charges financières	21.3	4 006	7 758
Résultat financier	21.3	(2 262)	(4 388)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	21.4	1	56
Produits exceptionnels sur opérations en capital	21.4		2 762
Reprises sur provisions et transferts de charges	21.4		32 726
Produits exceptionnels	21.4	1	35 544
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	21.4	894	63
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	21.4		43 098
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	21.4		-
Charges exceptionnelles	21.4	894	43 161
Résultat exceptionnel	21.4	(893)	(7 617)
Impôt sur les bénéficiaires	27	(2 349)	(2 169)
Résultat net		(19 274)	(18 047)

1. Informations générales et principes comptables

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.
Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1.1. Informations générales

1.1.1. Présentation de la Société

SuperSonic Imagine (« la Société ») est une société de technologie médicale (Medtech) spécialisée dans l'imagerie échographique. La Société conçoit, fabrique et commercialise une plateforme échographique dont la technologie exclusive ultrarapide (UltraFast™) a donné naissance à de nouveaux modes d'imagerie, aujourd'hui devenus des standards dans le parcours de soins non-invasifs pour la caractérisation des maladies du sein, du foie ou de la prostate.

Le premier mode innovant UltraFast™ est l'élastographie ShearWave® (SWE™), qui permet aux médecins de visualiser et d'analyser instantanément la dureté des tissus, information capitale pour le diagnostic de nombreuses pathologies.

En 2018, SuperSonic Imagine a mis sur le marché la nouvelle génération de l'Aixplorer® : le MACH 30, suivie par le MACH 20 en 2019, version conçue pour cibler le segment milieu de gamme du marché de la radiologie, et tout dernièrement en juillet 2020 le MACH® 40 élargissant sa gamme de technologies ultrasonores avec son premier système premium. Ce nouvel échographe destiné au marché américain offre une excellente qualité d'image, des modes d'imagerie innovants et a été conçu pour améliorer l'efficacité et la précision.

L'Aixplorer MACH® introduit une nouvelle génération d'imagerie UltraFast™ permettant l'optimisation de l'ensemble des modes d'imagerie innovants : ShearWave PLUS, Doppler UltraFast™, Angio PL.U.S, TriVu.

Le Groupe est présent dans plus de 54 pays et ses principaux marchés sont la Chine, les États-Unis et la France.

La Société est titulaire ou co-titulaire de nombreux brevets développés en propre, acquis, ou exploités dans le cadre de contrats de licence. La Société sous-traite la production des échographes qu'elle commercialise.

SuperSonic Imagine et ses filiales commercialisent les produits de la gamme Aixplorer® depuis 2009.

Dans le cadre de son développement à l'international, la Société a créé 5 filiales de distribution dans les pays suivants :

- SuperSonic Imagine GmbH, Allemagne en mars 2008 ;
- SuperSonic Imagine Ltd., Royaume Uni en mars 2008 ;
- SuperSonic Imagine Srl, Italie en octobre 2009 ;
- SuperSonic Imagine (H.K) Limited, Chine en juin 2011 ;
- SuperSonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd, Chine en décembre 2015.

En décembre 2019, la Société avait cédé sa filiale américaine à la société Hologic Inc., société de droit américain détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la société Hologic Hub Ltd. (actionnaire majoritaire de la Société). L'ensemble des impacts de cette cession sur l'exercice 2019 ont été détaillés dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et en Note 21.4 ci-après.

La Société dispose également d'un bureau de représentation basé à Pékin, comprenant une équipe de plus de 50 personnes, en charge de l'animation du réseau de distributeur local.

La Société est une société anonyme à Conseil d'administration domiciliée en France. Son siège social se situe aux Jardins de la Duranne, 510 rue René Descartes, 13290 Aix-en-Provence, France. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Aix en Provence sous le numéro 481 581 890 et cotée sur Euronext Growth Paris (ISIN FR0010526814 - ALSSI)

A la suite de l'acquisition hors marché, le 1er août 2019, d'un nombre total de 10.841.409 actions SuperSonic Imagine au prix de 1,50 euro par action (représentant à cette date environ 45,93% du capital et des droits de vote théoriques de la Société sur une base non diluée), Hologic Hub Ltd. avait déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un projet d'offre publique d'achat sur les titres de la Société au même prix par action. Le 8 octobre 2019, l'Autorité des marchés financiers avait déclaré conforme le projet d'offre publique d'achat visant les actions de la Société.

Suite à la clôture définitive de l'offre publique d'achat le 13 décembre 2019, Hologic Hub Ltd. détenait 19.186.609 actions de la Société représentant environ 79,85% du capital et des droits de vote de la Société. A la connaissance de la Société, Hologic Hub Ltd. détenait au 31 décembre 2020, 19.501.413 actions de la société représentant environ 81% du capital et des droits de vote de la société sur la base du capital social de la société au 31 décembre 2020.

1.1.2. Faits marquants de l'exercice

TRANSFERT VERS EURONEXT GROWTH

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 30 octobre 2020 à huis clos a approuvé le projet de transfert de la cotation des titres émis par la Société du marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) vers le système multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Cette opération a permis à la Société de voir ses titres admis aux négociations sur un marché plus en rapport avec sa taille, sa capitalisation boursière et le niveau de son capital flottant. Le transfert vers Euronext Growth permettra en effet à la Société d'alléger les obligations et contraintes qui pèsent sur elle et, par voie de conséquence, de diminuer les coûts liés à sa cotation, tout en conservant aux actions leur caractère négociable sur un marché financier. Ce transfert permet également l'application du référentiel comptable français dès la publication des comptes semestriels au 30 juin 2021 de la Société.

La demande d'admission des titres de la Société sur le marché Euronext Growth a été approuvée par l'Euronext Listing Board en date du 18 décembre 2020.

A l'issue de la séance de bourse du 29 décembre 2020, les titres de la Société ont été radiés du marché réglementé Euronext à Paris et admis sur Euronext Growth à Paris à partir du 30 décembre 2020.

A compter du 30 décembre 2020, le nouveau code mnémonique de l'action SuperSonic Imagine est ALSSI. Le code ISIN demeure inchangé : FR0010526814.

Les principales conséquences de ce transfert sont détaillées en Note 12.

GOVERNANCE

Changement de Directeur Général

Lors de sa réunion du 23 janvier 2020, le Conseil d'administration de la Société a décidé de mettre un terme au mandat de Directeur Général de Madame Michèle Lesieur et de procéder à son remplacement par Monsieur Antoine Bara en qualité de Directeur Général. S'agissant des conditions financières liées à la fin du mandat de Directeur général de Madame Michèle Lesieur, la Société a indiqué que :

- la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2019 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros) qui lui restait due au titre d'un rappel de paiement, ainsi que la part fixe de sa rémunération annuelle au titre de l'exercice 2020 (d'un montant annuel brut de 275.000 euros), calculée prorata temporis du 1er janvier 2020 (date du début de l'exercice 2020) au 23 janvier 2020 (date de fin de son mandat), soit un montant brut total de 87.500 euros lui ont été versés ;
- les conditions de performances (basées sur le chiffre d'affaires, l'EBIDTA et le niveau de marge) qui en conditionnaient le versement n'étant pas remplies, Madame Michèle Lesieur n'a reçu aucune indemnité de départ ;
- Madame Michèle Lesieur a irrévocablement perdu, du fait de son départ, le bénéfice de ses droits liés à l'attribution d'actions gratuites de performance de la Société au titre des tranches non encore acquises (étant rappelé que le nombre total d'actions de performance acquises gratuitement par Madame Michèle Lesieur au 23 janvier 2020 s'élevait à 60.000 actions) ;
- le principe et le paiement intégral de son bonus 2019 (d'un montant total brut de 125.000 euros) dû au titre de la réalisation d'une opération de fusion ou d'acquisition de la Société (à savoir la réalisation en 2019 de l'acquisition du contrôle de la Société par Hologic Hub Ltd.) ont été approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de la Société en date du 16 juin 2020 conformément aux dispositions articles L. 225-37-2 et L. 225-100 du Code de commerce.

Un accord transactionnel a été conclu le 29 janvier 2020 visant à mettre un terme définitif à un litige opposant la Société et Madame Michèle Lesieur suite au départ de cette dernière de son poste de Directeur général. Cet accord transactionnel, conclu dans les conditions prévues aux articles 1103, 1104, 2044 et suivants et 2052 du Code civil, prévoit, d'une part, le versement par la Société d'une indemnité transactionnelle d'un montant brut de 500.000 euros, en contrepartie de quoi Madame Michèle Lesieur a renoncé à toute réclamation au titre de ses fonctions et de leur cessation et, d'autre part, un engagement de non concurrence de la part de Madame Michèle Lesieur pour une période de 12 mois suivant la cessation complète de toute activité pour le compte de la Société et du Groupe, y compris à titre de consultant, en contrepartie du paiement d'une indemnité mensuelle brute de 8.333,33 euros.

Cet accord transactionnel a été approuvé par l'assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020. L'impact de cet accord transactionnel a été comptabilisé sur l'exercice 2020 en charges exceptionnelles (voir Note 21.4).

Indépendamment des différents montants qui précèdent, Madame Michèle Lesieur a accepté d'assister la Société en qualité de consultant, dans le cadre d'une mission spécifique distincte des fonctions qu'elle exerçait au sein de la Société, pour une durée de six mois à compter du 1^{er} février 2020. Le montant total des honoraires versés à ce titre pour la durée de cette mission était de 50.000 euros HT.

Suite à ce départ, Madame Michèle Lesieur a démissionné de l'ensemble des mandats sociaux qu'elle exerçait au sein des filiales de la Société et a été remplacée par Monsieur Michelangelo Stefani dans les filiales du Groupe situées en Italie¹⁷, au Royaume-Unis, en Allemagne, à Shanghai et à Hong-Kong.

Nomination d'un censeur du Conseil d'administration

Monsieur John LaViola, a été nommé par le Conseil d'administration de la Société en date du 17 mars 2020, censeur du Conseil d'administration avec effet immédiat, pour une durée de trois années prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires devant se tenir en 2023 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Il a été décidé par le Conseil d'administration que le censeur ne percevra aucune rémunération au titre de son mandat.

Conformément à l'article 15 des statuts de la Société, le censeur, qui avait été choisi à raison de ses compétences, avait pour mission d'étudier les questions que le Conseil d'administration, ou son président, soumet, pour avis, à son examen. Le censeur a pu assister aux séances du Conseil d'administration et prendre part aux délibérations avec voix consultative seulement. Le censeur n'a perçu aucune

¹⁷ A la date d'arrêté des comptes, les formalités de nomination du nouveau dirigeant sont en cours.

rémunération au titre de son mandat. La nomination de Monsieur John LaViola en qualité de censeur avait été ratifiée par l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020.

Le Conseil d'administration a constaté lors de sa réunion du 19 janvier 2021, la démission de Monsieur John LaViola de son mandat de censeur.

Ratification de cooptations de membres du Conseil d'administration

Lors de l'Assemblée générale mixte de la Société en date du 16 juin 2020, il a été décidé de ratifier les cooptations de :

- Madame Patricia Dolan, cooptée en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de Madame Danièle Guyot Caparros, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Monsieur Michelangelo Stefani, coopté en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de la société Mérieux Participations, représentée par Monsieur Thierry Chignon, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- Monsieur Antoine Bara (Directeur Général de la Société depuis le 23 janvier 2020), coopté en qualité d'administrateur non indépendant en remplacement de la société Bpifrance Investissement, représentée par Monsieur Philippe Boucheron, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Madame Patricia Dolan a démissionné de ses fonctions d'administrateur le 30 décembre 2020. Madame Souad Belarbi a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il est précisé que la ratification de la cooptation de Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur sera soumise à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

FINANCEMENT

La Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu différents avenants au contrat de prêt de type « revolving » conclu le 14 août 2019 :

- le 12 février 2020, un deuxième avenant a supprimé les cas d'accélération du remboursement de l'emprunt qui conserve ainsi une échéance au 12 août 2024 ;
- le 17 mars 2020, un troisième avenant a augmenté l'autorisation du montant maximum cumulé du contrat de prêt à 65 millions d'euros ; et
- le 23 juin 2020, un quatrième avenant a augmenté à nouveau l'autorisation du montant maximum cumulé du contrat de prêt à 67 millions d'euros.

Ce contrat de prêt a permis de rembourser l'ensemble des avances conditionnées et dettes financières hors groupe de la Société pour un montant de 7,1 millions d'euros sur le premier semestre 2020 (cf Note 17 ci-après).

L'en-cours de ce prêt est de 54,6 millions d'euros au 31 décembre 2020. Postérieurement à la clôture de l'exercice (voir Note 32), le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021.

IMPACTS DE LA PANDEMIE DE COVID-19

Sur l'exercice 2020, la Société a constaté un recul de son activité sur ses marchés principaux en France, en Chine et aux Etats-Unis.

L'impact total sur l'activité de SuperSonic Imagine sur 2020 est estimé à environ 2,8 millions d'euros de pertes supplémentaires sur l'exercice. Cet impact est constitué par une baisse de 7,2 millions d'euros de chiffre d'affaires Produits, par 2,4 millions d'euros d'économies sur le coût des ventes, et 2 millions d'euros d'économies sur les coûts de structure. Les coûts de structure principalement impactés sont les commissions, transports, coûts de promotion, et frais de voyage et d'animation.

L'impact sur le chiffre d'affaires et sur les couts a été déterminé en comparant l'année N (2020) avec l'année N-1 (2019).

Concernant l'état de la situation financière, la Société a obtenu :

- de la part de l'URSSAF un décalage de paiement sur ses échéances d'avril à juin 2020 et d'Octobre à Novembre 2020, soit un montant de 1,5 millions d'euros. Ce montant sera décaissé mensuellement sur l'année 2021.
- de la part de ses bailleurs français un décalage de paiement de ses échéances du 2ème trimestre 2020, réglées en fin au lieu du début de trimestre, pour un montant de 96 milliers d'euros.

La Société a accordé à deux de ses clients un décalage de paiements sur six mois de ses créances échues, pour un montant de 225 milliers d'euros à fin juin 2020, Ces créances ont été remboursées sur le second semestre 2020. Aucun autre délai n'a été accordé en raison du Covid sur l'année 2020.

La situation de trésorerie du Groupe (renforcée grâce au prêt « revolving » conclu entre Hologic Hub Ltd et la Société d'un montant cumulé maximum de 73 millions d'euros) permet au Groupe d'être en mesure de faire face aux incertitudes liées à l'épidémie en cours.

Le contexte économique mondial demeure extrêmement incertain, l'épidémie touche toutes les zones géographiques d'activité du Groupe et rend délicat toutes prévisions. Le Groupe n'est pas assuré qu'il ne sera pas plus sérieusement impacté, par les mesures de confinement et d'interdiction de visiter les professionnels de santé dans tous les autres pays où le Groupe est présent (particulièrement aux Etats-Unis qui sont lourdement frappés par la crise liée à l'épidémie de Covid-19). Dans ces conditions, les sociétés du Groupe pourraient voir leur chiffre d'affaires, leur rentabilité et leur flux de trésorerie affectés, dans une mesure qui reste toujours difficile à apprécier à ce jour.

a) Continuité d'exploitation

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu compte tenu des éléments suivants :

- La situation déficitaire historique de la Société s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant une phase de recherche et de développement de plusieurs années, et par le financement de la force de vente. La Société est entrée depuis 2009 dans une phase de commercialisation active de ses produits ;
- La trésorerie disponible au 31 décembre 2020 s'élevait à 2,1 millions d'euros ;
- Pour se doter des moyens financiers nécessaires et accompagner son développement et sa croissance, SuperSonic Imagine et Hologic Hub Ltd. ont conclu, le 14 août 2019, un contrat de prêt de type « revolving », amendé le 22 novembre 2019, le 12 février 2020, le 17 mars 2020 et le 23 juin 2020, pour un montant maximum cumulé de 67 millions d'euros. Postérieurement à la clôture

de l'exercice (voir Note 32), le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021. La Société estime que ce contrat de prêt, ainsi que d'une façon plus générale le soutien financier assuré par l'actionnaire majoritaire Hologic, lui permet d'être en mesure de couvrir ses activités opérationnelles sur les 12 prochains mois à compter de la date de l'arrêté des présents comptes.

b) Principes et méthodes comptable

Les comptes sont établis en euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases - continuité de l'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre - et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels en France, conformément au règlement ANC 2018-07.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1.3. Immobilisations incorporelles

Brevets et licences

Les technologies acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de paiements sous la forme de redevances futures, une dette correspondant aux paiements futurs actualisés est constatée en dettes en contrepartie du coût d'acquisition, si les redevances futures sont estimables de façon fiable.

Les technologies acquises sont amorties au compte de résultat dans la mesure où elles sont utilisées dans le cadre de projets d'études. Le taux d'amortissement est déterminé sur la base de la durée de protection juridique de chaque technologie.

Lorsqu'une technologie acquise n'est plus utilisée, la valeur brute correspondante et l'amortissement cumulé sont sortis de l'actif.

Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les coûts correspondants aux développements de projets – conception et tests de solutions nouvelles ou améliorées - sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- La Société a l'intention, la capacité financière et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme ;
- La Société dispose des ressources nécessaires afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé ;
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent à la Société ; et
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Les développements capitalisés, constitués pour l'essentiel de charges de personnel, sont amortis à compter de la mise en service du produit au compte de résultat dans la ligne "Dotations aux amortissements sur immobilisations", de façon linéaire sur la durée de vie estimée résiduelle du produit. Cette estimation de la durée de vie résiduelle est revue et, le cas échéant, ajustée à chaque clôture.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles correspondent à des logiciels acquis qui sont amortis sur 12 mois, à l'exception de l'ERP qui est amorti sur sa durée prévue d'utilité. Les coûts liés à l'acquisition des licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés.

1.1.4. Immobilisations corporelles

Les bureaux de la Société sont essentiellement constitués du siège social situé à Aix-en-Provence (France), dans le cadre d'un bail de location expirant le 30 septembre 2021.

La société a signé un bail pour de nouveaux locaux à Aix-en-Provence pour une durée de 6 ans minimum avec prise d'effet au 1^{er} octobre 2021.

Les équipements correspondent principalement à du matériel dédié aux activités de recherche et développement.

Le mobilier et matériel administratif est essentiellement constitué d'équipements informatiques et de mobilier de bureau.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs.

Les frais de réparations et d'entretien sont constatés en charges au cours de l'exercice au fur et à mesure des dépenses encourues.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées d'utilité estimées comme suit :

- Installations et agencements 3 à 10 ans (Mode linéaire)
- Matériels et outillage de recherche 18 mois à 5 ans (Mode linéaire)
- Matériels et outillages de production 5 ans (Mode linéaire)
- Mobilier, matériels administratifs et informatique 3 à 5 ans (Mode linéaire)

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité de ces actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

1.1.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par des titres, des créances rattachées, des dépôts et cautionnements versés, des actions auto-détenues et le compte espèces du contrat de liquidité.

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré. Une dépréciation peut, le cas échéant, être comptabilisée pour tenir compte de leur valeur actuelle.

Les créances immobilisées ont été inscrites à l'actif de la Société pour leur valeur nominale. Une dépréciation peut, le cas échéant, être comptabilisée pour tenir compte de leur valeur actuelle.

La valeur actuelle des titres de participation et créances rattachées est estimée en fonction du montant des capitaux propres des filiales à la clôture ainsi que leurs perspectives de performance sur les exercices à venir.

1.1.6. Stocks

Compte tenu du fait que la production des produits est sous-traitée, la Société détient essentiellement des stocks de produits finis et de pièces détachées ainsi que le matériel de démonstration destiné à être vendu.

Les stocks sont évalués à leur coût d'achat, et comptabilisés selon la méthode du premier entré premier sorti. Une dépréciation est constituée pour les références dont la valeur nette réalisable est inférieure à la valeur nette comptable.

Les stocks sont ramenés à leur valeur actuelle si celle-ci est inférieure à leur coût. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

1.1.7. Créances et dettes

Elles sont inscrites à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en devises ont été évaluées sur la base du dernier cours de change connu à la date de clôture du bilan.

Les créances sont le cas échéant dépréciées, au cas par cas, après appréciation par la Société du risque de non-recouvrement.

Les dettes financières comprennent à la clôture de l'exercice uniquement un prêt reçu de l'actionnaire majoritaire Hologic Hub Ltd.

1.1.8. Crédit d'impôt et autres subventions

Le crédit d'impôt recherche (CIR) est octroyé par l'Administration fiscale française pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique et pour la conception de prototypes ou d'installations pilotes de produits nouveaux.

Ces crédits d'impôt sont comptabilisés lorsque (i) la Société peut les encaisser indépendamment des impôts payés ou à payer, (ii) les frais correspondants aux programmes éligibles ont été encourus, et (iii) une documentation probante est disponible.

Ces crédits d'impôt à recevoir sont comptabilisés au bilan en "Autres créances".

Le crédit d'impôt recherche et le crédit impôt innovation sont imputable sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle elle a engagé ses dépenses de recherche, et s'ils n'ont pu être imputé sur l'impôt sur les sociétés ils sont remboursés à la société au cours de l'exercice N+3.

Ils sont présentés en réduction de la charge d'impôt.

Par ailleurs, des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. La Société enregistre ces subventions dans le compte de résultat en "Subventions d'exploitation" (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

1.1.9. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement, principalement constituées de SICAV monétaires, sont enregistrées à l'actif au cours historique d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, les plus-values de cession ont été appréciées après application de la méthode PEPS (premier entré-premier sorti)

1.1.10. Conversion des éléments en devises

Les opérations en devises, autres que l'euro, sont enregistrées au dernier cours connu à la date d'opération.

En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises sont convertis au cours de clôture. En cas de pertes latentes (écarts de conversion actif), une provision pour risque de change est constituée. Les profits de change latents (écarts de conversion passif) ne sont pas comptabilisés en résultat.

La Société n'a pas utilisé d'instrument de couverture de risques de change.

1.1.11. Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions correspondent aux engagements résultant de litiges et risques divers, dont l'échéance ou le montant sont incertains, auxquels la Société peut être confrontée dans le cadre de ses activités.

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite envers un tiers résultant d'un événement passé, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que les sorties futures de liquidité peuvent être estimées de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Provision garantie

Les ventes sont assorties d'une période de garantie d'un an. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

1.1.12. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

La Société comptabilise les produits lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités du Groupe décrite ci-après.

Qu'il s'agisse de ventes réalisées par le réseau de distributeurs ou par l'intermédiaire des commerciaux du Groupe, le traitement comptable du chiffre d'affaires reste identique, et conforme aux normes en vigueur en matière de reconnaissance des revenus :

- Revenus de la vente des systèmes Aixplorer®
 - Les produits du Groupe sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables ne comportant pas de **droit de retour, d'obligation significative post-livraison** ou toute autre clause induisant un revenu décalé. Le revenu est reconnu pour les produits lors du transfert de risques et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix est fixe et déterminé et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.
 - Les distributeurs des produits Aixplorer® **ne bénéficient contractuellement d'aucun droit de retour** des produits acquis, en dehors de la garantie légale de 12 mois consentie sur les produits.
- Revenus des activités de service
 - Le revenu des activités de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) est reconnu sur la période lorsque le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable. Le revenu lié aux services de maintenance est étalé linéairement sur la durée contractuelle de la maintenance.
 - **Une garantie est attachée à chaque vente d'Aixplorer® (voir Note 1.2.9). Seuls les revenus relatifs à la période de garantie excédant un an sont différés pour être reconnus en produits sur la période concernée, la garantie inférieure ou égale à un an n'étant pas vendue séparément. Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.**
-

1.1.13. Autres Produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation comprennent des revenus liés aux partenariats technologiques et industriels de SuperSonic Imagine et correspondent à une troisième source de revenu après les ventes de produits et services. Ils correspondent à des droits d'accès à la technologie développée par la Société ou à des partenariats d'accès à cette technologie ou industriels.

Ces revenus correspondent à des contrats, en nombre restreint, dont les produits sont reconnus suivant les termes et conditions négociés. En fonction de ces derniers, les produits associés pourront être reconnus intégralement à la signature du contrat ou étalés sur les périodes concernées.

1.1.14. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen d'actions émises et après déduction des actions auto-détenues. Le résultat par action dilué est quant à lui obtenu en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen d'actions émises, ajusté des effets des actions ayant un effet potentiellement dilutif.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action.

1.1.15. Frais d'émission d'emprunt

Les frais d'émission d'emprunt sont comptabilisés en charges à répartir et étalés sur la durée de l'emprunt.

1.1.16. Engagement de retraite envers le personnel

La Société a choisi de ne pas comptabiliser au bilan les engagements de retraite et de les considérer comme des engagements hors bilan.

1.1.17. Établissement de comptes consolidés

La Société établit des comptes consolidés établis selon le référentiel IFRS, étant la société mère du Groupe SuperSonic Imagine.

Ses comptes sont également intégrés dans les comptes consolidés de la société Hologic Inc, située aux Etats-Unis.

2. Immobilisations incorporelles

Au 31 décembre 2020, les coûts de développements d'un montant cumulé brut de 30,069 milliers d'euros et nets de 16,493 milliers d'euros sont principalement relatifs aux développements des versions d'Aixplorer® V3 à Ultimate (amortis linéairement jusque fin 2021), ainsi qu'aux dépenses immobilisées au titre de la nouvelle génération d'échographe Aixplorer MACH® mise en service en septembre 2018 et amortis sur une durée de 12 ans.

<i>En milliers d'euros</i>	Brevet/Licences et logiciels	Frais de développement	Total
Exercice clos le 31 décembre 2020			
Montant à l'ouverture	689	16 182	16 871
Acquisitions	303	2 587	2 890
Dotation aux amortissements	(183)	(2 276)	(2 459)
Montant à la clôture	809	16 493	17 302
Au 31 décembre 2020			
Valeur brute	3 643	30 069	33 712
Amortissement cumulés	(2 834)	(13 576)	(16 410)
Valeur nette	809	16 493	17 302

<i>En milliers d'euros</i>	Brevet/Licences et logiciels	Frais de développement	Total
Exercice clos le 31 décembre 2019			
Montant à l'ouverture	1 375	15 017	16 393
Acquisitions	803	3 475	4 278
Mise au rebut	(1 269)	-	(1 269)
Dotation aux amortissements	(221)	(2 310)	(2 531)
Montant à la clôture	689	16 181	16 871
Au 31 décembre 2019			
Valeur brute	3 340	27 482	30 822
Amortissement cumulés	(2 651)	(11 300)	(13 951)
Valeur nette	689	16 181	16 871

Le montant des frais de développement internes immobilisés au titre de l'exercice en cours s'élève à 2,587 milliers d'euros, correspondant exclusivement à l'Aixplorer MACH® 30 ainsi que MACH 20, contre 3,475 milliers d'euros pour l'exercice précédent.

Le montant des acquisitions des autres immobilisations incorporelles au titre de la période s'élève à 303 milliers d'euros, principalement constitué de frais engagés pour la phase de développement dans le projet de changement d'ERP.

Une perte avait été constatée au 31 décembre 2019 à hauteur de la valeur nette comptable des éléments d'actifs incorporels cédés mis au rebut lié à l'arrêt d'un ancien projet de changement d'ERP suite à la prise de participation majoritaire de la société Hologic, soit 1,269 milliers d'euros.

Il n'y a pas eu de constatation de perte de valeur au cours des périodes présentées. L'impact de la crise COVID, n'a pas mis en évidence d'indice de perte de valeur car le management n'a pas remis en cause les projections d'activité à moyen-long terme.

3. Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Installations techniques, matériels et outillages industriels	Installations générales, agencements, aménagements divers	Matériel de bureau et informatique	Immobilisations corporelles en cours	Total
Exercice clos le 31 décembre 2020					
Montant à l'ouverture	4 724	19	44	-	4 787
Acquisitions	661	8	218	20	907
Cessions	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements	(800)	(9)	(69)	-	(877)
Montant à la clôture	4 585	19	193	20	4 817
Au 31 décembre 2020					
Valeur brute	11 204	500	1 552	20	13 276
Amortissements cumulés	(6 619)	(481)	(1 359)	-	(8 459)
Valeur nette	4 585	19	193	20	4 817

<i>En milliers d'euros</i>	Installations techniques, matériels et outillages industriels	Installations générales, agencements, aménagements divers	Matériel de bureau et informatique	Immobilisations corporelles en cours	Total
Exercice clos le 31 décembre 2019					
Montant à l'ouverture	4 662	27	67	-	4 756
Acquisitions	696	-	12	-	708
Cessions	(6)	-	-	-	(5)
Transferts	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements	(628)	(8)	(36)	-	(671)
Montant à la clôture	4 724	19	44	-	4 787
Au 31 décembre 2019					
Valeur brute	12 479	492	1 334	-	14 305
Amortissement cumulés	(7 755)	(473)	(1 290)	-	(9 518)
Valeur nette	4 724	19	44	-	4 787

Sur l'année 2019, ainsi que sur l'année 2020, la Société a principalement acheté du matériel de recherche et du matériel de production (banc de test, jeu de contrôle, divers outillages...).

4. Immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>	Titres de participation	Créances rattachées	Autres immobilisations financières	Total
Exercice clos le 31 décembre 2020				
Montant à l'ouverture	1 659	7	499	2 164
Augmentations	-		-	-
Cessions	-	(130)	(217)	(347)
Reprise de dépréciations	343	124	-	467
Reclassements	-	-	-	-
Dotations aux dépréciations	-	-	-	-
Montant à la clôture	2 002	1	282	2 284
Au 31 décembre 2020				
Valeur brute	2 038	5 496	283	7 816
Dépréciations cumulées	(36)	(5 495)	-	(5 532)
Valeur nette	2 002	1	283	2 284

<i>En milliers d'euros</i>	Titres de participation	Créances rattachées	Autres immobilisations financières	Total
Exercice clos le 31 décembre 2019				
Montant à l'ouverture	1 721	10	957	2 687
Augmentations	-	2 651	8	2 659
Cessions	(11 209)	(22 760)	(592)	(34 561)
Reprise de dépréciations	11 209	20 515	170	31 894
Reclassements	-		-	-
Dotations aux dépréciations	(62)	(409)	(44)	(515)
Montant à la clôture	1 659	7	499	2 164
Au 31 décembre 2019				
Valeur brute	2 038	5 627	499	8 164
Dépréciations cumulées	(379)	(5 620)	-	(5 999)
Valeur nette	1 659	7	499	2 164

Les titres et créances détenus sur les filiales, à l'exception de ceux détenus sur la filiale chinoise ont été totalement dépréciés ; leur actif net réalisable ne permettant pas d'envisager un remboursement à court terme des avances consenties.

Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019, dans le cadre du contrat de liquidité, le nombre d'actions auto-détenues au travers de ce contrat est de 100,732 actions, ainsi que 74 milliers d'euros de liquidités.

5. Stocks

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Matières premières et pièces détachées	5 488	3 869
Produits en cours et finis	2 843	2 657
Matériel de démonstration	2 062	2 012
Total Stocks bruts	10 393	8 539
Dépréciations des stocks	(2 733)	(2 446)
Total Stocks nets	7 660	6 093

Les dépréciations de stock correspondent principalement à des dépréciations d'articles défectueux ou retournés par les clients en attente d'une réparation éventuelle, ainsi qu'à la dépréciation linéaire des matériels de démonstration.

6. Créances clients et comptes rattachés

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créances clients, brut	4 778	6 785
Dépréciations	(1 052)	(738)
Créances clients, net	3 726	6 047

La Société n'a pas identifié de pertes de valeurs supplémentaires significatives suite à la crise économique liée à la pandémie du Covid-19.

7. Autres créances

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Avances et acomptes fournisseurs	480	402
Impôts sur les bénéfices - Crédit Impôt Recherche - Crédit		
Impôt innovation	2 351	961
Taxe sur la valeur ajoutée	141	535
Produits à recevoir	7	10
Personnel	32	16
Actionnaires – Capital appelé, non versé	-	30
Total brut	3 011	1 955
Dépréciations	-	-
Total net	3 011	1 955

Crédit Impôt Recherche

La créance de CIR 2019 s'élevant à 2,078 milliers d'euros a été encaissée au cours de l'exercice 2020. La Société ayant perdu son statut de PME communautaire suite à la prise de contrôle majoritaire par Hologic au cours de l'exercice 2019, la créance de CIR 2020 s'élevant à 2,351 milliers d'euros ne sera pas encaissable avant un délai de trois ans.

Au 31 décembre 2019, le montant du CIR au titre de l'exercice 2019 avait été en partie préfinancé à hauteur de 55% de sa valeur estimée, soit un montant de 1,1 million d'euros comptabilisé en déduction de la créance ci-dessus.

Aucun préfinancement n'a été mis en place sur le CIR 2020.

8. Trésorerie

Les disponibilités détenues en banque sont principalement détenues en euros ainsi que sur des comptes bancaires en USD pour 353 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2020, la trésorerie se répartit de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Valeurs mobilières de placement	161	163
Disponibilités	2 100	6 089
Total Trésorerie	2 261	6 252

Les valeurs mobilières de placement sont nanties à hauteur de 158 milliers d'euros (voir Note 23.1).

Au 31 décembre 2020, la Société ne dispose pas de lignes de crédit revolving bancaires non utilisées et dispose d'un encours maximum de 67 millions d'euros sur l'emprunt intragroupe, dont 54,6 millions ont été tirés au 31 décembre 2020.

9. Comptes de régularisations actifs et passifs

9.1. Écarts de conversion actifs et passifs

Suite à la réévaluation au cours de clôture de dettes et créances en devises, la Société a comptabilisé au 31 décembre 2020 des écarts de conversion selon les tableaux suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créances clients et intra-groupe	625	314
Dettes fournisseurs	24	831
Total des écarts de conversion Actif	649	1 145

Au 31 décembre 2020, l'écart de conversion actif a été intégralement provisionné en charge financière au compte de résultat.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Créances clients et intra-groupe	12	206
Dettes fournisseurs	57	615
Total des écarts de conversion Passif	69	821

9.2. Autres comptes de régularisation

ACTIF		
<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Charges constatées d'avance	170	321
<i>Dont charges d'exploitation</i>	170	321
Total autres comptes de régularisation actif	170	321
PASSIF		
<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Produits constatés d'avance	604	650
Total autres comptes de régularisation passif	604	650

Les produits constatés d'avance concernent d'une part les revenus liés à la technologie non intégralement reconnus à la signature du contrat mais étalés sur la période concernée, les produits de subvention d'exploitation étalés au rythme des charges encourues, et d'autre part les prestations de service (principalement maintenance, service après-vente, extensions de garantie) dont le revenu est reconnu lorsque le service a été rendu.

10. Échéances des créances

Échéance des créances à la clôture de la période

Le tableau des créances brutes est présenté ci-dessous avec mention des échéances :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	A moins d'un an	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	5 493	-	5 493
Autres immobilisations financières	286	-	286
<i>Clients douteux ou litigieux</i>	1 052	-	1 052
<i>Autres créances clients</i>	3 726	3 726	-
Créances clients et comptes rattachés	4 778	3 726	1 052
<i>Avances et acomptes fournisseurs</i>	480	480	-
<i>Impôts sur le bénéfices - Crédit Impôts Recherche, Crédit Impôt Innovation</i>	2 351	-	2 351
<i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	140	140	-
<i>Produits à recevoir</i>	-	-	-
<i>Capital appelé non versé</i>	-	-	-
<i>Personnel</i>	32	32	-
Autres créances	3 002	651	2 351
Charges constatées d'avance	170	170	-
Total	13 730	4 547	9 182

11. Dépréciations d'actifs

Le tableau, ci-dessous, présente la variation des dépréciations d'actif entre l'ouverture et la clôture de l'exercice.

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2019	Dotations	Reprises	31 décembre 2020
Titres de participation	379	-	(343)	36
Autres immobilisations financières	5 620	-	(124)	5 496
Stocks	2 446	1 768	(1 481)	2 733
Créances clients et comptes rattachés	738	415	(445)	708
Autres créances	-			
Total des dépréciations d'actifs	9 183	2 183	(2 393)	8 973
<i>Dont résultat d'exploitation</i>		<i>2 183</i>	<i>(1 926)</i>	
<i>Dont résultat financier</i>		<i>-</i>	<i>(467)</i>	
<i>Dont résultat exceptionnel</i>		<i>2 183</i>	<i>(2 393)</i>	

La reprise sur les autres immobilisations financières correspond principalement à la dépréciation sur les créances rattachées sur filiales du Groupe.

12. Capitaux propres et composition du capital social

Depuis le 10 avril 2014, les actions de la Société étaient admises à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (compartiment C) sous le code ISIN FR0010526814 et le mnémonique SSI.

Le transfert de la cotation des titres de la Société, du marché réglementé Euronext Paris (compartiment C) vers Euronext Growth Paris, système multilatéral de négociation organisé au sens de l'article 525-1 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, est effectif depuis la séance de Bourse du 30 décembre 2020.

Cette opération vise à permettre à la Société de voir ses titres admis aux négociations sur un marché plus en rapport avec sa taille, sa capitalisation boursière et le niveau de son capital flottant. Le Transfert vers Euronext Growth Paris permet en effet à la Société d'alléger les obligations et contraintes qui pèsent sur elle et, par voie de conséquence, de diminuer les coûts liés à sa cotation, tout en conservant aux actions leur caractère négociable sur un marché financier.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de SuperSonic Imagine avait approuvé en date du 30 octobre 2020 ce projet de transfert de la cotation des titres de la société SuperSonic Imagine d'Euronext Paris vers Euronext Growth à Paris et conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de réaliser ce transfert.

La demande d'admission des actions SuperSonic Imagine sur le marché Euronext Growth à Paris a été approuvée par l'Euronext Listing Board le 18 décembre 2020. La cotation des titres de la Société sur

Euronext Growth Paris s'est effectuée dans le cadre d'une procédure accélérée d'admission aux négociations des actions existantes de la Société, sans émission d'actions nouvelles.

A compter du 30 décembre 2020, le nouveau code mnémonique de l'action SuperSonic Imagine est ALSSI. Le code ISIN demeure inchangé : FR0010526814.

Les principales conséquences de ce transfert sont les suivantes :

- En matière d'information périodique :
 - le rapport semestriel, comprenant les états financiers semestriels consolidés et un rapport d'activité afférent à ces états financiers semestriels, seront publiés dans les quatre mois suivant la fin du second trimestre de l'exercice social de la Société, au lieu du délai de trois mois suivant la fin du premier semestre de l'exercice applicable aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ; la revue des comptes semestriels par les contrôleurs légaux ne sera par ailleurs plus requise ;
 - allègement des mentions requises au titre du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise ;
 - libre choix entre les normes comptables françaises et les normes IFRS pour l'établissement des comptes consolidés de la Société. La Société entend choisir l'application du référentiel comptable français dès la publication de ses comptes semestriels au 30 juin 2021.
- En matière d'information permanente :
 - Euronext Growth étant un système multilatéral de négociation, la Société demeure soumise aux dispositions applicables en matière d'information permanente du marché, et notamment aux dispositions du Règlement (UE) n°596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (le « Règlement MAR »). Toute société cotée sur Euronext Growth doit s'assurer de la diffusion effective et intégrale de l'information dite réglementée.
 - En outre, les dirigeants de la Société et les personnes ayant un lien étroit avec eux demeurent soumis à l'obligation de déclarer les transactions effectuées sur les actions ou les titres de créance de la Société, conformément à l'article 19 du Règlement MAR.
- En matière de protection des actionnaires minoritaires :

La Société est désormais soumise à la réglementation applicable aux sociétés cotées sur Euronext Growth, à savoir :

 - sauf dérogation, la protection des actionnaires minoritaires sera assurée sur Euronext Growth par le mécanisme de l'offre publique obligatoire en cas de franchissement, directement ou indirectement, seul ou de concert, du seuil de 50% du capital ou des droits de vote ;
 - seuls les franchissements, à la hausse ou à la baisse, des seuils de 50% et 95% du capital ou des droits de vote seront à déclarer à l'AMF et à la Société, sous réserve, le cas échéant, des franchissements de seuils statutaires à déclarer à la Société.
 - Toutefois, tant le droit des offres publiques que les obligations de déclaration de franchissement de seuils applicables aux sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur un marché

réglementé demeurent applicables pendant trois ans à compter de l'admission des titres de la Société sur le système multilatéral de négociation organisé Euronext Growth Paris.

- En matière d'assemblées générales :

Le formalisme lié aux assemblées générales est légèrement assoupli, notamment sur les points suivants :

- les documents relatifs aux assemblées générales fournis aux actionnaires devront être publiés sur le site internet de la Société, non plus 21 jours avant la date de l'assemblée mais uniquement à la date de la convocation ;
- le communiqué de mise à disposition des documents préparatoires à l'assemblée générale ne sera plus requis ;
- la mise en ligne sur le site internet de la Société du résultat des votes et du compte-rendu de l'assemblée générale ne sera plus requise.

- En matière de rémunération des dirigeants :

La Société ne sera plus soumise au dispositif du *say on pay*, prévoyant le vote préalable des actionnaires sur la politique de rémunération des dirigeants, le vote a posteriori sur le rapport sur les rémunérations et l'approbation des rémunérations individuelles des dirigeants.

- En matière de gouvernance :

La Société ne sera plus soumise aux dispositions prévues aux articles L. 823-19 et suivants du Code de commerce en matière de comité d'audit.

- Sur la liquidité des titres :

Euronext Growth n'étant pas un marché réglementé, il peut résulter du transfert sur Euronext Growth une évolution de la liquidité de l'action différente de la liquidité constatée depuis le début de la cotation de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

12.1. Capital social

Le nombre d'actions en circulation était de 24.029.494 au 31 décembre 2019. Sur l'exercice 2019, 612.559 actions nouvelles avaient été créés suite à l'exercice de stock-options et de BSA (voir description des plans en Note 13), et 308 actions régularisées au titre de 2018.

Sur l'exercice 2020, 144.935 actions nouvelles ont été créées suite à l'attribution d'actions gratuites pour 143,600 actions et suite à l'exercice de 1,335 stock-options (voir description des plans en Note 13).

Cela porte le nombre d'actions en circulation à 24.174.429 au 31 décembre 2020.

A la connaissance de la Société, Hologic Hub Ltd. détenait au 31 décembre 2020, 19.501.413 actions de la Société représentant environ 80,7% du capital et des droits de vote de la Société sur la base du capital social de la Société au 31 décembre 2020.

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante :

<i>En milliers d'actions</i>	1 ^{er} jan 2020	Attribution définitive d'actions gratuites	Exercice de Stock options	31 déc. 2020
Actions ordinaires	24 029 494	143 600	1 335	24 174 429
Nombre total d'actions	24 029 494	143 600	1 335	24 174 429
<i>En milliers d'euros</i>				
Capital social	2 403	14		2 417
Prime d'émission	6 549	(14)		6 535

Le tableau ci-dessous présente les variations du capital et de la prime d'émission de la Société (en milliers d'euros) sur deux exercices :

Opération	Capital	Prime d'émission	Nombre d'actions
Au 1^{er} janvier 2019	2 342	20 145	23 416 627
Reclassement de report à nouveau en moins de la prime d'émission	-	(13 596)	-
Exercice Stock-options	58	-	576 225
Exercice de BSA	4	-	36 642
Au 31 décembre 2019	2 403	6 549	24 029 494
Au 1^{er} janvier 2020	2 403	6 549	24 029 494
Exercice Stock-options			1 335
Attribution définitive d'actions gratuites	14	(14)	143 600
Au 31 décembre 2020	2 417	6 535	24 174 429

12.2. Dividendes

La Société n'a jamais distribué de dividendes et ne distribuera pas de dividendes au titre de l'exercice 2020.

12.3. Contrat de liquidité

En date du 15 avril 2017, un contrat de liquidité a été conclu avec la société Gilbert Dupont. Ce contrat a été conclu pour une période de 12 mois s'achevant le 14 avril 2018 et renouvelable par tacite reconduction.

Au 31 décembre 2020, dans le cadre du contrat de liquidité, le nombre d'actions auto-détenues au travers de ce contrat est de 100.732, ainsi que 74 milliers d'euros de liquidités, présentés en Autres immobilisations financières contre 100.732 actions et 74 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Dans le cadre de l'offre publique d'achat initiée par la société Hologic Hub Ltd. sur les actions de la Société entre octobre et décembre 2019, le contrat de liquidité conclu avec Gilbert Dupont a été suspendu à la demande de la Société jusqu'à nouvelle instruction. Aucune variation n'a donc eu lieu sur l'exercice.

13. Paiements fondés sur des actions

La Société attribue deux types d'instruments à certains dirigeants, salariés et à des personnes liées avec la Société par un contrat de consultant :

- Des instruments dilutifs fondés sur des actions, tels que des options sur actions et des actions gratuites. Ces derniers sont décrits ci-dessous en Note 13.1; et
- Des instruments non dilutifs et fondés sur des actions. Ces derniers sont décrits ci-dessous en Note 13.2.

Aucun nouveau plan n'a été attribué sur l'exercice 2020.

13.1. Instruments dilutifs fondés sur des actions

13.1.1. Conditions des plans attribués

Au 31 décembre 2020, les plans de paiements en actions suivants étaient toujours en vigueur :

Options ordinaires / Stock-options :

Plan -- Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Prix d'exercice par action	Nombre d'instruments : attribués à l'origine Exerçable au 31 déc 2020	Date d'expiration
Options Ordinaires 2013 4 octobre 2013	Exerçables à hauteur de 25% à l'expiration d'une période de 12 mois à compter de la date d'attribution, puis le solde à hauteur de 7,5% à l'expiration de chaque trimestre écoulé pendant 30 mois. ⁽¹⁾	0,10 €	381 250 21 258	4-oct.-23
Options AGA Exchange 2013 4 octobre 2013	Exerçables à hauteur de 55% à la date d'attribution, puis le solde à hauteur de 7,5% de chaque trimestre calendaire écoulé à compter du 1 ^{er} octobre 2013. ⁽¹⁾	0,10 €	254 500 0	4-oct.-23
Options 09- 2014 19 septembre 2014	Exerçable à hauteur de 6,25% des options à l'expiration de chaque période successive de 3 mois écoulée à compter de la date d'attribution et au plus tard dans les 10 ans suivant la date d'attribution.	8,18 € ⁽²⁾	411 850 105 689	18-sept.-24

(1) Suite à l'introduction en bourse en date du 9 avril 2014, ces instruments sont devenus immédiatement exerçables.

(2) Prix d'exercice ajusté à la suite de l'augmentation de capital de la Société en date du 15 mai 2017.

Actions gratuites :

Plan -- Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Prix d'exercice par action	Nombre d'instruments attribués à l'origine	Date d'expiration
Actions Gratuites de performance 31 mars 2017	Acquises et livrées aux bénéficiaires par tranches égales de 20% à l'issue de périodes d'acquisition de 12, 24, 36, 48 et 60 mois à compter de l'Attribution. (1)	-	1 037 500	N/A
Actions Gratuites de performance Avril 2018	Acquises et livrées aux bénéficiaires par tranches égales de 20% à l'issue de périodes d'acquisition de 12, 24, 36, 48 et 60 mois à compter de l'Attribution. (1)	-	114 000	N/A

(1) Sauf cas exceptionnel apprécié avec l'accord du Conseil d'administration, tout bénéficiaire perd irrévocablement ses actions de performance au titre des tranches non encore acquises :

- En cas de démission effective avant la fin d'une période d'acquisition, la perte des actions de performance prendra effet au jour de la fin du contrat de travail ou du mandat social du bénéficiaire ; ou
- En cas de licenciement ou de révocation pour quel que motif que ce soit avant la fin de la période d'acquisition, la perte des actions de performance prendra effet au jour de la notification du licenciement ou de la révocation selon le cas.

Pendant les périodes d'acquisition, les bénéficiaires ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles. Les actions gratuites seront livrées à leurs bénéficiaires à l'expiration de cette période d'acquisition.

La livraison des actions de performance est réservée aux bénéficiaires ayant conservé la qualité de salarié ou de mandataire social de la Société ou d'une société liée sans interruption pendant la période d'acquisition pour chaque tranche, sauf cas particulier visé au plan.

En mars 2018, 207.500 actions nouvelles ont été créées pour la livraison de la première tranche du plan 2017, suite à l'atteinte des objectifs de performance.

En mars 2019, aucune actions nouvelles n'ont été créées pour la livraison de la deuxième tranche du plan 2017 car les conditions de performance n'ont pas été remplies.

En avril 2019, aucune actions nouvelles n'ont été créées pour la livraison de la première tranche du plan 2018 car les conditions de performance n'ont pas été remplies.

Les règlements des plans d'actions gratuites 2017 et 2018 incluaient la clause suivante : « En cas de prise de contrôle du capital social de la Société (tel que le terme est défini à l'article L. 233-3 du Code de Commerce), la Condition de Performance ne trouvera plus à s'appliquer ; seules les stipulations du Plan relatives à la condition de présence trouveront à s'appliquer. »

La prise de contrôle de la Société par le groupe Hologic au cours de l'exercice 2019 a donc supprimé toutes les conditions de performance qui existaient sur les plans d'actions gratuites attribués en 2017 et 2018.

Le nombre d'AGA devenus caduques sur l'exercice 2020 s'établit à 218.700 AGA et le nombre d'actions gratuites définitivement acquises en mars et avril 2020 sur les plans 2017 et 2018 s'élève à 143.600 actions. Elles ont été créées par prélèvement sur le compte de prime d'émission pour un montant de 14 milliers d'euros.

13.1.2. Variations des en-cours des instruments dilutifs

a) Options de Souscription d'Actions / Stock-options

Le nombre de stock-options en circulation s'analyse comme suit :

OSA	2020		2019	
	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'OSA	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'OSA
Au 1 ^{er} janvier	6,76	128 282	0,20	701 174
Octroyés	-	-	-	-
Eteintes	-	-	-	-
Exercées	0,10	-1 335	0,10	-572 892
Au 31 décembre	6,83	126 947	6,76	128 282
Exerçables	6,83	126 947	6,76	128 282

b) Actions gratuites

Le nombre d'actions gratuites en circulation s'analyse comme suit :

AGA	2020		2019	
	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'AGA	Prix d'exercice en euros par action	Nombre d'AGA
Au 1 ^{er} janvier	-	637 500	-	896 500
Octroyés	-	-	-	-
Caduques	-	-218 700	-	-259 000
Attribuées au cours de la période	-	-143 600	-	-
Au 31 décembre	-	275 200	-	637 500

13.2. Instruments non dilutifs fondés sur des actions

En date du 1^{er} juillet 2014, la Société a accordé aux salariés du bureau de représentation chinois des Stock Appreciation Rights (SAR).

Le principe en est le suivant :

Chacun des neuf bénéficiaires a reçu un nombre fixe de SAR, dont il acquiert les droits selon les modalités détaillées dans le tableau ci-dessous. Ces SAR sont exerçables jusqu'au 23 octobre 2023 (sous conditions de présence dans le Groupe).

La Société versera à l'attributaire sur demande écrite, et pour chaque exercice des SAR attribués, le montant le plus faible entre les deux montants suivants :

- Le cours de bourse d'une action de la Société à la veille de la demande d'exercice, minoré de 0,10 euro ; ou
- 20 euros.

À la date de clôture, la valorisation des SAR attribués s'élève à 25 milliers d'euros. Ce montant a été comptabilisé en provision pour risques et charges au 31 décembre 2020 (voir Note 16).

13.2.1. Conditions des plans attribués

Plan -- Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Nombre d'instruments : attribués à l'origine. <i>Exercable au 31 déc. 2020</i>	Date d'expiration
Stock Appreciation Right			
SAR 07-2014 1 ^{er} juillet 2014	Exercables par tiers au 1 ^{er} juillet de chaque année (2014, 2015, 2016), ou immédiatement exercable en cas de changement de contrôle	10 000 10 000	23-oct-23
SAR 07-2014' 1 ^{er} juillet 2014	Exercables intégralement au 1 ^{er} juillet 2014.	5 000 5 000	23-oct-23

13.2.2. Variations des en-cours des instruments non dilutifs

SAR	2020	2019
	Nombre d'instruments	Nombre d'instruments
Au 1 ^{er} janvier	15 000	15 000
Octroyés	-	-
Caduques	-	-
Exercés	-	-
Échus	-	-
Au 31 décembre	15 000	15 000
	Exercables	15 000

14. Contrat de prêt de type « revolving » avec l'actionnaire majoritaire

Afin de permettre à la Société de financer ses besoins en fonds de roulement et de rembourser son endettement, notamment envers Kreos, la BPI et les établissements bancaires, la Société et Hologic Hub Ltd. ont conclu, le 14 août 2019, un contrat de prêt de type « revolving » en langue anglaise intitulé « *Loan Agreement* », amendé le 22 novembre 2019, le 12 février 2020, le 17 mars 2020 puis le 23 juin 2020 pour un montant maximum cumulé de 67 millions d'euros. Postérieurement à la clôture de l'exercice (voir Note 32), le montant maximum de ce prêt a été porté à 73 millions d'euros par avenant en date du 19 janvier 2021.

Il présente les termes et conditions suivants :

- Date de maturité : 12 août 2024
- Taux fixe : 5,47% l'an
- Remboursement des intérêts : Trimestriels
- Nantissements : Aucun
- Retenue de garantie : Aucune
- Remboursement anticipé : à tout moment sans prime ni pénalité, à condition que tous les remboursements anticipés soient d'une montant minimum de 500,000 euros et par tranches de 500,000 euros au-delà

Au 31 décembre 2020, le montant tiré par la Société au titre de ce contrat de prêt s'élève à 54,6 millions d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Solde au 31 déc 2020</i>	<i>Solde au 31 déc 2019</i>
Capital	54 580	34 080
Intérêts courus	761	422
Total	55 341	34 502

Il est par ailleurs précisé que la Société a adhéré, dans le cadre de la conclusion du « Loan Agreement » en sa qualité de filiale d'Hologic Hub Ltd., à un *Intercompany Demand Promissory Note* en date du 29 mai 2015 conclu par Hologic, Inc., société mère du groupe Hologic, et ses filiales dans le cadre d'un *Credit and Guaranty Agreement* en date du 29 mai 2015 (et amendé ultérieurement) entre Hologic, Inc., Hologic GGO 4 Ltd et Bank of America, N.A., étant précisé que l'*Intercompany Demand Promissory Note* organise notamment la subordination par rapport aux obligations issues du *Credit and Guaranty Agreement* de certains flux entre membres du Groupe.

15. Avances conditionnées

<i>Avances Remboursables (en milliers d'euros)</i>	<i>Solde au 31 déc. 2020</i>	<i>Solde au 31 déc. 2019</i>
Business France	0	15
ICARE - OSEO	0	1 725
TUCE - OSEO	0	407
Total	0	2 148

Comme décrit en Note 17, sur le 1er semestre 2020, la Société a remboursé la totalité des dettes financières hors groupe pour un montant de 7,1 millions d'euros, dont 1,9 million d'euros relatives aux avances conditionnées. L'avance conditionnée TUCE a par ailleurs fait l'objet d'un abandon de créance pour 204 milliers d'euros, constatés en subvention sur l'exercice.

16. Provisions pour risques et charges

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2019	Dotations	Reprises	31 décembre 2020
Provisions pour perte de change	1 149	649	(1 149)	649
Provisions données aux clients- Garanties	439	522	(713)	248
Provisions pour litige	150	-	-	150
Autres provisions pour charges	25	170	(25)	170
Total provisions pour risques et charges	1 764	1 341	(1 887)	1 217
<i>Dont résultat d'exploitation</i>		692	(738)	
<i>Dont résultat financier</i>		649	(1 149)	
<i>Dont résultat exceptionnel</i>		1 341	(1 887)	

La totalité des reprises de provisions sont utilisées.

Provision pour perte de change

Cette provision d'un montant de 649 milliers d'euros est destinée à couvrir les écarts de conversion latents actifs.

Provision pour garanties données aux clients

Cette provision d'un montant de 248 milliers d'euros est destinée à couvrir les coûts de garantie des systèmes vendus durant l'exercice écoulé. En effet, les ventes réalisées par la Société sont assorties d'une période de garantie d'un an. L'évaluation du coût de la garantie ainsi que la probabilité d'engagement de ces coûts est basée sur l'analyse des données historiques. La provision correspond au nombre de mois de garantie restant à courir à la date de clôture sur l'ensemble des équipements vendus.

SAR Chine - Autres provisions pour charges

En date du 1^{er} juillet 2014, la Société a accordé aux salariés du bureau de représentation chinois des Stock Appreciation Right pour 25 milliers d'euros (SAR) (voir Note 13.2).

Autres provisions pour charges

Le solde du compte, soit 170 milliers d'euros doté sur l'exercice 2020 et correspond à une provision pour rénovation des bâtiments du siège social d'Aix-en-Provence.

Provision pour litige

Une provision de 150 milliers d'euros est comptabilisée pour couvrir des litiges dont le fait générateur est antérieur au 31 décembre 2017 et toujours d'actualité au 31 décembre 2020.

17. Emprunts et dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Emprunt bancaire court-terme	-	793
Dettes rattachées à des participations	3 228	2 886
Emprunts à long terme BPI	-	4 370
Emprunt envers l'actionnaire majoritaire (voir Note 14)	54 580	34 080
Intérêts courus sur emprunts envers l'actionnaire majoritaire (voir Note 14)	761	422
Autres	14	14
Total emprunts et dettes financières	58 583	42 565

Sur 2020, la Société a remboursé la totalité des dettes financières hors groupe pour un montant de 7,1 millions d'euros, grâce à une augmentation de 20,5 millions d'euros de l'emprunt intragroupe envers Hologic Hub Ltd décrit en Note 14. Le montant de remboursement de 7,1 millions d'euros se détaille comme suit :

- Avance remb. Business France 15 milliers d'euros
- Avance remboursable – Icare 1,725 milliers d'euros
- Avance remboursable – Tuce 408 milliers d'euros dont 204 milliers d'euros ayant fait l'objet d'un abandon, reconnu en subvention sur l'exercice
- Emprunts bancaires 793 milliers d'euros
- Emprunts BPI 4,370 milliers d'euros

18. Dettes fiscales et sociales

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Personnel et comptes rattachés	1 360	1 354
Organismes sociaux	2 744	1 053
Autres impôts, taxes et assimilés	191	199
Total dettes fiscales et sociales	4 294	2 605

Dans le cadre de la crise sanitaire, la société a obtenu un décalage de paiements représentant 5 mois de charges URSSAF pour un montant restant dû au 31 décembre 2020 de 1,511 milliers d'euros contre 281 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

19. Échéances des dettes à la clôture de la période

Le tableau des dettes est présenté ci-dessous avec mention des échéances :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	A moins d'un an	Entre 1 et 5 ans	À plus de 5 ans
Emprunt et dettes financière	58 583	761	54 594	3 228
<i>Dont Groupe et associés</i>	3 242	-	14	3 228
<i>Dont Actionnaire majoritaire</i>	55 341	761	54 580	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 049	2 049	-	-
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	3 428	3 423	5	-
Dettes fiscales et sociales	4 294	4 294	-	-
Autres dettes	14	14	-	-
Produits constatés d'avance	604	446	158	-
Total des dettes	68 972	10 987	54 757	3 228

Le tableau, ci-dessous, présente le détail des charges à payer :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Dettes financières	761	422
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 820	2 492
Dettes fiscales et sociales	2 101	2 020
Autres dettes	13	-
Total des charges à payer	4 695	4 934

20. Produits constatés d'avance

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Produits d'exploitation	604	650
Total des produits constatés d'avance	604	650

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'est pas reconnaissable sur la période, ainsi que les subventions d'exploitation dont le produit est étalé au rythme des charges encourues.

21. Compléments d'information relatifs au compte de résultat

21.1. Chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2020, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	31 décembre 2020			31 décembre 2019
	France	Etranger	Total	Total
Ventes de marchandises	104	324	428	377
Production vendue de biens	1 850	13 046	14 896	22 000
Production vendue de services	807	2 517	3 325	3 296
Total	2 761	15 887	18 649	25 673

21.2. Résultat net par action

	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(18 930)	(18 047)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	24 149 368	23 549 849
Nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues	(100 732)	(107 789)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	24 048 636	23 442 060
Résultat net par action de base (en euros)	(0,79)	(0,77)

Conformément aux règles en vigueur, le résultat par action étant une perte sur les exercices présentés, il n'y a pas lieu de procéder au calcul d'une perte diluée par action car celle-ci serait inférieure à la perte de base.

21.3. Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Produits financiers de participation	36	183
Autres intérêts et produits assimilés	0	11
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 616	2 405
Différences positives de change	91	772
Total produits financiers	1 744	3 370
Intérêts et charges assimilées	3 091	4 954
Dotations financières aux amortissements et provisions	649	1 665
Différences négatives de change	265	1 139
Total charges financières	4 006	7 758
Total Résultat financier	(2 262)	(4 388)

Les dotations et reprises financières aux amortissements et provisions concernent principalement les dépréciations des créances et titres de participation détenues sur les filiales ainsi que la dotation et reprise de provision sur perte de change.

Outre les intérêts financiers dus au titre de l'exercice, les intérêts financiers décaissés incluent sur 2020 les indemnités de remboursement anticipé des dettes financières hors groupe pour un montant de 0,4 million d'euros.

L'exercice 2019 constatait une perte de 4,388 milliers d'euros, qui s'expliquait notamment par le remboursement anticipé de l'emprunt obligataire effectué auprès de Kreos, qui avait généré une perte financière de 2,6 millions d'euros sur l'exercice 2019.

21.4. Résultat exceptionnel

Au 31 décembre 2020 les charges et produits exceptionnels s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Produits exceptionnels sur opérations des gestion	1	56
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	2 762
Reprise sur provisions et transferts de charges	-	32 726
Total des produits exceptionnels	1	35 544
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	894	63
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	43 098
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	-
Total des charges exceptionnelles	894	43 161
Total Résultat exceptionnel	(893)	(7 617)

Les charges exceptionnelles 2020 sont principalement liées à :

- Indemnités liées au départ de Michèle Lesieur, Directrice Générale, indemnités approuvées par l'assemblée générale du 16 juin 2020 ;

Le 27 décembre 2019, la Société avait procédé à la cession de la totalité des actions de sa filiale située aux Etats-Unis, SuperSonic Imagine Inc., et de la créance rattachée de la Société sur SuperSonic Inc., à la société Hologic Inc., société de droit américain détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la société Hologic Hub Ltd. (actionnaire majoritaire de la Société), pour un prix de cession de 2,718 milliers d'euros encaissé en numéraire avant la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

A titre de rappel, les charges exceptionnelles 2019 étaient principalement liées à :

- la vente de la filiale américaine SuperSonic Imagine Inc. à la société Hologic Inc., société de droit américain détenant l'intégralité du capital et des droits de vote de la société Hologic Hub Ltd. (actionnaire majoritaire de la Société), en décembre 2019 ayant entraîné la sortie de la créance rattachée pour 22,760 milliers d'euros, des titres de participation pour 11,209 milliers d'euros, moins des écarts de conversion passifs latents pour 1,596 milliers d'euros ;
- La mise au rebut d'un projet ERP (immobilisations incorporelles) pour 1,269 milliers d'euros ;
- Le passage en perte du produit à recevoir du distributeur chinois pour 1,002 milliers d'euros ;
- Des frais liés au règlement du litige Verasonics pour 5,6 millions d'euros ; La Société avait annoncé le 16 mai 2019 avoir signé un accord avec Verasonics mettant ainsi fin aux différentes procédures judiciaires entre les sociétés relatives aux droits de propriété afférents au produit Aixplorer® ; et
- Des frais liés au changement d'actionnaire majoritaire pour 2,8 millions d'euros.

Les produits exceptionnels 2019 étaient principalement liés au :

- Produit de cession de la filiale américaine SuperSonic Imagine Inc. pour 2,718 milliers d'euros ;
- Reprises de provision sur titres et créances rattachées de la filiale américaine pour 31,724 milliers d'euros suite à sa cession ; et
- Reprises de provision pour dépréciation du produit à recevoir sur le distributeur chinois suite au passage en pertes, pour 1,002 milliers d'euros.

22. Accords de licences

22.1. Licences acquises ou prises

Lors de sa création, la Société a conclu des accords de licences sur des brevets de base.

Lors de la deuxième levée de fonds en 2008, la Société a fait l'acquisition des brevets CNRS licenciés lors de sa création, et de la quote-part du CNRS sur les brevets pris en copropriété issus du contrat cadre de collaboration avec le CNRS (contrat 2006 à 2008). Ces accords prévoient également le versement de royalties.

En 2014, la Société a signé un nouvel accord de licence mondiale non exclusive sur l'ensemble du portefeuille de brevets d'un acteur majeur de l'industrie, dans le domaine de l'équipement et des méthodes de l'imagerie médicale par ultrasons.

À ce jour, la Société est engagée au versement de royalties dont le montant est indexé sur une partie de son chiffre d'affaires et dont la charge est comptabilisée en Autres charges d'exploitation.

22.2. Licences octroyées

À travers un accord signé le 3 mars 2014, la Société a concédé à un acteur industriel majeur une licence mondiale et non exclusive sur certains de ses brevets. Cet accord est valable au moins jusqu'en novembre 2023, en contrepartie du paiement de redevances étalé sur 2014 et 2015. L'intégralité de ces redevances a été reconnue en « Autres revenus d'exploitation » en 2014. Cet acteur s'est également engagé à ne pas opposer à la Société les brevets dont elle est propriétaire dans le domaine de l'imagerie médicale par ultrasons. La Société a également négocié un accord de licence croisée en 2016 impliquant une licence non exclusive et mondiale de certains de ses brevets à un deuxième acteur industriel majeur.

Depuis, aucune autre licence n'a été octroyée.

23. Autres engagements financiers

Engagements reçus

Le montant des créances clients à la clôture fait l'objet d'une clause de réserve de propriété, prévue dans les conditions générales de vente, au bénéfice de la Société.

La Société bénéficiant du concours de la BPI dans le cadre du financement de ses activités de recherche et développement, elle a reçu des engagements destinés à financer une partie de ses futurs travaux, sous forme de subventions.

Les engagements et produits encaissés sur subventions se détaillent comme suit :

En milliers d'euros	Subventions encaissées			Total Cumulé	Montant de l'aide au Contrat	Solde à recevoir
	Avant 2019	2019	2020			
ICARE - OSEO	2 129	0		2 129	2 838	0*
DARMUS- DGA	645			645	645	
CARDIO - ANR	215			215	215	
TUCCIRM - ANR	126			126	126	
Elastobus - OSEO	454			454	454	
TUCE -OSEO	1 208			1 208	1 208	
Micro Elasto - ANR	181			181	186	4
PLIK - OSEO	54			54	133	79
PLIK - Pays d'Aix	25			25	80	55
PLIK - PACA					80	80
BITHUM - ANR	112			112	118	6
IDITOP - OSEO	335			335	335	
IDITOP - PACA	250			250	250	
Cartographics - INCA INSERM	133			133	133	
Capacité - BPI						
SOLUS	344		40	384	408	24
Ultra Fast 4D-ANR	92			92	306	214
RHU STOP AS	105		49	154	203	49
Total	6 407	0	89	6 496	7 716	1 220

* subvention Icare : au cours de l'exercice 2017, la Société a trouvé un accord avec Bpifrance, financeur de ce programme, dans la mesure où une partie des objectifs initiaux n'ont pas aboutis. Le solde de la subvention ne sera jamais acquis.

23.1. Nantissement de titres de placement

Des titres de placement à hauteur de 158 milliers d'euros ont été nantis au profit de la société BNP Paribas Real Estate à titre de caution sur les loyers des locaux d'Aix en Provence. Ce nantissement a été délivré

pour une période de neuf ans s'achevant le 30 septembre 2024. Ce nantissement sera levé le 30 septembre 2021, soit à la fin du bail résilié en 2020, prenant fin le 30 septembre 2021.

23.2. Engagements au titre des contrats de location simple :

Le bail commercial signé par la Société pour ses locaux situés à Aix-En-Provence, renouvelable pour une période de trois ans, courait jusqu'au 17 juillet 2017. Ce contrat a été tacitement reconduit et prendra fin le 30 septembre 2021. Au 31 décembre 2020, les engagements restants s'élèvent à 167 milliers d'euros.

En juillet 2015, la Société a signé un bail pour un espace situé à Aix en Provence, renouvelable pour une période de trois ans, qui court jusqu'au 30 juin 2018. Un avenant a été signé en novembre 2018 permettant le départ du bâtiment concerné à chaque trimestre moyennant un préavis de 6 mois et ce jusqu'au 30 septembre 2021. Les engagements restants à ce titre au 31 décembre 2020 s'élèvent à 46 milliers d'euros.

Le bail commercial signé par la Société pour ses nouveaux locaux situés à Aix-En-Provence débutera au 1^{er} octobre 2021 pour une durée de 10 ans et celui-ci prendra fin au 30 septembre 2031. La Société a la possibilité de dénoncer le contrat à la fin de la 2^{ème} période triennale.

Les engagements restants à ce titre au 31 décembre 2020 sont de 3,198 milliers d'euros pour la période courant jusqu'au 30 septembre 2031.

24. Engagements de retraite envers le personnel

Au 31 décembre 2020, le montant des engagements de retraite envers le personnel est de 520 milliers d'euros, non comptabilisé au bilan, contre 414 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2020	31 déc. 2019
Taux d'actualisation	0,33%	0,80%
Taux de revalorisation des salaires	3,0%	3,0%
Taux d'inflation	2,0%	2,0%
Taux de charge sociale : Non cadres	25,0%	25,0%
Taux de charge sociale : Cadres	46,0%	46,0%

Les engagements sont calculés sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à 62 ans pour les non-cadres et à 64 ans pour les cadres.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs sont déterminées sur la base de données provenant de statistiques publiées et de données historiques en France (table INSEE TD/TV 2013 - 2015).

Les taux de mobilité retenus ont été déterminés sur la base des statistiques des dernières années. Ce taux représente un taux annuel moyen de mobilité de 11,5% des effectifs.

25. Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

Le montant brut global des rémunérations et avantages de toute nature des dirigeants et mandataires sociaux versés au cours de l'exercice 2020 s'est élevé à 908 milliers d'euros contre 322 milliers d'euros en 2019.

26. Effectif

À la clôture de l'exercice, la Société emploie 113 salariés. Au 31 décembre 2020, elle emploie également 50 employés Chinois dans son établissement de Beijing et 1 cadre en Italie.

La ventilation de l'effectif en France par catégorie et par année est présentée ci-dessous :

	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Cadres	97	91
Agents de maîtrise et techniciens	9	18
Employés	7	8
Total salariés à la clôture	113	117

27. Impôts et situation fiscale latente

À la clôture de la période la situation fiscale de la Société s'analyse comme suit :

- Crédit d'impôt recherche au 31 décembre 2020 : 2,351 milliers d'euros ;
- Régularisations crédits d'impôt antérieurs : 0 millier d'euros
- Impôt sur les bénéfices : 11 milliers d'euros

L'impôt sur les bénéfices concerne l'établissement chinois.

Le montant des déficits fiscaux reportable s'élève à 170,6 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 150,3 millions d'euros au 31 décembre 2019.

28. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Résultat de l'exercice	(19 274)	(18 047)
Impôt sur les bénéfices	(2 349)	(2 169)
Résultat avant impôt	(21 623)	(20 216)
Variation des provisions réglementées : amortissements dérogatoires	-	-
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires avant impôt	(21 623)	(20 216)

29. Ventilation de l'impôt sur le bénéfice

À la clôture de la période la ventilation de la charge d'impôt sur le bénéfice se présente de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Impôt correspondant	Résultat net
Résultat courant	(20 729)	2 349	(18 380)
Résultat exceptionnel	(893)	-	(893)
Total	(21 621)	2 349	(19 274)

30. Informations sur les entreprises liées

Le tableau ci-dessous présente les éléments concernant les entreprises liées. Une entreprise est considérée comme liée lorsqu'elle est incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les entreprises sont consolidées par intégration globale lorsque la société mère a le contrôle exclusif.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2020 brut	31/12/2020 net
Titres SSI China	2 000	2 000
Titres SSI DE	25	-
Titres SSI UK	2	-
Titres SSI Italie	10	-
Titres SSI HK	1	1
Total	2 038	2 000
Créances Hologic USA	-	-
Dettes SSI China	(2 989)	(2 989)
Créances SSI DE	3 273	-
Créances SSI UK	2 179	-
Créances SSI Italie	44	-
Dettes SSI HK	(238)	(238)
Dette financière Hologic	(55 341)	(55 341)
Compte client créditeur Hologic US	(1 938)	(1 938)
Total	(55 010)	(60 506)

Les charges financières de l'exercice relatives aux entreprises liées sont une charge d'intérêts de 2,552 milliers d'euros.

Les produits financiers de l'exercice relatifs aux entreprises liées sont des produits d'intérêts sur créances rattachées de 37 milliers d'euros et une reprise de dotation aux dépréciations d'actifs financiers de 467 milliers d'euros

Les montants relatifs au groupe Hologic (actionnaire majoritaire) dans les comptes clos le 31 décembre 2020 sont les suivants :

• Emprunt Hologic et intérêts courus	55 341 K€
• Créances clients (créditrices)	(1 938) K€
• Intérêts financiers de l'exercice	(2 552) K€
• Ventes de produits	1 590 K€
• Ventes de services	38 K€
• Facturation de management fees	1 787 K€
• Uniformisation de la marge de distribution des entités de distribution ⁽¹⁾ (4 946) K€ (comptabilisée en Autres achats et charges externes)	

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2020, SuperSonic Imagine a signé des accords de distribution non exclusive avec plusieurs entités du groupe Hologic. En application de ces contrats, les entités de distribution sont considérées comme des Limited Risk Distributors et se voient assurées une marge de distribution (résultat opérationnel / chiffre d'affaires) de 3%.

31. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant en charges au compte de résultat de l'exercice se décomposent comme suit :

<i>Honoraires des Commissaires aux Comptes En € H.T</i>	Ernst & Young et Autres	TALENZ ARES AUDIT	Ernst & Young et Autres	TALENZ ARES AUDIT
	Exercice clos le 31 décembre 2020		Exercice clos le 31 décembre 2019	
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité	84 000	35 500	84 000	35 500
Services autres que la certification des comptes	1 500	-	16 614	-
Total	85 500	35 500	100 614	35 500

32. Évènements postérieurs à la clôture

32.1 Avenants au contrat de prêt intitulé « Loan Agreement » entre la société SuperSonic Imagine S.A et la société Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire

En date du 19 janvier 2021, le contrat de prêt intitulé « Loan Agreement » conclu en date du 14 août 2019 entre la société SuperSonic Imagine S.A et la société Hologic Hub Ltd., actionnaire majoritaire, a fait l'objet d'un avenant afin d'augmenter le montant maximum cumulé du contrat de prêt de 67 à 73 millions d'euros.

32.2 Impacts de la pandémie de Covid-19

S'agissant de l'impact de la pandémie de Covid-19 sur l'activité de la Société, veuillez-vous référer à la Note 1.1.2 Faits marquants de l'exercice.

32.3 Gouvernance

Lors de sa réunion du 19 janvier 2021, le Conseil d'administration :

- a pris acte de la démission de Madame Patricia Dolan de ses fonctions de membre du Conseil d'administration, de membre du comité d'audit et de membre du comité des nominations et des rémunérations de la Société ;
- a pris acte de la démission de Monsieur John LaViola de ses fonctions de censeur du Conseil d'administration ;
- a décidé de coopter Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur en remplacement de Madame Patricia Dolan, démissionnaire, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations. Madame Souad Belarbi a été nommée pour la durée restant à courir du mandat de Madame Patricia Dolan, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Il est précisé que la ratification de la cooptation de Madame Souad Belarbi en qualité d'administrateur sera soumise à l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- a décidé de nommer Monsieur Andrew Chard, sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations, en qualité de membre du comité d'audit de la Société.

33. Filiales et participations

<i>En milliers d'euros</i>	SuperSonic Imagine Ltd.	SuperSonic Imagine GmbH	SuperSonic Imagine Srl	Supersonic Imagine HK Ltd.	Supersonic Imagine (Shanghai) Medical Devices Co. Ltd.
Capital	1	25	10	1	2 002
Capitaux propres autres que le capital	(2 158)	(3 196)	(34)	227	(4)
Quote-part du capital détenu	100%	100%	100%	100%	100%
Valeur Brute	2	25	10	1	2 000
comptable des titres Nette détenus	-	-	-	1	2 000
Prêts et avances consentis et non remboursés nets	-	-	-	(238)	(2 989)
Cautions et avals donnés par la société	-	700	12	-	-
CA 2020	20	371	-	233	4 181
Résultat net 2020	(34)	(87)	(2)	17	410
Dividendes encaissés par la société	-	-	-	-	-

PARTIE 5 - RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société SuperSonic Imagine,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SuperSonic Imagine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "Continuité d'exploitation" de l'annexe aux comptes consolidés relative au soutien financier assuré par l'actionnaire majoritaire.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « 3.4 Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et la vérification de leur valeur actuelle, et contrôlé que les notes « 3.4 Immobilisations incorporelles » et « 8 Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Avignon et Montpellier, le 11 février 2021

Les Commissaires aux Comptes

TALENZ ARES AUDIT

ERNST & YOUNG et Autres

Johan Azalbert

Xavier Senent

Frédérique Doineau

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société SuperSonic Imagine,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SuperSonic Imagine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe aux comptes annuels relative au soutien financier assuré par l'actionnaire majoritaire.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 1.1.3 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle, et nous nous sommes assurés que les notes 1.1.3 « Immobilisations incorporelles » et 2. « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes annuels fournissent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut

raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Avignon et Montpellier, le 11 février 2021

Les Commissaires aux Comptes

TALENZ ARES AUDIT

ERNST & YOUNG et Autres

Johan Azalbert

Xavier Senent

Frédérique Doineau